

ÉCRITS HISTORIQUES ET POLITIQUES

HISTOIRE

1960

bibliothèque numérique romande
ebooks-bnr.com

Simone Weil

ÉCRITS HISTORIQUES ET POLITIQUES

HISTOIRE

1960

bibliothèque numérique romande
ebooks-bnr.com

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LES ORIGINES DE L'HITLÉRISME(1)

I. – PERMANENCE ET CHANGEMENTS DES CARACTÈRES NATIONAUX

À la faveur des événements, de vieilles expressions reparaissent ; on parle de nouveau de « la France éternelle » et de « l'éternelle Allemagne », la place de l'adjectif suffisant à en indiquer la portée. Il faut examiner une bonne fois ces formules et savoir si elles ont un sens. Car ni la guerre ni la paix ne peuvent être conçues de la même manière, selon qu'elles ont ou non un sens. Si une nation nuisible aux autres est telle de toute éternité, le seul but qu'on puisse assigner aux négociations comme aux combats est de l'anéantir, ou du moins de l'enchaîner de chaînes capables de durer plusieurs siècles ; si une nation amoureuse de paix et de liberté pour elle-même et autrui est telle de toute éternité, on ne peut jamais lui accorder trop de puissance. Si au contraire l'esprit des nations change, le but de la politique, en guerre comme en paix, doit être de créer, du moins dans toute la mesure des possibilités humaines, des conditions de vie internationale telles que les nations qui sont paisibles le restent, et que celles qui ne le sont pas le deviennent. Il y a là deux politiques possibles, qui diffèrent presque sur tous les points. Il faut choisir. Un choix erroné serait fatal ; ne pas choisir serait pire. En 1918 on n'a pas choisi ; nous en souffrons les conséquences.

Que parfois certains caractères nationaux durent des siècles, ou même des millénaires, on ne peut en douter après examen. Don Quichotte vit toujours en Espagne ; bien plus, la grandiloquence qui y enfle les paroles des hommes politiques se retrouve non seulement dans les tragiques espagnols des XVIe et XVIIe siècles, inspirateurs et modèles de notre Corneille, mais encore dans les poètes latins d'origine espagnole, Lucain et Sénèque. Qui croirait en revanche aujourd'hui qu'au XVIe siècle l'Espagne ait pu menacer par son ambition et sa puissance les libertés du monde ? Un siècle plus tard c'était déjà incroyable. Si l'on examine l'Italie, deux peuples peuvent-ils différer plus complètement que les Romains antiques et les Italiens du moyen âge ? Les Romains n'avaient de supériorité que dans les armes et

l'organisation d'un État centralisé. Les Italiens du moyen âge et de la Renaissance étaient incapables d'unité, d'ordre et d'administration ; ils ne se battaient guère que par procuration, au moyen de mercenaires, et la guerre était conçue de manière telle que Machiavel cite une campagne d'été, au cours d'une guerre menée par Florence, pendant laquelle il n'y eut ni un mort ni un blessé d'un côté ni de l'autre. En revanche les Italiens parurent à cette époque, ce que les Romains n'avaient jamais été avec tous leurs efforts d'imitation servile, les héritiers directs des Grecs pour toutes les grâces et les pouvoirs de l'esprit. L'histoire des nations offre ainsi des exemples, également surprenants de permanence et de transformations. Mais ce sont deux nations seulement qui nous intéressent ici, la France et l'Allemagne ; et les caractères nationaux n'importent pas tous, mais seulement ceux qui font qu'une nation constitue ou ne constitue pas un danger grave pour la civilisation, la paix et la liberté des peuples. La question est de savoir si ces caractères, en ce qui concerne la France et l'Allemagne, sont durables ou changeants. La réponse à cette question ne peut être cherchée que dans le passé ; car l'avenir nous demeure caché.

Un fait d'abord éclate aux yeux : jusqu'au XXe siècle il n'y a jamais eu de danger de domination universelle de la part des Germains ou des Allemands ; car les prétentions de la maison de Habsbourg à l'empire du monde sont restées aussi vides de portée effective que les prédictions de Merlin, jusqu'au jour où cette maison est devenue espagnole. Ce fait indéniable n'a de signification que si l'on veut bien se rappeler, ce qu'on oublie aujourd'hui si facilement, que le danger de domination universelle n'a rien de nouveau ou d'inouï. Rome la première n'a pas seulement menacé, mais anéanti les libertés du monde, si du moins l'on veut se servir de l'expression exagérée des écrivains latins, et nommer monde une large étendue autour de la Méditerranée. Soit dit en passant, ceux qui, comme Péguy et tant d'autres, accordent une part égale de leur admiration à l'Empire romain et aux guerres pour l'indépendance des patries commettent une contradiction sans excuse. Au moyen âge, après la brève résurrection de l'Empire romain tentée par Charlemagne, les deux héritiers de cet Empire, le Saint Empire Romain Germanique et la Papauté, se sont livré pour la domination temporelle de la chrétienté une lutte qui d'ailleurs ne comportait aucun danger pour les libertés locales, grâce au désordre de l'époque et à la nature intrinsèquement faible de ces deux pouvoirs. Mais depuis quatre siècles l'Occident a subi trois menaces graves de domination universelle ; la première est venue d'Espagne, sous Charles Quint et Philippe II, la seconde de France, sous Louis XIV, la troisième de France encore, sous le Directoire et Napoléon. Les trois menaces ont été écartées après un sacrifice effroyable de vies humaines, et dans les trois cas l'Angleterre a joué le

rôle principal. Aujourd'hui, cette vieille histoire se reproduit, sans différences considérables. Le danger n'est peut-être pas plus grave ; la lutte n'est pas plus atroce. Le massacre des non-combattants, des femmes et des enfants n'est pas une nouveauté, comme certains hommes d'État l'ont affirmé naïvement. Ni l'Espagne, ni la France n'ont été, à la suite de leurs défaites, anéanties, démembrées, ou même désarmées ; nulle contrainte ne leur a été imposée. Le danger s'est déplacé par suite du changement des circonstances. Qui peut dire de quelle manière il pourra encore se déplacer ? Nul ne peut rien en savoir.

*

« LA FRANCE ÉTERNELLE »

Ce bref rappel de faits universellement connus résout déjà la question posée en ce qui concerne la France. Il n'y a pas de « France éternelle », tout au moins en ce qui concerne la paix et la liberté. Napoléon n'a pas inspiré au monde moins de terreur et d'horreur qu'Hitler, ni moins justement. Quiconque parcourt, par exemple, le Tyrol, y trouve à chaque pas des inscriptions rappelant les cruautés commises alors par les soldats français contre un peuple pauvre, laborieux et heureux pour autant qu'il est libre. Oublie-t-on ce que la France a fait subir à la Hollande, à la Suisse, à l'Espagne ? On prétend que Napoléon a propagé, les armes à la main, les idées de liberté et d'égalité de la Révolution française ; mais ce qu'il a principalement propagé, c'est l'idée de l'État centralisé, l'État comme source unique d'autorité et objet exclusif de dévouement ; l'État ainsi conçu, inventé pour ainsi dire par Richelieu, conduit à un point plus haut de perfection par Louis XIV, à un point plus haut encore par la Révolution, puis par Napoléon, a trouvé aujourd'hui sa forme suprême en Allemagne. Il nous fait à présent horreur, et cette horreur est juste ; n'oublions pas pourtant qu'il est venu de chez nous.

Sous la Restauration, plus encore sous Louis-Philippe, la France était devenue la plus pacifique des nations. Pourtant à l'étranger, le souvenir du passé faisait qu'on continuait à la craindre, comme nous avons craint l'Allemagne après 1918, et à regretter que ses vainqueurs ne l'eussent pas anéantie en 1814 ou 1815. Parmi les Français eux-mêmes beaucoup désiraient ouvertement la guerre et la conquête, et se croyaient un droit héréditaire à l'empire du monde. Que penserait-on aujourd'hui, par exemple, de ces vers écrits en 1831 par Barthélemy, poète alors populaire :

… Berlin est le domaine
Que la France a pour but lorsqu'elle se promène.

Et que penser d'ailleurs de tant de vers de Hugo à l'éloge des conquêtes françaises, où l'habitude ne nous laisse plus voir qu'un exercice littéraire ? Par bonheur, ce courant ne l'emporta pas ; pour des raisons mystérieuses la France avait cessé d'être une nation conquérante, du moins en Europe. Le second Empire même ne put par ses folies en faire une nation conquérante, mais seulement une nation conquise. La victoire de 1918 l'a rendue, si possible, moins conquérante qu'avant, de sorte qu'elle croit ne l'avoir jamais été et ne plus pouvoir le redevenir. Ainsi changent les peuples.

Si l'on remonte plus haut dans le passé, il y a analogie entre Hitler et Louis XIV, non certes quant à leur personne, mais quant à leur rôle. Louis XIV était un roi légitime, mais il n'en avait pas l'esprit ; les misères de son enfance, environnée des terreurs de la Fronde, lui avaient donné pour une part l'état d'esprit des dictateurs modernes qui, partis de rien, humiliés dans leur jeunesse, n'ont cru pouvoir commander leur peuple qu'en le matant. Le régime établi par lui méritait déjà, pour la première fois en Europe depuis Rome, le nom moderne de totalitaire. L'abaissement des esprits et des cœurs pendant la seconde partie de son règne, celle où a écrit Saint-Simon, est quelque chose d'aussi douloureux que tout ce qu'on a pu voir par la suite de plus triste. Aucune classe de la nation n'y a échappé. La propagande intérieure, malgré l'absence des moyens techniques actuels, atteignait une perfection difficile à dépasser ; Liselotte, la seconde Madame, n'écrivait-elle pas qu'on ne pouvait publier aucun livre sans y insérer les louanges du roi ? Et pour trouver aujourd'hui quelque chose de comparable au ton presque idolâtre de ces louanges, ce n'est pas même à Hitler, c'est presque à Staline qu'il faut penser. Nous avons aujourd'hui l'habitude de voir dans ces basses flatteries une simple clause de style, liée à l'institution monarchique ; mais c'est une erreur ; ce ton était tout nouveau en France, où jusque-là, sinon dans une certaine mesure sous Richelieu, on n'avait pas coutume d'être servile. Quant aux cruautés des persécutions et au silence établi autour d'elles, la comparaison se soutient facilement. L'emprise du pouvoir central sur la vie des particuliers n'était peut-être pas moindre, quoiqu'il soit difficile d'en juger.

La politique extérieure procédait du même esprit d'orgueil impitoyable, du même art savant d'humilier, de la même mauvaise foi que la politique d'Hitler. La première action de Louis XIV fut de contraindre l'Espagne, à qui il venait de s'allier par mariage, à s'humilier publiquement devant lui sous menace de guerre. Il humilia

de la même manière le pape ; il contraignit le doge de Gênes à venir lui demander pardon ; il prit Strasbourg exactement comme Hitler a pris Prague, en pleine paix, parmi les larmes des habitants impuissants à résister, au mépris d'un traité tout récemment conclu et qui avait fixé des frontières théoriquement définitives. La dévastation atroce du Palatinat n'eut pas non plus l'excuse des nécessités de la guerre. L'agression non motivée contre la Hollande faillit anéantir un peuple libre et fier de l'être, et dont la civilisation à ce moment était plus brillante encore que celle de la France, comme les noms de Rembrandt, Spinoza, Huyghens le montrent assez. On aurait peine à trouver dans la littérature allemande contemporaine quelque chose de plus bassement cruel qu'un petit poème gai composé à cette occasion par La Fontaine pour prédire la destruction des cités hollandaises(2). Que La Fontaine soit un grand poète rend seulement la chose plus triste. Louis XIV devint enfin l'ennemi public en Europe, l'homme par qui tout homme libre, toute cité libre se sentaient menacés. Cette terreur et cette haine, on les voit dans les textes anglais de l'époque, par exemple le journal de Pepys ; et Winston Churchill, dans sa biographie de son illustre ancêtre Marlborough, témoigne rétrospectivement à Louis XIV les mêmes sentiments qui l'animent contre Hitler.

Mais le véritable, le premier précurseur d'Hitler depuis l'antiquité est sans doute Richelieu. Il a inventé l'État. Avant lui, des rois, comme Louis XI, avaient pu établir un pouvoir fort ; mais ils défendaient leur couronne. Des sujets avaient pu se montrer citoyens dans le maniement des affaires ; ils se dévouaient au bien public. L'État auquel Richelieu s'est donné corps et âme, au point de n'avoir plus conscience d'aucune ambition personnelle, n'était pas la couronne, encore moins le bien public ; c'était la machine anonyme, aveugle, productrice d'ordre et de puissance, que nous connaissons aujourd'hui sous ce nom et que certains pays adorent. Cette adoration implique un mépris avoué de toute morale, et en même temps le sacrifice de soi-même qui accompagne d'ordinaire la vertu ; ce mélange se trouve chez Richelieu, qui, disait, avec la merveilleuse clarté d'esprit des Français de cette époque, que le salut de l'État ne se procure pas par les mêmes règles que le salut de l'âme, parce que le salut de l'âme se fait dans l'autre monde, au lieu que les États ne peuvent se sauver que dans ce monde-ci. Sans recourir aux pamphlets de ses adversaires, ses propres mémoires montrent comment il a appliqué ce principe, par des violations de traités, des intrigues destinées à prolonger indéfiniment les guerres les plus atroces, et le sacrifice de toute autre considération, sans exception aucune, à la réputation de l'État, c'est-à-dire, dans le mauvais langage d'aujourd'hui, à son prestige. Le cardinal-infant, dont on a pu voir récemment à Genève le visage courageux, lucide et triste, peint avec amour par Vélasquez, fit précéder ses armes en France d'un

manifeste qu'il suffirait aujourd'hui de traduire, sans changer aucun mot que les noms de Français et de Richelieu, pour en faire une excellente proclamation au peuple allemand. Car c'est une erreur grave de croire que la morale de cette époque, même en matière internationale, différât de la nôtre ; on y trouve, et même dans des discours de ministres, des textes qui ressembleraient aux meilleurs textes d'aujourd'hui à l'éloge d'une politique de paix s'ils n'étaient mieux raisonnés et infiniment mieux écrits. Une partie des ennemis de Richelieu, de son propre aveu, étaient animés par une horreur sincère de la guerre. On avait la même morale qu'aujourd'hui ; on la pratiquait aussi peu ; et comme aujourd'hui tous ceux qui faisaient la guerre disaient, à tort ou à raison, qu'ils la faisaient pour mieux l'éviter.

Si on remonte plus haut dans l'histoire de la France, on voit notamment que sous Charles VI les Flamands se disaient entre eux, pour s'encourager à maintenir leurs droits les armes à la main : « Voulons-nous devenir esclaves comme les Français ? » À vrai dire, depuis la mort de Charles V jusqu'à la Révolution, la France a eu en Europe la réputation d'être la terre d'élection non pas de la liberté, mais bien plutôt de l'esclavage, du fait que les impôts n'étaient soumis à aucune règle et dépendaient exclusivement de la volonté du roi. L'Allemagne, pendant la même période, fut regardée comme étant éminemment une terre de liberté ; qu'on lise plutôt les notes de Machiavel sur la France et l'Allemagne. Il en est de même de l'Angleterre, bien entendu, quelques moments pénibles mis à part. L'Espagne n'a perdu toutes ses libertés que lorsque le petit-fils de Louis XIV en eut occupé le trône. Les Français eux-mêmes, depuis Charles VI jusqu'à l'écrasement de la Fronde, ne perdirent jamais le sentiment qu'ils étaient privés de leurs droits naturels et légaux ; le XVIIIe siècle n'a pas fait autre chose que reprendre une longue tradition anéantie pendant plus d'un demi-siècle par Louis XIV. C'est au XIXe siècle seulement que la France s'est regardée elle-même et a été regardée comme étant par excellence un pays de lumière et de liberté ; les hommes du XVIIIe siècle, dont la gloire a tant contribué à donner à la France cette réputation, pensaient cela, eux, de l'Angleterre. Au reste, jusqu'au siècle, la culture occidentale formait un tout ; nul, avant le règne de Louis XIV, n'eût songé à la découper par nations. La « France éternelle » est de fabrication très récente.

L'ÉTERNELLE ALLEMAGNE

« L'éternelle Allemagne » est de fabrication à peu près aussi récente. Avant Frédéric II de Prusse on ne peut trouver dans aucune période de l'histoire de l'Allemagne aucun des caractères qui, en 1939, la font haïr

et redouter ; ni l'inclination à commander et à obéir d'une manière absolue, ni l'inclination à dominer le monde par la terreur de ses armes. Rien de tout cela n'existait avant que la Prusse n'eût une armée permanente. L'Allemagne qui nous gêne tant aujourd'hui, on peut dire que c'est la France qui l'a faite étape par étape. Richelieu et Louis XIV furent les modèles copiés par Frédéric II. Napoléon, après avoir si follement aboli les survivances du Saint Empire Romain germanique, suscita par ses conquêtes et son oppression le nationalisme allemand. Napoléon III, par sa malheureuse agression de 1870, éleva l'Allemagne au premier rang des grandes puissances. Le romantisme allemand, dont l'adoration de la force est un aspect, et dont Hitler, ce wagnérien, est pour une part l'héritier, date de l'époque où toutes les forces du pays furent tendues à se rompre contre Napoléon ; au XVIII[e] siècle il n'y en avait pas trace. S'il y a eu au monde un penseur inspiré par l'esprit dont la France se réclame, c'est bien Kant. Au reste, faute de pouvoir trouver dans les siècles récents ou dans le moyen âge des précédents à l'Allemagne hitlérienne, ceux qui croient à « l'éternelle Allemagne » sautent généralement deux mille ans, comme Hitler lui-même, et citent César et Tacite.

L'HITLÉRISME ET LES GERMAINS

Le préjugé raciste, qu'ils n'avouent pourtant pas, leur fait ainsi fermer les yeux à une vérité bien claire ; c'est que ce qui, il y a deux mille ans, ressemblait à l'Allemagne hitlérienne, ce ne sont pas les Germains, c'est Rome. Entre les peuplades décrites par César et Tacite et les Allemands actuels, il n'y a aucune ressemblance. On veut en trouver une dans le fait que ces peuplades aimaient guerroyer. C'est un goût assez général chez les peuples primitifs, libres et plus au moins nomades. Hitler et les siens n'aiment pas la guerre ; ils aiment la domination et ne rêvent que de paix, une paix, bien entendu, soumise à leurs volontés ; c'était aussi le cas de l'ancienne Rome.

On cite beaucoup les lignes de César : « La plus grande gloire pour ces peuples est d'avoir autour d'eux le plus loin possible des territoires dévastés et des solitudes. Ils regardent comme la marque du courage que leurs voisins soient chassés de leurs champs et s'en aillent, et que personne n'ose s'établir près d'eux ; ils croient aussi devoir être ainsi plus en sécurité, ayant supprimé le danger d'une agression brusque. » C'est là une coutume de peuplades amoureuses d'indépendance et de renommée militaire, nullement de domination. Ils chassaient les voisins dangereux ; Rome les désarmait et les asservissait ; qui n'eût préféré être voisin des Germains ? D'autant plus que dans ces forêts cultivées de place en place, la migration n'était une tragédie que par

accident.

On voit très bien, dans Tacite, d'où venait aux Germains leur goût de la guerre ; il venait de ce qu'ils méprisaient le travail. Ce trait les apparente aux Espagnols, non aux Allemands, dont l'aptitude à la guerre industrielle de notre époque vient de leur amour pour le travail obstiné, méthodique et consciencieux. « Leurs corps, dit Tacite, sont propres seulement à l'assaut, mais ne supportent pas le travail et la souffrance… On ne leur persuade pas si facilement de labourer la terre ou d'attendre la récolte que d'appeler les ennemis au combat et de gagner des blessures ; il leur semble paresseux et lâche d'acquérir par la sueur ce qu'on peut obtenir par le sang. Quand ils ne font pas la guerre, ils ne consacrent guère de temps à la chasse, mais plutôt au repos, livrés au sommeil ou aux repas. Ceux qui sont forts et belliqueux ne font rien ; les soins de la maison, du foyer, des champs, sont laissés aux femmes, aux vieillards et aux faibles. Eux restent dans la torpeur. Étrange diversité de nature, qui fait que les mêmes hommes ont tant d'amour pour l'inaction et de haine pour la tranquillité. »

Dans leur goût des combats, certains se souciaient pourtant de la justice, s'il faut croire Tacite ; témoins les Chauques, qui étaient, il est vrai, alliés des Romains. « Ce territoire immense, les Chauques ne l'occupent pas seulement, ils le remplissent ; peuple illustre entre les Germains, et qui choisit de défendre sa grandeur par la justice. Dépourvus d'avidité et de cruauté, tranquilles et se tenant à part, ils ne provoquent aucune guerre, ils ne dévastent rien par les pillages ou les larcins. Le plus grand témoignage de leur vaillance et de leur puissance est que, quand ils sont les plus forts, ils n'en profitent pas pour faire des injustices. »

Ce qui frappe le plus chez les Germains de Tacite, ce qui les met le plus loin et des sujets ou citoyens romains de leur temps et des Allemands de 1939, c'est qu'ils étaient libres. « Les rois mêmes n'ont pas une puissance absolue ou arbitraire ; quant aux chefs, c'est l'exemple plutôt que le commandement, s'ils sont résolus, s'ils se distinguent, s'ils combattent devant les lignes, c'est l'admiration qui fait leur autorité. Au reste, il n'est licite à personne de sévir, de mettre en prison ou même de frapper, sinon aux prêtres ; et ils ne le font pas en guise de châtiment, ni sur l'ordre du chef, mais comme par le commandement du dieu qu'ils croient présent aux batailles… Les princes délibèrent des affaires de faible importance, le peuple tout entier des grandes affaires, mais de telle manière que les affaires mêmes qui dépendent du peuple sont traitées par les princes… Un roi, un prince, selon l'âge, la noblesse, la réputation militaire, l'éloquence de chacun sont entendus ; ils ont de l'autorité pour persuader plutôt qu'un pouvoir de commandement. » Il n'y a pas d'impôts prélevés par

contrainte. « Les peuples ont coutume d'apporter d'eux-mêmes aux princes, chaque homme pour son compte, du bétail ou du blé ; dons reçus comme un honneur et qui subviennent en même temps aux besoins. » Les esclaves mêmes sont presque libres. « Ils n'en usent pas à notre mode, pour des services déterminés dans la maison. Chaque esclave est souverain dans son domaine et son foyer. Le maître exige de lui, comme d'un colon, une certaine quantité de froment, de bétail ou de vêtements ; c'est dans cette mesure que l'esclave obéit… Frapper un esclave, le punir par des chaînes ou des travaux est chose rare ; il arrive qu'on en tue, non pour la discipline et comme châtiment, mais dans l'emportement de la colère, comme on tue un ennemi particulier, sauf qu'on le peut impunément… Le maître et l'esclave ne se distinguent par aucun raffinement dans l'éducation ; ils passent leur enfance au milieu du même bétail, sur le même sol, jusqu'à ce que l'âge sépare ceux qui sont libres et que le courage les fasse reconnaître. »

Il serait trop long de reproduire les vives louanges que fait Tacite des mœurs des Germains, de leur chasteté, de leur hospitalité, de leur générosité. « Écarter de son toit n'importe quel mortel est regardé comme un crime… Nul ne fait de différence entre les gens qu'on connaît et ceux qu'on ne connaît pas, quant au droit de l'hospitalité. Si l'hôte qui part demande quelque chose, la coutume est de le lui donner ; on lui demande avec la même facilité. Ils aiment les présents, mais sans demander de reconnaissance pour ceux qu'ils donnent, sans en accorder pour ceux qu'ils reçoivent. »

Le trait le plus singulier, trait qui empêche tout à fait de reconnaître en ces Germains les ancêtres d'Hitler, mais qu'on a généralement attribué aux Allemands jusqu'en 1870, c'est la simplicité d'âme, l'absence de ruse. « Pour réconcilier des ennemis, contracter des alliances, choisir des chefs, enfin pour traiter de la paix ou de la guerre, ils délibèrent le plus souvent au milieu des banquets, parce que nulle autre occasion n'ouvre mieux l'âme à des pensées sincères et ne l'échauffe mieux pour les grandes pensées. Peuple sans ruse, sans artifice, la licence du divertissement dévoile encore mieux les secrets de leurs cœurs. Le lendemain, on traite les mêmes affaires ; ainsi l'opportunité de chaque moment est préservée ; ils délibèrent quand ils sont incapables de feindre, ils décident quand ils ne sont pas susceptibles de se tromper. »

César, il est vrai, accuse parfois les Germains de perfidie ; mais son propre témoignage, même en admettant qu'il ait tout dit, montre assez de quel côté était la perfidie. Un peuple germain chassé de son territoire ayant traversé le Rhin en quête d'une terre nouvelle, César marcha contre lui. Des députés vinrent lui dire qu'ils s'établiraient où il

voudrait ; il leur indiqua un peuple germain, ami des Romains, susceptible de les recevoir. Il ne voulait pas leur permettre de s'établir en Gaule, parce que, comme il le reconnaît lui-même, les Gaulois, trouvant la tyrannie des Germains préférable à celle des Romains, n'auraient été que trop disposés à les recevoir et à en appeler d'autres. Les députés des Germains demandèrent vainement à César de s'arrêter pendant que leur peuple délibérerait. Il était arrivé tout près quand les envoyés germains le supplièrent encore de s'arrêter, ou du moins d'accorder trois jours de trêve, pendant lesquels ils pourraient vérifier que le peuple désigné par César consentait effectivement à les recevoir ; ils s'engageaient alors à y aller. César accorda la trêve, quoique à contrecœur ; car, s'il faut l'en croire, il pensait, à tort ou à raison, qu'ils la demandaient seulement pour donner à une partie de leur cavalerie, à ce moment de l'autre côté de la Meuse, le temps de revenir. Il leur dit de venir le trouver le lendemain aussi nombreux que possible. Quand la cavalerie romaine, que César laissa poursuivre son avance, arriva aux yeux des cavaliers germains, ceux-ci se jetèrent sur elle et, au nombre de huit cents, mirent en fuite les cinq mille cavaliers de César.

Il est évident, puisque les Germains avaient tant imploré la trêve et en avaient tant besoin, que c'était là un accident, dû ou à un retard dans la transmission des ordres, car les envoyés germains n'avaient quitté César que peu de temps auparavant, ou à l'indiscipline des Germains et à l'approche provocatrice de la cavalerie romaine. César décida de ne pas observer la trêve ; mais il attendit le lendemain et il reçut la députation convenue, qui était formée de tous les chefs et anciens venus s'excuser de l'incident. César les mit sous bonne garde et marcha contre les Germains, qu'il surprit privés de leurs chefs et ne s'attendant à rien de tel. Les femmes et les enfants se mirent à fuir ; César envoya sa cavalerie, vaincue la veille, les massacrer ; la vue de ce massacre affola les Germains. Finalement ils périrent tous, tous jusqu'au dernier, hommes, femmes et enfants, soit sous le fer, soit dans le Rhin, au nombre de quatre cent trente mille. Les Romains n'eurent pas un mort et peu de blessés. Le Sénat décerna à César beaucoup d'honneurs pour cet exploit, mais Caton demanda qu'en expiation de la foi violée on le livrât enchaîné aux Germains, conformément à une ancienne coutume. César profita de ce massacre pour aller porter la terreur de l'autre côté du Rhin, usant de cet art propre aux Romains, et retrouvé de nos jours, de tout soumettre par la terreur et le prestige plus que par la force effective. Si quelqu'un fait penser à Hitler, par la barbarie, la perfidie préméditée, l'art de la provocation, l'efficacité de la ruse, c'est bien César ; ces malheureux Germains ressemblent seulement, par leur incohérence naïve, à tous les peuples ignorants de la discipline, de l'organisation et de la méthode.

Il n'y a rien, exactement rien, dans les seuls textes par lesquels nous connaissions les Germains d'il y a deux mille ans, qui puisse faire croire à un esprit mauvais ou dangereux qui subsisterait dans la race germanique à travers les siècles. À quoi aura-t-on recours pour défendre encore cette thèse ? Cherchera-t-on des exemples de cruautés et de dévastations commises pendant la période dite des grandes invasions ? On pourrait en trouver sans doute, mais on rencontrerait aussi une des plus pures figures de l'histoire dans la personne du premier roi Goth qui gouverna l'Italie, Théodoric. Bien qu'on se soit demandé si les Goths étaient d'origine purement germanique, on n'a jamais hésité à les ranger au nombre des populations teutonnes, leur langue étant la forme la plus antique de l'allemand connue aujourd'hui. On ne pourrait pas citer de souverain légitime qui ait régné d'une manière plus juste et plus humaine sur son propre peuple que Théodoric sur le pays dont il s'était emparé ; il n'y porta atteinte ni à la langue, ni aux institutions, ni à la religion, ni aux biens, ni à quoi que ce fût. Ce ne sont pas seulement les écrits de ses serviteurs qui en témoignent, mais aussi ceux de Procope, serviteur du général qui détruisit peu de temps après les Goths d'Italie ; il raconte que Théodoric ne commit au cours de son règne qu'un seul acte de violence injuste, et qu'il en mourut de chagrin presque aussitôt.

Si l'on passe au moyen âge, où trouvera-t-on des marques de l'esprit mauvais qu'on dénonce ? Serait-ce dans l'institution des villes libres ? Les libertés communales fleurissaient en Allemagne au moment où elles étaient écrasées en France et en Flandre et commençaient à périr en Italie. Serait-ce dans l'institution du Saint Empire Romain Germanique, ce lien fédéral entre villes et principautés indépendantes dont on ne saurait trop regretter la disparition ? Qui pourrait croire que cet Empire ait été violent, dangereux, animé d'impulsions de domination et d'expansion, alors qu'il ne put même pas conquérir une Italie alors faible, divisée et insoucieuse des armes, et cela bien qu'il fût appuyé par les vœux sincères d'un certain nombre d'Italiens dont Dante est le plus illustre ? C'est seulement quand la dynastie impériale fut devenue espagnole que l'Italie tomba sous le joug de l'étranger. Dans la période qui suit, on pourrait citer les horreurs des guerres religieuses ; mais elles ne dépassèrent pas celles des guerres de religion en France. Au temps de Louis XIV, l'Empire se trouva être du côté de la liberté, dans la coalition glorieusement dirigée par Marlborough. Les rois de Prusse firent apparaître en Allemagne quelque chose d'entièrement nouveau dont nous maudissons aujourd'hui les effets. Mais ignore-t-on que Frédéric II de Prusse dut sa gloire, non pas seulement à ses talents d'organisation, d'administration et de domination, à ses succès militaires, à ses violences sans scrupules, mais aussi et dans une mesure au moins égale aux louanges démesurées de



tous les écrivains français les plus illustres de l’époque ?

II. – HITLER ET LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA ROME ANTIQUE

L'analogie entre le système hitlérien et l'ancienne Rome est si frappante qu'on pourrait croire que seul depuis deux mille ans Hitler a su copier correctement les Romains. Si elle n'est pas tout d'abord évidente à nos yeux, c'est que nous avons presque appris à lire dans Corneille et dans le *De Viris ;* nous sommes habitués à nous mettre à la place des Romains ; même quand c'est la Gaule dont ils s'emparent ; aujourd'hui que nous sommes pris dans une situation analogue, mais où c'est notre ennemi qui joue le rôle de Rome, nous ne reconnaissons pas l'analogie. Car ce sont les conquêtes qu'on est menacé de subir qui font horreur ; celles qu'on accomplit sont toujours bonnes et belles. De plus, nous ne connaissons l'histoire romaine que par les Romains eux-mêmes et par leurs sujets grecs, contraints, les malheureux, à flatter leurs maîtres ; il faut ainsi un effort de critique continuel pour apprécier équitablement la politique de Rome. Nous ne possédons pas la version qu'auraient pu en donner les Carthaginois, les Espagnols, les Gaulois, les Germains, les Bretons.

Les Romains ont conquis le monde par le sérieux, la discipline, l'organisation, la continuité des vues et de la méthode ; par la conviction qu'ils étaient une race supérieure et née pour commander ; par l'emploi médité, calculé, méthodique de la plus impitoyable cruauté, de la perfidie froide, de la propagande la plus hypocrite, employées simultanément ou tour à tour ; par une résolution inébranlable de toujours tout sacrifier au prestige, sans être jamais sensibles ni au péril, ni à la pitié, ni à aucun respect humain ; par l'art de décomposer sous la terreur l'âme même de leurs adversaires, ou de les endormir par l'espérance, avant de les asservir avec les armes ; enfin par un maniement si habile du plus grossier mensonge qu'ils ont trompé même la postérité et nous trompent encore. Qui ne reconnaîtrait ces traits ?

Les Romains ont su manier à leur gré les sentiments des hommes. C'est ainsi qu'on devient maître du monde. Tout pouvoir qui s'accroît suscite autour de lui des sentiments divers ; si, par science ou bonne fortune, il suscite ceux qui lui donnent le moyen de s'accroître encore, il ira loin. Les peuples et les hommes placés autour du territoire soumis à Rome ont éprouvé, comme tous les mortels, tour à tour la crainte, la terreur, la colère, l'indignation, l'espérance, la tranquillité, la torpeur ; mais ce qu'ils éprouvaient à chaque moment était précisément ce qui

était utile à Rome, et cela par l'art des Romains. Il faut pour un tel art une espèce de génie, mais aussi une brutalité sans limites et qui n'a d'égard à rien.

On ne peut dépasser les Romains dans l'art d'être perfide. La perfidie a deux inconvénients : elle suscite l'indignation et empêche qu'on ne soit cru par la suite. Les Romains ont su éviter l'un et l'autre, parce qu'ils étaient perfides seulement quand ils pouvaient à ce prix anéantir leurs victimes. Ainsi aucune d'elles n'était en état de leur reprocher leur mauvaise foi. D'autre part, les spectateurs étaient frappés de terreur ; comme la terreur rend l'âme crédule, la perfidie même des Romains avait pour effet d'augmenter au lieu de diminuer autour d'eux l'inclination à les croire ; on croit volontiers ce qu'on désire vivement être vrai. En même temps les Romains louaient leur propre bonne foi avec une conviction contagieuse, et mettaient un soin extrême à sembler se défendre et non attaquer, à paraître respecter les traités et les conventions, sauf lorsqu'ils pouvaient frapper impunément, et parfois même en ce cas. Une de leurs coutumes était, quand un traité conclu par un de leurs consuls leur semblait trop modéré, de recommencer la guerre et de livrer ce consul nu et enchaîné aux ennemis en expiation du traité rompu ; ceux-ci, qui ignoraient cet usage et croyaient la paix établie, ne trouvaient dans ce corps nu qu'une faible consolation. Les exemples de perfidie et de foi violée sont si nombreux dans l'histoire romaine qu'ils seraient trop longs à tous citer ; ils ont tous un caractère commun, c'est qu'ils sont calculés et prémédités. C'est, ainsi que les Romains purent se donner une réputation de loyauté. Retz dit que lorsqu'on a froidement résolu de faire le mal, on peut garder les apparences, au lieu que si on ne veut pas le faire, et si néanmoins on s'y laisse aller, on provoque toujours un scandale. Les Romains ont appliqué ce principe à la violation de la parole donnée ; au lieu que les autres peuples qui, comme les Carthaginois, manquèrent à leur parole par besoin, par fureur, par désespoir, eurent une réputation de perfidie même auprès de la postérité, qui n'écoute jamais les vaincus.

Le plus bel exemple est celui de Paul-Émile, quand il fit en une seule heure le sac de soixante-dix villes et emmena leurs habitants comme esclaves, après avoir promis à ces villes le salut et avoir introduit dans chacune un détachement armé à la faveur de cette promesse. Le Sénat était l'auteur de cette ruse. L'histoire des guerres espagnoles, dans Appien, est pleine de généraux romains qui violent leur parole, massacrent des peuples entiers après les avoir désarmés en leur promettant la liberté et la vie, attaquent par surprise après avoir conclu la paix. Mais le plus affreux effet de la perfidie romaine fut le malheur de Carthage, où une civilisation qui, grâce à l'influence de l'Orient et de la Grèce, était sans doute pour le moins aussi brillante

que la civilisation latine, fut anéantie pour toujours et sans laisser aucune trace.

Carthage avait eu d'abord la bonne fortune, si l'on peut dire, d'être vaincue par un des très rares Romains qui aient donné des marques de modération, à savoir le premier Africain. Elle put ainsi survivre à la perte de toute sa puissance, mais dut contracter une alliance avec Rome et promettre de ne jamais engager la guerre sans sa permission. Au cours du demi-siècle qui suivit, les Numides ne cessèrent pas d'envahir et de piller le territoire de Carthage, qui n'osait se défendre ; pendant la même période de temps elle aida les Romains dans trois guerres. Les envoyés carthaginois, prosternés sur le sol de la Curie, tenant des rameaux de suppliants, imploraient avec des larmes la protection de Rome, à laquelle le traité leur donnait droit ; le Sénat se gardait bien de la leur accorder. Enfin, poussée à bout par une incursion numide plus menaçante que les autres, Carthage prit les armes, fut vaincue, vit son armée entièrement détruite. Ce fut le moment que Rome choisit pour déclarer la guerre, alléguant que les Carthaginois avaient combattu sans sa permission. Des délégués de Carthage vinrent à Rome implorer la paix, et, ne pouvant l'obtenir autrement, se remirent à la discrétion du Sénat. Celui-ci accorda aux Carthaginois la liberté, leurs lois, leur territoire, la jouissance de tous leurs biens privés et publics, à condition pour eux de livrer en otages trois cents enfants nobles dans un délai d'un mois et d'obéir aux consuls. Les enfants furent livrés aussitôt. Les consuls arrivèrent devant Carthage avec flotte de guerre et armée, et ordonnèrent qu'on leur remît toutes les armes et tous les instruments de guerre sans exception. L'ordre fut exécuté immédiatement. Les sénateurs, les anciens et les prêtres de Carthage vinrent alors se présenter aux consuls devant l'armée romaine. La scène qui suit, telle que la raconte Appien, est d'un tragique digne de Shakespeare, et rappelle en bien plus atroce ce qu'on a dit de la nuit passée par Hacha chez Hitler.

Un des consuls annonça aux Carthaginois présents devant lui que tous leurs concitoyens devaient quitter la proximité de la mer et abandonner la ville, et que celle-ci serait complètement rasée. « Il parlait encore qu'ils levèrent les mains vers le ciel avec des cris, attestant les dieux qu'on les avait trompés ; ils se répandirent en injures et en imprécations contre les Romains… Ils se jetèrent à terre, frappèrent le sol de leurs mains et de leurs fronts ; certains déchiraient leurs vêtements, se meurtrissaient le corps, comme pour punir la déraison qui les avait fait tomber dans ce piège. Quand leur fureur eut pris fin, il y eut un grand et morne silence, comme s'ils avaient été des cadavres gisants… Les consuls… savaient bien que les malheurs extrêmes poussent tout d'abord à la hardiesse, mais qu'avec le temps l'audace est subjuguée par la nécessité. C'est ce qui arriva aux

Carthaginois. Car dans le silence, leur malheur les touchant plus vivement, ils cessèrent de s'indigner ; ils se mirent à pleurer sur eux-mêmes, sur leurs enfants et leurs femmes qu'ils appelaient par leurs noms, sur leur patrie à qui, comme si elle eût été un être humain capable de les entendre, ils disaient toutes sortes de choses pitoyables… Les consuls, bien que pris de pitié devant les vicissitudes des choses humaines, restaient impassibles, attendant le moment où les Carthaginois en auraient assez de pleurer. Quand les plaintes eurent pris fin, il y eut de nouveau un silence. Ils se rendirent compte alors que leur ville était sans armes, abandonnée, sans un vaisseau, sans une catapulte, sans un javelot, sans une épée, sans citoyens capables de combattre, après qu'il en était péri cinquante mille, sans mercenaires, sans un ami, sans un allié… Ils renoncèrent alors au tumulte et à l'indignation, comme inutiles dans le malheur, et eurent recours aux paroles. »

Suit un discours où l'orateur invoque le traité conclu avec Scipion et les promesses récentes et formelles du Sénat. « Il n'y a rien qui ait plus de pouvoir dans les supplications que l'invocation des traités ; et nous n'avons aucun autre refuge que les paroles, puisque tout ce que nous possédions de puissance, nous vous l'avons livré… Si pourtant vous ne supportez même pas ces arguments, nous allons laisser de côté tout cela, et, seul droit qui reste aux malheureux, pleurer et supplier… Nous vous donnons un autre choix, bien préférable pour nous, bien plus honorable pour vous ; notre ville, laissez-la intacte, elle qui ne vous a fait aucun mal ; et nous à qui vous ordonnez de la quitter, si vous voulez, faites-nous tous mourir… Ne souillez pas votre réputation par un acte dont l'exécution sera atroce, le récit atroce, et que vous seriez les premiers à avoir commis dans toute l'histoire ; car les Grecs et les Barbares ont fait bien des guerres, et vous en avez fait beaucoup, Romains, aux autres peuples ; mais jamais personne n'a anéanti une ville qui avait tendu les mains avant le combat, livré ses enfants et ses armes, et qui, s'il existe encore quelque autre châtiment parmi les hommes, consentait aussi à le souffrir. »

Les consuls refusèrent jusqu'à l'autorisation d'aller une fois encore supplier le Sénat, et ils expliquèrent que l'ordre de raser la ville avait été donné dans l'intérêt des Carthaginois eux-mêmes. Ce genre de raffinement dans l'injure, tout à fait ignoré des Grecs, n'a peut-être été retrouvé pleinement depuis qu'après 1933. Le peuple de Carthage fut pris de désespoir, et l'armée romaine, trop confiante en ses forces, livrée au désordre et aux plaisirs, dut faire un siège de trois ans avant de pouvoir détruire la ville et les habitants sous les ordres du second Africain. On peut voir dans Polybe, ce que pensèrent les Grecs de cette agression, à commencer par Polybe lui-même, malgré la réticence imposée à un sujet de Rome et à un humble client des Scipion.

La cruauté la plus horrible apparaît dans cette histoire autant que la perfidie, et s'y combine. Nul n'a jamais égalé les Romains dans l'habile usage de la cruauté. Quand la cruauté est l'effet d'un caprice, d'une sensibilité malade, d'une colère, d'une haine, elle a souvent des conséquences fatales à qui y cède ; la cruauté froide, calculée et qui constitue une méthode, la cruauté qu'aucune instabilité d'humeur, aucune considération de prudence, de respect ou de pitié ne peut tempérer, à laquelle on ne peut espérer échapper ni par le courage, la dignité et l'énergie, ni par la soumission, les supplications et les larmes, une telle cruauté est un instrument incomparable de domination. Car étant aveugle et sourde comme les forces de la nature, et pourtant clairvoyante et prévoyante comme l'intelligence humaine, par cet alliage monstrueux elle paralyse les esprits sous le sentiment d'une fatalité. On y résiste avec fureur, avec désespoir, avec le pressentiment du malheur, ou on y cède lâchement, ou on fait l'un et l'autre tour à tour ; de toute manière l'esprit est aveuglé, incapable de calcul, de sang-froid et de prévision. Cet aveuglement apparaît chez tous les adversaires des Romains. De plus une cruauté de cette espèce fait naître des sentiments qui sembleraient n'être dus qu'à la clémence. Elle suscite la confiance, comme on le voit par l'histoire de Carthage, dans toutes les circonstances où il serait trop affreux de se défier ; car l'âme humaine répugne à regarder en face l'extrême malheur. Elle suscite la reconnaissance chez tous ceux qui auraient pu être anéantis et qui ne l'ont pas été ; car ils s'attendaient à l'être. Quant à ceux qui ont été anéantis, c'est-à-dire tués ou vendus comme esclaves, leur sentiment n'importe pas, puisqu'ils se taisent.

On trouve dans Polybe, à propos de la prise de Carthagène par le premier Africain, un exemple de cette cruauté romaine, qui, comme le texte l'implique, allait plus loin que la cruauté habituelle à cette époque. « Publius envoya la plupart des soldats contre les habitants de la ville, conformément à la coutume romaine, avec ordre de tuer tout ce qu'ils rencontreraient, sans épargner personne ni se jeter sur le butin jusqu'à ce qu'il donnât le signal convenu. À mon avis, ils agissent ainsi pour frapper de terreur ; c'est pourquoi on peut voir souvent aussi, dans les villes prises par les Romains, non seulement des êtres humains massacrés, mais même des chiens coupés en quartiers, et des membres épars d'animaux. Ce jour-là, le massacre fut extrêmement considérable, à cause de la multitude de ceux qui tombèrent aux mains des soldats. » Après la prise de la citadelle, Scipion fit réunir tous les survivants du massacre ordonné par lui ; chacun d'eux sans doute avait perdu des êtres chers. « Il mit à part les citoyens, hommes et femmes, ainsi que leurs enfants ; puis, les ayant exhortés à être reconnaissants aux Romains et à se souvenir du bienfait reçu, il les renvoya tous dans leurs maisons. Eux, versant des larmes et joyeux d'un salut inespéré,

remercièrent le général à genoux et s'en allèrent… Ainsi il les rendit extrêmement dévoués et fidèles à lui-même et à Rome. » Cette ville n'avait commis aucune faute à l'égard des Romains, sinon qu'étant soumise à une garnison carthaginoise, elle se trouvait automatiquement par rapport à eux dans le camp ennemi.

La destruction de Carthage montre assez que l'extrême soumission ne pouvait garantir de la cruauté des Romains. Les populations libres des nations alliées servaient à Rome de réservoir d'esclaves non moins que celles des pays ennemis. La Bithynie, pays de culture grecque, allié de Rome, dont le roi Prusias s'était déclaré l'affranchi du peuple romain et avait baisé à genoux le seuil de la Curie, fut incapable sous le règne suivant d'aider militairement Marius, parce que la plupart des Bithyniens avaient été saisis par les publicains et servaient comme esclaves dans les provinces romaines. Apprenant cela, le Sénat, anxieux de conserver des alliés militairement utilisables, décida la libération de tous les hommes de naissance libre, sujets de nations alliées, qui se trouveraient comme esclaves dans les provinces. Un préteur de Sicile se mit à appliquer ce sénatus-consulte, et en quelques jours, dans cette seule petite île, huit cents de ces malheureux furent ainsi libérés ; mais les propriétaires d'esclaves firent aussitôt arrêter la procédure. Tout cela nous est raconté par Diodore de Sicile.

D'après Appien, en Espagne, pendant le siège de Numance, la jeunesse d'une ville voisine fut prise un jour du désir d'aider cette malheureuse cité ; les vieillards, qui craignaient la colère de Rome et espéraient l'apaiser par une prompte soumission, dévoilèrent d'eux-mêmes ce projet aux Romains ; ceux-ci, investissant la ville par surprise et menaçant d'en faire immédiatement le sac, se firent livrer quatre cents jeunes gens nobles et leur coupèrent les mains à tous.

Après la défaite de Philippe, roi de Macédoine, les Romains eux-mêmes avaient solennellement proclamé la liberté de la Grèce au milieu de l'enthousiasme délirant des Grecs. Rome n'en intervint pas moins à partir de ce moment dans les affaires intérieures des cités grecques, et cela non pas par des conseils, mais par des ordres. Les cités réunies dans la ligue achéenne députèrent à Rome pour expliquer respectueusement que ces ordres étaient contraires aux lois, aux serments, aux conventions publiques. Mais un membre de la députation, nommé Callicrate, précurseur de Seyss Inquart, se mit à exciter le Sénat à l'énergie, disant que ceux qui voulaient persuader de mettre l'obéissance à Rome au-dessus des lois étaient mal accueillis par le peuple dans toutes les cités grecques, et l'emporteraient seulement s'ils étaient appuyés par la force romaine. Le Sénat fit savoir en Grèce que les cités devaient être gouvernées par des hommes tels que Callicrate ; la ligue achéenne, apeurée, prit aussitôt Callicrate pour

chef.

Dans la période qui suivit, les deux hommes qui exerçaient alors la plus grande autorité morale en Grèce, Aristaenos et Philopœmen, furent en désaccord seulement pour savoir s'il fallait exécuter n'importe quel ordre donné par les Romains, sans jamais même oser une remontrance, ou si l'on pouvait parfois se permettre de protester, avec la résolution d'obéir si la protestation restait vaine. Aristaenos disait que, si l'on ne peut pas faire ce qui est honorable, il faut se résigner à faire ce qui est expédient ; et que si l'on ne peut se montrer capable de ne pas obéir, il ne faut même pas oser en parler. Philopœmen répondait qu'alors la condition des Achéens ne différerait pas de celle des gens de Sicile et de Capoue, dont la servitude était ouvertement reconnue ; qu'il savait bien qu'à un moment donné les Grecs seraient contraints d'exécuter tout ce que Rome leur ordonnerait, mais qu'il s'agissait de savoir s'il fallait hâter ou retarder ce moment.

Lors de la guerre contre Persée, l'intérêt de la Grèce à ce que la Macédoine ne fût pas vaincue était évident, et Polybe laisse bien entendre, à travers des réticences d'esclave, qu'à peu près tous les Grecs le sentaient. Mais presque aucune cité n'osa agir à cet effet. Rhodes offrit sa flotte à Rome et refusa d'aider Persée, même au cas d'une agression non provoquée des Romains contre lui ; mais, une fois la guerre engagée, elle fit des tentatives de médiation auprès des deux adversaires. Cela suffit pour qu'après la victoire sur Persée le Sénat, accusant Rhodes de ne pas avoir souhaité cette victoire, délibérât pour savoir s'il fallait lui déclarer la guerre. Les délégués de Rhodes, voyant leurs protestations inutiles, s'abaissèrent au dernier degré de la supplication et de la soumission ; Tite-Live leur fait dire que, si Rome leur déclarait la guerre, ils abandonneraient tous leurs biens intacts et viendraient tous à Rome, hommes, femmes et enfants, livrer leurs corps à l'esclavage. En fin de compte, grâce à un discours de Caton, ils s'en tirèrent avec un châtiment moindre.

Les Achéens avaient offert une armée à Rome et envoyé à cet effet une députation dont Polybe fit partie ; néanmoins, une fois la guerre finie, le Sénat fit venir plusieurs milliers de citoyens grecs réputés, parmi lesquels Polybe lui-même ; leur crime était de n'avoir désiré la victoire ni de Rome ni de la Macédoine et d'avoir attendu passivement l'issue de la lutte. Le Sénat refusa également de les laisser repartir et de les juger, preuve qu'aucune accusation ne pouvait être portée contre eux ; ils furent dispersés à travers l'Italie, sauf Polybe qui fut recueilli à Rome par les Scipion. Les cités grecques ne se lassèrent pas d'envoyer en leur faveur des députations qui venaient avec des rameaux de suppliants ; mais ce fut en vain. La Grèce resta livrée à Callicrate et à ses amis, tellement haïs que les enfants les traitaient de traîtres en

pleine rue. La plupart des malheureux astreints à la résidence forcée en Italie y moururent ; les autres ne furent libérés qu'après quinze ans et ne recouvrèrent pas leurs droits civiques.

Quand Rome déclara la guerre à Carthage, les Grecs tentèrent de secouer le joug des traîtres vendus à Rome ; sans doute ils étaient poussés par l'indignation devant une agression si cruelle, et aussi par l'espoir que Rome, occupée en Afrique, ne pourrait exercer aucune répression contre eux. Comme il est naturel, les chefs qui s'imposèrent alors ne se trouvèrent pas à la hauteur d'une pareille tâche. Rome se contenta d'agir par voie diplomatique jusqu'à la destruction de Carthage. La terreur où tomba à ce moment la Grèce fait invinciblement penser, mais en bien plus atroce, aux pays sur lesquels s'étend l'ombre de la domination hitlérienne. « Les uns s'enlevaient eux-mêmes la vie sans raison ; d'autres fuyaient des villes par des endroits impraticables, sans savoir le moins du monde où aller, frappés de terreur par ce qui se passait dans les cités. Certains se dénonçaient les uns les autres à leurs ennemis comme ayant été hostiles aux Romains ; d'autres livraient et accusaient leurs proches, alors que personne ne leur demandait encore aucun compte ; d'autres allaient avec des rameaux de suppliants avouer qu'ils avaient agi contre les traités et demander quel serait leur châtiment, bien que personne ne se fût informé de leurs actions. Tout était plein d'une extraordinaire puanteur, tant il s'était jeté de gens dans les précipices et les puits de sorte que même un ennemi, comme on dit, aurait eu pitié de l'état où était tombée la Grèce… Les Thébains quittèrent tous leur ville et la laissèrent absolument déserte. » Corinthe fut alors anéantie ; Polybe en vit détruire sous ses yeux les merveilles. La Grèce fut réduite au régime colonial, et les Grecs tombèrent dans un avilissement dont témoignent les écrivains latins de l'époque impériale. Le génie grec, qui, malgré la décadence, fleurissait encore au IIIe siècle dans tous les domaines, périt alors sans retour, exception faite pour les traces qui en demeurèrent en Syrie et en Palestine. Quant à Rome, elle ne fit qu'en corrompre la pureté par une imitation servile qui le dérobe encore aujourd'hui à nos yeux ; elle en retint à peine quelques éclairs de poésie. En ce qui concerne les autres arts, la philosophie, la science, on peut presque considérer que la civilisation antique s'est éteinte avec la Grèce.

Le courage, la fierté, une énergie inlassable, une résolution héroïque, ne préservaient pas de la cruauté des Romains mieux que la soumission. Les Espagnols en firent l'épreuve, et surtout la malheureuse Numance, cité où des fouilles pratiquées récemment ont montré que l'influence grecque et les arts avaient pénétré. Viriathe, échappé par bonne fortune au massacre de tout son peuple, qui s'était rendu après que les Romains lui eurent promis la vie, la liberté et des terres, incita plusieurs peuples espagnols, parmi lesquels les

Numantins, à devenir ennemis de Rome. Trois ans plus tard, ayant acculé l'armée romaine dans un lieu où elle ne pouvait que périr, il offrit généreusement la paix, fut déclaré ami du peuple romain et reconnu possesseur des terres qu'il occupait. Mais le Sénat donna secrètement l'ordre de le harceler par tous les moyens, puis, presque aussitôt, lui déclara la guerre au mépris du traité. Viriathe, pris par surprise, dut fuir avec les siens et périt peu après par trahison.

Numance éprouva un sort semblable. Rome, maîtresse du monde, qui avait détruit Carthage et complètement subjugué la Grèce et la Macédoine, dut envoyer, à cette ville défendue par huit mille guerriers des armées de quarante mille, puis soixante mille soldats, et mit dix ans à la réduire. La quatrième année du siège, le général de l'armée romaine proposa la paix, s'engageant à obtenir du Sénat des conditions favorables si Numance se rendait à discrétion. Le Sénat ne voulut pas accorder ces conditions et la guerre continua. L'année suivante, les Romains se trouvèrent encerclés à la suite d'une panique. N'ayant aucun autre moyen d'éviter d'être tous massacrés, ils acceptèrent la paix avec Numance à des conditions d'égalité ; le général romain s'y lia par serment. D'après Plutarque, dont le récit concorde avec celui d'Appien, cet accord sauva la vie de vingt mille soldats romains. Le Sénat ne le ratifia pourtant pas, et livra le général nu et enchaîné aux Numantins, qui ne voulurent pas le recevoir. Enfin Scipion, le destructeur de Carthage, fut envoyé contre Numance. À la tête de soixante mille hommes, il investit complètement la ville de fortifications pour la réduire par la famine ; il refusa constamment le combat que les Numantins ne se lassaient pas d'offrir. Il ne voulut pas non plus leur permettre de se rendre autrement qu'à discrétion. Enfin, contraints par la faim à l'anthropophagie, ils se soumirent. Beaucoup se tuèrent plutôt que de se livrer à Scipion. Les autres furent vendus comme esclaves, et la ville fut rasée. Ni les lois de la guerre, qui ont toujours prescrit de traiter une cité moins durement si elle se rend que si elle est prise d'assaut, ni la vaillance et l'endurance héroïques dont ces hommes avaient fait preuve ne purent conseiller à Scipion un peu de clémence. D'après Appien, certains crurent qu'il avait agi ainsi dans la pensée que les grandes renommées se fondent sur les grandes catastrophes. Il avait raison, puisque les Romains l'ont honoré du surnom de *Numantinus* et que sa gloire est venue jusqu'à nous.

Toutes ces cruautés constituaient des moyens d'élever le prestige. Le premier principe de la politique romaine, à partir de la seconde victoire sur Carthage, et même auparavant, fut de maintenir le plus haut degré de prestige en toutes circonstances et à n'importe quel prix. Il est impossible d'aller autrement d'une certaine quantité de puissance à la domination universelle ; car un seul peuple ne peut pas en dominer beaucoup d'autres par les forces dont il dispose réellement. Ce

principe, poussé jusqu'au bout, prescrit que nul ne puisse se croire en mesure d'exercer une pression quelconque sur la volonté du peuple qui prétend à la domination ; l'impuissance des attitudes énergiques, des armes, des traités, des services passés, de la soumission, des prières doit être tour à tour éprouvée. Voilà pourquoi les Romains s'épuisèrent en une guerre interminable contre une petite cité dont l'existence ne les menaçait en rien, dont la destruction ne pouvait leur être utile à rien ; mais ils ne pouvaient souffrir qu'elle restât libre. Voilà aussi pourquoi ils n'acceptèrent presque jamais de parler de paix sinon après une victoire écrasante. Les traités ne furent jamais pour eux un obstacle aux desseins politiques ; il ne fallait que trouver la meilleure manière de passer outre. Les services rendus, comme il arrive souvent auprès des souverains et des maîtres, n'amenaient généralement comme salaire que des humiliations, afin que nul ne se crût de droits sur Rome ; celui qui se révoltait contre un tel traitement se trouvait isolé des ennemis de Rome par les services mêmes qu'il lui avait précédemment rendus, et était contraint par la défaite à la soumission, sans avoir même le droit d'invoquer ces services pour obtenir des conditions favorables. Ceux qui commençaient par l'alliance et la soumission et s'y maintenaient, n'étant guère mieux traités que des ennemis subjugués par la force, éprouvaient tous les jours leur propre impuissance par le fait même qu'ils obéissaient à contre-cœur. Les prières sont le moyen d'action suprême là où il n'en existe aucun autre, et par elles les hommes tentent de faire fléchir la volonté même des dieux ; mais d'affreux malheurs, de pitoyables supplications amenaient rarement les Romains à la clémence. Ainsi tous se sentaient livrés absolument et sans recours à la volonté de Rome quelle qu'elle fût, et ils en arrivaient à voir dans cette volonté le destin.

Une nation ne peut puiser la force d'agir ainsi que dans la conviction qu'elle a été choisie de toute éternité pour être la maîtresse souveraine des autres. Beaucoup de peuples, même misérables, se bercent de mythes où ils sont les maîtres de tout ; mais les Assyriens peut-être exceptés, les Romains les premiers, autant qu'on puisse savoir, formèrent sérieusement l'idée d'un peuple destiné à une telle mission ; c'est même la seule idée originale qu'ils aient su former. La meilleure formule s'en trouve dans Virgile : « Toi, Romain, occupe-toi de régir souverainement les nations. » Un peuple étant le maître par nature, tous ceux qui ne veulent pas lui obéir sont des esclaves rebelles et doivent être regardés et traités comme tels ; c'est ainsi qu'il faut comprends le vers « Épargner ceux qui sont soumis et abattre les orgueilleux. » On peut estimer que ce vers exprime réellement la politique de Rome, en ce sens qu'un maître épargne ses esclaves pour autant qu'il ne leur fait pas tout le mal qu'il pourrait leur faire ; car ils n'ont aucun droit. Ils sont coupables d'orgueil quand ils croient qu'ils

en ont. Car il ressort du vers de Virgile qu'aucun intermédiaire n'est admis entre la soumission et l'orgueil.

Le « Vae victis » des Gaulois voulait dire seulement que la défaite est un malheur qui expose aux mauvais traitements ; mais pour les Romains un ennemi vaincu était un coupable à châtier. Les paroles, authentiques ou non, que Tite-Live met dans la bouche de Paul-Émile sont significatives à cet égard. Persée, roi de Macédoine, dont le père Philippe avait été humilié de propos délibéré par les Romains même après qu'ils en eurent reçu des services essentiels, avait suscité des inquiétudes par ses préparatifs militaires. Le Sénat donna audience aux accusations de ses ennemis et refusa de leur confronter les ambassadeurs macédoniens ; puis, quand ceux-ci eurent enfin été admis à lui présenter leur défense, sans faire aucune réponse, sans formuler aucune exigence, aucun ultimatum, il déclara immédiatement la guerre. Persée, après avoir remporté une victoire, offrit aux Romains les conditions de paix les plus favorables, mais en vain. Enfin, vaincu par Paul-Émile et fait captif avec sa femme et ses fils tout petits, il fut amené devant le vainqueur et tomba à ses genoux. Paul-Émile le releva, et d'après Tite-Live lui dit à peu près : « Explique-moi donc, Persée, pourquoi, après avoir éprouvé du temps de ton père combien les Romains sont de bons alliés et des ennemis terribles, tu as choisi de les avoir pour ennemis ? » Persée baissa la tête et pleura en silence. Après le triomphe il fut jeté nu, ainsi que ses enfants, dans une fosse remplie de condamnés à mort, où il serait mort de faim au milieu des ordures, comme plus tard Jugurtha, si au bout d'une semaine l'intervention d'un des Scipion ne l'en avait fait tirer ; il périt deux ans plus tard torturé par ses gardiens, un siècle et demi environ après les victoires d'Alexandre.

Les Romains eurent presque toujours à l'égard des chefs vaincus ces manières de maître légitime qui punit la rébellion. La cérémonie du triomphe, cette institution horrible, propre à Rome, à laquelle Cicéron trouvait tant de douceur, contribuait à créer cette illusion. Il semblait toujours d'après ses actes et ses paroles que Rome punît ses ennemis non par intérêt ou par plaisir, mais par devoir. Elle arrivait ainsi, par contagion, à faire naître dans une certaine mesure chez ses adversaires mêmes le sentiment qu'ils étaient des rebelles, ce qui constituait un avantage sans prix ; car, comme Richelieu l'a remarqué par expérience, toutes choses égales d'ailleurs, des rebelles sont toujours de beaucoup les plus faibles. On trouve dans Hérodote une histoire selon laquelle des Scythes, combattant une troupe de bâtards issus de leurs femmes et de leurs esclaves, auraient soudain laissé leurs armes pour saisir leurs fouets et mis ainsi leurs adversaires en fuite ; tel est, dans la guerre et la politique, le pouvoir de l'opinion.

Le maître doit toujours avoir raison, et ceux qu'il punit toujours tort. Une habileté considérable est nécessaire à cet effet. Deux opinions sur la force et le droit, l'une et l'autre erronée, l'une et l'autre fatale à qui s'y fie, abusent les esprits médiocres ; les uns croient que la cause juste continue toujours à apparaître comme juste même après avoir été vaincue, les autres que la force toute seule suffit pour avoir raison. En réalité, la brutalité muette a presque toujours tort si la victime invoque son droit, et la force a besoin de se couvrir de prétextes plausibles ; en revanche des prétextes entachés de contradiction et de mensonge sont néanmoins assez plausibles quand ils sont ceux du plus fort. Quand même ils seraient trop grossiers, trop transparents pour tromper personne, ce serait une erreur de croire qu'ils sont de ce fait inutiles ; ils suffisent pour fournir une excuse aux adulations des lâches, au silence et à la soumission des malheureux, à l'inertie des spectateurs, et permettre au vainqueur d'oublier qu'il commet des crimes ; mais rien de tout cela ne se produirait en l'absence de tout prétexte, et le vainqueur risquerait d'aller alors à sa perte. Le loup de la fable le savait ; l'Allemagne l'a oublié en 1914 et a payé cher cet oubli, au lieu qu'elle le sait maintenant ; les Romains le savaient fort bien. C'est pour cela que, selon Polybe, ils prenaient presque toujours un très grand soin ou de sembler observer les traités ou de trouver un prétexte pour les rompre, et de paraître mener partout des guerres défensives. Bien entendu, leurs desseins étaient seulement voilés par ces précautions et n'y étaient jamais subordonnés.

Cet art de conserver les apparences supprime ou diminue chez autrui l'élan que l'indignation donnerait, et permet de n'être pas soi-même affaibli par l'hésitation. Mais, pour que cet effet se produise pleinement, il faut être réellement convaincu qu'on a toujours raison, qu'on possède non seulement le droit du plus fort, mais aussi le droit pur et simple, et cela même quand il n'en est rien. Les Grecs n'ont jamais su être ainsi ; on voit dans Thucydide avec quelle netteté les Athéniens, quand ils commettaient de cruels abus de pouvoir, reconnaissaient qu'ils les commettaient. On ne bâtit pas un empire quand on a l'esprit si lucide. Les Romains ont pu parfois reconnaître que des sujets suppliants avaient été soumis à des cruautés trop grandes, mais ils le reconnaissaient alors en gens qui, loin d'éprouver des remords, s'applaudissaient de condescendre à avoir pitié ; quant à admettre que des sujets révoltés ou des ennemis pussent avoir quelque bon droit, ils n'y songeaient même pas. Certains ont pu être autrement ; il ne nous en reste guère de traces. D'une manière générale les Romains jouissaient de cette satisfaction collective de soi-même, opaque, imperméable, impossible à percer, qui permet de garder au milieu des crimes une conscience parfaitement tranquille. Une conscience aussi impénétrable à la vérité implique un avilissement du

cœur et de l'esprit qui entrave la pensée ; aussi les Romains n'ont-ils apporté d'autre contribution à l'histoire de la science que le meurtre d'Archimède. En revanche une telle satisfaction de soi, appuyée par la force et la conquête, est contagieuse, et nous en subissons encore la contagion.

Rien n'est plus essentiel à une politique de prestige que la propagande ; rien ne fut l'objet de plus de soin de la part des Romains. Chaque Romain d'abord était un propagandiste naturel au service de Rome ; car, sauf quelques exceptions, au nombre desquelles Lucrèce, cet unique disciple véritable des Grecs, chaque Romain mettait en son âme Rome au-dessus de tout. La vie spirituelle n'était guère à Rome qu'une expression de la volonté de puissance. La mythologie grecque fut un jeu de l'esprit qui laissait la pensée entièrement libre ; mais Cicéron réclamait le respect pour la religion romaine en raison de ses liens avec la grandeur de Rome. La masse des monuments, les routes, les aqueducs rendaient cette grandeur sensible aux yeux. La littérature est en grande partie souillée du souci de la rendre sensible à l'esprit ; au lieu que chez les Grecs, hors les discours purement politiques, aucune œuvre parvenue jusqu'à nous n'est entachée d'un souci de propagande en faveur de la grandeur grecque ou athénienne, Ennius, Virgile, Horace, Cicéron, César, Tite-Live, Tacite même, ont toujours écrit avec une arrière-pensée politique, et leur politique, quelle qu'elle fût, était toujours impériale. Ils en ont été punis, comme il arrive toujours en pareil cas, car, hormis peut-être Tacite, leur infériorité par rapport aux Grecs est accablante. Quant aux formes de création spirituelle qui ne pouvaient pas être mises au service de la grandeur nationale, on pourrait presque dire qu'elles n'ont pas existé à Rome.

La propagande orale tenait bien entendu la plus grande place ; Rome savait amener à y prendre part ceux mêmes qui avaient les meilleures raisons de la haïr. Polybe, retenu quinze ans à Rome par force, rappelé impérativement après quelques mois de liberté, joua ce rôle. Partout où il y avait deux partis, l'un des deux était pro-romain ; dans les familles royales il y avait souvent un partisan et protégé de Rome, parfois élevé à Rome comme otage. Être ennemi de Rome était un crime punissable des plus impitoyables châtiments ; même n'en être pas partisan était un crime. Les sujets, les vaincus, étaient contraints de louer Rome de toutes leurs forces, Nul n'était admis à protester contre un abus de pouvoir des Romains, sinon sous forme de supplication, nul n'était reçu à supplier sans louer les vertus de Rome, et avant tout celles qu'elle ne possédait pas, la générosité, la justice, la modération, la clémence. Tite-Live en fournit bien des exemples, certains peut-être exagérés ; mais l'exagération même serait alors significative. Tout ce que la lâcheté, la prudence, l'espoir des faveurs, le désir de participer, même au second plan, à l'éclat de la puissance, tout ce que

l'admiration sincère peut donner de partisans influents et efficaces fut utilisé pleinement par Rome de son agrandissement. On voit dans Polybe pour les affaires grecques, dans César pour les affaires gauloises, avec quel soin cette action était menée parallèlement aux démarches politiques ou militaires. La propagande et la force se soutenaient mutuellement ; la force rendait la propagande à peu près irrésistible en empêchant dans une large mesure qu'on osât y résister ; la propagande faisait pénétrer partout la réputation de la force.

Mais rien de tout cela n'aurait suffi sans un art que ni Richelieu, ni Louis XIV, ni Napoléon n'ont bien possédé, et où les Romains ont été prodigieux ; c'est celui d'observer, dans les actions exercées sur les autres pays, un rythme propre tantôt à les bercer dans une apparente sécurité, tantôt à les paralyser par l'angoisse et la stupeur, sans jamais souffrir chez eux d'état intermédiaire. On parle souvent de la maxime « diviser pour régner » comme si elle renfermait un secret de domination ; mais il n'en est rien, car le difficile est de l'appliquer. Un tel art en fournit seul le moyen. Il suffit, pour avoir la possibilité de l'exercer, d'avoir su une fois faire peur. Car les hommes, et surtout les peuples, qui ont moins de vertu que les individus, ne se dressent contre quiconque leur a fait peur que s'ils sont mus par une impulsion plus forte que la peur ; il dépend de celui qui manie la force qu'une semblable impulsion existe ou non à tel ou tel moment. Ainsi, lorsqu'un vainqueur tombe victime d'une coalition, c'est toujours parce qu'il a mal manœuvré. Si l'on manœuvre bien, on peut presque à son gré obtenir l'inaction ou le secours d'un pays, en lui faisant espérer qu'il échappera ainsi à tout mal et aura part aux rayons dorés de la victoire ; on peut l'humilier et en même temps l'encourager à préparer sa vengeance par une apparente torpeur ; on peut le contraindre à une soumission totale et sans combat, ou paralyser l'efficacité de ses armes, en fondant sur lui assez soudainement pour lui glacer l'âme de stupeur. Ces procédés peuvent être recommencés presque indéfiniment et toujours réussir, parce que dès qu'une peur diffuse a été suscitée, ce sont les passions et non l'intelligence qui déterminent l'attitude des peuples ; lorsque l'âme est abattue par la rigueur du destin, c'est le pouvoir de prévision qui disparaît le premier. Bien entendu, chaque succès obtenu augmente la capacité de manœuvre en augmentant la crainte ; mais aussi, le danger auquel on s'exposerait en négligeant de manœuvrer ou en manœuvrant mal augmente à mesure, jusqu'au jour où la puissance progressivement acquise possède un prestige si écrasant que nul n'ose plus s'y attaquer et qu'elle s'écroule lentement d'elle-même.

On pourrait analyser en détail chaque action des Romains, à partir de la victoire de Zama, pour y retrouver l'application de cet art. Ils ont su surtout en observer le point le plus essentiel, la rapidité fulgurante

de l'attaque. Hitler, dans une conversation, a parfaitement bien formulé à cet égard la règle à suivre, en disant qu'il ne faut jamais traiter quelqu'un en ennemi jusqu'au moment précis où on est en état de l'écraser. Cette dissimulation a les plus grandes chances de réussir dès qu'on s'est rendu redoutable ; car ceux qui craignent une éventualité espèrent toujours qu'elle ne se produira pas, jusqu'au moment où ils ne peuvent plus douter qu'elle s'est produite. Rome a souffert les conquêtes d'Antiochus, les préparatifs de guerre de Persée, le manque d'ardeur de Rhodes et des Achéens en sa faveur, plus tard la révolte des mêmes Achéens, la guerre de Carthage contre les Numides, et autres choses analogues, à peu près sans protestation, jusqu'au moment marqué pour fondre sur le coupable en vue d'un châtiment impitoyable et immédiat. En chaque occasion la victime de ce traitement, qu'elle fût forte ou faible, avait l'âme décomposée par un désarroi qui l'empêchait d'user efficacement d'aucun moyen de défense. Mais tout était mis en œuvre pour que les spectateurs de telles exécutions ne sentissent aucune inquiétude immédiate concernant leur propre sort. À chaque nouveau succès les peuples et les princes s'accoutumaient de plus en plus à voir dans les Romains leurs maîtres, et Rome était ainsi en mesure d'obtenir des victoires diplomatiques aussi brutales que la contrainte des armes. Témoin ce sénateur qui, arrivant près d'un roi, au lieu de répondre à son salut, traça un cercle autour de lui avec son bâton et lui ordonna de dire ses intentions concernant les exigences de Rome avant de sortir du cercle ; le roi s'engagea aussitôt à obéir en tous points. Ne prendrait-on pas ce sénateur pour un ministre des Affaires étrangères du Troisième Reich ?

Certes Hitler apparaît comme beaucoup moins redoutable à ses voisins que Rome. C'est heureux, sans quoi nous serions perdus, c'est-à-dire que notre pays serait écrasé, avec d'autres, sous une *pax germanica* dont nos descendants, dans deux mille ans, célébreraient éperdument les bienfaits. La principale cause de faiblesse d'Hitler est qu'il applique les procédés qui ont infailliblement réussi à Rome après la victoire de Zama, alors que lui n'a pas vaincu Carthage, c'est-à-dire l'Angleterre ; ainsi ces procédés peuvent le perdre au lieu de le porter à la domination suprême. Il semble aussi que son habileté dans l'application des méthodes romaines reste inférieure, parfois peut-être très inférieure, au modèle original. Cependant les Romains n'ont certainement encore jamais eu un aussi remarquable imitateur, si toutefois il a imité et non inventé à nouveau. En tout cas tout ce qui nous indigne et aussi tout ce qui nous frappe d'étonnement dans ses procédés lui est commun avec Rome. Ni l'objet de la politique, à savoir imposer aux peuples la paix au moyen de la servitude et les soumettre par contrainte à une forme d'organisation et de civilisation prétendue supérieure, ni les méthodes de la politique ne diffèrent. Ce qu'Hitler a

ajouté de proprement germanique aux traditions romaines n'est que pure littérature et mythologie fabriquée de toutes pièces. Nous serions singulièrement dupes, plus dupes encore que les jeunes hitlériens, en prenant au sérieux, si peu que ce soit, le culte de Wotan, le romantisme néo-wagnérien, la religion du sang et de la terre, et en croyant que le racisme est autre chose qu'un nom un peu plus romantique du nationalisme.

III. – HITLER ET LE RÉGIME INTÉRIEUR DE L'EMPIRE ROMAIN

Le parallèle entre le système hitlérien et la Rome antique serait incomplet s'il se limitait aux méthodes de la politique extérieure. Il peut s'étendre au-delà ; il peut s'étendre à l'esprit des deux nations. Tout d'abord, la vertu propre de Rome était la même qui d'un certain point de vue met l'Allemagne du XXe siècle au-dessus des autres nations, à savoir l'ordre, la méthode, la discipline et l'endurance, l'obstination, la conscience apportées au travail. La supériorité des armes romaines était due avant tout à l'aptitude exceptionnelle des soldats romains aux travaux ennuyeux et pénibles ; on peut dire qu'à cette époque comme aujourd'hui la victoire était obtenue par le travail plus encore que par le courage. Nul n'ignore le talent des Romains pour les grands travaux de dimensions colossales, destinés comme aujourd'hui à faire spectacle plus qu'à toute autre chose. Leur capacité de commandement, d'organisation et d'administration est assez prouvée par la durée d'une domination que les guerres civiles ont à peine ébranlée et qui ne s'est écroulée que par l'effet d'une lente décomposition interne. Tant que la machine de l'Empire resta intacte, aucune fantaisie de la part des empereurs ne put en compromettre le fonctionnement efficace. Dans cet ordre de vertu, Rome a mérité les louanges ; mais elles doivent se borner là.

L'inhumanité était générale dans les esprits et dans les mœurs. Dans la littérature latine on trouve peu de paroles qui rendent un véritable son d'humanité, tandis qu'on en trouve tant dans Homère, Eschyle, Sophocle et les prosateurs grecs ; on peut excepter un vers de Térence, qui était d'ailleurs carthaginois, et quelques vers de Lucrèce et de Juvénat. En revanche, le pieux héros du doux Virgile est représenté plus d'une fois tuant un ennemi désarmé qui implore la vie, et sans prononcer les paroles qui rendent même une scène de ce genre admirable dans l'*Iliade*. Quand ils ne s'attachaient pas à glorifier la force, les poètes latins, Lucrèce et Juvénat toujours exceptés, s'occupaient surtout à chanter le plaisir et l'amour, parfois d'une manière délicieuse ; mais la bassesse surprenante de la conception de l'amour chez les élégiaques n'est pas sans rapports étroits, selon toute vraisemblance, avec l'adoration de la force, et contribue à l'impression générale de brutalité. D'une manière générale le mot de pureté, qu'on a si souvent le droit d'employer pour louer la Grèce dans tous les domaines de la création spirituelle, ne convient presque jamais quand

il s'agit de Rome.

Les jeux de gladiateurs étaient une institution spécifiquement romaine, apparue quelque temps après la victoire sur Hannibal, et qui avait pour objet de provoquer la férocité ; elle y parvenait fort bien. L'horreur et la bassesse d'une telle institution, qui nous sont voilées par l'habitude d'en lire des descriptions dès l'enfance, ne peuvent se comparer à rien d'autre ; car le sang humain coulait non pas pour gagner la faveur des dieux, ni pour punir, ni pour terrifier par l'exemple d'un châtiment, mais uniquement pour procurer du plaisir. Sous l'Empire ce plaisir devint l'objet de passions aussi obsédantes, aussi irrésistibles, que la passion du jeu ou des stupéfiants ; saint Augustin en donne un exemple poignant. Les Romains et Romaines riches, rentrant chez eux encore ivres d'un tel plaisir, y trouvaient une foule d'esclaves absolument soumis à leurs caprices ; il serait étonnant dans ces conditions que l'esclavage à Rome n'eût pas été d'une extrême cruauté, ainsi que certains ont voulu le soutenir. Pour le croire, il faut n'avoir pas lu les textes, ou les avoir lus avec une aveugle indifférence. Les plus significatifs peut-être se placent aux environs de la victoire décisive sur Carthage ; ce sont les comédies de Plaute. L'œuvre de Plaute, l'une des plus sombres de la littérature universelle, bien qu'elle n'en ait pas la réputation, ne montre que trop bien combien les cruautés et les mépris soufferts par les esclaves, les menaces illimitées perpétuellement suspendues sur eux, abaissaient à la fois l'âme des esclaves et celle des maîtres. Il savait de quoi il parlait, car il fut, dit-on, réduit par la misère presque au niveau d'un esclave. Son témoignage est dans l'ensemble confirmé par celui de Térence, autant qu'il est possible dans des comédies si gracieuses, ailées et poétiques, où le mal et la douleur tiennent peu de place.

L'histoire des proscriptions, notamment dans Appien, est instructive pour connaître les sentiments des esclaves envers leurs maîtres. Sénèque, Martial, Juvénal montrent par toutes sortes de traits affreux et poignants que les choses n'allaient pas mieux sous l'Empire. Sans doute Sénèque, qui d'ailleurs était espagnol, semble-t-il avoir été équitable et généreux envers ses esclaves, mais il ressort de la manière dont il en parle qu'il avait peu d'imitateurs ou point. Pline le Jeune aussi parle de sa propre humanité en ce domaine comme de quelque chose d'exceptionnel. On cite souvent le haut degré de faveur et de puissance où quelques esclaves pouvaient parvenir ; mais ce prix accordé aux plus vils arts de courtisan confirme que la manière dont les Romains usaient d'une telle institution entraînait un abaissement général des âmes. Le mépris attaché chez eux à la condition servile est surtout surprenant du fait qu'il frappait, outre ceux qui y étaient nés, un si grand nombre d'hommes et de femmes libres qui y étaient tombés par l'effet des armes victorieuses, de l'avidité ou de la perfidie des

Romains. Sans doute on ne sait pas d'une manière précise comment les autres peuples de l'antiquité considéraient leurs esclaves, ce qui rend la comparaison difficile ; on sait du moins que les malheurs de l'esclavage tiennent une place dans la tragédie grecque, et que des penseurs grecs du Ve siècle ont regardé l'esclavage comme étant absolument et dans tous les cas contraire à la nature, ce qui voulait dire pour eux contraire à la justice et à la raison.

Comme les Romains des grandes familles se formaient au gouvernement des peuples par le spectacle des jeux de gladiateurs et le commandement de milliers ou de dizaines de milliers d'esclaves, il aurait fallu un miracle pour procurer aux provinces un traitement un peu humain. Rien, absolument rien ne peut donner à croire que ce miracle se soit produit. Nous n'avons à ce sujet, bien entendu, d'autre documentation que celle fournie par les Romains eux-mêmes ; il faudrait être bien crédule pour croire sur parole les louanges vagues qu'il pouvait leur arriver de se décerner. Les récits de cruautés qu'ils nous ont transmis sont au contraire fort précis. Il est vrai qu'elles étaient généralement racontées en vue d'en obtenir la punition ; mais il va de soi que celles, si grandes et si nombreuses fussent-elles, qu'on n'a pas cherché à punir n'ont pu, sauf exceptions, parvenir jusqu'à nous. Les *Verrines* de Cicéron montrent jusqu'à quel degré d'horreur non surpassée pouvaient aller ces cruautés envers une population pitoyablement soumise, combien de temps elles se prolongeaient impunément, combien le châtiment était difficile à obtenir et combien il était léger. Si elles avaient été exceptionnelles, Cicéron aurait-il dit, dans un de ses rares élans de véritable indignation : « Toutes les provinces pleurent, tous les peuples libres se plaignent… Le peuple romain ne peut plus désormais supporter de voir contre lui, dans toutes les nations, non plus la violence, les armes, la guerre, mais le deuil, les larmes et les gémissements. » Le peuple romain semble en fait avoir supporté tout cela fort bien ; le reste est certes vrai. Les lettres de Cicéron témoignent, pour qui sait lire, du malheur des provinces, même là où il était proconsul ; on y voit l'impitoyable avidité d'un homme aussi renommé pour sa vertu que Brutus. Les impôts accablants, multipliés par les prêts usuraires, allant jusqu'à contraindre les parents à vendre leurs enfants comme esclaves, étaient un trait permanent du régime des provinces ; de même les levées de soldats arrachant de force les jeunes gens à leurs foyers et les envoyant peiner jusqu'à la vieillesse dans des terres lointaines ; de même le pouvoir des chefs imposés par Rome, absolu pour le mal, limité pour le bien, à peine corrigé par la crainte d'un châtiment lointain et improbable ; de même l'humiliation des provinciaux, qui osaient à peine quelquefois protester avec les plus humbles supplications et élevaient des statues à leurs pires oppresseurs.

On a dit que l'horreur du sort des provinces s'est atténuée sous l'Empire. Les charges financières furent sans doute en effet moins lourdes pendant certaines périodes ; la classe des sénateurs était devenue facile à punir. Pourtant on voit dans Juvénal que même sous Trajan il y avait des imitateurs de Verrès. Les levées de soldats, bien entendu, subsistaient. Il est parfois question dans Tacite de populations indociles déportées tout entières d'un territoire dans un autre. Un récit de Tacite, dont le témoignage est ici celui d'un contemporain, montre trop bien à quel avilissement la « paix romaine » réduisait les cœurs ; l'armée de Gaule, commandée par Vitellius, ayant massacré des milliers de personnes dans une ville, sans raison, par une sorte de délire, elle fut accueillie, dans la suite de ses déplacements, par des cités tout entières qui sortaient hors des murs à sa rencontre, avec des rameaux de suppliants, magistrats en tête, femmes et enfants prosternés à terre le long de la route. Cela se passait en pleine paix ; un seul siècle de régime colonial avait à ce point abaissé un peuple fier. Enfin, en raison même de l'admiration de Tacite pour la grandeur romaine, on peut croire qu'il n'accomplissait pas un simple exercice de rhétorique quand il faisait dire à un chef breton, ennemi de son beau-père Agricola : « On ne peut éviter leur insolence par la soumission et la modération. Ces voleurs du globe terrestre… seuls ils ont une même passion pour s'emparer soit de la richesse, soit de la pauvreté de tous les hommes… Celles des épouses et des sœurs qui ont échappé à leurs violences dans la guerre, c'est sous le nom d'hôtes et d'amis qu'ils les souillent… Quand ils ont fait le désert, ils appellent cela la paix. »

Il serait singulier que la civilisation pût se transporter d'un pays à un autre par de pareilles méthodes. Mais quel pays au juste Rome a-t-elle civilisé ? Non pas certes ceux de la Méditerranée orientale, qui l'étaient depuis longtemps. Carthage, au moment où elle a disparu, possédait très probablement une civilisation plus brillante de beaucoup que n'était celle de Rome à cette époque, car c'était une cité phénicienne que le commerce et la navigation mettaient en rapport avec la Grèce et tout l'Orient méditerranéen. Rome n'a donc pas civilisé l'Afrique ; elle n'a pas non plus civilisé l'Espagne, que Carthage avait déjà colonisée d'une manière sans doute assez dure, mais infiniment moins dure que Rome ne fit plus tard. Pendant tant de siècles de domination romaine, l'Afrique ne produisit de grand homme que saint Augustin, l'Espagne que Sénèque, Lucain, et dans un autre domaine Trajan. Qu'est-ce que la Gaule a fait qui vaille la peine d'être cité, pendant les siècles où elle fut romaine ? On ne peut guère soutenir qu'elle n'ait pas su auparavant créer dans le domaine de l'esprit, puisque les druides étudiaient pendant vingt ans, apprenaient par cœur des poèmes entiers concernant l'âme, la divinité, l'univers ; bien plus, ceux des Grecs qui croyaient que la philosophie avait été

empruntée par la Grèce à l'étranger la disaient venue, d'après Diogène Laërce, de Perse, de Babylone, d'Égypte, de l'Inde et des druides de Gaule. Tout a disparu sans laisser de traces, et le pays n'a repris une vie originale et créatrice que lorsqu'il n'a plus été romain. Sauf en Syrie, en Palestine, en Perse, où pendant longtemps l'emprise de la force romaine s'est fait assez peu sentir, les provinces et les pays soumis à Rome ont servilement imité Rome, qui elle-même imitait. Sans doute les arts, les sciences, les lettres, la pensée ne sont pas tout ; mais quels biens les provinces eurent-elles à la place ? Non pas certainement la liberté, la fierté des caractères ; non pas sans doute, sauf exception, la justice ou l'humanité. Les routes et les ponts, et même le bien-être matériel, en admettant qu'il y en ait eu peut-être à certaines périodes, ne sont pas la civilisation. Mais si l'Allemagne, grâce à Hitler et à ses successeurs, asservissait les nations européennes et y abolissait la plupart des trésors du passé, l'histoire dirait certainement qu'elle a civilisé l'Europe.

La servitude à laquelle étaient soumis les sujets des Romains ne tarda pas à s'étendre aux Romains eux-mêmes. Cela se fit facilement. Depuis la mort des Gracques, Caton si l'on veut mis à part, on ne trouve plus un caractère ferme à Rome, ni aucune fierté. La fierté romaine subsistait seulement envers les étrangers, parce qu'on pouvait voir en eux des vaincus au moins en puissance ; encore des consuls, des préteurs proscrits par Octave et Antoine ne dédaignèrent-ils pas, d'après Appien, de tomber aux genoux de leurs propres esclaves en les nommant leurs sauveurs et leurs maîtres. Soixante ans après la destruction de Carthage, Rome subissait de la part de Marius et de Sylla, de leurs soldats et de leurs esclaves, tous les outrages infligés à une ville conquise, et elle se taisait et se soumettait. Dès lors Cicéron pouvait à son aise jouer au citoyen, Brutus pouvait se prétendre le libérateur du globe terrestre pour avoir libéré par un crime quelques centaines de milliers d'hommes avides et cruels comme lui-même. Il n'y avait plus moyen d'éviter la servitude, et ceux qu'on nommait citoyens étaient prêts à se mettre à genoux même avant d'avoir un maître. Ce que produisirent enfin l'idée fixe de la domination, la cruauté, la bassesse d'âme, ce fut ce que nous nommons aujourd'hui un État totalitaire.

Nous ne songeons guère à reconnaître dans tels et tels phénomènes de notre temps l'image de ce qui se passait dans l'Empire romain. Les déportations massives de paysans dans le Sud-Tyrol et l'Europe orientale nous font justement horreur ; elles ne nous rappellent pas cette première églogue de Virgile sur laquelle nous avons rêvé dès l'enfance, et ceux qui disent : « Nous, nous quittons la terre de la patrie et nos champs bien-aimés… Nous allons vers l'Afrique pleine de soif. » Il s'agissait pourtant d'une mesure tout à fait pareille ; les masses

humaines furent aussi brutalement brassées, les fibres qui attachent l'homme à sa propre existence aussi impitoyablement arrachées. Mais comme Virgile fut excepté de cette mesure par grâce particulière, elle ne nous fait pas horreur à distance. La ressemblance entre le titre d'*imperator* et celui de chef dans les États totalitaires modernes ne nous fait pas ouvrir les yeux sur l'analogie des fonctions. Nous ne croyons surtout pas que le degré de la tyrannie soit le même. Pourtant jamais les esprits ne se sont plus complètement qu'alors courbés devant la puissance d'un homme et n'ont senti plus durement la froide étreinte de la force. Le malheur d'Ovide, malheur dont la cause n'a été connue ni de son temps ni depuis, rend sensible la condition des hommes de son époque ; il faut seulement lire d'un trait, dans leur affreuse monotonie, la suite des termes d'abjecte supplication et d'adoration prosternée qu'il ne s'est pas lassé de répéter une année après l'autre jusqu'à sa mort. Il implorait ainsi non pas sa grâce, mais un lieu de déportation un peu moins rigoureux ; il n'obtint rien. Tant d'arbitraire et de dureté d'une part, tant de bassesse de l'autre, ne seraient pas possibles sans une disposition générale des esprits qui les rende tels.

Dira-t-on qu'Auguste réservait ses sévérités aux hommes trop confiants dans leur fortune, mais protégeait les faibles ? Il fut responsable dans sa vieillesse d'une disposition législative condamnant à la torture et à la mort tous les esclaves habitant sous le toit d'un maître assassiné par un inconnu. En réalité, on peut sans crainte conclure du sort d'un homme défendu par une brillante renommée et des amis influents aux malheurs suspendus sur tous ceux qui ne possédaient aucun de ces deux avantages. Le concert unanime d'adulations en prose et en vers qui entourait Auguste nous étourdit ; comme si un maître absolu et impitoyable n'était pas toujours en état d'obtenir l'unanimité ! Et s'il se trouve parmi ses sujets des hommes de génie, pour qu'ils prennent part à un tel concert il suffit le plus souvent qu'on les y invite. Un prince n'a besoin, pour paraître à jamais admirable aux yeux de la postérité, que de savoir choisir des écrivains suffisamment bien doués et d'en faire ses serviteurs ; pourtant le discernement dans l'appréciation des talents n'a aucun rapport avec les capacités et les vertus qui conviennent à un souverain.

En revanche, on a coutume maintenant d'accuser Tacite d'hostilité systématique contre les successeurs d'Auguste. Il est probable à vrai dire qu'il noircit leurs portraits et qu'il exagère considérablement leurs responsabilités personnelles dans les malheurs de l'époque ; ses propres écrits suffisent pour s'en convaincre. On ne peut pas non plus avoir de sympathie pour ses nostalgies républicaines, quand on sait ce qu'avait été la République, ni de compassion envers ce Sénat qui avait été pour les nations un maître si arrogant et si cruel, et tomba dans une bassesse sans limites dès qu'il eut des maîtres à son tour. Mais si l'on peut

révoquer en doute le témoignage de Tacite quant à la personne des empereurs, il n'y a aucune bonne raison d'en faire autant quant à l'état de l'Empire. Car ces sénateurs, à qui leurs maîtres pouvaient infliger tous les outrages sans exception et qui toujours les louaient et les remerciaient, gardaient encore dans une large mesure le privilège des honneurs et des hautes fonctions ; peut-on dès lors supposer que plus bas il y ait eu plus d'équité et plus de fierté ? Ne doit-on pas penser que l'arbitraire, l'insolence et la cruauté, la servilité et l'obéissance passive se retrouvaient de haut en bas dans tout l'Empire ? Il est vrai que les empereurs prenaient grand soin du bas peuple de Rome ; mais ce soin consistait à le nourrir d'aumônes et à le soûler continuellement du sang des gladiateurs. Ils prenaient grand soin aussi de l'armée, qui jouait dans une certaine mesure le rôle du parti d'État dans les États totalitaires modernes ; on peut voir dans Juvénal jusqu'où allait en pleine rue la licence toujours impunie des soldats. Si les provinces craignaient peut-être moins qu'avant les magistrats, elles craignaient davantage l'armée. Et la « paix romaine » n'empêchait pas, quand il fallait donner des encouragements aux soldats, de franchir une frontière par surprise, sans aucun incident préalable, et de tout massacrer dans un certain territoire sans épargner ni le sexe, ni l'âge, ni les lieux sacrés ; Germanicus fit ainsi sous Tibère en Germanie.

Mais l'écrasement des nations sujettes, la cruauté diffuse, quotidienne, publiquement encouragée, la bassesse et la soumission sans limites à l'égard d'une autorité capable de manier les masses et les individus comme des objets sans valeur, tous ces traits ne sont pas encore ceux qui rappellent de la manière la plus frappante les dictatures totalitaires modernes. Des structures sociales très différentes peuvent comporter le pouvoir absolu d'un homme. Par exemple, dans l'Espagne de la Renaissance et aussi, semble-t-il, dans la Perse antique, c'était la personne du souverain légitime, c'est-à-dire déterminé par les lois, qui était l'objet d'une obéissance et d'un dévouement illimités ; si loin qu'aille en pareil cas la soumission, elle peut comporter une véritable grandeur, car elle peut être causée par la fidélité aux lois et à la foi jurée et non par la bassesse d'âme. Mais à Rome ce n'était pas l'empereur en tant qu'homme, c'était l'Empire devant quoi tout pliait ; et la force de l'Empire était constituée par le mécanisme d'une administration très centralisée, parfaitement bien organisée, par une armée permanente nombreuse et généralement disciplinée, par un système de contrôle qui s'étendait partout. En d'autres termes l'État était la source du pouvoir, non le souverain. Celui qui était parvenu à la tête de l'État obtenait la même obéissance, par quelque procédé qu'il y fût parvenu. Les luttes civiles, quand elles se produisaient, avaient pour objet de changer la personne placée à la tête de l'État, mais non pas les rapports entre l'État et ses sujets ; l'autorité absolue de l'État ne

pouvait être mise en question, car elle reposait non pas sur une convention, sur une conception de la fidélité, mais sur le pouvoir que possède la force de glacer les âmes des hommes.

Cet État centralisé produisait l'effet qu'il produit aussi de nos jours, même sous sa forme démocratique, de drainer la vie du pays vers la capitale et de ne laisser dans le reste du territoire qu'une existence morte, monotone et stérile. Malgré l'insolence et le luxe effréné des riches, la mendicité servile à laquelle étaient contraints la plupart de ceux qui ne l'étaient pas, Rome exerçait un attrait invincible. Toute vie locale et régionale avait péri dans cet immense territoire ; la disparition des langages de la plupart des pays conquis en est la meilleure preuve. Mais, trait qu'on retrouve aujourd'hui seulement dans les dictatures totalitaires d'Allemagne et de Russie, l'État était également l'unique objet des aspirations spirituelles, l'unique objet d'adoration. Théoriquement l'empereur devenait un dieu seulement après sa mort, mais la flatterie en faisait déjà un dieu sur terre, et il était en fait le seul dieu qui comptât. D'ailleurs, que l'objet des sentiments religieux fût les empereurs morts ou l'empereur vivant, c'était toujours l'État qui était adoré. Ce culte était protégé comme aujourd'hui par un contrôle minutieux et impitoyable et par un encouragement systématique de la délation ; la *lex majestatis* permettait de punir non seulement les offenses à la religion officielle, mais même au besoin l'insuffisance du zèle. Les statues, les temples, les cérémonies étendaient cette religion à tout le territoire, et tous les hommes de marque en étaient obligatoirement les instruments de propagande. La tolérance bien connue des Romains de cette époque en matière de dieux s'appliquait seulement aux dieux susceptibles de servir de satellites à l'Empire ; elle n'empêcha pas par exemple qu'on ne détruisît impitoyablement le clergé des Druides. En réalité, seules des sectes clandestines, comme Carcopino a montré que ce fut le cas des pythagoriciens, pouvaient adorer autre chose que l'État ; et l'Église ne fait que retrouver aujourd'hui son ennemi des premiers temps. On pourrait regarder les efforts de ces sectes, à commencer par la secte chrétienne, comme exprimant la lutte de l'esprit grec contre l'esprit romain. Si notre lutte d'aujourd'hui a un sens, elle a le même sens.

Il nous est certes difficile de nous résoudre à admettre une espèce d'identité entre notre ennemi et la nation dont la littérature et l'histoire nous fournissent presque exclusivement la matière de ce que nous nommons les humanités. L'esprit antijuridique, antiphilosophique, antireligieux qui est inhérent au système hitlérien fait regarder notre ennemi comme un danger pour la civilisation ; les Romains n'ont-ils pas au contraire la réputation d'avoir été religieux, curieux de philosophie, et d'avoir inventé l'esprit juridique ? Mais l'opposition n'est qu'apparente. Les Romains n'eurent jamais d'autre

religion, du moins à partir de leurs grandes victoires, que celle de leur propre nation en tant que maîtresse d'un empire. Leurs dieux n'étaient utiles qu'à maintenir et accroître leur grandeur ; nulle religion ne fut jamais plus étrangère à toute notion du bien et du salut de l'âme ; l'amour de la nature non plus n'y avait aucune part. Pendant un temps la mode et le snobisme les rendirent curieux de philosophie grecque ; mais, Lucrèce mis à part, il n'y a aucun signe qu'ils l'aient jamais comprise, et il vaudrait mieux ne rien savoir de la pensée grecque que d'être renseigné sur elle seulement par des textes latins. Sous l'Empire, l'autorité de l'État découragea cette curiosité. Pendant cette période l'œuvre de l'esclave phrygien Épictète et celle de Marc-Aurèle sont seules précieuses en ce domaine, et toutes deux appartiennent à la littérature grecque. Marc-Aurèle écrivait sans doute en secret. Plusieurs empereurs persécutèrent systématiquement la philosophie. Quant au droit, il est faux d'abord que les Romains aient créé l'esprit juridique ; dans la limite des temps historiquement connus l'esprit juridique est né en Mésopotamie, et il a atteint son plus haut degré de développement il y a quarante siècles. Il est incontestable pourtant que les Romains furent juristes. Mais quand on reproche aux Allemands hitlériens de détruire l'essence même du droit en le subordonnant à la souveraineté et à l'intérêt de l'État, en le faisant émaner de la nation, on ne prend pas garde qu'en ce point ils sont les héritiers fidèles des Romains. Il serait extrêmement difficile de soutenir en s'appuyant sur des textes que les Romains aient conçu le droit comme émanant des individus et apportant une limite à la souveraineté de l'État dans ses rapports avec eux. Si la souveraineté de la cité eut chez eux une limite, cette limite lui fut imposée par la souveraineté du groupe familial ; à mesure que la cité se transforma en État et que la famille se décomposa, cette limite perdit sa force. L'empereur eut en fait le pouvoir de contraindre un homme marié au divorce et d'annuler un testament ; c'est pour cette raison que tant de riches Romains léguèrent à l'empereur une grande part de leur fortune, afin que leur famille pût conserver le reste ; ce fait n'indique-t-il pas suffisamment la subordination du droit privé à l'autorité souveraine ? Quant aux contrats internationaux, jamais les Romains ne se crurent obligés d'observer un traité quand il leur était avantageux de le violer ou de le tourner. Quand on leur attribue l'esprit juridique, on commet une équivoque ; la compilation de vastes recueils de lois n'a aucun rapport avec la sainteté des contrats.

Au reste, qu'on compte les siècles pendant lesquels a duré l'Empire romain, les territoires auxquels il s'est étendu, que l'on compare ces siècles à ceux qui précédèrent Rome et à ceux qui suivirent l'invasion des barbares, et l'on verra à quel point l'État totalitaire a frappé de stérilité spirituelle le bassin méditerranéen. Sans doute cette période

désertique fut coupée au cours de tant d'années par des moments de fécondité. Le talent des écrivains contemporains d'Auguste, talent formé d'ailleurs au cours des luttes civiles, n'est pas contestable, bien que servile. L'étonnante dynastie des Antonins suscita un renouveau des lettres dont les œuvres de Tacite et de Juvénat sont les nobles fruits ; et le stoïcisme grec prit place sur le trône. Plus tard Julien fut une figure bien attirante. La tyrannie de l'État n'empêcha pas l'Évangile d'être rédigé dans quelque coin de la Méditerranée orientale ; saint Augustin et les Pères de l'Église grecque témoignent que le christianisme réussit à répandre une certaine tendresse d'âme tout à fait étrangère à la tradition latine, bien qu'il ne soit devenu le principe d'une civilisation originale qu'après l'heureuse invasion de ceux qu'on nommait les barbares.

Les quelques moments lumineux de l'Empire romain ne doivent pas retenir l'attention au point d'empêcher de sentir l'analogie entre ce système et celui d'Hitler ; car il y a analogie. Hitler n'écrase pas plus la Bohême que Rome n'écrasait ses provinces. Les camps de concentration ne sont pas un moyen plus efficace d'éteindre la vertu d'humanité que ne le furent les jeux de gladiateurs et les souffrances infligées aux esclaves. Le pouvoir d'un homme n'est pas exercé d'une manière plus absolue, plus arbitraire et plus brutale à Berlin qu'il ne fut à Rome ; la vie spirituelle n'est pas traquée avec plus de soin et de cruauté en Allemagne qu'elle ne le fut dans l'Empire romain. Supposons Hitler vainqueur en Europe ; le talent manquerait peut-être alors aux poètes pour le célébrer en beaux vers, mais non pas certainement la bonne volonté. D'autre part, dans la série de ses successeurs, certains seraient peut-être relativement des hommes de bien. Si le régime durait des siècles, la vie spirituelle se ferait certainement jour par moments. De telles considérations ne peuvent certes pas nous empêcher d'aspirer à la perte d'Hitler. La principale différence entre lui et les Romains est qu'il exerce une dictature totalitaire avant d'être devenu le maître du monde, ce qui l'empêchera vraisemblablement de le devenir ; car il semble qu'un État totalitaire soit propre à écraser ses sujets plutôt qu'à en conquérir beaucoup d'autres. Mais l'esprit des deux systèmes, à l'intérieur comme à l'extérieur, n'en apparaît pas moins comme étant à peu près identique et méritant des termes identiques, soit de louange, soit d'exécration.

CONCLUSION

Vainement tenterait-on de diminuer la portée de telles analogies en soutenant que la morale change, et que des actes qui étaient pardonnables ou admirables autrefois sont devenus inadmissibles. Ce lieu commun ne soutient pas l'examen. Rien ne permet de croire que la morale ait jamais changé. Tout porte à penser que les hommes des temps les plus reculés ont conçu le bien, quand ils l'ont conçu, d'une manière aussi pure et aussi parfaite que nous, bien qu'ils aient pratiqué le mal et l'aient célébré quand il était victorieux, exactement comme nous faisons. En tout cas la plus ancienne conception de la vertu qui soit parvenue jusqu'à nous, celle élaborée par l'Égypte, est pure et complète au point de ne pas laisser place au progrès. Il y a quarante siècles, dans cette terre comblée de grâce, l'être humain le plus misérable avait un prix infini, parce qu'il devait être jugé et pouvait être sauvé. On faisait alors dire à Dieu : « J'ai créé les quatre vents pour que tout homme puisse respirer comme son frère… J'ai créé tout homme pareil à son frère. Et j'ai défendu qu'ils commettent l'iniquité, mais leurs cœurs ont défait ce que ma parole avait prescrit. » On n'a jamais rien écrit de si touchant pour définir la vertu que les paroles prononcées dans le Livre des Morts par l'âme qui va être sauvée : « Seigneur de la vérité… Je t'apporte la vérité. J'ai détruit le mal pour toi… Je n'ai pas méprisé Dieu… Je n'ai pas mis en avant mon nom pour les honneurs… Je n'ai pas été cause qu'un maître ait fait souffrir son serviteur… Je n'ai fait pleurer personne… Je n'ai causé de peur à personne… Je n'ai pas rendu ma voix hautaine… Je ne me suis pas rendu sourd à des paroles justes et vraies. » Pendant quelques centaines d'années l'Égypte a donné l'exemple de ce que peut être une civilisation non souillée d'impérialisme ou de brutalité systématique ; et nous, trente-cinq siècles plus tard, à peine imaginons-nous parfois en rêve que pareille chose est peut-être possible.

L'idée que se faisaient de la vertu les Grecs d'il y a vingt-cinq siècles est mieux connue encore ; il serait insensé de croire qu'à cet égard il ait pu y avoir progrès par rapport à eux. Il se trouvait alors des penseurs pour condamner sans réserve l'institution de l'esclavage ; Eschyle, dans son *Agamemnon*, condamnait implicitement la violence et la guerre ; l'Antigone de Sophocle repoussait toute haine, quelle qu'elle fût. Sans doute Athènes eut des velléités d'impérialisme qui firent d'ailleurs sa perte ; et il s'en faut de beaucoup que la perfidie et la cruauté aient été absentes de sa politique extérieure. Mais personne,

pas plus alors qu'aujourd'hui, ne regardait de telles pratiques comme étant, du point de vue de la morale, louables ou indifférentes ; quand on en faisait l'apologie, c'était en développant sous une forme ou sous une autre la maxime « Politique d'abord », exactement comme à présent. D'ailleurs l'impérialisme et les méthodes qu'il comporte avaient des adversaires irréductibles, dont Socrate est le plus connu ; il fut, il est vrai, mis à mort, mais on l'avait laissé vivre jusqu'à soixante-dix ans, et ses disciples eurent toute licence pour le célébrer dans leurs écrits et leurs discours. Quant aux Romains, si on lit leur histoire dans les textes de l'antiquité, notamment dans Polybe, on a l'impression que de leur temps au nôtre la sensibilité morale n'a guère changé. Sans doute toutes les nations de cette époque pratiquaient-elles plus ou moins, par intervalles, la perfidie et la cruauté ; on ne saurait affirmer qu'il en ait été autrement depuis à aucune époque, sans exclure la nôtre. Mais comme aujourd'hui la perfidie et la cruauté, bien que pratiquées, étaient généralement réprouvées ; comme aujourd'hui une seule nation en faisait froidement et systématiquement le principe même de sa politique pour un but de domination impériale. Une telle politique, de la part de notre ennemi, nous paraît monstrueuse ; elle ne devait pas paraître moins monstrueuse aux contemporains des Romains ; la meilleure preuve en est le voile épais d'hypocrisie dont les Romains l'ont recouverte, hypocrisie si singulièrement semblable à celle pratiquée de nos jours, notamment quant au camouflage de l'agression en légitime défense. Puisqu'on était hypocrite alors de la même manière qu'aujourd'hui, c'est que l'on concevait le bien de la même manière.

Mais quand même la morale aurait changé, cela ne diminuerait en rien la portée du fait que de nos jours on parle partout de la Rome antique avec admiration. Car un homme ne peut pas juger une action, quelle qu'en soit la date, par rapport à une conception de la vertu autre que celle qui sert de critérium pour ses propres actions. Si j'admire ou si même j'excuse aujourd'hui un acte de brutalité commis il y a deux mille ans, je manque aujourd'hui, dans ma pensée, à la vertu d'humanité. L'homme n'est pas fait de compartiments, et il est impossible d'admirer certaines méthodes employées autrefois sans faire naître en soi-même une disposition à les imiter dès que l'occasion rendra une telle imitation facile.

Rome a aboli par la force les différentes cultures du bassin méditerranéen, sauf la culture grecque, qu'elle a reléguée au second plan, et elle a imposé à la place une culture presque entièrement subordonnée aux besoins de la propagande et à la volonté de domination. Par là le sens de la vérité et de la justice a été et est demeuré presque irrémédiablement faussé ; car, pendant tout le moyen âge, la culture romaine a été à peu près la seule connue des gens

instruits dans tout l'Occident. L'influence aurait pu en être suffisamment contre-balancée par celle du christianisme, si la seconde avait pu être séparée de la première. Par malheur Rome, ayant adopté le christianisme après quelques siècles et l'ayant officiellement établi chez les nations sujettes, a ainsi contracté avec lui une alliance qui l'a souillé. Par un second malheur, le lieu d'origine du christianisme lui a imposé l'héritage de textes où s'expriment souvent une cruauté, une volonté de domination, un mépris inhumain des ennemis vaincus ou destinés à l'être, un respect de la force qui s'accordent extraordinairement bien avec l'esprit de Rome. Ainsi, par l'effet d'un double accident historique, la double tradition hébraïque et romaine étouffe dans une large mesure depuis deux mille ans l'inspiration divine du christianisme. Aussi l'Occident n'a-t-il jamais retrouvé l'accent d'incomparable humanité qui fait de l'*Iliade* et des tragédies grecques des œuvres sans égales.

La France a eu beaucoup d'esprits de premier ordre qui n'ont été ni les serviteurs ni les adorateurs de la force. Du XVe au XVIIe siècle, Villon, Rabelais, La Boétie, Montaigne, Maurice Scève, Agrippa d'Aubigné, Théophile, Retz, Descartes, Pascal, si divers et de renommée inégale, ont eu cela en commun outre le génie. Mais ceux qui furent l'un et l'autre contribuent à former chaque génération successive. La seule chanson de geste connue dans les lycées célèbre Charlemagne, c'est-à-dire une entreprise de domination universelle. Les héros des tragédies non religieuses de Corneille mettent au-dessus de tout leur gloire, qui consiste à vaincre, à conquérir, à dominer, et ne songeraient jamais à subordonner cette gloire à la justice ou au bien public ; en eux, la démesure est proposée à l'admiration. Plusieurs des héros de Racine ont la même idée fixe quand ils s'occupent à autre chose qu'à l'amour ; aussi est-ce seulement à propos de l'amour que Racine a retrouvé une fois, dans *Phèdre*, quelque chose de l'accent de la tragédie grecque. L'évocation de la mort et de Dieu n'empêche pas les grandeurs humaines d'apparaître avec une souveraine majesté dans Bossuet. Les despotes n'ont pas cessé, au XVIIIe siècle, de trouver en France des adulateurs illustres ; il fallait seulement alors qu'ils fussent étrangers. Combien n'a-t-on pas plus tard chanté Napoléon ! L'idée du héros méprisé et humilié, si commune chez les Grecs, et qui forme le sujet même des Évangiles, est presque étrangère à notre tradition ; le culte de la grandeur conçue selon le modèle romain nous a été transmis par une chaîne presque ininterrompue d'écrivains célèbres.

Ce culte a toujours inspiré chez nous des actes aussi bien que des paroles. De notre temps même, il serait difficile sans doute d'affirmer que nous n'ayons pas usé et n'usions pas, pour la conquête et la domination de notre empire colonial, de méthodes semblables à celles de Rome ; beaucoup de Français seraient plutôt enclins à s'en vanter

qu'à le nier. Les hommes de la Révolution ne se seraient pas laissé si facilement tenter par la guerre de conquête s'ils n'avaient pas été nourris des écrivains latins et de Plutarque, ce sujet servile des Romains, et s'ils n'avaient pas songé à Rome toutes les fois qu'ils parlaient de République. Napoléon et Louis XIV ont visiblement été obsédés par le souvenir d'Auguste, et tous les procédés de Rome leur ont paru bons à imiter. Si leurs efforts n'ont pas été couronnés par un succès durable, un certain défaut d'habileté en est cause, mais non pas certes un excès de scrupule. L'agression non provoquée de la Hollande, l'annexion de plusieurs villes, en pleine paix, au cours des années qui suivirent un traité par lequel les frontières avaient été solennellement fixées, et contre le gré des habitants, enfin la dévastation du Palatinat, qui n'avait pas non plus l'excuse de la guerre, ce sont là des incidents singulièrement semblables aux faits les plus caractéristiques de l'histoire romaine. On peut en dire autant, par exemple, du piège tendu par Napoléon à la famille royale d'Espagne, des manœuvres qui le préparèrent et du sort infligé par la suite à ce malheureux pays. Enfin, sous Napoléon et surtout sous Louis XIV la servilité des sujets, la soumission aveugle, la flatterie extrême, l'absence de toute liberté spirituelle mirent quelque temps la France au niveau de la Rome impériale et de ses provinces.

Quel objet Hitler et ceux qui acceptent en lui un maître poursuivent-ils en ce moment, sinon la grandeur conçue selon le modèle romain ? Comment le poursuivent-ils, sinon par les méthodes que tous les émules des Romains avaient déjà imitées plus ou moins bien ? Y a-t-il rien de plus connu, de plus familier ? Il ne devrait pas suffire qu'un phénomène familier apparaisse ailleurs que chez nous et nous menace pour nous sembler soudain incompréhensible. Il est infiniment triste que notre plus grand poète ait participé à cette abdication de l'intelligence en affirmant que nous ne pouvons rien comprendre à l'Allemagne. L'Allemagne est aujourd'hui la nation qui compromet continuellement la paix et les libertés de l'Europe ; la France était dans le même cas en 1815. Elle constituait pour l'Europe la menace principale depuis Richelieu, c'est-à-dire depuis près de deux siècles, avec un intervalle de faiblesse sous Louis XV et Louis XVI. En 1814 et 1815, on détruisit Napoléon ; on ne fit pas de mal à la France vaincue ; l'Europe fut en paix pour un demi-siècle. Si l'on veut faire remonter la menace allemande à Frédéric II de Prusse, et on ne saurait d'aucune manière la faire remonter plus loin, on obtient aussi deux siècles. Au nom de quoi pourrait-on soutenir qu'il est plus nécessaire de subjuguer l'Allemagne à présent si l'on en triomphe, qu'il n'a été nécessaire de subjuguer la France en 1815 ?

On dit que l'Allemagne est devenue conquérante et menaçante depuis qu'elle est devenue une nation une et centralisée. Cela est

incontestable. Mais il en fut exactement de même pour la France ; l'unité française est seulement plus ancienne de deux siècles que l'unité allemande. Tout peuple qui devient une nation en se soumettant à un État centralisé, bureaucratique et militaire devient aussitôt et reste longtemps un fléau pour ses voisins et pour le monde. Il y a là un phénomène inhérent, non pas au sang germanique, mais à la structure de l'État moderne, semblable à tant d'égards à la structure politique élaborée par Rome. Pourquoi il en est ainsi, c'est peut-être difficile à clairement concevoir ; qu'il en soit ainsi, c'est tout à fait clair. En même temps qu'il naît quelque part une nation dominée par un État, il naît un nouveau facteur d'agression, et le développement ultérieur de la nation reste longtemps agressif. Quelques petits pays européens, formés dans le respect des libertés locales, ont échappé à cette fatalité, et aussi dans une certaine mesure un grand pays, l'Angleterre, qui même aujourd'hui est loin de présenter tous les caractères de l'État moderne. Mais un phénomène qui ne date pas d'hier devrait inquiéter tous les esprits réfléchis sur le danger que courent à notre époque non seulement la paix et la liberté, mais toutes les valeurs humaines sans exception. Tous les changements accomplis depuis trois siècles approchent les hommes d'une situation où il n'y aurait absolument plus aucune source d'obéissance dans le monde entier excepté l'autorité de l'État. La plupart des hommes en Europe n'obéissent à rien d'autre. L'emprise familiale est faible sur les mineurs, nulle sur les autres ; les autorités locales et régionales, dans la plupart des pays, exercent seulement la part de pouvoir qui leur est déléguée par l'autorité centrale. Dans le domaine de la production l'obéissance n'est pas accordée aux chefs, mais leur est vendue pour de l'argent ; ainsi leur autorité prend sa source non dans une tradition, non dans un consentement mutuel plus ou moins tacite, mais dans un marchandage qui exclut toute dignité et lui ôterait toute efficacité sans la protection de l'État. Dans le domaine même de l'intelligence, l'État, avec les diplômes qu'il confère, est devenu presque la seule source d'autorité effective.

D'autre part le pouvoir de l'État n'est arrêté dans aucune direction par aucune limite légitime. Il n'existe pas une telle limite pour lui au-dehors, car chaque nation est souveraine. Quoi qu'elle fasse, il n'est aucune autorité supérieure qui ait le droit de juger ses actions ; les traités même qu'elle signe ne l'engagent que d'après l'interprétation qu'elle leur accorde elle-même, sans qu'aucune autre interprétation lui puisse être légitimement imposée du dehors ; son pouvoir n'est en fait limité que par la force des autres nations souveraines, c'est-à-dire ou par la guerre ou par la menace explicite ou implicite de guerre. C'est là une limite de fait et non de droit, une limite subie et non pas acceptée. À l'intérieur, les États démocratiques voient seuls leur autorité bornée

par les droits des individus ; mais si des ambitieux veulent et savent choisir un moment favorable, le mécanisme même de la démocratie peut être utilisé pour supprimer une partie ou la totalité de ces droits ; et une fois ces droits supprimés il n'existe plus aucun moyen légitime de les rétablir, mais seulement la rébellion. Si les hommes qui ont en main à des titres divers l'autorité de l'État cessent de vouloir la démocratie, la crainte de la rébellion peut parfois les forcer, mais aucune loi ne peut les obliger à y rester fidèles. Hors d'Europe, de larges territoires, soumis par la conquête, subissent les volontés de tel ou tel État européen ; et dans le reste du monde, il y a de plus en plus tendance à élaborer des structures politiques plus ou moins copiées sur celle de l'État occidental. Le terme d'une telle évolution, terme heureusement théorique, serait une situation telle que dans tout le globe terrestre chaque être humain obéisse continuellement et exclusivement à l'État dont il est le sujet, sans qu'aucun État obéisse à autre chose qu'à ses propres caprices. Quelle stabilité, quel équilibre, quelle harmonie peut-on espérer trouver dans cette direction, de quelque point de vue qu'on se place ?

Il est clair, et M. Scelle notamment a très bien montré, que la notion juridique de la nation souveraine est incompatible avec l'idée d'un ordre international. C'est parce que les individus, même là où ils sont libres, ne disposent pas souverainement d'eux-mêmes et de leurs biens qu'il y a un ordre civil. Tout ordre implique une autorité légitime dont les décisions soient obligatoires pour ceux qui sont soumis à cet ordre. Mais la souveraineté de chaque nation par rapport à toutes les autres est liée au pouvoir souverain qu'exerce chaque État sur ses sujets. Car, tant que ce pouvoir est intact, toute action prise contre une nation nuisible doit s'exercer sur tous les membres et sujets de cette nation ; elle doit donc prendre la forme de la guerre, de la menace de guerre, ou d'une pression économique qui au-delà d'un certain degré mène inévitablement à la guerre. Comme la guerre est une opération qui ne peut être décidée et menée que par une ou plusieurs nations, et comme nul ne peut du dehors ordonner à une nation de faire la guerre, il ne peut y avoir là un moyen de police pour une autorité qui dominerait les nations. Une telle autorité ne peut s'exercer que si elle possède le pouvoir légitime, c'est-à-dire publiquement et généralement reconnu, de dispenser en certains cas les citoyens et sujets d'un État du devoir d'obéissance envers cet État. L'État atteint par une telle mesure serait alors frappé du sentiment d'infériorité propre aux rebelles, et non pas ses sujets révoltés. Mais il est clair qu'une telle mesure n'est possible que si au-dessous de l'État et au-dessus des individus il existe des pouvoirs légitimes capables d'exécuter une décision de ce genre. L'ordre international suppose qu'un certain fédéralisme soit établi non seulement entre les nations, mais à l'intérieur de chaque grande nation.

À plus forte raison, le lien entre les colonies et leur métropole devrait-il devenir un lien fédéral au lieu d'être un rapport de simple subordination.

Les vainqueurs de 1918 ont voulu constituer un ordre international. À cet effet, on a tenté de faire accepter certaines interdictions et certaines obligations communes à toutes les nations ; et sur quelques-unes on a voulu faire peser des obligations particulières, comme celle du désarmement pour l'Allemagne et celles concernant le traitement des minorités pour certains pays d'Europe centrale. Par une contradiction singulière, on a laissé subsister le dogme de la souveraineté nationale, et l'autorité de chaque État sur ses sujets est restée intacte. Une telle tentative ne pouvait aboutir, et elle n'a pas eu même un commencement de succès. Un pouvoir qui n'est arrêté par aucune borne légitimement imposée tend nécessairement à s'accroître au-dedans et au-dehors ; tout État centralisé et souverain est conquérant et dictatorial en puissance, et devient tel en effet pour autant qu'il croit en avoir la force.

On peut imaginer à cette guerre, en admettant que l'Allemagne doive y subir une plus ou moins grande défaite, plusieurs issues possibles. L'Europe peut être ramenée à une situation peu différente de celle où elle se trouvait par exemple en 1930. Les peuples respireraient alors, mais non pas sans doute pour très longtemps. Elle peut tomber par épuisement dans un désordre diffus et sanglant dont la Russie tirerait peut-être profit ; la suite serait alors impossible à prévoir. Le rapport des forces peut changer de telle manière que la puissance de l'Allemagne soit écrasée pour très longtemps par celle des nations victorieuses ; une telle éventualité n'est peut-être pas très probable, mais il faut la supposer telle, puisque beaucoup de personnes réclament dès maintenant à grand bruit des conditions de paix qui impliquent un écrasement durable de l'Allemagne. Comme il est heureusement impossible d'exterminer la totalité ou même une partie considérable du peuple allemand, un tel écrasement suppose une contrainte imposée au moment de la victoire et maintenue pendant une longue période de temps. Une coalition ne peut exercer un effort long et continu ; une seule nation devrait s'en charger ; ce serait inévitablement une nation continentale, c'est-à-dire la France.

Si la France entreprenait un tel effort sans être matériellement et moralement capable de le soutenir, une nouvelle guerre, qui peut-être l'anéantirait, serait pour elle le châtiment d'avoir osé au-delà de ses forces. Mais admettons qu'elle en soit capable. Ce qu'elle a de sage, de libre et d'humain ne périrait-il pas inévitablement dans la tension extrême des forces nationales nécessaires à une si grande tâche ? D'autre part, ne lui faudrait-il pas posséder un pouvoir de contrainte

qui en ferait la maîtresse de l'Europe ? Certainement, les traditions héritées des Romains, de Richelieu, de Louis XIV et de Napoléon triompheraient alors en France. Autrement dit le système hitlérien ne disparaîtrait pas ; il se transporterait chez nous avec ses fins et ses méthodes. Ceux qui en feraient usage ne le reconnaîtraient pas, une fois naturalisé, mais ceux qui en subiraient les effets douloureux ne le reconnaîtraient que trop. Pour l'avenir de l'humanité, pour la civilisation, pour la liberté, une telle victoire ne serait pas beaucoup meilleure que la défaite. La victoire de ceux qui défendent par les armes une cause juste n'est pas nécessairement une victoire juste ; une victoire est plus ou moins juste non pas en fonction de la cause qui a fait prendre les armes, mais en fonction de l'ordre qui s'établit une fois les armes déposées. L'écrasement du vaincu est non seulement toujours injuste, mais aussi toujours funeste à tous, vaincus, vainqueurs et spectateurs, et d'autant plus funeste que le peuple vaincu était plus puissant ; car le déséquilibre qui en résulte est d'autant plus grave.

Il est pourtant infiniment souhaitable que la nation allemande soit démembrée, mais à condition que ce démembrement, quand même il serait accompli par la force, ne doive pas être maintenu par la force. Cela n'est possible que dans un seul cas, à savoir si les vainqueurs, en admettant que nous soyons destinés à l'être, acceptent pour eux-mêmes la transformation qu'ils auraient imposée au vaincu. Aussi longtemps que les hommes continueront à n'avoir entre eux d'autres liens que ceux qui passent par l'État, les États continueront à organiser systématiquement et périodiquement le massacre mutuel de leurs sujets, sans qu'aucune pression de l'opinion, aucun effort de bonne volonté, aucune combinaison internationale puisse éviter un tel destin. La série des massacres doit aboutir ou au triomphe d'un seul État qui réussirait à écraser une multitude de peuples sous une nouvelle paix romaine et se décomposerait lentement par la suite, ou à la destruction mutuelle des États qui finiraient par se briser sous l'effet d'une trop grande tension. De toute manière, il est inévitable que la transformation accomplie par l'humanité depuis quelques siècles dans le sens de la centralisation soit un jour suivie par une transformation en sens contraire ; car toute chose dans la nature trouve une fois sa limite. Il y a deux espèces d'organisation dispersée que l'histoire nous permet de connaître assez bien, à savoir les petites cités et les liens féodaux. Aucune n'exclut la tyrannie ni la guerre, mais l'une et l'autre sont plus fécondes et plus favorables aux meilleures formes de la vie humaine que la centralisation subie par les hommes de l'époque romaine et par ceux de notre époque. L'humanité arrivera peut-être à quelque chose d'analogue soit à l'une de ces deux organisations, soit à un mélange des deux, ou peut-être elle en trouvera une troisième. Il se peut que ce temps ne soit pas très lointain et que nous assistions en ce

moment à l'agonie des États. Malheureusement les États ne peuvent agoniser eux-mêmes sans faire agoniser en même temps beaucoup de choses précieuses et beaucoup d'hommes. Mais la somme des misères et des destructions irréparables dans le domaine de la matière et dans celui de l'esprit serait diminuée, si un nombre suffisant d'hommes responsables pouvaient être assez lucides et assez résolus pour préparer et favoriser méthodiquement la transformation que l'humanité, par bonheur, ne peut éviter en aucun cas.

ROME ET L'ALBANIE

Ciano, dans son discours au sujet de l'expédition d'Albanie, déclarait : « Ce qui vient de se passer est le résultat de relations entre l'Italie et l'Albanie qui datent de vingt-deux siècles. » Il se trompe d'un siècle ; c'est il y a presque exactement vingt et un siècles que Rome entra, si l'on peut dire, en rapport avec l'Albanie, où elle ne possédait jusque-là que quelques comptoirs sur la côte ; bien qu'on ne puisse employer le mot d'Albanie que par extension, le hasard fait qu'à cette époque un certain roi Gentius avait sous son autorité le sud de l'Illyrie et le nord de l'Épire, ce qui correspond sensiblement à l'Albanie actuelle. Ce qui est tout à fait juste, c'est le lien qu'établit Ciano entre la manière dont les « relations » commencèrent et les « résultats » que nous avons sous les yeux. On peut en juger d'après Polybe, Tite-Live, Plutarque et Appien. Voici le récit d'Appien :

« Les Romains étaient en guerre contre les Macédoniens, et Persée était alors roi de Macédoine après Philippe. Gentius, roi d'une partie des Illyriens, s'était allié à Persée pour de l'argent, et il avait pénétré dans le territoire de l'Illyrie soumis aux Romains. Les Romains lui ayant envoyé des ambassadeurs, il les fit enchaîner en disant qu'ils ne venaient pas comme ambassadeurs, mais comme espions. Anicius, général romain, prit avec sa flotte quelques bateaux de Gentius, puis le rencontra sur terre, gagna la bataille, et le cerna dans un espace étroit. Gentius implora la paix ; il reçut l'ordre de se rendre aux Romains à discrétion ; il demanda trois jours pour délibérer et les obtint. Mais avant que le délai ne fût écoulé, il envoya ses serviteurs prier Anicius de le recevoir, et, tombant à ses genoux, il lui adressa les plus basses supplications. Anicius lui dit d'avoir bon courage, le releva de son attitude prosternée et l'invita à sa table, puis, au sortir du repas, ordonna à ses serviteurs de le mettre sous bonne garde. Par la suite Anicius traîna Gentius en triomphe, à Rome, avec sa femme et ses enfants ; toute cette guerre n'avait duré que vingt jours. Il y eut soixante-dix villes soumises à Gentius auprès desquelles Paul-Émile, le vainqueur de Persée, passa à dessein alors qu'il revenait vers Rome, et cela en vertu d'un ordre secret du Sénat. À ces villes terrifiées il promit de pardonner le passé, si elles lui livraient tout ce qu'elles avaient d'or et d'argent. Elles s'y engagèrent ; il envoya dans chacune d'elles un détachement de son armée, et, ayant fixé un jour avec les chefs de ces détachements, le même pour tous, il leur ordonna de proclamer à l'aube, chacun dans sa ville respective, qu'il fallait apporter l'argent sur

la place publique dans l’espace de trois heures ; puis, l’argent une fois rassemblé, de saccager la ville de fond en comble. C’est ainsi que Paul-Émile fit le sac de soixante-dix villes en une heure. »

Polybe raconte qu’au cours de ce sac « cent cinquante mille personnes furent vendues comme esclaves ».

Ce qui s’est passé, récemment, de toute évidence, est bien le « résultat » de relations ainsi commencées.

(*Nouveaux Cahiers*, 1er juillet 1939.)

RÉFLEXIONS SUR LA BARBARIE

(fragments)

1939 (?)

Bien des gens aujourd'hui, émus par les horreurs de toute espèce que notre époque apporte avec une profusion accablante pour les tempéraments un peu sensibles, croient que, par l'effet d'une trop grande puissance technique, ou d'une espèce de décadence morale, ou pour toute autre cause, nous entrons dans une période de plus grande barbarie que les siècles traversés par l'humanité au cours de son histoire. Il n'en est rien. Il suffit, pour s'en convaincre, d'ouvrir n'importe quel texte antique, la Bible, Homère, César, Plutarque. Dans la Bible, les massacres se chiffrent généralement par dizaines de milliers. L'extermination totale, en une journée, sans acception de sexe ni d'âge, d'une ville de quarante mille habitants n'est pas, dans les récits de César, quelque chose d'extraordinaire. D'après Plutarque, Marius se promenait dans les rues de Rome suivi d'une troupe d'esclaves qui abattaient sur-le-champ quiconque le saluait sans qu'il daignât répondre. Sylla, imploré en plein Sénat de bien vouloir au moins déclarer qui il voulait faire mourir, dit qu'il n'avait pas tous les noms présents à l'esprit, mais qu'il les publierait, jour par jour, à mesure qu'ils lui viendraient à la mémoire. Aucun des siècles passés historiquement connus n'est pauvre en événements atroces. La puissance des armements, à cet égard, est sans importance. Pour les massacres massifs, la simple épée, même de bronze, est un instrument plus efficace que l'avion.

La croyance contraire, si commune à la fin du XIXe siècle et jusqu'en 1914, c'est-à-dire la croyance en une diminution progressive de la barbarie dans l'humanité dite civilisée, n'est, me semble-t-il, pas moins erronée. Et l'illusion en pareille matière est dangereuse, car on ne cherche pas à conjurer ce qu'on croit être en voie d'extinction. L'acceptation de la guerre, en 1914, a été ainsi rendue bien plus aisée ; on ne croyait pas qu'elle pût être sauvage, faite par des hommes que l'on croyait exempts de sauvagerie. Comme les personnes qui répètent sans cesse qu'elles sont trop bonnes sont celles dont il faut attendre, à l'occasion, la plus froide et la plus tranquille cruauté, de même, lorsqu'un groupement humain se croit porteur de civilisation, cette croyance même le fera succomber à la première occasion qui pourra se présenter à lui d'agir en barbare. À cet égard, rien n'est plus dangereux

que la foi en une race, en une nation, en une classe sociale, en un parti. Aujourd'hui, nous ne pouvons plus avoir dans le progrès la même confiance naïve qu'ont eue nos pères et nos grands-pères ; mais à la barbarie qui ensanglante le monde nous cherchons tous des causes hors du milieu où nous vivons, dans des groupements humains qui nous sont ou que nous affirmons nous être étrangers. Je voudrais proposer de considérer la barbarie comme un caractère permanent et universel de la nature humaine, qui se développe plus ou moins selon que les circonstances lui donnent plus ou moins de jeu.

Une telle vue s'accorde parfaitement avec le matérialisme dont les marxistes se réclament ; mais elle ne s'accorde pas avec le marxisme lui-même, qui, dans sa foi messianique, croit qu'une certaine classe sociale est, par une sorte de prédestination, porteuse et unique porteuse de civilisation. Il a cru trouver dans la notion de classe la clef de l'histoire, mais il n'a jamais même commencé à utiliser effectivement cette clef ; aussi bien n'est-elle pas utilisable. Je ne crois pas que l'on puisse former des pensées claires sur les rapports humains tant qu'on n'aura pas mis au centre la notion de force, comme la notion de rapport est au centre des mathématiques. Mais la première a besoin, comme en a eu besoin la seconde, d'être élucidée. Ce n'est pas aisé.

Je proposerais volontiers ce postulat : on est toujours barbare envers les faibles. Ou du moins, pour ne pas nier tout pouvoir à la vertu, on pourrait affirmer que, sauf au prix d'un effort de générosité aussi rare que le génie, on est toujours barbare envers les faibles. Le plus ou moins de barbarie diffuse dans une société dépendrait ainsi de la distribution des forces. Cette vue, si on pouvait l'étudier assez sérieusement pour lui donner un contenu clair, permettrait au moins en principe de situer toute structure sociale, soit stable, soit passagère, dans une échelle de valeurs, à condition que l'on considère la barbarie comme un mal et son absence comme un bien. Cette restriction est nécessaire ; car il ne manque pas d'hommes qui, soit par une estime exclusive et aristocratique de la culture intellectuelle, soit par ambition, soit par une sorte d'idolâtrie de l'Histoire et d'un avenir rêvé, soit parce qu'ils confondent la fermeté d'âme avec l'insensibilité, soit, enfin, qu'ils manquent d'imagination, s'accommodent fort bien de la barbarie et la considèrent ou comme un détail indifférent ou comme un instrument utile. Ce n'est pas là mon cas ; ce n'est pas non plus, je suppose, le cas de ceux qui lisent cette revue.

Pour entrevoir une telle relation entre la carte des forces dans un système social et le degré de la barbarie, il faut considérer cette dernière nation un peu autrement que ne le fait la foule. La sensibilité publique ne s'émeut…

*

Hitler n'est pas un barbare, plût au ciel qu'il en fût un ! Les barbares, dans leurs ravages, n'ont jamais fait que des maux limités. Comme les calamités naturelles, en détruisant, ils réveillent l'esprit rappelé à l'insécurité des choses humaines ; leurs cruautés, leurs perfidies, mêlées d'actes de loyauté et de générosité, tempérées par l'inconstance et le caprice, ne mettent en péril rien de vital chez ceux qui survivent à leurs armes. Seul un État extrêmement civilisé, mais bassement civilisé, si l'on peut s'exprimer ainsi, comme fut Rome, peut amener chez ceux qu'il menace et chez ceux qu'il soumet cette décomposition morale qui non seulement brise d'avance tout espoir de résistance effective, mais rompt brutalement et définitivement la continuité dans la vie spirituelle, lui substituant une mauvaise imitation de médiocres vainqueurs. Car seul un État parvenu à un mode savant d'organisation peut paralyser chez ses adversaires la faculté même de réagir, par l'empire qu'exerce sur l'imagination un mécanisme impitoyable, que ni les faiblesses humaines ni les vertus humaines ne peuvent arrêter dès qu'il s'agit de saisir un avantage, et qui utilise indifféremment à cette fin le mensonge ou la vérité, le respect simulé ou le mépris avoué des conventions. Nous ne sommes pas en Europe dans la situation de civilisés qui luttent contre un barbare, mais dans la position bien plus difficile et plus périlleuse de pays indépendants menacés de colonisation ; et nous ne ferons pas utilement face à ce danger si nous n'inventons pas des méthodes qui y correspondent.

L'AGONIE D'UNE CIVILISATION VUE À TRAVERS UN POÈME ÉPIQUE

Quand on compare à l'*Iliade* les épopées composées au moyen âge en langue française, on sent vivement que les exploits, les souffrances et la mort de quelques guerriers semblent, dans le cadre épique, choses petites et froides. Une civilisation tout entière, naguère en plein essor, frappée soudain d'un coup mortel par la violence des armes, destinée à disparaître sans retour, et représentée dans les dernières palpitations de l'agonie, tel est peut-être le seul thème assez grand pour l'épopée. C'est celui de l'*Iliade ;* c'est aussi celui d'un fragment d'épopée composé au moyen âge en langue d'oc, et qui constitue la deuxième partie du texte connu sous le nom de *Chanson de la Croisade contre les Albigeois*. Toulouse en est le centre, comme Troie est le centre de l'*Iliade*. Certes, on ne peut même pas songer à comparer les deux poèmes pour la langue, la versification, le style, le génie poétique ; pourtant, dans le poème de Toulouse, le véritable accent épique se fait sentir, et les traits poignants n'y sont pas rares. Composé pendant le combat, avant que l'issue n'en fût connue, par un partisan de la ville menacée, ces circonstances le privent de la merveilleuse poésie qui enveloppe l'*Iliade*, mais en font un document de grande valeur. L'authenticité du témoignage, que confirme la comparaison avec d'autres récits contemporains, est garantie par l'abondance et la minutie des détails, mais surtout par l'accent, par ce mélange de passion et d'impartialité qui fait le ton propre aux grandes œuvres.

La civilisation qui constitue le sujet du poème n'a pas laissé d'autres traces que ce poème même, quelques chants de troubadours, de rares textes concernant les cathares, et quelques merveilleuses églises. Le reste a disparu ; nous pouvons seulement tenter de deviner ce que fut cette civilisation que les armes ont tuée, dont les armes ont détruit les œuvres. Avec si peu de données, on ne peut espérer qu'en retrouver l'esprit ; c'est pourquoi, si le poème en donne un tableau embelli, il n'en est pas par là un moins bon guide ; car c'est l'esprit même d'une civilisation qui s'exprime dans les tableaux qu'en donnent ses poètes. Ainsi le vers de Virgile : « Toi, Romain, occupe-toi de dominer souverainement les peuples » permettrait à lui seul de concevoir l'esprit de la civilisation romaine aussi bien qu'une vaste documentation. Il suffit qu'en lisant le poème de Toulouse, et en évoquant ce que l'on sait d'autre part concernant ce temps et ce pays, on fasse un effort d'imagination ; on verra apparaître la ressemblance

de ce qui fut.

Ce qui frappe tout d'abord dans ce récit d'une guerre religieuse, c'est qu'il n'y est pour ainsi dire pas question de religion. Sans doute Simon de Montfort et ses évêques y parlent trois ou quatre fois des hérétiques ; des évêques, en présence du pape, accusent les comtes de Toulouse et de Foix de les favoriser, et le comte de Foix s'en défend ; les partisans de Toulouse et le poète lui-même, à chaque victoire, se félicitent d'être soutenus par Dieu, le Christ, le Fils de la Vierge, la Trinité. Mais on chercherait vainement quelque autre allusion à des controverses religieuses ; on ne peut guère expliquer ce silence, dans un poème aussi vivant, où palpite toute une ville, qu'en admettant qu'il n'y avait à peu près pas de dissensions religieuses dans la cité et parmi ses défenseurs. Les désastres qui s'abattirent sur ce pays auraient pu porter la population soit à s'en prendre aux cathares comme cause de son malheur et à les persécuter, soit à adopter leur doctrine par haine de l'envahisseur et à regarder les catholiques comme des traîtres. Apparemment ni l'une ni l'autre réaction ne se produisit. Cela est extraordinaire.

Soit que l'on veuille louer, blâmer ou excuser les hommes du moyen âge, on croit volontiers aujourd'hui que l'intolérance était une fatalité de leur époque ; comme s'il y avait des fatalités pour les temps et les lieux. Chaque civilisation, comme chaque homme, a la totalité des notions morales à sa disposition, et choisit. Si le père de saint Louis, comme le raconte le poème, crut servir Dieu en autorisant froidement le massacre d'une ville entière après qu'elle se fut rendue, c'est qu'il avait choisi ainsi ; son petit-fils devait plus tard choisir de même, et saint Louis lui-même aussi, lui qui regardait le fer comme un bon moyen, pour des laïques, de régler les controverses religieuses. Ils auraient pu choisir autrement, et la preuve en est que les villes du Midi, au XIIe siècle, choisirent autrement. Si l'intolérance l'emporta, c'est seulement parce que les épées de ceux qui avaient choisi l'intolérance furent victorieuses. Ce fut une décision purement militaire. Contrairement à un préjugé très répandu, une décision purement militaire peut influer sur le cours des pensées pendant de longs siècles, sur de vastes espaces ; car l'empire de la force est grand.

L'Europe n'a plus jamais retrouvé au même degré la liberté spirituelle perdue par l'effet de cette guerre. Car au XVIIIe et au XIXe siècle on élimina seulement de la lutte des idées les formes les plus grossières de la force ; la tolérance alors en faveur contribua même à la constitution de partis cristallisés et substitua aux contraintes matérielles les barrières spirituelles. Mais le poème de Toulouse nous montre, par le silence même qu'il observe à ce sujet, combien le pays d'oc, au XIIe siècle, était éloigné de toute lutte d'idées. Les idées ne s'y

heurtaient pas, elles y circulaient dans un milieu en quelque sorte continu. Telle est l'atmosphère qui convient à l'intelligence ; les idées ne sont pas faites pour lutter. La violence même du malheur ne put susciter une lutte d'idées dans ce pays ; catholiques et cathares, loin de constituer des groupes distincts, étaient si bien mélangés que le choc d'une terreur inouïe ne put les dissocier. Mais les armes étrangères imposèrent la contrainte, et la conception de la liberté spirituelle qui périt alors ne ressuscita plus.

S'il y a un lieu du globe terrestre où un tel degré de liberté puisse être précieux et fécond, c'est le pourtour de la Méditerranée. À qui regarde la carte, la Méditerranée semble destinée à constituer un creuset pour la fusion des traditions venues des pays nordiques et de l'Orient ; ce rôle, elle l'a joué peut-être avant les temps historiques, mais elle ne l'a joué pleinement qu'une fois dans l'histoire, et il en résulta une civilisation dont l'éclat constitue encore aujourd'hui, ou peu s'en faut, notre seule clarté, à savoir la civilisation grecque. Ce miracle dura quelques siècles et ne se reproduisit plus. Il y a vingt-deux siècles les armes romaines tuèrent la Grèce, et leur domination frappa de stérilité le bassin méditerranéen ; la vie spirituelle se réfugia en Syrie, en Judée, puis en Perse. Après la chute de l'Empire romain, les invasions du Nord et de l'Orient, tout en apportant une vie nouvelle, empêchèrent quelque temps la formation d'une civilisation. Ensuite le souci dominant de l'orthodoxie religieuse mit obstacle aux relations spirituelles entre l'Occident et l'Orient. Quand ce souci disparut, la Méditerranée devint simplement la route par où les armes et les machines de l'Europe allèrent détruire les civilisations et les traditions de l'Orient. L'avenir de la Méditerranée repose sur les genoux des dieux. Mais une fois au cours de ces vingt-deux siècles une civilisation méditerranéenne a surgi qui peut-être aurait avec le temps constitué un second miracle, qui peut-être aurait atteint un degré de liberté spirituelle et de fécondité aussi élevé que la Grèce antique, si on ne l'avait pas tuée.

Après le Xe siècle, la sécurité et la stabilité étaient devenues suffisantes pour le développement d'une civilisation ; l'extraordinaire brassage accompli depuis la chute de l'Empire romain pouvait dès lors porter ses fruits. Il ne le pouvait nulle part au même degré que dans ce pays d'oc où le génie méditerranéen semble s'être alors concentré. Les facteurs d'intolérance constitués en Italie par la présence du pape, en Espagne par la guerre ininterrompue contre les Maures, n'y avaient pas d'équivalent ; les richesses spirituelles y affluaient de toutes parts sans obstacle. La marque nordique est assez visible dans une société avant tout chevaleresque ; l'influence arabe pénétrait facilement dans des pays étroitement liés à l'Aragon ; un prodige incompréhensible fit que le génie de la Perse prit racine dans cette terre et y fleurit, au temps

même où il semble avoir pénétré jusqu'en Chine. Ce n'est pas tout peut-être ; ne voit-on pas à Saint-Sernin, à Toulouse, des têtes sculptées qui évoquent l'Égypte ? Les attaches de cette civilisation étaient aussi lointaines dans le temps que dans l'espace. Ces hommes furent les derniers peut-être pour qui l'antiquité était encore chose vivante. Si peu qu'on sache des cathares, il semble clair qu'ils furent de quelque manière les héritiers de la pensée platonicienne, des doctrines initiatiques et des Mystères de cette civilisation pré-romaine qui embrassait la Méditerranée et le Proche-Orient ; et, par hasard ou autrement, leur doctrine rappelle par certains points, en même temps que le bouddhisme, en même temps que Pythagore et Platon, la doctrine des druides qui autrefois avait imprégné la même terre. Quand ils eurent été tués, tout cela devint simple matière d'érudition. Quels fruits une civilisation si riche d'éléments divers a-t-elle portés, aurait-elle portés ? Nous l'ignorons ; on a coupé l'arbre. Mais quelques sculptures peuvent évoquer un monde de merveilles, et rien ne dépasse ce que suggèrent celles des églises romanes du Midi de la France.

Le poète de Toulouse sent très vivement la valeur spirituelle de la civilisation attaquée ; il l'évoque continuellement ; mais il semble impuissant à l'exprimer, et emploie toujours les mêmes mots, Prix et Parage, parfois Parage et Merci. Ces mots, sans équivalents aujourd'hui, désignent des valeurs chevaleresques. Et pourtant c'est une cité, c'est Toulouse qui vit dans le poème, et elle y palpite tout entière, sans aucune distinction de classes. Le comte ne fait rien sans consulter toute la cité, « li cavalier el borgez e la cuminaltatz », et il ne lui donne pas d'ordres, il lui demande son appui ; cet appui, tous l'accordent, artisans, marchands, chevaliers, avec le même dévouement joyeux et complet. C'est un membre du Capitole qui harangue devant Muret l'armée opposée aux croisés ; et ce que ces artisans, ces marchands, ces citoyens d'une ville – on ne saurait leur appliquer le terme de bourgeois – voulaient sauver au prix de leur vie, c'était Joie et Parage, c'était une civilisation chevaleresque.

Ce pays qui a accueilli une doctrine si souvent accusée d'être antisociale fut un exemple incomparable d'ordre, de liberté et d'union des classes. L'aptitude à combiner des milieux, des traditions différentes y a produit des fruits uniques et précieux à l'égard de la société comme de la pensée. Il s'y trouvait ce sentiment civique intense qui a animé l'Italie du moyen âge ; il s'y trouvait aussi une conception de la subordination semblable à celle que T.-E. Lawrence a trouvée vivante en Arabie en 1917, à celle qui, apportée peut-être par les Maures, a imprégné pendant des siècles la vie espagnole. Cette conception, qui rend le serviteur égal au maître par une fidélité volontaire et lui permet de s'agenouiller, d'obéir, de souffrir les châtiments sans rien perdre de sa fierté, apparaît au XIIIe siècle dans le

Poème du Cid, comme aux XVIe et XVIIe siècles dans le théâtre espagnol ; elle entoura la royauté, en Espagne, d'une poésie qui n'eut jamais d'équivalent en France ; étendue même à la subordination imposée par violence, elle ennoblit jusqu'à l'esclavage, et permettait à des Espagnols nobles, pris et vendus comme esclaves en Afrique, de baiser à genoux les mains de leurs maîtres, sans s'abaisser, par devoir et non par lâcheté. L'union d'un tel esprit avec le sentiment civique, un attachement également intense à la liberté et aux seigneurs légitimes, voilà ce qu'on n'a peut-être pas vu ailleurs que dans le pays d'oc au XIIe siècle. C'est une civilisation de la cité qui se préparait sur cette terre, mais sans le germe funeste des dissensions qui désolèrent l'Italie ; l'esprit chevaleresque fournissait le facteur de cohésion que l'esprit civique ne contient pas. De même, malgré certains conflits entre seigneurs, et en l'absence de toute centralisation, un sentiment commun unissait ces contrées. On vit Marseille, Beaucaire, Avignon, Toulouse, la Gascogne, l'Aragon, la Catalogne, s'unir spontanément contre Simon de Montfort. Plus de deux siècles avant Jeanne d'Arc, le sentiment de la patrie, une patrie qui, bien entendu, n'était pas la France, fut le principal mobile de ces hommes ; et ils avaient même un mot pour désigner la patrie ; ils l'appelaient le langage.

Rien n'est si touchant dans le poème que l'endroit où la cité libre d'Avignon se soumet volontairement au comte de Toulouse vaincu, dépouillé de ses terres, dépourvu de toute ressource, à peu près réduit à la mendicité. Le comte, averti des intentions d'Avignon, s'y rend ; il trouve les habitants à genoux, qui lui disent : « Tout Avignon se met en votre seigneurie – chacun vous livre son corps et son avoir. » Avec des larmes ils demandent au Christ le pouvoir et la force de le remettre dans son héritage. Ils énumèrent les droits seigneuriaux qu'ils s'engagent désormais à acquitter ; et, après avoir tous prêté serment, ils disent au comte : « Seigneur légitime et aimé – N'ayez aucune crainte de donner et de dépenser – Nous donnerons nos biens et sacrifierons nos corps – Pour que vous recouvriez votre terre ou que nous mourions avec vous. » Le comte, en les remerciant, leur dit que leur langage leur saura gré de cette action. Peut-on imaginer, pour des hommes libres, une manière plus généreuse de se donner un maître ? Cette générosité fait voir à quel point l'esprit chevaleresque avait imprégné toute la population des villes.

Il en était tout autrement dans les pays d'où provenaient les vainqueurs de cette guerre ; là, il y avait non pas union, mais lutte entre l'esprit féodal et l'esprit des villes. Une barrière morale y séparait nobles et roturiers. Il devait en résulter, une fois le pouvoir des nobles épuisé, ce qui se produisit en effet, à savoir l'avènement d'une classe absolument ignorante des valeurs chevaleresques ; un régime où l'obéissance devenait chose achetée et vendue ; les conflits de classes

aigus qui accompagnent nécessairement une obéissance dépouillée de tout sentiment de devoir, obtenue uniquement par les mobiles les plus bas. Il ne peut y avoir d'ordre que là où le sentiment d'une autorité légitime permet d'obéir sans s'abaisser ; c'est peut-être là ce que les hommes d'oc nommaient Parage. S'ils avaient été vainqueurs, qui sait si le destin de l'Europe n'aurait pas été bien différent ? La noblesse aurait pu alors disparaître sans entraîner l'esprit chevaleresque dans son désastre, puisqu'en pays d'oc les artisans et les marchands y avaient part. Ainsi à notre époque encore nous souffrons tous et tous les jours des conséquences de cette défaite.

L'impression dominante que laisse le tableau de ces populations, tel qu'on le trouve dans la *Chanson de la Croisade*, c'est l'impression de bonheur. Quel coup dut être pour elles le premier choc de la terreur, quand, dès la première bataille, la cité entière de Béziers fut massacrée froidement ! Ce coup les fit plier ; il avait été infligé à cet effet. Il ne leur fut pas permis de s'en relever ; les atrocités se succédèrent. Il se produisit des effets de panique très favorables aux agresseurs. La terreur est une arme à un seul tranchant. Elle a toujours bien plus de prise sur ceux qui songent à conserver leur liberté et leur bonheur que sur ceux qui songent à détruire et à écraser ; l'imagination des premiers est bien plus vulnérable, et c'est pourquoi, la guerre étant, avant tout, affaire d'imagination, il y a presque toujours quelque chose de désespéré dans les luttes que livrent des hommes libres contre des agresseurs. Les gens d'oc subirent défaite après défaite : tout le pays fut soumis. S'il faut croire le poète, Toulouse, ayant prêté serment à Simon de Montfort, sur le conseil du comte de Toulouse lui-même, après la défaite de Muret, ne songea pas à violer sa parole ; et sans doute les vainqueurs auraient pu s'appuyer sur l'esprit de fidélité qui dans ces pays accompagnait toujours l'obéissance. Mais ils traitèrent les populations conquises en ennemies, et ces hommes, accoutumés à obéir par devoir et noblement, furent contraints d'obéir par crainte et dans l'humiliation.

Quand Simon de Montfort eut fait sentir aux habitants de Toulouse qu'il les regardait en ennemis malgré leur soumission, ils prirent les armes ; mais ils les déposèrent aussitôt et se mirent à sa merci, poussés par leur évêque qui promettait de les protéger. C'était un piège ; les principaux habitants furent enchaînés, frappés et chassés avec une brutalité telle que plusieurs en moururent ; la ville fut entièrement désarmée, dépouillée de tous ses biens, argent, étoffes et vivres, et en partie démolie. Mais, tout lien de fidélité étant dès lors rompu, il suffit que le seigneur légitime pénétrât dans Toulouse avec quelques chevaliers pour que cette population écrasée et sans armes se soulevât. Elle remporta des victoires répétées sur un ennemi puissamment armé et enflé par ses triomphes ; tant le courage, lorsqu'il procède du

désespoir, est parfois efficace contre un armement supérieur. Selon le mot de Simon de Montfort, les lièvres se retournèrent alors contre les lévriers. Au cours d'un de ces combats, une pierre lancée par la main d'une femme tua Simon de Montfort ; puis la ville osa se mettre en défense contre le fils du roi de France, arrivé avec une nombreuse armée. Le poème s'achève là, et sur un cri d'espoir. Mais cet espoir ne devait être réalisé qu'en partie. Toulouse échappa à l'anéantissement ; mais le pays ne devait pas échapper à la conquête ; Prix et Parage devaient disparaître. Par la suite, le destin de ce pays eut longtemps encore quelque chose de tragique. Un siècle et demi plus tard, un oncle de Charles VI le traitait en pays conquis, avec tant de cruauté que quarante mille hommes s'enfuirent en Aragon. Il eut encore des frémissements à l'occasion des guerres religieuses, des luttes contre Richelieu, et fut maintes fois ravagé ; l'exécution du duc de Montmorency, mis à mort à Toulouse parmi la vive douleur de la population, en marque la soumission définitive. Mais à ce moment, ce pays, depuis longtemps déjà, n'avait plus d'existence véritable ; la langue d'oc avait disparu comme langue de civilisation, et le génie de ces lieux, bien qu'il ait influé sur le développement de la culture française, n'a jamais trouvé d'expression propre après le XIIIe siècle.

En ce cas comme en plusieurs autres, l'esprit reste frappé de stupeur en comparant la richesse, la complexité, la valeur de ce qui a péri avec les mobiles et le mécanisme de la destruction. L'Église cherchait à obtenir l'unité religieuse ; elle mit en action le ressort le plus simple, en promettant le pardon des péchés aux combattants et le salut inconditionnel à ceux qui tomberaient. La licence constitue le grand attrait de toutes les luttes armées ; quelle puissante ivresse doit être la licence poussée à ce degré, l'impunité et même l'approbation assurées dans ce monde et dans l'autre à n'importe quel degré de cruauté et de perfidie ! On voit, il est vrai, dans le poème, certains croisés refuser de croire au salut automatique qui leur est promis ; mais ces éclairs de lucidité étaient trop rares pour être dangereux. La nature du stimulant employé par les hommes d'église les obligeait à exercer une pression continuelle dans le sens de la plus grande cruauté ; cette pression excitait le courage des croisés et abattait celui des populations. La perfidie autorisée par l'Église était aussi une arme précieuse. Mais cette guerre ne pouvait se prolonger qu'en devenant une guerre de conquête. On eut du mal d'abord à trouver quelqu'un qui consentît à prendre en charge Carcassonne ; enfin Simon de Montfort, homme alors relativement obscur et pauvre, accepta cette responsabilité, mais il entendit naturellement être payé de ses peines par un gain tangible. Ainsi le chantage au salut et l'esprit d'acquisition d'un homme assez ordinaire, il n'en fallut pas plus pour détruire un monde. Car une conception du monde qui vivait en ces lieux fut alors anéantie pour

toujours.

Rien qu'en regardant cette terre, et quand même on n'en connaîtrait pas le passé, on y voit la marque d'une blessure. Les fortifications de Carcassonne, si visiblement faites pour la contrainte, les églises dont une moitié est romane, et l'autre d'une architecture gothique si visiblement importée, ce sont des spectacles qui parlent. Ce pays a souffert la force. Ce qui a été tué ne peut jamais ressusciter ; mais la piété conservée à travers les âges permet un jour d'en faire surgir l'équivalent, quand se présentent des circonstances favorables. Rien n'est plus cruel envers le passé que le lieu commun selon lequel la force est impuissante à détruire les valeurs spirituelles ; en vertu de cette opinion, on nie que les civilisations effacées par la violence des armes aient jamais existé ; on le peut sans craindre le démenti des morts. On tue ainsi une seconde fois ce qui a péri, et on s'associe à la cruauté des armes. La piété commande de s'attacher aux traces, même rares, des civilisations détruites, pour essayer d'en concevoir l'esprit. L'esprit de la civilisation d'oc au XIIe siècle, tel que nous pouvons l'entrevoir, répond à des aspirations qui n'ont pas disparu et que nous ne devons pas laisser disparaître, même si nous ne pouvons pas espérer les satisfaire.

(*Le Génie d'Oc*, février 1943.)

EN QUOI CONSISTE L'INSPIRATION OCCITANIENNE ?

Pourquoi s'attarder au passé, et non s'orienter vers l'avenir ? De nos jours, pour la première fois depuis des siècles, on se porte à la contemplation du passé. Est-ce parce que nous sommes fatigués et proches du désespoir ? Nous le sommes ; mais la contemplation du passé a un meilleur fondement.

Depuis plusieurs siècles, nous avions vécu sur l'idée de progrès. Aujourd'hui, la souffrance a presque arraché cette idée hors de notre sensibilité. Ainsi nul voile n'empêche de reconnaître qu'elle n'est pas fondée en raison. On l'a crue liée à la conception scientifique du monde, alors que la science lui est contraire tout comme la philosophie authentique. Celle-ci enseigne, avec Platon, que l'imparfait ne peut pas produire du parfait ni le moins bon du meilleur. L'idée de progrès, c'est l'idée d'un enfantement par degrés, au cours du temps, du meilleur par le moins bon. La science montre qu'un accroissement d'énergie ne peut venir que d'une source extérieure d'énergie ; qu'une transformation d'énergie inférieure en énergie supérieure ne se produit que comme contre-partie d'une transformation au moins équivalente d'une énergie supérieure en énergie inférieure. Toujours le mouvement descendant est la condition du mouvement montant. Une loi analogue régit les choses spirituelles. Nous ne pouvons pas être rendus meilleurs, sinon par l'influence sur nous de ce qui est meilleur que nous.

Ce qui est meilleur que nous, nous ne pouvons pas le trouver dans l'avenir. L'avenir est vide et notre imagination le remplit. La perfection que nous imaginons est à notre mesure ; elle est exactement aussi imparfaite que nous-mêmes ; elle n'est pas d'un cheveu meilleure que nous. Nous pouvons la trouver dans le présent, mais confondue avec le médiocre et le mauvais ; et notre faculté de discrimination est imparfaite comme nous-mêmes. Le passé nous offre une discrimination déjà en partie opérée. Car de même que ce qui est éternel est seul invulnérable au temps, de même aussi le simple écoulement du temps opère une certaine séparation entre ce qui est éternel et ce qui ne l'est pas. Nos attachements et nos passions opposent à la faculté de discriminer l'éternel des ténèbres moins épaisses pour le passé que pour le présent. Il en est ainsi surtout du passé temporellement mort et qui ne fournit aucune sève aux passions.

Rien ne vaut la piété envers les patries mortes. Personne ne peut

avoir l'espoir de ressusciter ce pays d'Oc. On l'a, par malheur, trop bien tué. Cette piété ne menace en rien l'unité de la France, comme certains en ont exprimé la crainte. Quand même on admettrait qu'il est permis de voiler la vérité quand elle est dangereuse pour la patrie, ce qui est au moins douteux, il n'y a pas ici de telle nécessité. Ce pays, qui est mort et qui mérite d'être pleuré, n'était pas la France. Mais l'inspiration que nous pouvons y trouver ne concerne pas le découpage territorial de l'Europe. Elle concerne notre destinée d'hommes.

Hors d'Europe, il est des traditions millénaires qui nous offrent des richesses spirituelles inépuisables. Mais le contact avec ces richesses doit moins nous engager à essayer de les assimiler telles quelles, sinon pour ceux qui en ont particulièrement la vocation, que nous éveiller à la recherche de la source de spiritualité qui nous est propre ; la vocation spirituelle de la Grèce antique est la vocation même de l'Europe, et c'est elle qui, au XIIe siècle, a produit des fleurs et des fruits sur ce coin de terre où nous nous trouvons.

Chaque pays de l'antiquité pré-romaine a eu sa vocation, sa révélation orientée non pas exclusivement, mais principalement vers un aspect de la vérité surnaturelle. Pour Israël ce fut l'unité de Dieu, obsédante jusqu'à l'idée fixe. Nous ne pouvons plus savoir ce que ce fut pour la Mésopotamie. Pour la Perse, ce fut l'opposition et la lutte du bien et du mal. Pour l'Inde, l'identification, grâce à l'union mystique, de Dieu et de l'âme arrivée à l'état de perfection. Pour la Chine, l'opération propre de Dieu, la non action divine qui est plénitude de l'action, l'absence divine qui est plénitude de la présence. Pour l'Égypte, ce fut la charité du prochain, exprimée avec une pureté qui n'a jamais été dépassée ; ce fut surtout la félicité immortelle des âmes sauvées après une vie juste, et le salut par l'assimilation à un Dieu qui avait vécu, avait souffert, avait péri de mort violente, était devenu dans l'autre monde le juge et le sauveur des âmes. La Grèce reçut le message de l'Égypte, et elle eut aussi sa révélation propre : ce fut la révélation de la misère humaine, de la transcendance de Dieu, de la distance infinie entre Dieu et l'homme.

Hantée par cette distance, la Grèce n'a travaillé qu'à construire des ponts. Toute sa civilisation en est faite. Sa religion des Mystères, sa philosophie, son art merveilleux, cette science qui est son invention propre et toutes les branches de la science, tout cela, ce furent des ponts entre Dieu et l'homme. Sauf le premier, nous avons hérité de tous ces ponts. Nous en avons beaucoup surélevé l'architecture. Mais nous croyons maintenant qu'ils sont faits pour y habiter. Nous ne savons pas qu'ils sont là pour qu'on y passe ; nous ignorons, si l'on y passait, qui l'on trouverait de l'autre côté.

Les meilleurs parmi les Grecs ont été habités par l'idée de médiation

entre Dieu et l'homme, de médiation dans le mouvement descendant par lequel Dieu va chercher l'homme. C'est cette idée qui s'exprimait dans leur notion d'harmonie, de proportion, laquelle est au centre de toute leur pensée, de tout leur art, de toute leur science, de toute leur conception de la vie. Quand Rome se mit à brandir son glaive, la Grèce avait seulement commencé d'accomplir sa vocation de bâtisseuse de ponts.

Rome détruisit tout vestige de vie spirituelle en Grèce, comme dans tous les pays qu'elle soumit et réduisit à la condition de provinces. Tous sauf un seul. Contrairement à celle des autres pays, la révélation d'Israël avait été essentiellement collective, et par là même beaucoup plus grossière, mais aussi beaucoup plus solide ; seule elle pouvait résister à la pression de la terreur romaine. Protégé par cette carapace, couva un peu d'esprit grec qui avait survécu sur le bord oriental de la Méditerranée. Ainsi, après trois siècles désertiques, parmi la soif ardente de tant de peuples, jaillit la source parfaitement pure. L'idée de médiation reçut la plénitude de la réalité, le pont parfait apparut, la Sagesse divine, comme Platon l'avait souhaité, devint visible aux yeux. La vocation grecque trouva ainsi sa perfection en devenant la vocation chrétienne.

Cette filiation, et par suite aussi la mission authentique du christianisme, fut longtemps empêchée d'apparaître. D'abord par le milieu d'Israël et par la croyance à la fin imminente du monde, croyance d'ailleurs indispensable à la diffusion du message. Bien plus encore ensuite par le statut de religion officielle de l'Empire romain. La Bête était baptisée, mais le baptême en fut souillé. Les Barbares vinrent heureusement détruire la Bête et apporter un sang jeune et frais avec des traditions lointaines. À la fin du Xe siècle la stabilité, la sécurité furent retrouvées, les influences de Byzance et de l'Orient circulèrent librement. Alors apparut la civilisation romane. Les églises, les sculptures, les mélodies grégoriennes de cette époque, les quelques fresques qui nous restent du Xe et du XIe siècle, sont seules à être presque équivalentes à l'art grec en majesté et en pureté. Ce fut la véritable Renaissance. L'esprit grec renaquit sous la forme chrétienne qui est sa vérité.

Quelques siècles plus tard eut lieu l'autre Renaissance, la fausse, celle que nous nommons aujourd'hui de ce nom. Elle eut un point d'équilibre où l'unité des deux esprits fut pressentie. Mais très vite elle produisit l'humanisme, qui consiste à prendre les ponts que la Grèce nous a légués comme habitations permanentes. On crut pouvoir se détourner du christianisme pour se tourner vers l'esprit grec, alors qu'ils sont au même lieu. Depuis lors la part du spirituel dans la vie de l'Europe n'a fait que diminuer pour arriver presque au néant.

Aujourd'hui la morsure du malheur nous fait prendre en dégoût l'évolution dont la situation présente est le terme. Nous injurions et voulons rejeter cet humanisme qu'ont élaboré la Renaissance, le XVIIIe siècle et la Révolution. Mais par là, loin de nous élever, nous abandonnons la dernière pâle et confuse image que nous possédions de la vocation surnaturelle de l'homme.

Notre détresse présente a sa racine dans cette fausse Renaissance. Entre la vraie et la fausse, que s'était-il passé ?

Beaucoup de crimes et d'erreurs. Le crime décisif a peut-être été le meurtre de ce pays occitanien sur la terre duquel nous vivons. Nous savons qu'il fut à plusieurs égards le centre de la civilisation romane. Le moment où il a péri est aussi celui où la civilisation romane a pris fin.

Il y avait encore alors un lien vivant avec les traditions millénaires que de nouveau aujourd'hui nous essayons de découvrir avec peine, celles de l'Inde, de la Perse, de l'Égypte, de la Grèce, d'autres encore peut-être. Le XIIIe siècle coupa le lien. Il y avait ouverture à tous les courants spirituels du dehors. Si déplorables qu'aient été les croisades, du moins elles s'accompagnèrent réellement d'un échange mutuel d'influences entre les combattants, échange où même la part des Arabes fut plus grande que celle de la chrétienté. Elles ont été ainsi infiniment supérieures à nos guerres colonisatrices modernes. À partir du XIIIe siècle l'Europe se replia sur elle-même et bientôt ne sortit plus du territoire de son continent que pour détruire. Enfin, il y avait les germes de ce que nous nommons aujourd'hui notre civilisation. Ces germes furent ensuite enfouis jusqu'à la Renaissance. Et tout cela, le passé, l'extérieur, l'avenir, était tout enveloppé de la lumière surnaturelle du christianisme. Le surnaturel ne se mélangeait pas au profane, ne l'écrasait pas, ne cherchait pas à le supprimer. Il le laissait intact et par là même demeurait pur. Il en était l'origine et la destination.

Le moyen âge gothique, qui apparut après la destruction de la patrie occitanienne, fut un essai de spiritualité totalitaire. Le profane comme tel n'avait pas droit de cité. Ce manque de proportion n'est ni beau ni juste ; une spiritualité totalitaire est par là même dégradée. Ce n'est pas là la civilisation chrétienne. La civilisation chrétienne, c'est la civilisation romane, prématurément disparue après un assassinat. Il est infiniment douloureux de penser que les armes de ce meurtre étaient maniées par l'Église. Mais ce qui est douloureux est parfois vrai. Peut-être en ce début du XIIIe siècle la chrétienté a-t-elle eu un choix à faire. Elle a mal choisi. Elle a choisi le mal. Ce mal a porté des fruits, et nous sommes dans le mal. Le repentir est le retour à l'instant qui a précédé le mauvais choix.

L'essence de l'inspiration occitanienne est identique à celle de l'inspiration grecque. Elle est constituée par la connaissance de la force. Cette connaissance n'appartient qu'au courage surnaturel. Le courage surnaturel enferme tout ce que nous nommons courage et, en plus, quelque chose d'infiniment plus précieux. Mais les lâches prennent le courage surnaturel pour de la faiblesse d'âme. Connaître la force, c'est, la reconnaissant pour presque absolument souveraine en ce monde, la refuser avec dégoût et mépris. Ce mépris est l'autre face de la compassion pour tout ce qui est exposé aux blessures de la force.

Ce refus de la force a sa plénitude dans la conception de l'amour. L'amour courtois du pays d'oc est la même chose que l'amour grec, quoique le rôle si différent joué par la femme cache cette identité. Mais le mépris de la femme n'était pas ce qui portait les Grecs à honorer l'amour entre hommes, aujourd'hui chose basse et vile. Ils honoraient pareillement l'amour entre femmes, comme on voit dans le *Banquet* de Platon et par l'exemple de Sapho. Ce qu'ils honoraient ainsi, ce n'était pas autre chose que l'amour impossible. Par suite, ce n'était pas autre chose que la chasteté. Par la trop grande facilité des mœurs, il n'y avait presque aucun obstacle à la jouissance dans le commerce entre hommes et femmes, au lieu que la honte empêchait toute âme bien orientée de songer à une jouissance que les Grecs eux-mêmes nommaient contre nature. Quand le christianisme et la grande pureté de mœurs importée par les peuplades germaniques eurent mis entre l'homme et la femme la barrière qui manquait en Grèce, ils devinrent l'un pour l'autre objet d'amour platonique. Le lien sacré du mariage tint lieu de l'identité des sexes. Les troubadours authentiques n'avaient pas plus de goût pour l'adultère que Sapho et Socrate pour le vice ; il leur fallait l'amour impossible. Aujourd'hui nous ne pouvons penser l'amour platonique que sous la forme de l'amour courtois, mais c'est bien le même amour.

L'essence de cet amour est exprimée par quelques lignes merveilleuses du *Banquet :* « Le principal, c'est que l'Amour ne fait ni ne subit aucune injustice, ni parmi les dieux, ni parmi les hommes. Car il ne souffre pas par force, quoi qu'il ait à souffrir, car la force n'atteint pas l'Amour. Et quand il agit, il n'agit pas par force ; car chacun volontiers obéit en tout à l'Amour. Un accord consenti de part et d'autre est juste, disent les lois de la cité royale. »

Tout ce qui est soumis au contact de la force est avili, quel que soit le contact. Frapper ou être frappé, c'est une seule et même souillure. Le froid de l'acier est pareillement mortel à la poignée et à la pointe. Tout ce qui est exposé au contact de la force est susceptible de dégradation. Toutes choses en ce monde sont exposées au contact de la force, sans aucune exception, sinon celle de l'amour. Il ne s'agit pas de l'amour

naturel, comme celui de Phèdre et d'Arnolphe, qui est esclavage et tend à la contrainte. C'est l'amour surnaturel, celui qui dans sa vérité va tout droit vers Dieu, qui en redescend tout droit, uni à l'amour que Dieu porte à sa création, qui directement ou indirectement s'adresse toujours au divin.

L'amour courtois avait pour objet un être humain ; mais il n'est pas une convoitise. Il n'est qu'une attente dirigée vers l'être aimé et qui en appelle le consentement. Le mot de merci par lequel les troubadours désignaient ce consentement est tout proche de la notion de grâce. Un tel amour dans sa plénitude est amour de Dieu à travers l'être aimé. Dans ce pays comme en Grèce, l'amour humain fut un des ponts entre l'homme et Dieu.

La même inspiration resplendit dans l'art roman. L'architecture, quoique ayant emprunté une forme à Rome, n'a aucun souci de la puissance ni de la force, mais uniquement de l'équilibre ; au lieu qu'il y a quelque souillure de force et d'orgueil dans l'élan des flèches gothiques et la hauteur des voûtes ogivales. L'église romane est suspendue comme une balance autour de son point d'équilibre, un point d'équilibre qui ne repose que sur le vide et qui est sensible sans que rien en marque l'emplacement. C'est ce qu'il faut pour enclore cette croix qui fut une balance où le corps du Christ fut le contrepoids de l'univers. Les êtres sculptés ne sont jamais des personnages ; ils ne semblent jamais représenter ; ils ne savent pas qu'on les voit. Ils se tiennent d'une manière dictée seulement par le sentiment et par la proportion architecturale. Leur gaucherie est une nudité. Le chant grégorien monte lentement, et au moment qu'on croit qu'il va prendre de l'assurance, le mouvement montant est brisé et abaissé ; le mouvement montant est continuellement soumis au mouvement descendant. La grâce est la source de tout cet art.

La poésie occitanienne, dans ses quelques réussites sans défaut, a une pureté comparable à celle de la poésie grecque. La poésie grecque exprimait la douleur avec une pureté telle qu'au fond de l'amertume sans mélange resplendissait la parfaite sérénité. Quelques vers des troubadours ont su exprimer la joie d'une manière si pure qu'à travers elle transparaît la douleur poignante, la douleur inconsolable de la créature finie.

Quand je vois l'alouette mouvoir
De joie ses ailes contre le rayon,
Comme elle ne se connaît plus et se laisse tomber
Par la douceur qui au cœur lui va…

Quand ce pays eut été détruit, la poésie anglaise reprit la même

note, et rien dans les langues modernes d'Europe n'a l'équivalent des délices qu'elle enferme.

Les Pythagoriciens disaient que l'harmonie ou la proportion est l'unité des contraires en tant que contraires. Il n'y a pas harmonie là où l'on fait violence aux contraires pour les rapprocher ; non plus là où on les mélange ; il faut trouver le point de leur unité. Ne jamais faire de violence à sa propre âme ; ne jamais chercher ni consolation ni tourment ; contempler la chose, quelle qu'elle soit, qui suscite une émotion, jusqu'à ce que l'on parvienne au point secret où douleur et joie, à force d'être pures, sont une seule et même chose ; c'est la vertu même de la poésie.

Dans ce pays la vie publique procédait aussi du même esprit. [Il aimait la liberté(3).] Il n'aimait pas moins l'obéissance. L'unité de ces deux contraires, c'est l'harmonie pythagoricienne dans la société. Mais il ne peut y avoir d'harmonie qu'entre choses pures.

La pureté dans la vie publique, c'est l'élimination poussée le plus loin possible de tout ce qui est force, c'est-à-dire de tout ce qui est collectif, de tout ce qui procède de la bête sociale, comme Platon l'appelait. La Bête sociale a seule la force. Elle l'exerce comme foule ou la dépose dans des hommes ou un homme. Mais la loi comme telle n'a pas de force ; elle n'est qu'un texte écrit, elle qui est l'unique rempart de la liberté. L'esprit civique conforme à cet idéal grec dont Socrate fut un martyr est parfaitement pur. Un homme, quel qu'il soit, considéré simplement comme un homme, est aussi tout à fait dépourvu de force. Si on lui obéit en cette qualité, l'obéissance est parfaitement pure. Tel est le sens de la fidélité personnelle dans les rapports de subordination ; elle laisse la fierté tout à fait intacte. Mais quand on exécute les ordres d'un homme en tant que dépositaire d'une puissance collective, que ce soit avec ou sans amour, on se dégrade. Théophile de Viau encore, grand poète et à plusieurs égards héritier authentique de la tradition occitanienne, comprenait comme elle le dévouement à un roi ou à un maître. Mais quand Richelieu, dans son travail d'unification, eut tué en France tout ce qui n'était pas Paris, cet esprit disparut complètement. Louis XIV imposait à ses sujets une soumission qui ne mérite pas le beau nom d'obéissance.

Dans la Toulouse du début du XIIIe siècle la vie sociale était sans doute souillée, comme partout et toujours. Mais du moins l'inspiration, faite uniquement d'esprit civique et d'obéissance, était pure. Chez ceux qui l'attaquèrent victorieusement, l'inspiration même était souillée.

Nous ne pouvons pas savoir s'il y aurait eu une science romane. En ce cas sans doute elle aurait été à la nôtre ce qu'est le chant grégorien à Wagner. Les Grecs, chez qui ce que nous appelons notre science est né, la regardaient comme issue d'une révélation divine et destinée à

conduire l'âme vers la contemplation de Dieu. Elle s'est écartée de cette destination, non par excès, mais par insuffisance d'esprit scientifique, d'exactitude et de rigueur. La science est une exploration de tout ce qu'il apparaît d'ordre dans le monde à l'échelle de notre organisme physique et mental. À cette échelle seulement, car ni les télescopes, ni les microscopes, ni les notations mathématiques les plus vertigineuses, ni aucun procédé quel qu'il soit ne permet d'en sortir. La science n'a donc pas d'autre objet que l'action du Verbe, ou, comme disaient les Grecs, de l'Amour ordonnateur. Elle seule, et seulement dans sa plus pure rigueur, peut donner un contenu précis à la notion de providence, et dans le domaine de la connaissance elle ne peut rien d'autre. Comme l'art elle a pour objet la beauté. La beauté romane aurait pu resplendir aussi dans la science.

Le besoin de pureté du pays occitanien trouva son expression extrême dans la religion cathare, occasion de son malheur. Comme les cathares semblent avoir pratiqué la liberté spirituelle jusqu'à l'absence de dogmes, ce qui n'est pas sans inconvénients, il fallait sans aucun doute qu'hors de chez eux le dogme chrétien fût conservé par l'Église, dans son intégrité, comme un diamant, avec une rigueur incorruptible. Mais avec un peu plus de foi, on n'aurait pas cru que pour cela leur extermination à tous fût nécessaire.

Ils poussèrent l'horreur de la force jusqu'à la pratique de la non-violence et jusqu'à la doctrine qui fait procéder du mal tout ce qui est du domaine de la force, c'est-à-dire tout ce qui est charnel et tout ce qui est social. C'était aller loin, mais non pas plus loin que l'Évangile. Car il est deux paroles de l'Évangile qui vont aussi loin qu'il soit possible d'aller. L'une concerne les eunuques qui se sont faits eunuques eux-mêmes à cause du royaume des cieux. L'autre est celle que le diable adresse au Christ en lui montrant les royaumes de la terre : « Je te donnerai toute cette puissance et la gloire qui y est attachée, car elle m'a été abandonnée, à moi et à quiconque il me plaît d'en faire part. »

L'esprit de cette époque a reparu et s'est développé depuis la Renaissance jusqu'à nos jours, mais avec le surnaturel en moins ; privé de la lumière qui nourrit, il s'est développé comme peut le faire une plante sans chlorophylle. Aujourd'hui cet égarement que la *Bhâgavata-Gîta* nommait l'égarement des contraires nous pousse à chercher le contraire de l'humanisme. Certains cherchent ce contraire dans l'adoration de la force, du collectif, de la Bête sociale ; d'autres dans un retour au moyen âge gothique. L'un est possible et même facile, mais c'est le mal ; l'autre n'est pas non plus désirable, et d'ailleurs est tout à fait chimérique, car nous ne pouvons pas faire que nous n'ayons été élevés dans un milieu constitué presque exclusivement de valeurs profanes. Le salut serait d'aller au lieu pur où les contraires sont un.

Si le XIIIe siècle avait lu Platon, il n’aurait pas nommé lumières des connaissances et des facultés simplement naturelles. L’image de la caverne fait manifestement apercevoir que l’homme a pour condition naturelle les ténèbres, qu’il y naît, qu’il y vit et qu’il y meurt s’il ne se tourne pas vers une lumière qui descend d’un lieu situé de l’autre côté du ciel. L’humanisme n’a pas eu tort de penser que la vérité, la beauté, la liberté, l’égalité sont d’un prix infini, mais de croire que l’homme peut se les procurer sans la grâce.

Le mouvement qui détruisit la civilisation romane amena plus tard comme réaction l’humanisme. Arrivés au terme de ce second mouvement, allons-nous continuer cette oscillation monotone et où nous descendons à chaque fois beaucoup plus bas ? N’allons-nous pas tourner nos regards vers le point d’équilibre ? En remontant le cours de l’histoire, nous ne rencontrons pas le point d’équilibre avant le XIIe siècle.

Nous n’avons pas à nous demander comment appliquer à nos conditions actuelles d’existence l’inspiration d’un temps si lointain. Dans la mesure où nous contemplerons la beauté de cette époque avec attention et amour, dans cette mesure son inspiration descendra en nous et rendra peu à peu impossible une partie au moins des bassesses qui constituent l’air que nous respirons.

(*Le Génie d’Oc*, février 1943.)

UN SOULÈVEMENT PROLÉTARIEN À FLORENCE AU XIVe SIÈCLE

(1934)

INTRODUCTION

La fin du XIVe siècle fut, d'une manière générale, en Europe, une période de troubles sociaux et de soulèvements populaires. Les pays où le mouvement fut le plus violent furent ceux qui se trouvaient être économiquement les plus avancés, c'est-à-dire la Flandre et l'Italie ; à Florence, ville des gros marchands drapiers et des manufactures de laine, il prit la forme d'une véritable insurrection prolétarienne, qui fut un moment victorieuse. Cette insurrection, connue sous le nom de soulèvement des *Ciompi*, est sans doute l'aînée des insurrections prolétariennes. Elle mérite d'autant plus d'être étudiée à ce titre qu'elle présente déjà, avec une pureté remarquable, les traits spécifiques que l'on retrouve plus tard dans les grands mouvements de la classe ouvrière, alors à peine constituée, et qui apparaît ainsi comme ayant été un facteur révolutionnaire dès son apparition.

La Florence du XIVe siècle est en apparence un État corporatif. Depuis les *ordinamenti di giustizia* de 1293, le pouvoir est aux mains des arts, c'est-à-dire des corporations. Un art est soit une corporation, soit, plus fréquemment, une union de corporations qui forme un petit État dans l'État, avec des chefs élus dont les pouvoirs s'étendent à la juridiction civile sur les membres de l'art, une caisse, des statuts ; et Florence est gouvernée par les *prieurs des arts*, magistrats désignés par les *arts*, et par un *gonfalonier de justice*, désigné par les prieurs, et qui a sous ses ordres mille mercenaires armés. Quant aux nobles, les *ordinamenti di giustizia* les ont exclus de toute fonction publique et soumis à des mesures d'exception très sévères. Si l'on ajoute que tous les magistrats sont élus pour des délais fort courts et doivent rendre compte de leur gestion, il semble que Florence soit une république d'artisans.

Mais en réalité les *arts* florentins sont tout autre chose que les corporations médiévales. Tout d'abord leur nombre est fixé à vingt et un, et ne peut être modifié ; il est interdit de former un *art* nouveau. Ceux qui sont en dehors des vingt et un sont donc privés de droits politiques. Puis, si les *arts* d'artisans et de petits commerçants ressemblent aux corporations ordinaires du moyen âge, ces *arts*,

nommés *arts mineurs*, sont maintenus au second plan dans la vie politique. Le pouvoir réel appartient aux *arts majeurs*, qui comprennent seulement, si l'on met à part juges, notaires et médecins, les banquiers, les gros commerçants, les fabricants de drap et les fabricants de soieries. Quant à ceux qui travaillent la laine ou la soie, certains sont « membres mineurs » de l'*art* correspondant à leur métier, avec des droits très restreints ; mais la plupart sont simplement subordonnés à l'art, c'est-à-dire soumis à sa juridiction sans y posséder aucun droit ; et il leur est la plupart du temps sévèrement interdit non seulement de s'organiser, mais même de se réunir entre eux. L'*arte di Por Santa Maria* – celui des fabricants de soieries – et surtout L'*arte della lana* sont donc non des corporations, mais des syndicats patronaux. Loin d'être une démocratie, l'État florentin est directement aux mains du capital bancaire, commercial et industriel.

Au cours du XIVe siècle, L'*arte della lana* prit peu à peu l'influence prépondérante, à mesure que la fabrication du drap devenait la principale ressource de la cité, et que toutes les grandes familles des autres corporations y engageaient des capitaux. Par sa structure, il constitue un petit État, qui organise ses services publics, touche des impôts, émet des emprunts, construit des locaux, aménage des entrepôts, se charge des arrangements qui dépassent les possibilités de chaque entrepreneur ; c'est aussi un cartel, qui impose à ses membres un maximum de production qu'il leur est interdit de dépasser ; c'est surtout une organisation de classe, qui a pour principal objet de défendre en toute occasion les intérêts des fabricants de drap contre les travailleurs. Ceux-ci, au contraire, privés de toute espèce d'organisation, se trouvent désarmés. Telle est la raison principale de l'insurrection des *Ciompi*.

Ces travailleurs de la laine se partageaient en catégories très différentes quant à la situation technique, économique et sociale, et qui, en conséquence, ont joué un rôle différent dans l'insurrection. La plus nombreuse était celle des ouvriers salariés des ateliers. Chaque marchand drapier avait, auprès de sa boutique, un grand atelier, ou plutôt, si l'on tient compte de la division et de la coordination des travaux, une manufacture où l'on préparait la laine avant de la confier aux fileurs. Les travaux exécutés dans ces ateliers – lavage, nettoyage, battage, peignage, cordage – étaient en partie des travaux de manœuvres, mais en partie aussi relativement qualifiés. L'organisation de l'atelier était celle d'une fabrique moderne, le machinisme excepté. La division et la spécialisation étaient poussées à l'extrême ; une équipe de contremaître assurait la surveillance ; la discipline était une discipline de caserne. Les ouvriers, salariés, payés à la journée, sans tarifs ni contrats, dépendaient entièrement du patron. Ce prolétariat de la laine était à Florence la partie la plus méprisée de la population.

C'était lui aussi qui, de toutes les couches révoltées de la population, faisait preuve de l'esprit le plus radical. On surnommait ces ouvriers les *Ciompi* et le fait qu'ils ont donné leur nom à l'insurrection montre assez quelle part ils y ont prise.

Les fileurs et les tisserands étaient, eux aussi, réduits en fait à la condition d'ouvriers salariés ; mais c'étaient des ouvriers à domicile. Isolés par leur travail même, privés du droit de s'organiser, ils ne semblent avoir fait preuve à aucun moment d'esprit combatif. Le tissage était à vrai dire un travail hautement qualifié ; mais l'avantage que les tisserands auraient pu retirer de ce fait fut annulé, au XIVe siècle, par l'afflux à Florence de tisserands étrangers, et surtout allemands. Les teinturiers au contraire, ouvriers très hautement qualifiés, impossibles à remplacer par des étrangers, parce qu'il n'y avait de bons teinturiers qu'à Florence, entrèrent les premiers de tous dans la lutte revendicative. À vrai dire, les teinturiers étaient privilégiés par rapport aux autres travailleurs de la laine. La teinturerie demandait l'investissement d'un capital considérable, et cet investissement comportait de gros risques ; aussi les fabricants ne cherchèrent-ils pas à avoir leurs propres teintureries. Ce fut l'*arte della lana* qui créa, pour la teinture, de grands locaux renfermant une partie de l'outillage, et les mit à la disposition de tous les industriels qui voulaient s'en servir ; ainsi les teinturiers ne dépendirent jamais d'un industriel particulier, comme c'était le cas pour les *Ciompi*, et aussi pour les tisserands, dont les métiers appartenaient en général aux fabricants. Les fouleurs et tondeurs de drap se trouvaient à cet égard dans la même situation que les teinturiers. Enfin, les teinturiers n'étaient pas entièrement privés de droits politiques. Ils avaient une organisation, purement religieuse, il est vrai, mais qui leur permettait de se réunir. Ils n'étaient pas simplement subordonnés à l'*arte della lana*, comme les ouvriers des ateliers, les fileurs et les tisserands ; ils en étaient membres, bien que « membres mineurs », et avaient ainsi une certaine part au gouvernement. Aussi leurs intérêts étaient-ils loin de coïncider avec ceux des *Ciompi*, et leur attitude au cours de l'insurrection le fit voir. Cependant, les raisons de se révolter ne leur manquaient pas. Privés du droit de s'organiser pour défendre leurs conditions de travail, subordonnés à leurs employeurs qui, de par le droit corporatif, devenaient leurs juges dès qu'il y avait un différend, ils auraient été rapidement réduits à la situation des autres ouvriers s'ils n'avaient su profiter des crises économiques et politiques.

Les premières luttes sociales sérieuses eurent lieu en 1342, sous la tyrannie du duc d'Athènes. C'était un aventurier français à qui Florence, épuisée par les querelles qui avaient sans cesse lieu entre les familles les plus puissantes, remit le pouvoir à vie afin qu'il rétablît l'ordre.

Cette élection avait été appuyée surtout par les mécontents, c'est-à-dire d'une part par les nobles, à qui on avait rendu l'accès aux fonctions publiques, mais qui n'en désiraient pas moins voir finir l'État corporatif, et d'autre part par le peuple. Le duc d'Athènes s'appuya principalement, pendant les quelques mois qu'il régna, sur les ouvriers, grâce auxquels il espérait pouvoir résister à l'hostilité de la haute bourgeoisie. Il donna satisfaction aux teinturiers, qui se plaignaient d'être payés avec des années de retard et d'être sans recours légal, et qui demandaient à constituer un vingt-deuxième *art ;* il organisa les ouvriers des ateliers de laine, non pas en une corporation, mais en une association armée. Peu après, il fut renversé par une émeute à laquelle presque toute la population prit part, et où il n'eut pour défenseurs que des bouchers et quelques ouvriers ; l'art des teinturiers ne fut pas créé, mais les prolétaires de la laine gardèrent leurs armes et s'en servirent dans les années suivantes. À la démagogie du duc d'Athènes qui, au mépris du droit corporatif, donnait satisfaction à toutes les revendications des ouvriers de la laine, succédait la plus brutale dictature capitaliste. Aussi les révoltes éclatèrent-elles bientôt. En 1343,1 300 ouvriers se soulèvent ; en 1345, nouveau soulèvement, dirigé par un cardeur, et ayant pour objectif l'organisation des ouvriers de la laine. La grande peste de Florence, qui décime la classe ouvrière, raréfie la main-d'œuvre et provoque ainsi une hausse des salaires telle que l'*arte della lana* doit établir des taxes, rend la lutte de classes plus aiguë encore. Après une crise provoquée par la guerre contre Pise, et qui arrête momentanément les conflits, le retour de la prospérité, par un phénomène qui s'est fréquemment reproduit depuis lors, amène une grève des teinturiers qui dure deux ans et se termine par une défaite, en 1372 ; mais cette défaite ne met pas fin à la fermentation des couches laborieuses.

Cette fermentation coïncide avec un conflit entre la petite bourgeoisie d'une part, et la grande bourgeoisie, unie dans une certaine mesure à la noblesse, de l'autre. Les nobles, en tant que classe, ont été définitivement battus quand, après la chute du duc d'Athènes, ils ont tenté de s'emparer du pouvoir ; mais la plupart des familles nobles sont alliées à la haute bourgeoisie à l'intérieur du « parti guelfe ». Ce parti guelfe s'est formé dans la lutte, depuis longtemps terminée, des Guelfes et des Gibelins ; la confiscation des biens des Gibelins lui a donné richesse et puissance. Devenu l'organisation politique de la haute bourgeoisie, il domine la cité depuis la chute du duc d'Athènes, fausse les scrutins, profite d'une mesure d'exception prise autrefois contre les Gibelins et demeurée en vigueur pour écarter ses adversaires des fonctions publiques. Quand, malgré les manœuvres du parti guelfe, Salvestro de Medici, un des chefs de la petite bourgeoisie, devient, en juin 1378, gonfalonier de justice, et quand il

propose des mesures contre les nobles et contre le parti guelfe, le conflit devient aigu. Les compagnies des *arts* descendent dans la rue en armes ; les ouvriers les soutiennent et mettent le feu à quelques riches demeures et aux prisons, qui sont pleines de prisonniers pour dettes. Finalement, Salvestro de Medici a satisfaction. Mais, comme dit Machiavel, « qu'on se garde d'exciter la sédition dans une cité en se flattant qu'on l'arrêtera ou qu'on la dirigera à sa guise ».

De la direction de la petite et moyenne bourgeoisie, le mouvement tombe sous celle du prolétariat. Les ouvriers restent dans la rue ; les *arts mineurs* les appuient ou laissent faire. Et déjà apparaît le trait qui se reproduira spontanément dans les insurrections prolétariennes françaises et russes : la peine de mort est décrétée par les insurgés contre les pillards. Autre trait propre aux soulèvements de la classe ouvrière, le mouvement n'est nullement sanguinaire ; il n'y a aucune effusion de sang, exception faite pour un nommé Nuto, policier particulièrement haï. La liste des revendications des insurgés, liste portée aux prieurs le 20 juillet, a, elle aussi, un caractère de classe. On demande la transformation des impôts, qui pèsent lourdement sur les ouvriers ; la suppression des « officiers étrangers » de l'*arte della lana*, qui constituent des instruments de répression contre les travailleurs, et jouent un rôle analogue à celui de la police privée que possèdent de nos jours les compagnies minières d'Amérique. Surtout on demande la création de trois nouveaux *arts :* un vingt-deuxième *art* pour les teinturiers, fouleurs et tondeurs de drap, c'est-à-dire pour les travailleurs de la laine non encore réduits à la condition de prolétaires ; un vingt-troisième *art* pour les tailleurs et autres petits artisans non encore organisés ; enfin et surtout un vingt-quatrième *art* pour le « menu peuple », c'est-à-dire en fait pour le prolétariat, qui est alors principalement constitué par les ouvriers des ateliers de laine. De même que l'*arte della lana* n'était en réalité qu'un syndicat patronal, cet *art du menu peuple* aurait fonctionné comme un syndicat ouvrier ; et il devait avoir la même part au pouvoir d'État que le syndicat patronal, car les insurgés réclamaient le tiers des fonctions publiques pour les trois *arts* nouveaux, et le tiers pour les *arts mineurs*. Ces revendications tardant à être acceptées, les ouvriers envahissent le Palais le 21 juillet, conduits par un cardeur de laine devenu contremaître, Michele de Lando, qui est aussitôt nommé gonfalonier de justice, et qui forme un gouvernement provisoire avec les chefs du mouvement des *arts mineurs*. Le 8 août, la nouvelle forme de gouvernement, conforme aux revendications des ouvriers, est organisée et pourvue d'une force armée composée non plus de mercenaires, mais de citoyens. La grande bourgeoisie, se sentant momentanément la plus faible, ne fait pas d'opposition ouverte ; mais elle ferme ses ateliers et ses boutiques. Quant au prolétariat, il s'aperçoit rapidement que ce qu'il a obtenu ne

lui donne pas la sécurité, et qu'un partage égal du pouvoir entre lui, les artisans et les patrons est une utopie. Il fait dissoudre l'organisation politique que s'étaient donnée les *arts mineurs ;* il élabore pétitions sur pétitions ; il se retire à Santa Maria Novella, s'organise comme avait fait autrefois le parti guelfe, nomme huit officiers et seize conseillers, et invite les autres arts à venir conférer sur la constitution à donner à la cité. Dès lors la cité possède deux gouvernements, l'un au Palais, conforme à la légalité nouvelle, l'autre non légal, à Santa Maria Novella. Ce gouvernement extra-légal ressemble singulièrement à un soviet ; et nous voyons apparaître pour quelques jours, à ce premier éveil d'un prolétariat à peine formé, le phénomène essentiel des grandes insurrections ouvrières, la dualité du pouvoir. Le prolétariat, en août 1378, oppose déjà, comme il devait faire après février 1917, à la nouvelle légalité démocratique qu'il a lui-même fait instituer, l'organe de sa propre dictature.

Michele de Lando fait ce qu'aurait fait à sa place n'importe quel bon chef d'État social-démocrate : il se retourne contre ses anciens compagnons de travail. Les prolétaires, ayant contre eux le gouvernement, la grande bourgeoisie, les *arts mineurs*, et sans doute aussi les deux nouveaux *arts* non prolétariens, sont vaincus après une sanglante bataille et férocement exterminés au début de septembre. On dissout le vingt-quatrième *art* et la force armée organisée en août ; on désarme les ouvriers ; on fait venir des compagnies de la campagne, comme à Paris après juin 1848. Quelques tentatives de soulèvement sont faites au cours des mois suivants, avec comme mot d'ordre : pour le vingt-quatrième *art !* Elles sont férocement réprimées. Les *arts mineurs* gardent encore quelques mois la majorité dans les fonctions publiques ; puis le pouvoir est partagé également entre eux et les *arts majeurs*. Les teinturiers, qui ont conservé leur *art*, peuvent encore l'utiliser pour une action revendicative et imposent un tarif minimum. Mais une fois privés, par leur faute, de l'appui de ce prolétariat dont l'énergie et la résolution les avaient poussés au pouvoir, les artisans, les petits patrons, les petits commerçants sont incapables de maintenir leur domination. La bourgeoisie, comme le remarque Machiavel, ne leur laisse le champ libre que dans la mesure où elle craint encore le prolétariat ; dès qu'elle le juge définitivement écrasé, elle se débarrasse de ses alliés d'un jour. Au reste, eux-mêmes se désagrègent de l'intérieur sous l'influence de la démoralisation, elle aussi bien caractéristique, qui pénètre leurs rangs. Ils laissèrent exécuter un des chefs principaux des classes moyennes, Scali ; et cette exécution ouvrit la voie à une brutale réaction, qui amena l'exil de Michele de Lando, de Benedetto Alberti lui-même et de bien d'autres, la suppression du vingt-deuxième et du vingt-troisième *art*, la domination des *arts majeurs*, le rétablissement des prérogatives du parti guelfe. En janvier

1382, le *statu quo* d’avant l’insurrection était rétabli. La puissance des entrepreneurs était désormais absolue ; et le prolétariat, privé d’organisation, ne pouvant se réunir, même pour un enterrement, sans permission spéciale, devait attendre longtemps avant de pouvoir la mettre même en question.

Machiavel, écrivant un siècle et demi après l’événement, en une période de calme social complet, trois siècles avant que ne fût élaborée la doctrine du matérialisme historique, a su néanmoins, avec la merveilleuse pénétration qui lui est propre, discerner les causes de l’insurrection et analyser les rapports de classe qui en ont déterminé le cours. Son récit de l’insurrection, que nous donnons ici, est, en dépit d’une hostilité apparente à l’égard des insurgés, qu’il prend à tort pour des pillards, plus remarquable encore par une étonnante précision dans tout ce qui répond à nos préoccupations actuelles que par le caractère captivant de la narration et la beauté du style.

---

(4)*À peine ce premier soulèvement apaisé, il s’en produisit un autre qui fit plus de tort que le premier à la république. La plupart des incendies et des vols qui avaient eu lieu le jour précédent avaient été commis par la plus basse plèbe ; et ceux qui s’étaient montrés les plus audacieux craignaient de recevoir, une fois les différends plus graves apaisés et réglés, le châtiment de leurs fautes, et d’être, comme il arrive toujours, abandonnés par les instigateurs de leurs mauvaises actions. À cela s’ajoutait la haine que le petit peuple portait aux citoyens riches et aux chefs des* arts, *qui ne lui accordaient pas de salaires suffisants à proportion de ce qu’il croyait mériter. Lorsque la cité, sous Charles Ier, s’était divisée en* arts, *chacun s’était donné des chefs et une forme de gouvernement ; et l’on statua que les chefs de chaque art jugeraient, en matière civile, tous ceux qui s’y rattachaient. Ces* arts, *comme j’ai dit furent d’abord douze ; et, avec le temps, ils s’accrurent au point de parvenir au nombre de vingt et un, et devinrent si puissants qu’au bout de peu de temps ils s’emparèrent de tout le gouvernement de la cité. Et comme parmi eux il s’en trouvait qui étaient plus honorés les uns que les autres, on les divisa en majeurs et en mineurs. Il y en eut sept majeurs et quatorze mineurs… Mais lorsqu’on organisa les* arts, *beaucoup de métiers auxquels s’adonnaient le menu peuple et la basse plèbe restèrent sans art propre ; et ceux qui les exerçaient furent subordonnés aux* arts *avec lesquels ils se trouvaient en rapports. Il en résulta que, lorsqu’ils étaient mécontents de leurs salaires, ou, d’une manière générale, opprimés par leurs maîtres, ils n’avaient d’autre recours que les magistrats des* arts *auxquels ils étaient soumis ; et il ne leur semblait jamais que ces magistrats leur rendissent justice comme il convenait. De tous les* arts, *celui auquel le plus grand nombre d’ouvriers se trouvait*

subordonné de la sorte était l'art de la laine ; il était le plus puissant de tous et le premier en autorité, et nourrissait de son industrie, comme il fait encore, la plus grande partie de la plèbe et du menu peuple.

Ainsi ces hommes de la plèbe, ceux qui étaient soumis à l'art de la laine comme ceux qui dépendaient des autres arts, *étant pleins de ressentiment, et aussi de peur à cause des incendies et des vols qu'ils avaient commis, se réunirent à plusieurs reprises, la nuit, en secret, pour parler des événements passés et examiner les dangers qui les menaçaient. Là l'un d'entre eux, plus ardent et plus expérimenté que les autres, parla de la sorte pour animer ses compagnons : « Si nous devions en ce moment délibérer pour savoir s'il faut prendre les armes, brûler et piller les maisons des citoyens, dépouiller l'Église, je serais de ceux qui jugeraient que cela mérite réflexion ; et peut-être serais-je d'avis de préférer une pauvreté tranquille à un gain périlleux. Mais puisque les armes sont prises et qu'il y a déjà beaucoup de mal de fait, il me semble que nous devons chercher par quel moyen conserver les armes et parer au danger où nous mettent les délits commis par nous… Vous voyez que toute la ville est pleine de rancune et de haine contre nous ; les citoyens se réunissent, les prieurs se joignent aux autres magistrats. Croyez que l'on prépare des pièges contre nous et que de nouveaux périls menacent nos têtes. Nous devons donc chercher à obtenir deux choses et assigner à nos délibérations un double but : à savoir d'une part ne pas être châtiés pour ce que nous avons fait les jours précédents, d'autre part pouvoir vivre avec plus de liberté et plus de bien-être que par le passé. Il convient à cet effet, à ce qu'il me semble, si nous voulons nous faire pardonner les fautes anciennes, d'en commettre de nouvelles, de redoubler les excès, de multiplier vols et incendies et de chercher à entraîner un grand nombre de compagnons. Car là où il y a beaucoup de coupables, personne n'est châtié ; les petites fautes sont punies, celles qui sont importantes et graves sont récompensées. Et quand un grand nombre de gens souffrent, la plupart ne cherchent pas à se venger, parce que les injures générales sont supportées plus patiemment que les particulières. Ainsi, en multipliant le mal, nous trouverons plus facilement le pardon et nous verrons s'ouvrir devant nous la voie qui nous mènera vers les buts que nous désirons atteindre pour être libres. Et nous allons, me semble-t-il, à une conquête certaine ; car ceux qui pourraient nous faire obstacle sont désunis et riches ; leur désunion nous donnera la victoire, et leurs richesses, une fois devenues nôtres, nous permettront de la maintenir*(5)*. Ne vous laissez pas effrayer par cette ancienneté du sang dont ils se targuent ; car tous les hommes, ayant eu une même origine, sont également anciens et la nature nous a tous faits sur un même modèle. Déshabillés et nus, vous seriez tous semblables ; revêtons leurs habits, qu'ils mettent les nôtres, nous paraîtrons sans aucun doute nobles et eux gens du commun ; car seules la pauvreté et la richesse font l'inégalité. J'ai peine à voir que beaucoup d'entre vous regrettent ce qu'ils ont fait et veulent s'abstenir d'actions nouvelles. Et certes, s'il en est ainsi,*

vous n'êtes pas ceux que j'ai cru ; ni le remords ni la honte ne doivent vous effrayer ; car pour des vainqueurs, de quelque manière qu'ils aient vaincu, il n'y a jamais de honte. Et nous ne devons pas tenir compte des remords de conscience ; car là où se trouve, comme en nous, la crainte de la faim et de la prison, l'enfer ne peut ni ne doit effrayer. Mais si vous remarquez comment se conduisent les hommes, vous verrez que tous ceux qui sont parvenus à une grande richesse et une grande puissance y sont parvenus ou par la ruse ou par la force ; et ce qu'ils ont usurpé par fourberie ou par violence, pour dissimuler le caractère brutal de leur acquisition ils le décorent ensuite de faux titre de gain… Dieu et la nature ont placé tous les biens devant l'homme ; mais ces biens sont plutôt le prix de la rapine que de l'industrie, et des procédés malhonnêtes que des procédés honnêtes. De là vient que les hommes se mangent l'un l'autre et que le plus faible est toujours victime ; nous devons donc employer la force quand l'occasion s'en présente… Je confesse que ce parti est audacieux et périlleux ; mais quand la nécessité commande, l'audace devient prudence et les hommes courageux ne tiennent jamais compte des périls dans les grandes entreprises… Au reste je crois que, quand on voit préparer la prison, la torture et la mort, il est plus téméraire d'attendre que de chercher à se mettre en sûreté ; dans le premier cas le mal est certain, dans le second il est douteux… Vous voyez les préparatifs de vos adversaires ; prévenons leurs projets. La victoire est assurée à celui de nous qui prendra le premier les armes, et en même temps la ruine des ennemis et sa propre élévation ; beaucoup parmi nous tireront honneur de cette victoire, tous y trouveront la sécurité. »

Violemment enflammés par cette éloquence et ayant déjà par eux-mêmes l'esprit échauffé pour le mal, ils résolurent de prendre les armes quand ils auraient associé à leurs projets un plus grand nombre de compagnons. Et ils s'obligèrent par serment à se secourir les uns les autres, s'il arrivait que l'un d'eux fût opprimé par les magistrats.

Pendant qu'ils se préparaient à s'emparer de l'État, leur dessein parvint à la connaissance des prieurs ; et ceux-ci firent arrêter sur la place un certain Simon qui leur dévoila toute la conjuration et que l'on voulait commencer le soulèvement le lendemain. Voyant le danger, ils réunirent les Collèges et les citoyens qui travaillaient avec les syndics des arts à rétablir l'union dans la cité. La nuit était venue avant que tout le monde fût réuni ; l'assemblée conseilla aux prieurs de faire venir les consuls des arts. Tous furent d'avis de faire venir toutes les troupes à Florence et de faire descendre le lendemain matin sur la place les gonfaloniers du peuple avec leurs compagnies armées. Un certain Nicolo de San Friano était en train de réparer l'horloge du palais au moment où on mettait Simon à la torture et où les citoyens se réunissaient ; s'étant aperçu de ce qui se passait, il rentra chez lui et souleva tout son quartier. Un instant plus tard, plus de mille hommes armés se trouvaient rassemblés sur la place du Saint-Esprit. Le bruit en parvint aux autres conjurés, et Saint-Pierre Majeur et Saint-

Laurent, lieux désignés par eux, se remplirent d'hommes en armes.

Le lendemain matin, qui était le 21 juillet, il ne se trouvait pas réuni sur la place plus de quatre-vingts hommes armés pour la défense des prieurs. Aucun gonfalonier ne vint, parce qu'ils avaient appris que toute la ville était en armes et avaient peur de quitter leurs maisons. Les premiers parmi les insurgés qui se trouvèrent sur la place furent ceux qui s'étaient réunis à Saint-Pierre Majeur ; à leur arrivée la troupe ne fit pas un mouvement. Le reste de la multitude apparut ensuite, et n'ayant pas rencontré d'obstacles réclama les prisonniers aux prieurs avec des cris terribles ; puis, voulant les obtenir par la force, puisque les menaces n'avaient pas suffi, ils mirent le feu à la maison de Luigi Guicciardini ; aussi les prieurs, crainte de pire, leur rendirent leurs hommes. Dès qu'ils eurent repris les prisonniers, les insurgés arrachèrent l'étendard de la justice à celui qui le portait ; et, marchant sous ce drapeau, ils allèrent brûler les maisons de nombreux citoyens, en s'attaquant à ceux qui leur étaient odieux pour des raisons publiques ou privées. Beaucoup de citoyens, pour venger leurs injures particulières, les menaient aux maisons de leurs ennemis ; il suffisait pour cela qu'une voix criât parmi la multitude : « À la maison d'un tel ! » ou que celui qui portait en main le gonfalon se tournât de ce côté. En même temps qu'ils faisaient tant de mal, pour y joindre quelque action louable ils nommèrent chevaliers Salvestro de Medici et jusqu'à soixante-quatre autres citoyens, parmi lesquels Benedetto et Antonio Albenti, Tommaso Strozzi et d'autres de leurs amis ; beaucoup reçurent ce titre malgré eux. Ce qui est le plus digne de remarque dans cette affaire, c'est le fait que l'on brûla les maisons de beaucoup de citoyens qui reçurent ensuite dans la même journée, et des mêmes gens (tant le bienfait chez eux était proche de l'injure), le titre de chevalier ; c'est ce qui arriva notamment à Luigi Guicciardini, gonfalonier de justice. Les prieurs, au milieu d'un tel tumulte, se voyant abandonnés des troupes, des chefs des arts et de leurs gonfaloniers, se décourageaient ; car personne n'était venu à leur secours selon les ordres donnés. Des seize gonfalons apparurent seulement l'étendard du Lion d'or et celui de la Belette, avec Giovenco della Stufa et Giovanni Cambi. Encore ceux-là ne restèrent-ils que peu de temps sur la place ; ne se voyant pas suivis par les autres, ils se retirèrent. D'autre part les citoyens, voyant la fureur de cette foule effrénée et le palais abandonné, allèrent les uns se renfermer dans leurs maisons, les autres suivre la multitude armée, pour mieux pouvoir, en se trouvant au milieu d'elle, défendre leurs maisons et celles de leurs amis. Ainsi la puissance de cette foule allait croissant, celle des prieurs décroissant. Ce désordre dura tout le jour ; et, la nuit venue, les insurgés s'arrêtèrent au palais de Stefano, derrière l'église de Saint-Barnabé. Ils étaient plus de six mille ; et avant la levée du jour, ils contraignirent les arts, par des menaces, à leur envoyer leurs étendards. Lorsque le jour fut venu, ils allèrent avec le gonfalon de la justice et les étendards devant le palais du podestat, et comme celui-ci refusait de leur livrer le palais, ils

l'attaquèrent et triomphèrent.

Les prieurs, voulant essayer de composer avec eux puisqu'ils ne voyaient aucun moyen de les arrêter par la force, firent venir quatre membres de leurs collèges et les envoyèrent au palais du podestat pour connaître la volonté des insurgés. Ces envoyés virent en arrivant que les chefs de la plèbe, de concert avec les syndics des arts, avaient déjà préparé les demandes qu'ils voulaient adresser aux prieurs. Ils revinrent donc chez les prieurs, accompagnés de quatre députés de la plèbe chargés de ces demandes. On devait interdire à l'art de la laine de conserver ses juges étrangers ; former trois nouveaux arts, l'un pour les tondeurs de drap et les teinturiers, l'autre pour les barbiers, faiseurs de pourpoints, tailleurs et autres arts mécaniques, et le troisième pour le menu peuple ; l'on devait toujours prendre deux prieurs dans ces trois nouveaux arts, et trois dans les arts mineurs ; les prieurs devaient assigner à ces nouveaux arts un lieu où ils pourraient se réunir ; aucun membre de ces arts ne devait pouvoir être contraint, avant un délai de deux ans, à payer une dette de plus de cinquante ducats ; le mont-de-piété devait cesser de réclamer les intérêts et ne plus exiger que le capital ; il fallait absoudre les emprisonnés et les condamnés et rendre à tous les admonestés[6] leurs droits civiques. Les insurgés demandaient aussi beaucoup de faveurs pour ceux qui les avaient soutenus ; en revanche, ils voulaient faire admonester et bannir leurs ennemis. Ces demandes, bien que déshonorantes et dangereuses pour la république, furent accordées immédiatement ; crainte de pire, par les prieurs, les collèges et le conseil du peuple. Mais pour qu'elles eussent force de loi, il fallait encore l'approbation du conseil de la commune ; et comme on ne pouvait réunir deux conseils le même jour, on dut remettre la chose au lendemain. Néanmoins les arts et la plèbe parurent satisfaits et promirent qu'une fois la loi achevée, il n'y aurait plus aucun désordre.

Le matin venu, pendant que le conseil de la commune délibérait, la multitude impatiente et versatile vint sur la place avec ses étendards accoutumés et avec des cris si perçants et si effroyables que le conseil et les prieurs en furent épouvantés. Aussi Guerriante Marignoli, un des prieurs, sur qui la peur agissait plus violemment qu'aucune autre émotion, sortit sous prétexte de garder la porte d'en bas et s'enfuit chez lui. Il ne put si bien se cacher en sortant qu'il ne fût reconnu par la foule ; on ne lui fit aucun mal, mais la multitude, en le voyant, se mit à crier que tous les prieurs devaient abandonner le palais, sans quoi leurs fils seraient égorgés et leurs maisons brûlées. Cependant la loi avait été adoptée et les prieurs s'étaient retirés dans leurs chambres ; les membres du conseil étaient descendus et, sans sortir, restaient dans la galerie et la cour, désespérant du salut de la cité en voyant si peu de sentiments d'honneur dans la multitude et tant de malignité ou tant de frayeur chez ceux qui auraient pu soit la contenir, soit l'écraser. Le trouble régnait aussi parmi les prieurs, incertains du salut de la patrie, abandonnés par un des leurs, et à qui aucun citoyen ne donnait de

secours ni même de conseils. Tandis qu'ils se tenaient ainsi, sans savoir ce qu'ils pouvaient et ce qu'ils devaient faire, Tommaso Strozzi et Benedetto Alberti, soit qu'ils fussent poussés par l'ambition personnelle et pour rester les maîtres du palais, soit qu'ils crussent que c'était le meilleur parti à prendre, les engagèrent à céder à la poussée populaire et à rentrer dans leurs maisons comme de simples particuliers. Devant un pareil conseil, donné par ceux qui avaient été les chefs de l'insurrection, Alamanno Acciaioli et Niccolo del Bene, deux prieurs, s'indignèrent, bien que les autres prieurs fussent disposés à s'y conformer ; et, reprenant un peu de vigueur, ils dirent que, si les autres voulaient partir, ils ne pouvaient s'y opposer, mais que, pour eux, ils ne voulaient pas renoncer à leur autorité avant que le moment en fût venu, à moins de perdre en même temps la vie. Ces désaccords redoublèrent la frayeur des prieurs et la colère du peuple ; enfin le gonfalonier, préférant terminer sa magistrature honteusement plutôt qu'avec péril, se mit sous la protection de Tommaso Strozzi qui le fit sortir du palais et le conduisit chez lui. Les autres prieurs s'en allèrent ensuite de la même manière l'un après l'autre ; et Alamanno et Niccolo, pour ne pas être regardés comme étant plutôt courageux que sages, se retirèrent à leur tour quand ils se virent seuls. Le palais restait donc entre les mains de la plèbe et aussi des huit de la guerre(7)*, qui n'avaient pas encore déposé leurs pouvoirs.*

Au moment où la plèbe entra dans le palais, celui qui tenait en main l'étendard du gonfalonier de justice était un certain Michele di Lando, peigneur de laine. Celui-ci, nu-pieds et à peine vêtu, monta l'escalier avec toute la foule ; et quand il fut à la salle d'audience des prieurs, il s'arrêta, se tourna vers la multitude et dit : « Vous voyez que ce palais est à vous et que la cité est entre vos mains. Que voulez-vous faire à présent ? » À quoi tous répondirent qu'il fût gonfalonier et seigneur, et les gouvernât, eux et la cité, comme bon lui semblerait. Michele accepta la seigneurie ; et comme c'était un homme sage et prudent, qui devait plus à la nature qu'à la fortune, il résolut d'apaiser la cité et de mettre fin aux désordres. Pour occuper le peuple et se donner le temps de prendre ses mesures, il donna ordre de chercher un certain Nuto, qui avait été désigné comme chef de la police par Lapo da Castiglionchio. La plupart de ceux qui l'entouraient allèrent exécuter cet ordre. Et, pour inaugurer par un acte de justice le pouvoir qu'il avait acquis par la faveur, il fit interdire publiquement vols et incendies. Pour épouvanter tout le monde, il fit élever un gibet sur la place. Puis, pour commencer la réforme de l'État, il destitue les syndics des arts, *en nomme de nouveaux, prive les prieurs et les collèges de leurs charges… Cependant Nuto était porté sur la place par la multitude ; on le pend au gibet par un pied ; et chacun de ceux qui l'entourent ayant arraché un lambeau de son corps, il n'en reste bientôt plus que le pied. Les huit de la guerre, d'autre part, croyant que le départ des prieurs les faisait maîtres de la cité, avaient déjà nommé de nouveaux prieurs. Michele, se doutant de la*

chose, leur fit dire de quitter immédiatement le palais, ajoutant qu'il voulait montrer à tout le monde qu'il était capable de gouverner Florence sans leur conseil. Il fit ensuite réunir les syndics des arts *et nomma les prieurs, dont il prit quatre dans la basse plèbe, deux dans les* arts *majeurs et deux dans les* arts *mineurs. Il organisa en outre un nouveau scrutin et divisa le pouvoir d'État en trois parts, dont l'une devait échoir aux* arts *nouveaux, la seconde aux* arts *mineurs, la troisième aux* arts *majeurs. Il accorda à Salvestro de Medici le revenu des boutiques du Vieux-Pont, prit pour lui le podestat d'Empoli et fit bien d'autres faveurs à bien d'autres citoyens amis de la plèbe, non pas tant pour les récompenser de leurs services que pour s'en faire des défenseurs contre les envieux.*

Il parut à la plèbe que Michele, en réformant l'État, avait trop bien partagé la haute bourgeoisie ; elle ne pensa pas avoir une part du pouvoir assez grande pour être en mesure de la conserver et de se défendre ; si bien qu'avec son audace accoutumée elle reprit soudain les armes, descendit en tumulte sur la place derrière ses étendards et demanda que les prieurs se rendissent à la salle des audiences pour délibérer à nouveau sur les mesures à prendre pour la sécurité et le bien de la plèbe. Michele, voyant leur arrogance et ne voulant pas augmenter leur colère, ne fit guère attention à ce qu'ils réclamaient, et, blâmant simplement la manière dont ils présentaient leurs demandes, les engagea à déposer les armes ; ils obtiendraient en ce cas ce que la dignité des prieurs ne permettait point que l'on accordât à la violence. Cette réponse fit que la multitude, indignée contre le palais, se retira à Santa Maria Novella ; et là ils nommèrent huit chefs pris parmi les leurs, ainsi que des ministres, et créèrent encore d'autres dignités qui leur semblaient propres à attirer la considération et le respect. Ainsi l'État avait deux sièges et la cité deux gouvernements distincts. Ces chefs décidèrent que huit délégués, choisis par les arts qui participaient au mouvement, habiteraient au palais avec les prieurs et que toutes les décisions prises par les prieurs devraient être confirmées par eux. Ils enlevèrent à Salvestro de Medici et à Michele di Lando tout ce que la plèbe, par ses décisions précédentes, leur avait accordé. Ils donnèrent à un grand nombre des leurs des fonctions et des pensions, pour leur permettre de soutenir leur rang avec dignité. Une fois ces décisions prises, ils voulurent leur faire donner force de loi, et ils envoyèrent deux d'entre eux aux prieurs pour leur demander de faire confirmer ces décisions par les conseils, avec le dessein d'arracher cette confirmation par la force s'ils ne pouvaient l'obtenir de bon gré. Ces envoyés remplirent leur mandat en présence des prieurs avec une grande audace et une présomption plus grande encore, en reprochant au gonfalonier la dignité que la plèbe lui avait donnée, les honneurs qu'elle lui avait accordés, et l'ingratitude et le manque de respect dont il faisait preuve à son égard. Et comme ils en étaient venus, à la fin de leur discours, à des menaces, Michele ne put supporter plus longtemps tant d'arrogance ; se souvenant plutôt du rang qu'il occupait que de la bassesse de sa

condition, il jugea bon de réprimer par des moyens extraordinaires une insolence extraordinaire et, tirant l'épée qu'il portait au côté, il les blessa grièvement ; après quoi il les fit lier et mettre en prison.

Cette action, quand elle fut connue, souleva de fureur la multitude. Celle-ci, croyant qu'elle pourrait conquérir par les armes ce qu'elle n'avait pu obtenir désarmée, prit les armes avec rage et en tumulte et se mit en marche pour arracher l'assentiment des prieurs de vive force. Michele, de son côté, se doutant qu'ils allaient arriver, décida de les prévenir, pensant qu'il y aurait plus de gloire pour lui à attaquer le premier qu'à demeurer chez lui pour attendre l'ennemi, et se voir ensuite forcé, comme ses prédécesseurs, de déshonorer le palais et de se couvrir lui-même de honte en prenant la fuite. Il rassembla donc un grand nombre de citoyens, à savoir ceux qui avaient déjà commencé à se repentir de leur erreur, monta à cheval et, suivi de beaucoup d'hommes armés, marcha sur Santa Maria Novella pour combattre la plèbe. Celle-ci, qui avait, comme nous l'avons dit, pris une décision semblable, était partie elle aussi, presque au même moment que Michele, pour se rendre sur la place. Le hasard fit qu'ils ne prirent pas le même chemin et ne se rencontrèrent pas en route. Alors Michèle, revenant sur ses pas, trouva la place occupée par la plèbe qui était en traite d'attaquer le palais. Il engagea le combat contre eux, les vainquit, en chassa une partie de la ville et contraignit les autres à déposer les armes et à se cacher. Cette victoire fut obtenue, et l'ordre rétabli, par le seul mérite du gonfalonier… S'il avait eu un caractère pervers ou ambitieux, la République aurait entièrement perdu la liberté et serait tombée sous une tyrannie pire que celle du duc d'Athènes. Mais la prudence de Michele, et sa vertu qui ne laissait venir à son esprit aucune pensée qui fût contraire au bien général, firent qu'il conduisit l'affaire de manière à se faire suivre d'un grand nombre des gens de son parti et à pouvoir dompter les autres par les armes. Il inspira ainsi de la frayeur à la plèbe et du repentir aux meilleurs artisans ; ceux-ci comprirent quelle honte il y aurait pour eux, qui avaient dompté l'orgueil des grands, à supporter le joug de la plèbe.

(*La Critique sociale*, n° 11 mars 1934.)

ÉBAUCHES DE LETTRES

(1938 ? -1939 ?)

I

Cher ami,

J'ai bien reçu votre carte et votre lettre sur Machiavel. J'avoue que je ne comprends pas vos distinctions sur les diverses espèces de manque de foi chez les grands personnages de l'histoire. J'avoue que c'est un des points les plus faibles de Machiavel – que, d'ailleurs, j'admire beaucoup, mais pour l'ensemble de son œuvre plutôt que pour le *Prince* en particulier ; c'est un livre très obscur, qu'on ne peut comprendre, à mon avis, qu'en tenant compte du conflit entre les sentiments vraiment civiques et républicains de Machiavel, et la servilité de parole et même peut-être de pensée imposée par la situation où il se trouvait ; sans compter l'ardent désir qu'il avait, voyant la liberté de toute manière perdue (comme elle l'était en effet), de voir s'établir un despotisme national plutôt que la domination étrangère. Compte tenu de ce dernier point, qui explique l'accent de certains passages, je pense que Rousseau avait raison de voir dans ce livre le manuel du citoyen et non du prince ; ou peut-être plutôt une description froide de la mécanique du gouvernement despotique. Quoi qu'il en soit, pour en revenir au manque de parole, on pourrait sans doute établir d'une manière bien plus précise les conditions nécessaires pour que ce procédé soit utile à l'établissement d'une domination solide. J'en vois trois, à première vue, que voici. Ou bien le manque de parole doit être assez exceptionnel, entouré de circonstances assez obscures et dirigé contre des adversaires assez faibles pour que la réputation de fidélité à la parole donnée reste intacte auprès de ceux qui ne regardent pas les choses de près, lesquels forment la plus grande masse des hommes. Ou bien le manque de parole doit avoir pour effet le massacre à peu près complet de ceux qui en sont les victimes, de manière qu'ils ne puissent se plaindre. Ou bien celui qui manque de parole doit être assez puissant pour que personne ou presque n'ose le lui reprocher, ni même s'en apercevoir. À quoi il faut ajouter, bien entendu, comme quatrième cas, la condition que vous posez, c'est-à-dire la nécessité issue d'un changement essentiel des circonstances.

L'exemple dont vous êtes parti ne rentre dans aucun de ces cas ; aussi est-ce à mon avis une faute et même une erreur grave (à moins cependant que la 3e condition ne soit bien près d'être réalisée, ce qui est possible). Mais les trois premières conditions sont tout à fait susceptibles de s'appliquer à ce que vous nommez brigandage. Et quand vous alléguez César, Auguste, Richelieu, comme exemples d'hommes qui ont construit quelque chose de solide parce qu'ils n'ont pas commis de manquements de foi vulgaires, vous m'étonnez beaucoup. César a remporté sa victoire essentielle, celle qui a arrêté presque définitivement le flot d'émigration germaine en Gaule, et en même temps frappé tous les Gaulois d'une terreur paralysante, par la plus basse des trahisons. Les Germains lui ayant envoyé des délégués pour connaître ses exigences, et ceux-ci ayant demandé trois jours de trêve pour les faire accepter par le peuple, César les leur accorda, bien qu'il fût persuadé (du moins il l'affirme) qu'ils avaient besoin de ces trois jours seulement pour être plus prêts à livrer bataille. Au moment même où les délégués revenaient – donc avant qu'ils n'aient pu annoncer cette trêve à leur armée – une poignée de cavaliers germains, attaquant inopinément, mit en déroute toute la cavalerie des Romains. César avait ordonné aux délégués germains (avant cette escarmouche) de faire venir le lendemain à son camp tous les chefs et les personnages les plus considérables pour parlementer. Quand ils arrivèrent au moment prescrit, il les fit enchaîner sous prétexte que la trêve avait été rompue par l'engagement de cavalerie, puis se jeta avec son infanterie sur les Germains sans défiance, en confiant à la cavalerie, démoralisée par sa déroute de la veille, le soin d'égorger les femmes et les enfants. Ils périrent tous sans combat, ou sous le glaive, ou dans le Rhin, au nombre de 430 000. Après quoi César eut la bonté d'accorder la liberté aux chefs qu'il avait enchaînés ; mais ils furent réduits à le supplier de les garder dans son camp, craignant de périr dans les tortures entre les mains des Gaulois. Le Sénat accorda à César, pour cette victoire, des honneurs extraordinaires ; mais Caton proposa de le livrer, selon la vieille tradition romaine, nu et enchaîné aux Germains. Il fut seul de cet avis. Comme ces Germains avaient la réputation d'être invincibles, cette victoire si facilement obtenue et sans un mort du côté romain a donné aux armes romaines un prestige qui explique seul la soumission si rapide des Gaules, et plus durable encore que rapide.

Au reste, à partir des guerres puniques, à partir exactement de la victoire sur Hannibal, l'histoire de Rome est pleine d'actes de brigandage. Un procédé fort efficace était celui qui consistait à gagner une alliance par des promesses afin d'écraser un ennemi ; l'ennemi une fois écrasé, l'allié était méthodiquement humilié, ce qui en faisait un ennemi, car les injures ne sont jamais plus difficiles à accepter que

quand on croit avoir des droits à la reconnaissance ; il était alors écrasé à son tour, l'ennemi précédemment vaincu se trouvant neutralisé par d'autres promesses fallacieuses ; après quoi on l'écrasait une seconde fois s'il n'était pas content. De tels procédés ruineraient un État manœuvrant parmi d'autres États égaux ; mais à partir d'un certain degré de puissance et surtout de réputation, la coutume d'observer la parole donnée devient à peu près inutile, parce que la crainte et l'espérance sont assez violentes pour produire d'elles-mêmes et sans le secours du jugement, dans l'âme des hommes, la croyance aux promesses et aux menaces. Afin de mettre la même bassesse de procédés dans les petites choses que dans les grandes, le général romain vainqueur se levait pour recevoir le chef ou le roi captif, ne souffrait pas qu'il lui embrassât les genoux, le faisait asseoir, lui ordonnait d'avoir bon courage, lui vantait la clémence du peuple romain, l'admettait à sa table ; tout cela pour l'empêcher de se tuer et l'amener vivant jusqu'au triomphe ; après quoi on le laissait périr misérablement de faim, de froid ou de manque de sommeil. La destruction de Carthage, cette ville splendide, siège d'une civilisation sans doute égale à celle des Romains (mais aussi, semble-t-il, non moins cruelle) est un des événements les plus atroces de l'histoire, et si cela ne mérite pas le nom de brigandage, je ne sais pas ce qui peut le mériter. Elle a frappé une génération de Carthaginois qui n'avait jamais rien fait contre Rome, leurs pères ayant été écrasés par le premier Scipion ; ils étaient réduits à venir implorer devant le Sénat, pleurant et prosternés à terre, la permission de se défendre contre les incursions continuelles des Numides. Rome choisit le moment où ils avaient été vaincus à plate couture par les Numides pour leur ordonner d'abord d'envoyer trois cents enfants nobles comme otages, ce qu'ils firent immédiatement ; puis de livrer toutes leurs armes, sans aucune exception, tous les vaisseaux de guerre, tout ce qui avait trait à la navigation, promettant en échange le salut et la liberté de la cité. Cela une fois exécuté, les consuls, présents devant Carthage avec une flotte et une armée, annoncèrent aux délégués des Carthaginois qu'ils devaient quitter leur ville, et s'établir à dix kilomètres de la mer, et que Carthage serait entièrement rasée. Les délégués se jetèrent à terre, se frappèrent la tête contre le sol, supplièrent qu'on tuât plutôt tous les habitants sans exception et qu'on laissât subsister la ville (je comprends ce sentiment), tout cela en vain ; et enfin, épuisés de cris, de pleurs et de supplications, se soumirent. Mais ils ne purent persuader le peuple, qui, mû par le désespoir, soutint encore un siège de trois ans ; après quoi la nation et la cité disparurent de la surface de la terre, ce qui provoqua une joie délirante à Rome ; bien à tort, car peu de temps devait s'écouler jusqu'au moment où des esclaves, sous la protection de Marius, purent se permettre d'entrer dans les maisons des citoyens romains, d'y violer femmes et enfants, d'y massacrer à

volonté, sans que nul osât résister. Quant à Auguste, l'adulation incroyablement basse qui était de règle sous son règne ne permet guère de se rendre compte de sa politique, et d'ailleurs, comme il pouvait tout sans exception, il n'avait pas lieu de contracter des engagements avec ou sans fidélité ; mais pour le temps où il ne se nommait encore qu'Octave, c'est autre chose ; s'il était mort avant la défaite d'Antoine, ou immédiatement après, je ne vois rien dans le misérable tissu de fourberies, de cruautés et de débauches effrénées qui forme la première partie de sa carrière politique qui pût l'élever au-dessus du niveau d'un César Borgia. Il n'a rien fait que de facile, et en s'emparant de l'Empire, et en le gouvernant ; la seule difficulté qu'il eût à vaincre était d'empêcher qu'on l'assassinât. Est-ce la faute de César Borgia s'il n'y avait pas à son époque un empire tout prêt pour quiconque pourrait mettre la main dessus ?

L'Empire romain est à mon avis le phénomène le plus funeste pour le développement de l'humanité que l'on puisse trouver dans l'histoire, puisqu'il a tué jusqu'à presque en supprimer les traces plusieurs civilisations, et tout l'échange prodigieux d'idées dans le bassin méditerranéen qui avait fait la grandeur de ce qu'on nomme l'antiquité ; mais c'est aussi le phénomène le plus vaste qu'on ait connu, et un des plus durables. D'où je conclus qu'il n'est pas exact, malgré ce que vous dites, que le brigandage soit impuissant à établir des choses solides. Et, réciproquement, qu'il est imprudent de compter sur le manque de solidité des choses établies par le brigandage. J'ai l'impression, au contraire, d'une assez grande solidité, du moins si on prend pour mesure de temps une fraction importante d'une vie humaine : et peut-être au-delà.

Tout cela me rappelle à l'esprit deux fort beaux vers de Racine dans *Bajazet :*

D'un empire si saint la moitié n'est fondée
Que sur la foi promise et rarement gardée.

Ce « rarement gardée » n'est-il pas magnifique ?

En fait de belles formules du genre cynique, j'en ai relevé deux admirables l'autre jour dans Thucydide. L'une dans la bouche des Athéniens ordonnant à la petite île de Mélos, toujours libre jusqu'alors, de se soumettre à leur empire. (Ces Méliens refusèrent, se battirent, bien que n'étant qu'une poignée, et furent vaincus ; les hommes adultes furent tous exécutés, les femmes et les enfants vendus comme esclaves.)

« Vous le savez comme nous, tel qu'est fait l'esprit humain, on n'examine ce qui est juste que si la nécessité est égale de part et

d'autre ; mais s'il y a un fort et un faible, tout ce qui est possible est fait par le premier et accepté par le second. »

Je trouve cela admirable, non seulement de franchise et de clarté, mais aussi de profondeur.

La seconde formule est dans la bouche d'Alcibiade, répondant à ceux qui l'accusent d'orgueil et d'insolence :

« Il est juste que celui qui a de grandes ambitions ne veuille pas de l'égalité. Car quand un homme est dans l'infortune, il ne trouve personne qui se fasse l'égal d'un malheureux. Ainsi, de même qu'on ne nous adresse pas la parole quand nous échouons, de même chacun doit supporter d'être traité en inférieur par ceux qui réussissent. Ou sans cela, qu'on accorde une considération égale dans les deux cas et qu'on reçoive en retour le même traitement. »

Cela me fait penser à ceux qui sont autour de vous et que vous méprisez parce qu'ils sont aussi bas dans la mauvaise fortune qu'ils étaient insolents dans la bonne ; ce qui est presque toujours le cas. Somme toute, il est bien juste qu'il en soit ainsi : comme la prospérité leur donnait à leurs propres yeux le droit d'accabler de leur mépris les malheureux, de même, malheureux à leur tour, ils se soumettent au mépris que ceux qui ont aujourd'hui la prospérité leur infligent. Malheureusement ce n'est certainement pas cette pensée qui inspire leur attitude, mais plutôt, n'ayant jamais distingué leur fortune de leur existence même, ne s'étant jamais crus nés comme d'autres hommes pour souffrir des indignités, ils ne se reconnaissent plus eux-mêmes dans ce nouvel état et n'ont rien à quoi s'accrocher pour imposer une limite à leur propre abaissement. Il faut avouer qu'à moins d'être soutenu par un fanatisme quelconque, qui rend tout facile, mais sans valeur (notamment ce singulier fanatisme de l'Histoire qui est aujourd'hui la seule foi vivante), supporter décemment le changement de fortune dans un sens ou dans l'autre est le chef-d'œuvre de la plus haute vertu. Et, d'une manière générale, il n'est pas facile de bien supporter le malheur ; vu qu'une attitude de défi ne convient pas à la condition de l'homme, qui l'oblige à se plier à la nécessité, et que la soumission ne doit jamais pénétrer jusqu'à l'âme sous peine d'y effacer tout ce qui est humain. Il n'est pas étonnant que ceux qui ne se sont pas exercés toute leur vie à sentir qu'étant hommes aucune fortune, si extrême soit-elle, ne peut être trop haute ou trop basse pour leur convenir, ne sachent pas comment se conduire. J'ai bien souvent amèrement regretté qu'on n'ait pas de renseignements précis sur la vie d'Épictète ; car à ma connaissance c'est le seul exemple d'un homme réduit par le sort à l'extrême malheur – il ne peut exister de condition plus basse et plus douloureuse que celle d'un esclave à Rome – et dont on ait des raisons sérieuses de supposer, d'après l'accent de ses propres

écrits, qu'il s'y est toujours parfaitement bien comporté.

La réflexion que vous faites dans votre avant-dernière lettre sur l'enfer, je l'ai faite presque identique quand je travaillais en usine. Mais comme il y a des gens qui meurent avant d'avoir jamais connu cet aspect de la condition humaine, il faut bien imaginer quelque disposition particulière pour eux, afin qu'ils complètent leur expérience. Je crois cependant que sur le globe terrestre la grande masse de l'espèce humaine n'a pas besoin de cela et n'en a jamais eu besoin. Cette pensée est presque intolérable.

Quant à ce qui se passe au Sud-Ouest de la France, je n'ai jamais été et ne suis encore pas de votre avis. D'abord, vos prévisions s'appuieraient sur des raisons très solides s'il s'agissait de phénomènes intérieurs ; mais il s'agit d'une entreprise de colonisation sur un territoire que tout (et d'abord son extrême richesse) destine à être colonisé, puisqu'au XVIIe siècle déjà c'étaient des étrangers qui y faisaient les guerres civiles. D'autre part, je crois comme vous que la décentralisation succédera un jour à une centralisation excessive ; mais je ne crois pas que cela doive se produire bientôt, ni peut-être même dans un avenir qui soit à l'échelle d'une vie humaine ; et surtout je suis tout à fait convaincue que la centralisation, une fois établie quelque part, ne disparaîtra pas avant d'avoir tué – non pas paralysé momentanément, mais tué – toutes sortes de choses précieuses et dont la conservation serait indispensable pour que le régime suivant soit un échange vivant entre milieux divers et mutuellement indépendants, plutôt qu'un triste désordre. Pourquoi répète-t-on toujours ce lieu commun, selon lequel la force brutale serait impuissante à anéantir les valeurs spirituelles ? Elle les anéantit très vite et très facilement. On cite toujours les nationalités qui ont survécu à une oppression séculaire ; mais celles qui n'ont pas survécu sont bien plus nombreuses ; et les autres n'ont le plus souvent survécu que comme un fanatisme vidé de chaleur humaine. Combien de religions aussi ont été anéanties par la force, et presque jusqu'à leur souvenir ! Il n'y a rien au monde de si précieux, mais rien non plus de si fragile, qui périsse si facilement, ni qui soit si difficile ou même impossible à ressusciter, que la chaleur vitale d'un milieu humain, cette atmosphère qui baigne et nourrit les pensées et les vertus…

II. – (VARIANTE DE LA LETTRE PRÉCÉDENTE)

Je ne m'étonne pas de ce que vous m'écrivez sur ces gens qui étaient orgueilleux dans la prospérité et sont vils dans le malheur. C'est assez l'ordinaire parmi les hommes, et l'on peut considérer que n'être ni l'un ni l'autre est le suprême effort de la plus haute vertu. Mais ceux dont il est question, surtout, sur quoi pourraient-ils, la plupart d'entre eux, s'appuyer contre la mauvaise fortune ? Ceux qui ne se sont jamais crus nés pour subir un sort semblable, qui n'ont jamais fait la réflexion – pourtant si simple – que ce que certains hommes supportent, tout homme peut le supporter ; qui n'ont jamais séparé l'idée qu'ils se faisaient d'eux-mêmes de la considération dont ils jouissaient, ils croient s'être perdus eux-mêmes et ne peuvent se retrouver quand ils sont précipités dans une catégorie d'hommes exposés aux insultes ; et il ne peut pas alors y avoir de limite à l'abaissement. Je n'ai pas d'admiration pour ceux qu'une croyance indéracinable ou en leur propre étoile, ou dans la victoire fatale et prochaine de la cause qu'ils représentent ou croient représenter, ou dans la gloire de leur nom auprès de la postérité (comme Napoléon à Sainte-Hélène) aident à rester fermes dans l'adversité ; ceux-là ne connaissent pas la véritable adversité. Ceux qui, sans aucun de ces secours, ne s'abaissent que dans des moments de défaillance, après une longue résistance, et savent toujours se reprendre, peuvent être considérés comme d'une vertu presque divine. C'est à peine si le Christ même va plus loin dans l'Évangile. J'ai bien souvent regretté qu'on ne sache rien de la vie d'Épictète : c'est presque le seul exemple que je connaisse d'une condition vraiment malheureuse – on ne peut guère imaginer quelque chose qui approche en malheur la situation d'un esclave des Romains – dont on ait des raisons sérieuses de supposer qu'elle a été réellement supportée en tous points comme il convient à un homme. Car comme il ne convient à l'homme ni de défier la force – lui qui est né et mis au monde pour se plier à la nécessité – ni d'y soumettre son âme, l'attitude juste n'est certes pas facile à trouver, encore moins à tenir. Et comment des gens qui ont été précipités au dernier degré du malheur avant d'avoir jamais pensé même à chercher cette attitude pourraient-ils la trouver ? Pour moi, qui tout enfant, dans tout ce que je lisais ou entendais raconter, me mettais toujours instinctivement, par indignation plutôt que par pitié, à la place de tous ceux qui souffraient une contrainte, je me regarde pour ainsi dire depuis ma naissance comme destinée, si le hasard…

III

… [La] violence est souvent nécessaire, mais il n'y a à mes yeux de grandeur que dans la douceur (je n'entends par ce mot rien de fade, vous le supposez bien).

Sans doute la contrainte est indispensable à la vie sociale, comme vous l'avez montré. Mais il y en a bien des formes. Certaines formes laissent subsister une atmosphère où les valeurs spirituelles (j'emploie ces mots faute d'autres) peuvent se développer. Ce sont les bonnes. D'autres les tuent. Quels idiots ont répandu le bruit que les idées ne peuvent pas être tuées par la force brutale ? Il n'y a pas d'opération plus facile. Quand elles sont tuées, il ne reste que des cadavres. D'autres, équivalentes, même identiques, peuvent surgir beaucoup plus tard ; mais la continuité dans la tradition spirituelle est un bien infiniment précieux, dont la perte est vraiment une perte. C'est par une espèce de miracle que surgissent sur une terre donnée, à certains moments, des formes de vie sociale où la contrainte ne détruit pas cette chose délicate et fragile qu'est un milieu favorable au développement de l'âme. Il y faut une vie sociale peu centralisée, des lois qui limitent l'arbitraire, et, dans la mesure où l'autorité s'exerce arbitrairement, une volonté d'obéissance qui permette de se soumettre sans s'abaisser.

Je crois qu'une conquête – et surtout une conquête colonisatrice – détruit généralement cela sur le territoire conquis, sauf quand elle s'opère par l'immigration et l'installation massive des conquérants (comme pour les barbares, ou les Normands en Angleterre). Il en est de même pour l'installation d'un pouvoir fort, méthodique, centralisé, et qui se fait adorer, comme sous Louis XIV (et grâce à votre Richelieu). Remarquez que la soumission totale à un roi n'a pas abaissé les Espagnols au XVIe siècle et au début du XVIIe comme elle a abaissé les Français sous Louis XIV, parce que ce qu'ils adoraient, c'était leur propre serment et la vertu de loyauté ; ils pouvaient (conformément à l'étiquette) baiser les pieds du roi ou de n'importe quel supérieur sans rien perdre de leur fierté. Au lieu que sous la personne de Louis XIV c'est le pouvoir d'État qu'on adorait ; il en est résulté un abaissement effrayant.

Entre parenthèses (ceci se rapporte à une de vos lettres déjà lointaine), c'est parce que je crois que les valeurs spirituelles meurent vraiment quand on les a tuées que je ne partage absolument pas vos espérances concernant le pays où j'ai fait ce voyage que vous

désapprouviez.

À mes yeux, tout progrès dans le sens de la centralisation du pouvoir implique des pertes irréparables à l'égard de tout ce qui est vraiment précieux. Que l'excès de la centralisation doive inévitablement produire un jour (mais, je crois, après un délai beaucoup plus long que vous ne supposez) la décentralisation, je le crois comme vous. Mais ni les conditions matérielles d'une vie dispersée n'existeront avant longtemps, ni les valeurs spirituelles tuées ne ressusciteront. Sans doute, il en surgira d'autres, mais pas avant longtemps ; pas avant une longue période de désordre morne et ténébreux. Et rien ne remplacera ce qui a été perdu, comme rien ne remplace un être humain précieux prématurément tué.

— À ce propos, j'en ai découvert un, un grand poète du XVIIe siècle à peu près oublié, mort à trente-six ans, un an après être sorti d'un affreux cachot, plein de vermine et sans clarté sinon une demi-heure par jour, où il avait passé deux ans. Il se nomme Théophile. Si Richelieu n'a pas provoqué son supplice, il l'a permis, car il a eu tout le pouvoir quelques mois après que Théophile avait été mis en prison. Il a ainsi privé la France d'un poète de tout premier ordre, car, comme presque tous les poètes français (contrairement aux Anglais), Théophile était apparemment de développement tardif. Il manquait à un degré singulier de bassesse d'âme ; c'est pourquoi il n'a pu vivre jusqu'à l'âge où il aurait pu faire des poèmes assez continûment parfaits pour être retenus par la postérité. Ceux qui avaient dans le caractère un peu plus ou beaucoup plus de bassesse que lui ont vécu et ont atteint la gloire et l'immortalité. Il était accusé d'impiété et de vers licencieux, et n'a échappé au bûcher que de justesse. Voici quelques-uns de ses vers pour vous divertir.

D'abord la fin d'un poème à la louange de Guillaume d'Orange :

Les astres dont la bienveillance
Se sent forcer de ta vaillance
Sont apprêtés pour t'accueillir ;
Déjà leur splendeur t'environne ;
Dieu comme fleurs les vient cueillir
Pour t'en donner une couronne
Qui ne pourra jamais vieillir.

Ceci est écrit en prison :

Dieux, que c'est un contentement
Bien doux à la raison humaine
Que d'exhaler si doucement
La douleur que nous fait la haine !

……
Puisque l’horreur de la prison
Nous laisse encore la raison,
Muses, laissons passer l’orage ;
Donnons plutôt notre entretien
À louer qui nous fait du bien
Qu’à maudire qui nous outrage.

Et mon esprit voluptueux
Souvent pardonne par faiblesse,
Et comme font les vertueux
Ne s’aigrit que quand on le blesse.
Encore, dans ces lieux d’horreur,
Je ne sais quelle molle erreur

Parmi tous ces objets funèbres
Me tire toujours au plaisir,
Et mon œil, qui suit mon désir,
Voit Chantilly dans ces ténèbres.

Chantilly était la résidence du duc de Montmorency, son maître, selon le langage de l’époque, et qui ne l’avait pas abandonné dans son malheur. Il périt sur l’échafaud quelques années plus tard pour crime de rébellion.

Voici des vers à Montmorency, de la prison :

Ô ciel, que me faut-il choisir
Pour louer mon dieu tutélaire ?
Que ferai-je en l’ardent désir
Que mon esprit a de vous plaire ?
Je dirai partout mon bonheur,
Je peindrai si bien votre honneur
Que la mer qui voit les deux pôles
Dont se mesure l’univers
Gardera sur ses ondes molles
Le caractère de mes vers.

Une fin de poème sur la guerre civile de 1620 (bien avant la prison) :

Quelque * . . . . * [J’ai oublié.]
Dont l’honneur flatte nos exploits,
Il n’est rien de tel que de vivre
Sous un roi tranquille, et de suivre
La sainte majesté des lois.

Ceci encore en prison :

……
Quelle vengeance n'a point pris
Le plus fier de tous ces esprits
Qui s'irritent de ma constance !
Ils m'ont vu, lâchement soumis,
Contrefaire une repentance
De ce que je n'ai point commis.

Ha ! que les cris d'un innocent,
Quelques longs maux qui les exercent,
Trouvent malaisément l'accent
Dont ces âmes de fer se percent !
Leur rage dure un an sur moi
Sans trouver ni raison ni loi
Qui l'apaise ou qui lui résiste ;
Le plus juste et le plus chrétien
Croit que sa charité m'assiste
Si sa haine ne me fait rien.

L'énorme suite de malheurs
Dois-je donc aux races meurtrières
Tant de fièvres et tant de pleurs,
Tant de respects, tant de prières,
Pour passer mes nuits sans sommeil,
Sans feu, sans air et sans soleil
Et pour mordre ici les murailles !
N'ai-je encore souffert qu'en vain ?
Me dois-je arracher les entrailles
Pour soûler leur dernière faim ?

Après la prison (donc moins d'un an avant sa mort)

Ôte-toi, laisse-moi rêver ;
Je sens un feu me soulever
Dont mon âme est toute embrasée.
Ô beaux prés, beaux rivages verts,
Ô grand flambeau de l'univers,
Que je trouve ma veine aisée !
Belle aurore, douce rosée,
Que vous m'allez donner de vers !
……
Mon Dieu, que le soleil est beau !
Que les froides nuits du tombeau
Font d'outrages à la nature !
La mort, grosse de déplaisirs,
De ténèbres et de soupirs,

D’os, de vers et de pourriture
Étouffe dans la sépulture
Et nos forces et nos désirs.
……

J’espère que vous aimez Théophile. Il est devenu un de mes amis les plus chers.

Je n’ai pas la place de parler de choses personnelles. Je pense que cette lettre, au moins pour la longueur, paiera des dettes passées… La mesure me manque, vous le voyez.

Amitiés.

IV

Cher ami,

Je continue à vous parler de Richelieu, puisque cela vous passionne comme moi. Il ne livre pas le secret de sa domination sur le roi ; il ne livre d'ailleurs aucun secret, mais il permet d'en deviner à qui est attentif à lire entre les lignes. Je ne crois pas que cette domination ait été si difficile que la postérité l'a cru. Luynes, qui était un homme ordinaire, et qu'il dépeint comme au-dessous du médiocre – il est vrai qu'il le haïssait – l'a exercée sans la moindre difficulté jusqu'à sa mort, et si son pouvoir, qui était absolu, n'a duré que quatre ans, nul ne peut dire combien il aurait duré si la mort n'était venue l'interrompre. Un ressort secret jouait infailliblement entre les mains de celui qui était maître du gouvernement, et par suite de la police : la peur de l'assassinat. Toute cette famille royale, qui avait vu mourir Henri IV, était obsédée, au sens le plus fort du mot, par cette peur, aussi bien Marie de Médicis et Gaston d'Orléans, qui n'avait pourtant alors que deux ans, que Louis XIII. Gaston d'Orléans, quand il n'avait encore que dix-huit ans, paraissait tellement plus capable que son frère, âgé alors de vingt-cinq ans, de soutenir le fardeau de l'État, qu'on parlait couramment de substituer l'un à l'autre ; Louis XIII le savait très bien. Chacun des deux frères, à des périodes différentes, a regardé sa mère comme tout à fait capable de le faire tuer. Luynes le premier avait semé et entretenu quatre ans dans l'esprit du roi cette mortelle méfiance à l'égard de sa mère et de son frère. Les deux ministres qui l'ont suivi dans la faveur du roi n'ont certainement pas su appliquer ce procédé ; aussi ont-ils passé rapidement. Richelieu a commencé par ruiner l'ancien parti de Luynes, déjà très abaissé avant lui, qui s'était rassemblé autour de Gaston d'Orléans ; leur manie des conjurations en chambre et la haine du roi à l'égard de son frère le lui a permis. Pour ruiner ensuite la reine mère et tout son parti, dans lequel Richelieu lui-même avait, du temps de Luynes, pris part à une guerre civile contre l'État, il lui a suffi de réveiller les terreurs et les méfiances que Luynes avait profondément implantées dans un esprit de seize ans. Pour empêcher le roi de songer à le disgracier, Richelieu lui montrait, non pas l'État livré au désordre, mais, mobile autrement puissant, sa personne livrée aux assassins. Cette crainte n'était pas chimérique, puisqu'il a longtemps existé en France, dans ces profondeurs dont l'histoire ne parle pas, une mystique du régicide. Tout au début de la Fronde, Retz a trouvé sur un homme du peuple un médaillon où il y

avait : Saint Jacques Clément. Aussi je ne pense pas qu'il y ait jamais eu péril de disgrâce ; les périls apparents semblent avoir été des effets de mise en scène. Le vrai péril, et qu'il fallait une âme bien forte pour surmonter, était celui de la mort du roi avant que le pouvoir de Richelieu fût par lui-même assez solide. Il aurait été livré, soit aux misères de l'exil parmi les peuples étrangers qui tous, ennemis ou alliés, le haïssaient, soit à celles de quelque affreux cachot de la Bastille. Sa grandeur d'âme a consisté à ne pas se chercher de ressources pour un tel événement, à mettre tout son jeu sur le tableau de la vie du roi, et d'un roi si chancelant que tout le monde attendait continuellement sa mort. Il a su conserver tout son calme et toute sa froide application aux affaires de l'État dans les moments mêmes où le roi semblait presque à l'agonie. Cela est certes admirable, et frappait de terreur ses adversaires. Au reste chacune de ces maladies donnait ensuite de nouvelles ressources à Richelieu, par des rapports sur la joie que tels et tels avaient manifestée. Quant à lui-même, la haine de la reine mère, de la Reine régnante, de Monsieur, des grands, des corps constitués à son égard était pour le roi la meilleure raison de se fier à lui comme ne pouvant souhaiter sa mort ; sa brouille avec la reine mère le délivra des seules raisons que pût avoir le roi de le soupçonner.

Sa domination sur la France livrée à l'anarchie ne me paraît pas non plus si difficile, et pour la même raison, c'est que Luynes y avait également bien réussi. L'anarchie était précisément la meilleure ressource. Le souvenir des guerres civiles qui avaient désolé le XVI[e] siècle, l'impitoyable cruauté des soldats, qui tous, quel que fût leur maître, pillaient, tuaient, torturaient, rançonnaient, violaient les jeunes filles jusque dans les églises, faisait que le peuple, quelle que fût sa haine du pouvoir, était toujours passionnément hostile à quiconque s'opposait au pouvoir par les armes. Luynes n'a eu aucun mal à maintenir la paix en France et écraser en un combat des fauteurs de guerre civile ; il est trop facile d'insinuer qu'il était proche de la chute quand il est mort, car on n'en sait rien, et on a sans cesse dit la même chose de Richelieu pendant sa vie. Richelieu n'a eu aucun mal à ne pas craindre les conjurations et les guerres intérieures contre l'État, en ayant éprouvé lui-même la faiblesse pour y avoir pris part. Il vit le parti de la reine mère, combattant un pouvoir exécré, hors d'état de trouver un appui dans les villes et décomposé par la terreur au seul aspect des troupes du roi. Le parti huguenot était seul capable de plus de fermeté ; aussi après un siège qui a exterminé presque toute une ville par la faim, la France était à lui.

Ce qui était difficile, c'était de rendre efficace ce pouvoir qu'il possédait sur le roi et le pays, d'obtenir des actions effectives et coordonnées à une époque où, excepté l'élite de la bourgeoisie, personne n'avait le sens de l'obéissance ou d'un devoir quelconque

envers l'État. Que diraient ceux qui raillent le régime parlementaire s'ils savaient assez d'histoire pour se souvenir de ce qui se passait aux moments mêmes les plus glorieux du gouvernement de Richelieu ? Mais, en sa présence, les choses se faisaient ; et avec le temps, il est arrivé à ce qu'une fois sur deux environ les choses se fassent même en son absence. C'était un chef. Il possédait à un haut degré ce magnétisme qui est, je crois, quelque chose de purement physique, indépendant des qualités du cœur ou de l'esprit, mais qui, lorsqu'il s'y joint, accomplit des prodiges.

Il a eu certes raison d'abaisser une noblesse dont le jeu préféré était la guerre civile agrémentée de haute trahison, et d'ailleurs incapable. Sous lui la guerre, soit civile, soit étrangère, n'a que rarement désolé le territoire de la France. Mais il résulte de ses propres Mémoires que, bien qu'il le nie, il a délibérément et impitoyablement entretenu les guerres en Europe, soit qu'il y fit ou non participer la France. Dans son désir passionné d'abaisser la maison d'Autriche, il a empêché toute paix en Allemagne ; et il est impossible d'exagérer les horreurs qu'a souffertes pendant cette guerre interminable ce malheureux pays, où les armées brûlaient ou coupaient tous les blés sur leur passage, détruisaient les moulins, et passaient des villes entières au fil de l'épée. Sans doute le premier devoir d'un chef d'État est envers son propre pays ; pourtant, pour juger Richelieu, il me semble qu'il faut tenir compte, autant que le peut la conjecture, de tous les maux qu'il a épargnés et de tous ceux qu'il a causés aux hommes. Beaucoup diraient qu'il ne faut pas le juger sur les idées de notre temps, parce qu'on n'avait pas alors les mêmes opinions qu'aujourd'hui sur la paix et la guerre ; mais c'est faux, on avait exactement les mêmes. Le contraire serait étonnant, puisqu'il n'y a peut-être pas une idée morale parmi les hommes qui ne remonte au-delà des temps historiques, bien que notre ignorance et notre orgueil nous persuadent qu'il y en a. Richelieu dut même, pour apaiser les scrupules du roi, lui faire garantir par des théologiens que les misères de la guerre ne lui seraient pas imputées, puisqu'il l'entreprenait pour une juste cause (la défense du duc de Mantoue, qui se trouvait sujet français). D'autre part, à quoi servait aux paysans français que la guerre ne fût pas sur leur territoire, alors qu'un grand nombre d'entre eux étaient réduits par la misère à manger de l'herbe ? Ce n'est pas là de la littérature, car Richelieu, analysant un manifeste de Gaston d'Orléans où cet excès de misère lui est reproché, répond, non pas qu'il y a exagération, mais seulement que Gaston d'Orléans et ses gens en sont eux-mêmes pour une part responsables par leurs folles dépenses.

CONDITIONS D'UNE RÉVOLUTION ALLEMANDE

(1932)

(« ET MAINTENANT ? » PAR LÉON TROTSKY)

C'est une étude de Trotsky, écrite en janvier dernier, au sujet de la situation en Allemagne. Elle n'a, aujourd'hui encore, rien perdu de son intérêt. Au milieu du désarroi, du découragement général, Trotsky, exilé, isolé, calomnié en tous pays par tous les partis, les quelques amis qui lui sont restés fidèles en Russie presque tous morts, déportés ou en prison, a su seul garder intacts son courage, son espérance, et cette lucidité héroïque qui est sa marque propre. En cette étude se manifeste une fois de plus cette faculté, propre à l'homme d'action véritable, de passer froidement en revue tous les éléments de n'importe quelle situation, et de maintenir pourtant cette analyse, menée avec une probité théorique sans reproche, orientée tout entière vers l'action immédiate.

Il s'agit, à vrai dire, moins de l'Allemagne que de la situation mondiale étudiée à travers l'Allemagne. La question qui se pose en ce moment dans le monde, la question que pose la crise actuelle de l'économie capitaliste, est, aux yeux de Trotsky, la suivante : fascisme ou révolution. L'étape actuelle du régime capitaliste – la plupart des études des économistes bourgeois tendent à cette conclusion – n'est plus compatible, ni avec le libéralisme économique, ni par suite avec la démocratie bourgeoise. L'économie et l'État doivent être dirigés par les ouvriers pour les ouvriers, ou par le capitalisme des banques et des monopoles contre les ouvriers. La crise pose la question d'une manière aiguë. Les moyens policiers ordinaires ne suffisent plus à maintenir la société capitaliste en équilibre. C'est l'heure de la tactique fasciste. Cette tactique consiste à mettre en mouvement, à exciter au combat contre les ouvriers « les masses de la petite bourgeoisie enragée, les bandes de déclassés, les lumpen-prolétaires démoralisés, toutes ces innombrables existences humaines que le capital financier lui-même poussa au désespoir et à la rage ». – Quant à la victoire du fascisme, elle « aboutit à l'accaparement direct et immédiat, par le capital financier, de tous les organes et institutions de domination, de direction et d'éducation : l'appareil d'État et l'armée, les municipalités, les universités, les écoles, la presse, les syndicats, les coopératives. » La fascisation de l'État signifie… « avant tout et surtout : détruire les organisations ouvrières, réduire le prolétariat à un état amorphe, créer

un système d'organismes pénétrant profondément dans les masses et qui sont destinés à empêcher la cristallisation indépendante du prolétariat. C'est précisément en cela que consiste le régime fasciste. » Ainsi, tout se trouve menacé à la fois ; non pas simplement la classe ouvrière, mais aussi toutes les conquêtes de la bourgeoisie libérale, et, d'une manière générale, toute la culture.

L'Allemagne, encerclée par les nations qui l'ont vaincue en 1918, privée de colonies, son économie désorganisée, d'une part, par les réparations, accablée, d'autre part, par l'outillage industriel monstrueux qu'elle s'est donné et dont une grande partie n'a jamais fonctionné, est le pays où la crise est la plus aiguë. Il n'est donc pas étonnant que le problème : fascisme ou révolution, ne soit encore qu'un problème propre à l'Allemagne. Mais, à en croire Trotsky, l'Allemagne est appelée à résoudre ce problème pour le monde entier. Il est clair, en tout cas, que la révolution allemande, se joignant, par-dessus la Pologne, à la révolution russe et lui imprimant un nouvel essor, constituerait une force révolutionnaire formidable. D'autre part, le fascisme allemand, faisant bloc avec le fascisme italien et les pays de terreur blanche qui entourent le Danube, appuyant les courants fascistes qui se manifestent déjà dans divers pays d'Europe et aux États-Unis, menacerait le monde entier et jusqu'à l'U.R.S.S.

*

Devant cette situation tragique, ceux qui ont coutume de parler au nom des ouvriers allemands ferment les yeux. Il n'est nécessaire d'examiner ici en détail que les deux grands partis, le parti social-démocrate et le parti communiste ; dans la poussière d'organisations dissidentes qui les entourent, il n'en est aucune qui semble avoir jusqu'ici une importance politique, exception faite, peut-être, pour le « parti socialiste ouvrier » ; mais cette aile gauche de la social-démocratie n'a pas de programme politique précis, en dehors du front unique. Les deux grands partis, sous des prétextes différents, restent dans une inaction également criminelle. Tous deux sont menés par des bureaucrates, qui aiment toujours mieux attendre on ne sait quelle autre occasion d'agir, plutôt que de saisir l'occasion actuelle, qui ne reviendra jamais. Les social-démocrates ne pensent qu'à reculer le moment où, pour les ouvriers allemands, se posera la question de la prise du pouvoir. Mais, dit Trotsky, ce moment ne peut plus être reculé. « La putréfaction du capitalisme signifie que la question du pouvoir doit se résoudre sur la base des forces productives actuelles. En prolongeant l'agonie du régime capitaliste, la social-démocratie

n'aboutit qu'à la décadence continue de la culture économique, au morcellement du prolétariat, à la gangrène sociale. Elle n'a plus aucune autre perspective devant elle ; demain, ce sera pire qu'aujourd'hui ; après-demain – pire que demain. » La social-démocratie, fermant les yeux, comme dit encore Trotsky, devant l'avenir, rêvant d'on ne sait quel progrès dans le cadre du régime, s'est trouvée acculée à la politique misérable qui consistait à s'appuyer, contre la menace hitlérienne, uniquement sur l'État et sur la police. Les sarcasmes de Trotsky au sujet de cette politique sont encore bien moins cruels que le démenti cinglant donné aussitôt par les faits eux-mêmes. Il n'importe. La grande masse des ouvriers allemands reste encore menée par des bureaucrates incapables de se détacher de l'État capitaliste auquel ils ont été si longtemps entièrement soumis.

Le parti communiste, lui, n'est pas passé de la sorte à l'ennemi. Il ne s'est pas mis sous la dépendance de l'État allemand. Mais en revanche, étant complètement gouverné par la bureaucratie d'État russe, il est, tout comme le parti social-démocrate, pris de ce vertige qui saisit tout bureaucrate placé devant la nécessité d'agir. Lui aussi préfère fermer les yeux et attendre. Pendant longtemps la théorie, ouvertement avouée, des bureaucrates placés à la tête du parti communiste allemand a été qu'on pouvait très bien laisser Hitler arriver au pouvoir ; qu'il s'y userait très vite, et ouvrirait la voie pour la révolution. Pourtant l'expérience italienne a montré trop clairement que la conquête de l'État par les bandes fascistes signifie dissolution des organisations ouvrières et extermination des militants. Certes le parti communiste allemand a abandonné bien qu'un peu tard, cette théorie plus lâche encore que sotte ; actuellement ses membres se font tuer tous les jours en combattant les bandes hitlériennes. Mais le parti comme tel a gardé, au fond, à peu près la même attitude. Il attend. Au lieu de profiter du conflit aigu qui oppose la social-démocratie et même le centre catholique au fascisme, il attend, pour agir, que la classe ouvrière allemande ait fait le front unique sous sa direction ; autrement dit, il attend avant d'agir d'avoir tous les ouvriers allemands derrière lui. Mais en attendant, comme il ne fait rien, il n'est pas capable d'attirer même quelques milliers d'ouvriers social-démocrates. Il se contente de nommer superbement fasciste tout ce qui n'est pas communiste. Les bolchéviks avaient aidé Kerensky à écraser Kornilov, avec l'intention d'écraser ensuite Kerensky lui-même ; le parti communiste allemand, à un moment où sa seule chance de salut réside dans le conflit qui met aux prises ses divers ennemis, fait ce qu'il peut pour les souder en un seul bloc. Ceux qui, comme Trotsky, recommandent une autre tactique, il les traite de « conciliateurs » qui voudraient « séparer la lutte contre le fascisme de la lutte contre le social-fascisme ». Ainsi les bureaucrates de la social-démocratie et les

bureaucrates du parti communiste s'aident mutuellement, sans en avoir conscience, à demeurer de part et d'autre dans leur quiétude bureaucratique.

Il n'est pas très étonnant que, parmi les ouvriers allemands, les mieux adaptés au régime suivent aveuglément de simples bureaucrates ; il est plus étonnant qu'il en soit de même pour les plus révolutionnaires. La cause en est la subordination étroite de l'*Internationale communiste* à un appareil d'État. Cet état, à en croire Trotsky, se définit comme « une dégénérescence bureaucratique de la dictature », comme « une dictature personnelle s'appuyant sur un appareil impersonnel, qui saisit à la gorge la classe dominante du pays ». On objectera que les gouvernants russes actuels ont, en Russie même, accompli de grandes choses. Mais une bureaucratie d'État, dans le pays qu'elle gouverne, peut, employant d'un côté la contrainte, s'aidant d'autre part de l'élan merveilleux imprimé par la Révolution d'Octobre, accomplir des progrès industriels bien supérieurs à ce que peut faire la bureaucratie des sociétés anonymes dans les pays capitalistes, où l'économie est anarchique et où n'existe aucun élan. Ce qu'une bureaucratie est incapable de faire, c'est une révolution. Les deux caractères d'une bureaucratie d'État sont la peur devant l'action décisive, et ce que Trotsky nomme « l'ultimatisme bureaucratique ». « L'appareil stalinien ne fait que commander. Le langage du commandement, c'est le langage de l'ultimatum. Chaque ouvrier doit reconnaître par avance que toutes les décisions précédentes, actuelles et futures, du Comité central, sont infaillibles. » Ces deux caractères n'affaiblissent pas une bureaucratie d'État comme telle, et ne l'empêchent même pas de faire des merveilles dans le domaine industriel, bien qu'ils empêchent tout progrès vers un régime socialiste. Mais l'État russe a imprimé ces deux caractères à toute l'Internationale. Or « dans l'Union soviétique la révolution victorieuse créa tout au moins les prémices matérielles pour l'ultimatisme bureaucratique sous forme d'appareil de coercition. Dans les pays capitalistes, y compris l'Allemagne, l'ultimatisme se transforme en une caricature impuissante et entrave la marche du parti communiste vers le pouvoir. » Tous ceux qui connaissent les excommunications lancées, par exemple, par Semard contre tous ceux « qui n'approuvent pas entièrement la ligne du Parti » reconnaîtront la justesse de cette appréciation.

Ainsi la dictature bureaucratique qui pèse sur la classe ouvrière russe étouffe aussi la révolution allemande. Si les Russes la secouaient, ce serait un puissant secours pour les ouvriers allemands. Inversement la révolution allemande imprimerait à la révolution russe un nouvel essor qui balayerait sans doute l'appareil bureaucratique. À en croire Trotsky, la bureaucratie stalinienne s'est appuyée jusqu'ici principalement sur le chômage, chaque ouvrier russe aimant mieux se

taire que de perdre sa place ; ainsi les succès économiques dont Staline et ses amis sont si fiers ébranleront leur pouvoir ; car il n'y a plus de chômage en Russie. Mais, même en admettant qu'elle se trouve au bord de l'abîme, la bureaucratie russe a encore le temps de faire échouer la révolution allemande.

*

Que faire pour que la révolution allemande triomphe ? Trotsky, pour résoudre cette question, se place du point de vue d'un parti communiste digne de ce nom ; et, à ce parti imaginaire, il donne un programme simple et grandiose. Avant tout, former le front unique ; non pas, selon la formule communiste orthodoxe : « faire le front unique par la base », c'est-à-dire inviter les ouvriers social-démocrates à abandonner leurs propres organisations pour se ranger sous la bannière du parti communiste ; mais inviter au front unique les organisations social-démocrates telles qu'elles sont, chefs et ouvriers ensemble, en vue d'objectifs déterminés, à savoir la préparation d'une lutte à main armée contre les bandes hitlériennes. Favoriser partout la formation de Comités comprenant les délégués des ouvriers, sans distinction de partis, autrement dit de Soviets, ceux-ci étant considérés comme « les organes suprêmes du front unique ». Donner aux ouvriers, comme objectif immédiat, le contrôle ouvrier sur la production, mot d'ordre propre au début d'une période révolutionnaire ; à ce mot d'ordre, joindre celui d'une large collaboration industrielle entre l'Allemagne et la Russie en vue du second plan quinquennal, collaboration qui serait assurée par une entente entre les organisations ouvrières allemandes et l'État soviétique, et qui permettrait de faire fonctionner à plein rendement des centaines de grandes usines actuellement arrêtées.

Mais quel moyen de faire appliquer un tel programme ? Trotsky n'en voit qu'un seul : le « redressement » du parti communiste allemand, opéré grâce à la pression de l'« opposition de gauche ». Tous les partis social-démocrates ou communistes ont pourtant jusqu'ici joué dans l'histoire le rôle le plus pitoyable ; seul fait exception le parti bolchevik russe, qui, par son caractère d'organisation illégale, différait essentiellement des partis ordinaires. Mais Trotsky, gardant pour le parti communiste un attachement qu'on ne peut s'empêcher de juger superstitieux, se refuse à admettre qu'une révolution puisse triompher sinon sous sa direction.

Six mois après la date où Trotsky terminait cette étude, le seul symptôme de « redressement » du parti communiste allemand

consistait dans une déclaration de Thaelmann, selon laquelle le Parti consentirait à proposer le front unique même aux chefs social-démocrates, si un fort courant de masses l'y entraînait. À quoi est bon un parti qui ne sait que suivre les masses avec quelque retard ? Quelques efforts qu'on fasse pour la « redresser », on ne peut rendre une bureaucratie capable de diriger une guerre civile. Si le mouvement révolutionnaire allemand, qui commence à s'esquisser en quelques villes où se constituent des comités de front unique, se développe victorieusement, ce sera contre les bureaucraties de partis, en brisant les bureaucraties de partis. Les syndicats eux-mêmes, qui seraient les organes naturels d'un mouvement de front unique, semblent avoir été mis par leur longue et étroite subordination à la bureaucratie social-démocrate dans l'impossibilité de remplir une pareille tâche.

C'est bien là ce qui constitue le caractère tragique de la situation actuelle en Allemagne. Chargés de défendre, contre les bandes fascistes, l'héritage du passé, les espérances de l'avenir, les ouvriers allemands ont contre eux tout ce qui est pouvoir constitué, tout ce qui est installé dans une place. État allemand et État russe, partis bourgeois et représentants attitrés des ouvriers, tout contribue, soit comme obstacle à vaincre, soit comme poids mort à soulever, à paralyser les ouvriers allemands. Or victoire et défaite, dans une bataille, dépendent d'une question d'heures.

25 juillet 1932.

(*Libres Propos*, nouvelle série, 6[e] année, n° 8, août 1932.)

PREMIÈRES IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE(8)

(1932)

… Politiquement, tout est toujours tranquille. On est moins fiévreux concernant les événements allemands ici qu'à Paris. À peine si on voit quelques nazis en uniforme dans la rue, et ils se conduisent comme tout le monde. On lit le matin dans les journaux qu'il y a eu ici et là quelques attentats, à peu près dans le même état d'esprit qu'on lit qu'il y a eu tant d'accidents d'automobile. Les journaux ennemis ne s'affrontent pas dans les métros. On ne discute pas politique.

Pour les travailleurs, la question qui est en suspens, c'est l'« Arbeitsdienst », ces camps de concentration pour chômeurs qui existent actuellement sous forme de camps où l'on peut aller volontairement (10 pfennigs par semaine), mais qui deviendraient obligatoires sous un gouvernement hitlérien. En ce moment n'y vont que les plus désespérés. On n'imagine pas cette magnifique jeunesse ouvrière allemande qui fait du sport, du camping, chante, lit, fait faire du sport aux enfants, réduite à ce régime militaire.

Une autre question, c'est celle, non seulement de l'interdiction du parti communiste, mais d'un massacre systématique des meilleurs éléments. Les journaux nazis sont pleins d'appels au meurtre et disent ouvertement : « Il ne faut pas nous énerver maintenant (c'est-à-dire ne pas faire d'attentats), attendons d'avoir le pouvoir. » Les ouvriers attendent simplement l'heure où tout cela s'abattra sur eux. La lenteur même du processus augmente la démoralisation. Ce n'est pas le courage qui manque, mais les occasions de lutter ne se présentent pas.

L'idéologie nazie est étonnamment contagieuse, notamment chez le parti communiste. Dernièrement, les nazis tonnaient contre le fait qu'une « femme juive marxiste » (Clara Zetkin) allait présider la séance de rentrée du Reichstag. À quoi la *Welt am Abend* (journal officieux du parti) répondit : D'abord Clara Zetkin n'est pas juive. Et puis, si elle l'était, ça ne ferait rien. Rosa Luxembourg, *bien que juive*, était une tout à fait « ehrliche Person » (une personne honorable)… ! Quant au nationalisme, le parti communiste en est (paraît-il) incroyablement imprégné, il appelle les social-démocrates « Landesverräter » (traîtres à la patrie), etc.

Mon impression jusqu'ici est que les ouvriers allemands ne sont nullement disposés à capituler, mais qu'ils sont incapables de lutter.

Les communistes et les social-démocrates accusent chacun (et très justement) le parti adverse de ne mériter aucune confiance, et cela même parmi les plus honnêtes militants de la base (exemple : l'ouvrier communiste chez qui j'habitais et qui est contre le front unique). Division d'autant plus grave que les communistes sont des chômeurs, alors que les social-démocrates travaillent. À cela s'ajoute que ceux qui chôment depuis deux, trois, quatre, cinq ans ne sont plus capables de l'énergie que demande une révolution… Des jeunes gens qui n'ont jamais travaillé, las des reproches de leurs parents, se tuent ou s'en vont vagabonder, ou se démoralisent complètement. On voit des enfants d'une maigreur effrayante, des gens qui chantent lamentablement dans les cours, etc. D'autre part cette question terrible des camps de concentration pour chômeurs ne touche pas les ouvriers qui travaillent – et chez les chômeurs même, sans doute ce régime d'esclavage militaire est-il le seul que puissent supporter les plus démoralisés… Au contraire ceux qui font des sports, de la propagande politique, etc., ne pourront pas le supporter. Mais il est à craindre qu'ils luttent seuls et soient exterminés…

(*La Révolution prolétarienne*,
8e année, n° 134,25 août 1932.)

L'ALLEMAGNE EN ATTENTE

(Impressions d'août et septembre)
(1932)

Celui qui, ces temps-ci, venant de France, arrive en Allemagne, a le sentiment que le train l'a amené d'un monde à un autre, ou plutôt d'une retraite séparée du monde dans le monde véritable. Non pas que Berlin soit en fait moins calme que Paris ; mais le calme même a là-bas quelque chose de tragique. Tout est en attente. Les problèmes concernant la structure de la société humaine se posent. Ils ne se posent pas comme en France, où ils appartiennent à un domaine à part, le domaine de la politique, comme on dit, c'est-à-dire, en somme, le domaine des journaux, des élections, des réunions publiques, des discussions dans les cafés, et où les problèmes réels sont ailleurs pour chacun. En Allemagne, en ce moment, le problème politique est pour chacun le problème qui le touche de plus près. Pour mieux dire, aucun problème concernant ce qu'il y a de plus intime dans la vie de chaque homme n'est formulable, sinon en fonction du problème de la structure sociale. Les révolutionnaires enseignent depuis longtemps que l'individu dépend étroitement, et sous tous les rapports, de la société, laquelle est elle-même constituée essentiellement par des relations économiques ; mais ce n'est là, en période normale, qu'une théorie. En Allemagne cette dépendance est un fait auquel presque chacun se heurte sans cesse plus ou moins fort, mais toujours douloureusement.

La crise a brisé tout ce qui empêche chaque homme de se poser complètement le problème de sa propre destinée, à savoir les habitudes, les traditions, les cadres sociaux stables, la sécurité ; surtout la crise, dans la mesure où on ne la considère pas, en général, comme une interruption passagère dans le développement économique, a fermé toute perspective d'avenir pour chaque homme considéré isolément. En ce moment, cinq millions et demi d'hommes vivent et font vivre leurs enfants grâce aux secours précaires de l'État et de la commune ; plus de deux millions sont à la charge de leur famille, ou mendient, ou volent ; des vieillards en faux col et chapeau melon, qui ont exercé toute leur vie une profession libérale, mendient aux portes des métros et chantent misérablement dans les rues. Mais le tragique de la situation réside moins dans cette misère elle-même que dans le fait qu'aucun homme, si énergique soit-il, ne peut former le moindre espoir d'y échapper par lui-même. Les jeunes surtout, qu'ils

appartiennent à la classe ouvrière ou à la petite bourgeoisie, – eux pour qui la crise constitue l'état de chose normal, le seul qu'ils aient connu, – ne peuvent même pas former une pensée d'avenir quelconque se rapportant à chacun d'eux personnellement. Ils ne peuvent pas, la politique mise à part, former même des projets d'action ; ils sont ou peuvent être, d'un moment à l'autre, réduits à l'oisiveté, ou plutôt à l'agitation harassante et dégradante qui consiste à courir d'une administration à l'autre pour obtenir des secours. Nul n'espère pouvoir, grâce à sa valeur professionnelle, garder ou trouver une place. Cherchent-ils une consolation dans la vie de famille ? Tous les rapports de famille sont aigris par la dépendance absolue dans laquelle se trouve le chômeur par rapport au membre de sa famille qui travaille. Les chômeurs qui ont dans leur famille quelqu'un qui travaille, et les jeunes de moins de vingt ans sans exception, ne touchent aucun secours. Cette dépendance, dont l'amertume est encore accrue par les reproches des parents affolés par la misère, chasse souvent les jeunes chômeurs de la maison paternelle, les pousse au vagabondage et à la mendicité. Quant à fonder soi-même une famille, à se marier, à avoir des enfants, les jeunes Allemands ne peuvent en général même pas en avoir la pensée. La pensée des années à venir n'est remplie pour eux d'aucun contenu.

L'avenir immédiat n'est pas plus sûr que l'avenir lointain. Dans la vie au grand air et au soleil, dans les lacs et les fleuves, dans la gymnastique, la musique, la lecture, dans la responsabilité de la vie publique, enfin dans une fraternelle camaraderie, la meilleure partie de la jeunesse allemande ne trouve qu'une précaire consolation. Chaque chômeur, à mesure que le temps s'écoule, voit les secours qu'il reçoit diminuer, et s'approcher le moment où, chômant depuis trop longtemps, il ne touchera plus rien. Des camps de concentration pour jeunes chômeurs, où l'on travaille sous une discipline militaire pour une solde de soldat (*Arbeitsdienst*), reçoivent ceux qui, étant sans ressources, aiment mieux aller là que de vagabonder misérablement ou d'aller s'engager dans la Légion étrangère française ; ces camps ne recrutent encore que des volontaires ; mais tous les partis réactionnaires parlent d'y envoyer les jeunes chômeurs de force, contraignant ainsi les meilleurs, ceux qui ont su se faire malgré tout une vie humaine à tout abandonner. En somme, le jeune Allemand, ouvrier ou le petit bourgeois, n'a pas un coin de sa vie privée qui soit hors d'atteinte de la crise. Pour lui les perspectives bonnes ou mauvaise, concernant les aspects même les plus intimes de son existence propre se formulent immédiatement comme des perspectives concernant la structure même de la société. Il ne peut même rêver d'un effort à faire pour reprendre son propre sort en main qui n'ait la forme d'une action politique. La somme d'énergie dont la plus grande part est

d'ordinaire absorbée par la défense des intérêts privés se trouve ainsi, dans l'Allemagne actuelle, portée presque tout entière sur les rapports économiques et politiques qui constituent l'ossature de la société elle-même.

*

Cette énergie reste latente. Dans une situation semblable, qui semble répondre parfaitement à la définition d'une situation révolutionnaire, tout demeure passif. L'observateur, frappé par la convergence de toutes les pensées sur le problème politique, est aussitôt frappé, et plus vivement encore, par l'absence d'agitation, de discussions passionnées dans les rues ou les métros, de lecteurs se jetant anxieusement sur leur journal, d'action ébauchée ou seulement concertée. Cette contradiction apparente constitue le caractère essentiel de la situation. Le peuple allemand n'est ni découragé, ni endormi ; il ne se détourne pas de l'action ; et pourtant il n'agit pas ; il attend. La tâche à remplir peut bien faire hésiter. Car le problème qui se pose aux ouvriers allemands n'est pas de l'ordre de ceux qui se posaient, en 1917, aux ouvriers russes, paix à conclure et terre à partager ; non, il s'agit ici de reconstruire toute l'économie sur des fondements nouveaux. Seule peut donner la force de se résoudre à une telle tâche la conscience aiguë qu'il n'y a pas d'autre issue possible. C'est à quoi les jeunes sont amenés tour à tour par une crise qui semble leur ôter toute perspective d'avenir dans le cadre du régime ; mais cette même crise leur ôte aussi, peu à peu, la force de chercher une issue quelconque. Cette vie d'oisiveté et de misère, qui prive les ouvriers de leur dignité de producteurs, qui ôte aux ouvriers qualifiés leur habileté et aux autres toute chance de devenir habiles à quoi que ce soit, cette vie, à l'égard de laquelle il se produit, après deux, trois, quatre ans, une douloureuse accoutumance, ne prépare pas à assumer toutes les responsabilités d'une économie nouvelle.

Les employés de bureau, qui sont peu enclins à se considérer comme solidaires des ouvriers, sont bien moins capables encore que les ouvriers les plus découragés de chercher le salut en eux-mêmes ; et ils forment une partie considérable des salariés et des chômeurs allemands ; la folle prodigalité déployée par le capitalisme allemand en période de haute conjoncture, et qui a produit comme une course à l'accroissement des frais généraux, s'est manifestée aussi dans ce domaine, au point qu'il y a, dit-on, en certaines usines, plus d'employés de bureau que d'ouvriers.

Quant aux ouvriers des entreprises, ils existent encore, si pénible

que soit leur vie, dans les cadres du régime ; ils y vivent mieux que d'autres ; ils ont quelque chose à perdre. Eux aussi, comme les chômeurs, sont de simples fétus dans le remous de la crise capitaliste ; mais ils peuvent, eux, n'y pas penser à tout instant. Une séparation s'établit ainsi entre les chômeurs et eux, qui prive les chômeurs de toute prise sur l'économie, mais qui en même temps les affaiblit eux-mêmes, menacés qu'ils sont par une réserve de travailleurs disponibles presque aussi nombreux que les travailleurs effectifs. Ainsi la crise n'a d'autre effet que de pousser à des sentiments révolutionnaires, mais de ramener ensuite, comme des vagues, des couches toujours nouvelles de la population. Si elle force presque chaque ouvrier ou petit bourgeois allemand à sentir, un moment ou l'autre, toutes ses espérances se briser contre la structure même du système social, elle ne groupe pas le peuple allemand autour des ouvriers résolus à transformer ce système.

Une organisation pourrait, dans une certaine mesure, y suppléer ; et le peuple allemand est le peuple du monde qui s'organise le plus. Les trois seuls partis allemands qui soient, actuellement, des partis de masse, se réclament tous trois d'une révolution qu'ils nomment tous trois *socialiste*. Comment se fait-il donc que les organisations restent, elles aussi, inertes ? Pour le comprendre, il faut les examiner dans leur vie intérieure et dans leurs rapports mutuels. Il faut les examiner surtout dans leur rapport avec les forces conscientes et inconscientes dont le jeu détermine la situation politique ; c'est-à-dire, d'une part, avec les courants que produit la crise elle-même dans la masse de la population, à savoir ceux qui s'accrochent malgré tout au régime, ceux qui désirent aveuglément autre chose, ceux qui veulent tout transformer, ceux qui se laissent vivre sans espoir au jour le jour ; – d'autre part, avec les deux seuls éléments susceptibles d'agir d'une manière méthodique : la fraction révolutionnaire du prolétariat et la grande bourgeoisie.

*

Une révolution ne peut être menée que par des hommes conscients et responsables : on pourrait donc formuler la contradiction essentielle au parti national-socialiste en disant que c'est le parti des révolutionnaires inconscients et irresponsables. Toute crise grave soulève des masses de gens qui étouffent dans le régime qu'ils subissent sans avoir la force de vouloir eux-mêmes le transformer ; ces masses, derrière les révolutionnaires véritables, pourraient constituer une force ; la signification essentielle du mouvement hitlérien consiste en ceci, qu'il en a groupé une grande partie à part, la faisant ainsi nécessairement tomber sous le contrôle du grand capital. Le

mouvement national-socialiste – car les chefs considèrent, avec raison, le terme de mouvement populaire comme préférable à celui de parti – est composé, comme il résulte de son essence même, des intellectuels, d'une large masse de petits bourgeois, d'employés de bureau et de paysans, et d'une partie des chômeurs ; mais, parmi ces derniers, beaucoup sont attirés surtout par le logement, la nourriture et l'argent qu'ils trouvent dans les troupes d'assaut. Le lien entre ces éléments si divers est constitué moins par un système d'idées que par un ensemble de sentiments confus, appuyés par une propagande incohérente. On promet aux campagnes de hauts prix de vente, aux villes la vie à bon marché. Les jeunes gens romanesques sont attirés par des perspectives de lutte, de dévouement, de sacrifice ; les brutes, par la certitude de pouvoir un jour massacrer à volonté. Une certaine unité est néanmoins assurée en apparence par le fanatisme nationaliste, que nourrit, chez les petits bourgeois, un vif regret à l'égard de l'union sacrée d'autrefois, baptisée « socialisme du front » ; ce fanatisme, qu'exaspère une savante démagogie, va parfois, chez les femmes, jusqu'à une fureur presque hystérique contre les ouvriers conscients. Mais, dans l'ensemble du mouvement hitlérien, la propagande nationaliste s'appuie avant tout sur le sentiment que les Allemands éprouvent, à tort ou à raison, d'être écrasés moins par leur propre capitalisme que par le capitalisme des pays victorieux ; il en résulte quelque chose de fort différent du nationalisme sot et cocardier que l'on connaît en France, une propagande qui, essayant en outre de persuader que la plupart des capitalistes d'Allemagne sont juifs, s'efforce de poser les termes de capitaliste et d'Allemand comme deux termes antagonistes. On peut mesurer la puissance de rayonnement que possède en ce moment la classe ouvrière allemande par le fait que le parti hitlérien doit présenter le patriotisme lui-même comme une forme de la lutte contre le capital.

Même sous cette forme, la propagande nationaliste touche assez peu les ouvriers allemands, et les ouvriers hitlériens eux-mêmes. Dans leurs discussions avec les communistes, la question nationale reste le plus souvent au second plan ; au premier plan se posent les questions de classe ; tout au plus se demande-t-on dans quelle mesure il est sage de compter sur les ouvriers des autres pays. Dans l'ensemble, les ouvriers hitlériens sont corrompus par leur participation à un tel mouvement beaucoup moins qu'on ne pourrait s'y attendre. Leur sentiment dominant est une haine violente à l'égard du « système », comme ils disent, haine qui s'étend aussi aux social-démocrates, considérés comme les soutiens du régime, et même aux communistes, accusés de collusion avec la social-démocratie ; car les ouvriers hitlériens, qui se croient engagés dans un mouvement révolutionnaire, s'étonnent sincèrement que les communistes veuillent s'unir aux

réformistes contre eux. De plus, le régime russe leur semble avoir bien des points communs avec le régime capitaliste. « Vous voulez une nation de prolétaires, disent-ils aux communistes ; Hitler veut supprimer le prolétariat. » Que désirent-ils donc ? Un régime idyllique, où les ouvriers, assurés d'une certaine indépendance par la possession d'un lopin de terre, seraient en outre défendus contre les patrons trop rapaces par un État tout-puissant et plein de soins paternels. Quant au programme économique, ils ne s'en inquiètent guère ; il a pu être modifié considérablement à leur insu. Ils se reposent de tous les soucis de réalisation pratique sur celui qu'on nomme « le chef », bien qu'il ne dirige pas grand-chose, c'est-à-dire Hitler. En réalité, ce qui les attire au mouvement national-socialiste, c'est, tout comme les intellectuels et les petits bourgeois, qu'ils y sentent une force. Ils ne se rendent pas compte que cette force n'apparaît si puissante que parce qu'elle n'est pas leur force, parce qu'elle est la force de la classe dominante, leur ennemi capital ; et ils comptent sur cette force pour suppléer à leur propre faiblesse, et réaliser, ils ne savent comment, leur rêve confus.

*

Les social-démocrates sont, au contraire, des gens raisonnables, que la situation n'a pas encore réduits au désespoir, et qui refusent de se lancer dans des aventures. C'est dire que la social-démocratie, bien qu'elle compte dans ses rangs des petits bourgeois et des chômeurs, s'appuie surtout sur des ouvriers qui travaillent. Elle a établi son emprise au cours des années de prospérité, et principalement par l'intermédiaire des syndicats dont elle n'a fait, en somme, au Parlement, que seconder l'action. Les syndicats réformistes, qui comptent quatre millions de membres, qui ont en main le personnel des services publics, des cheminots, des industries-clef, se sont, pendant la période de haute conjoncture, admirablement acquittés de leur tâche, à savoir aménager le mieux possible la vie des ouvriers dans le cadre du régime. Caisses de secours, bibliothèques, écoles, tout a été réalisé dans des proportions grandioses, installé dans des locaux témoignant de la même folle prodigalité dont les capitalistes ont été saisis au même moment. Des organisations ainsi modelées sur le développement de l'économie capitaliste dans ses périodes de stabilité apparente, se sont naturellement attachées à la force qui fait la stabilité du régime, au pouvoir d'État. Aussi, se sont-elles, d'une part, liées à un parti parlementaire, et à un parti qui est allé jusqu'aux plus extrêmes concessions pour rester dans la majorité gouvernementale ; et, d'autre part, elles se sont abritées derrière la loi, acceptant le principe du « tarif », c'est-à-dire les contrats de travail ayant force de

loi et l'arbitrage obligatoire. La crise est venue. Les capitalistes se sont abrités eux-mêmes derrière le principe des tarifs pour attaquer les salaires. Mais plus l'économie capitaliste a été secouée par la crise, plus les organisations syndicales, qui, comme il arrive toujours, voient le but suprême dans leur propre développement, et non dans les services qu'elles peuvent rendre à la classe ouvrière, se sont réfugiées peureusement derrière le seul élément de stabilité, le pouvoir d'État. Elles sont restées à peu près inertes : les syndiqués qui participaient aux grèves dites « sauvages », c'est-à-dire non autorisées par les organisations, étaient exclus.

Vint le 20 juillet, le coup d'État qui ôta brutalement à la social-démocratie ce qui lui restait de pouvoir politique ; toujours même inertie. « C'est que, disaient ouvertement les fonctionnaires syndicaux, nous songeons avant tout au salut des organisations ; or, la réaction politique ne les met pas en péril. Le capitalisme lui-même, à l'état actuel de l'économie, a besoin des syndicats. Le péril hitlérien non plus n'existe pas ; Hitler ne pourrait prendre tout le pouvoir que par un coup d'État, qui ne se heurterait pas seulement à notre résistance, mais aussi à celle de l'appareil gouvernemental. Le seul péril serait d'engager les syndicats dans une lutte politique où l'État les briserait. » Il s'agit en somme, avant tout, d'éviter que s'engage une lutte qui poserait la question : révolution ou fascisme, – lutte qui aboutirait de toute manière à la destruction des organisations réformistes. Pour éviter qu'une telle lutte ne s'engage, et, si elle s'engage, pour la briser, on peut s'attendre que les fonctionnaires de la social-démocratie et des syndicats ne reculeront devant rien. Pour la même raison, ils ne veulent à aucun prix du front unique ; ils ont compris la leçon de 1917 et l'imprudence de Kerensky. En fin de compte, le fascisme semble être moins redoutable à leurs yeux que la révolution.

Les ouvriers qui composent les syndicats réformistes n'ont pas, avec le régime et l'État, les mêmes attaches indissolubles que leurs organisations. Quelques-uns, et surtout les vieux, suivent les syndicats réformistes et s'accrochent au régime ; mais, d'une manière générale, la crise, qui menace à chaque instant les ouvriers qu'elle n'a pas encore réduits au chômage, fait que les ouvriers ne peuvent plus avoir l'illusion d'être chez eux dans le régime. Ainsi, à mesure que les organisations réformistes, sous l'action de la crise, se rattachaient de plus en plus peureusement au régime, les ouvriers, sous l'influence de la même cause, s'en détachaient de plus en plus. Le divorce entre les organisations et leurs membres est donc allé en s'accentuant. Depuis le 20 juillet, surtout, on se met, chose inusitée jusque-là, à discuter dans les réunions intérieures de la social-démocratie ; les jeunes y attaquent violemment la direction, proclament qu'ils ne veulent plus rester passifs sous prétexte qu'il faut éviter la guerre civile, qu'ils veulent

s'entendre avec les ouvriers communistes, et lutter. Mais lutter pour quoi ? Pour la république de Weimar ? La force de la position des chefs réformistes réside en ceci, qu'une lutte peut difficilement s'engager en ce moment sans mettre en question l'existence même du régime. Or la question du régime, les ouvriers social-démocrates n'osent guère la regarder en face. Aussi leur opposition demeure-t-elle sourde, incertaine, dispersée. Certes, quelques-uns d'entre eux s'en vont au mouvement national-socialiste ou au communisme ; mais la plupart restent membres disciplinés, bien que mécontents, de leurs organisations. Qu'ils préfèrent les organisations réformistes au mouvement hitlérien, cela fait leur éloge ; mais qu'est-ce qui les tient éloignés du parti communiste. Où en est le parti communiste allemand ?

Quatre-vingts à quatre-vingt-dix pour cent des membres du parti communiste allemand sont chômeurs. Plus de la moitié des membres a adhéré au parti depuis moins d'un an, plus des quatre cinquièmes depuis moins de deux ans. Ces seuls chiffres permettent d'apprécier la faiblesse du parti par rapport aux tâches qu'il se propose. La crise a pour effet naturel de rendre prudents même les ouvriers hautement qualifiés qui, en période de prospérité, ne craignant pas de perdre leur place, sont les plus disposés à mener une action révolutionnaire ; et elle amène au contraire à des opinions radicales ceux qui n'ont plus rien à perdre : les chômeurs. De même la crise use et remplace très vite des couches successives de révolutionnaires. Mais ces phénomènes produits par la crise dans la classe ouvrière, et qui sont pour elle une cause de faiblesse, se reflètent dans le parti communiste, non pas atténués comme il faudrait pour qu'il constitue un instrument aux mains des ouvriers, mais au contraire grossis. Ce grossissement ne peut être dû qu'à la politique du parti.

Sa politique syndicale, menée selon les deux mots d'ordre contradictoires : « Renforcez les syndicats rouges », et « Travaillez dans les syndicats social-démocrates », a abouti à des syndicats rouges très faibles, et à une influence communiste à peu près nulle dans les syndicats réformistes. Le régime intérieur, régime de dictature bureaucratique sans contrôle de la base, a permis à la direction de mener une politique d'aventures qui a ôté au parti tout crédit dans les entreprises, les ouvriers des entreprises ayant beaucoup plus que les chômeurs la crainte des aventures. Ce même régime intérieur, en rendant la vie impossible aux éléments les plus conscients s'ils ne taisent pas au moins une partie de ce qu'ils pensent, en empêchant que les membres nouveaux, souvent recrutés au hasard, reçoivent une éducation sérieuse, condamne le parti à n'avoir presque que des membres fraîchement acquis. Ainsi le prolétariat allemand n'a comme avant-garde, pour faire la révolution, que des chômeurs, des hommes

privés de toute fonction productrice, rejetés hors du système économique, condamnés à vivre en parasites malgré eux, et qui sont de plus entièrement dépourvus aussi bien d'expérience que de culture politique. Un tel parti peut propager des sentiments de révolte, non se proposer la révolution comme tâche.

Si l'on ajoute que les organisations de sympathisants groupent, elles aussi, surtout des chômeurs, et seulement au nombre d'une ou deux centaines de mille – que le parti n'a même pas construit de solides organisations de chômeurs – qu'il a laissé dissoudre, il y a deux ans, une excellente organisation militaire (R.F.K.), qu'il n'a pu faire vivre illégalement, et dont les membres se trouvent aujourd'hui en partie dans les troupes d'assaut hitlériennes – on reconnaîtra qu'il est difficile d'imaginer une organisation plus faible à l'égard des problèmes que pose toute action.

*

Cette faiblesse intérieure lui rend à la fois indispensable et difficile d'acquérir une influence sur les ouvriers des autres partis. Cependant, la situation intérieure des partis national-socialiste et social-démocrate lui est favorable.

Dans le mouvement hitlérien se trouvent des ouvriers qu'on ne peut nommer conscients, mais qui ont, sinon des conceptions, du moins des sentiments révolutionnaires, qui croient sincèrement dans ce parti nationaliste, servir la révolution. En exposant clairement les contradictions intérieures du parti hitlérien, en dénonçant surtout, avec une vigueur implacable, le caractère contre-révolutionnaire de toute propagande nationaliste, on pourrait, dans une certaine mesure, isoler le parti hitlérien de la classe ouvrière, en détacher même certains éléments petits bourgeois.

Au contraire, les ouvriers social-démocrates, sourdement mécontents de la politique réformiste, n'osent pas s'engager dans la lutte révolutionnaire par une crainte légitime de l'aventure. La polémique ne peut mordre sur eux ; on ne peut les entraîner que par des accords pratiques permettant aux ouvriers social-démocrates et communistes, impuissants séparément, d'accomplir ensemble des actions bien déterminées ; actions qui contribueraient aussi à attirer ceux qui vont au parti hitlérien simplement parce qu'il est le seul à donner l'impression qu'il existe.

Or, par une perversité qui semble diabolique, le parti communiste mène une politique exactement contraire.

Il n'emploie d'autre moyen d'action auprès des social-démocrates que la polémique contre leurs chefs, polémique menée dans le langage le plus violent ; les offres de front unique, faites « à la base », par-dessus la tête des organisations, et dont chacun sait d'avance qu'elles seront rejetées, constituent simplement un aspect de cette polémique. En juillet, sous la pression des ouvriers de la base, et devant la menace des bandes fascistes, on a plusieurs fois réalisé le front unique entre organisations locales ; mais, depuis, si le terme de « social-fasciste » est devenu de moins en moins usité, tout en faisant toujours partie du vocabulaire officiel, le front unique a été pratiquement abandonné. Les propositions d'organisation à organisation ne se sont pas renouvelées.

Avec les hitlériens, au contraire, le parti a longtemps pratiqué une sorte de front unique contre la social-démocratie. Les ouvriers social-démocrates n'ont pas oublié le fameux plébiscite hitlérien, que la bureaucratie communiste s'est soudain avisée de transformer en « plébiscite rouge ». En se donnant ainsi l'apparence de prendre au sérieux les phrases révolutionnaires du parti hitlérien, elle a considérablement encouragé les ouvriers hitlériens dans leur erreur ; mais elle a fait pire ; elle a suivi le mouvement hitlérien sur le terrain national. Le parti a publié comme brochure de propagande, et sans commentaires, le recueil des lettres où l'officier Scheringer expliquait qu'il était passé du national-socialisme au communisme parce que le communisme, par une alliance militaire avec la Russie, était bien mieux capable de servir les fins nationales de l'Allemagne. Sur cette plate-forme, Scheringer a formé un groupe, composé de gens du meilleur monde, et officiellement contrôlé par le parti. Le mot d'ordre de libération nationale (*Volksbefreiung*) tient, dans la propagande du parti, une place souvent aussi importante, parfois plus importante, que les mots d'ordre de lutte sociale. Il faut remarquer que les ouvriers communistes eux-mêmes ne sont pas le moins du monde nationalistes. Mais cette politique les désarme dans leurs discussions avec les ouvriers hitlériens, au cours desquelles on a l'impression qu'ils n'arrivent pas à trouver le point de désaccord. On dirait que le parti communiste fait tout ce qu'il peut pour ne pas laisser apparaître, aux yeux des ouvriers peu cultivés, de caractère qui le distingue du mouvement hitlérien, en dehors d'une extrême faiblesse. Le résultat de toute cette politique est, pour le parti communiste allemand, un isolement complet au sein de la classe ouvrière.

*

Cette situation impose au parti communiste une attitude passive qui

donne à ses mots d'ordre révolutionnaires le caractère de la plus creuse phraséologie. À moitié illégal, sa presse muselée, ses manifestations le plus souvent interdites, il ne peut réagir, de peur d'être réduit à l'illégalité complète. Dans son désarroi, il essaie, dans une situation qui ne laisse place qu'à des luttes de caractère politique, de reprendre contact avec les ouvriers des entreprises sur le terrain des revendications ; ce qui est comique, si l'on songe qu'en France et en Belgique, il tente de donner artificiellement un caractère politique aux grèves revendicatives. Il essaie de cacher son impuissance par des mensonges, des vantardises, des mots d'ordre lancés à vide, tels que le mot d'ordre de grève générale lancé sans préparation le 21 juillet, qu'aucun ouvrier n'a pris au sérieux, et qui n'a fait que rendre le parti ridicule.

Tout cela répand, dans les rangs du parti, un profond découragement. Le succès remporté aux élections ne leur a rendu quelque confiance que grâce aux illusions les plus dangereuses concernant la valeur d'un succès électoral. Malgré ce succès, les ouvriers communistes sont en proie à un vague malaise ; ils se rendent compte que quelque chose ne va pas ; dans les cellules, où on essaie de les absorber dans des tâches de petite envergure, ils élèvent la voix, ils discutent, chose nouvelle depuis quelques années. Mais ils discutent encore timidement ; ils ne posent pas les questions essentielles. Des arguments d'ordre purement sentimental, tels que : « on ne peut pas faire le front unique avec Noske et Grzesinsky », ont facilement prise sur les communistes de fraîche date, sans expérience ni culture historique.

De plus, les communistes de la base n'ont pas, en général, conscience de traverser un moment décisif de l'histoire ; ils ont le sentiment d'avoir beaucoup de temps devant eux, sentiment qui s'explique par la lenteur de l'évolution politique en Allemagne. Ceux qui ont gardé quelque espoir de victoire, s'attendent vaguement qu'un jour une trahison des chefs réformistes, plus scandaleuse que les autres, amènera au parti communiste les masses social-démocrates.

Les petites oppositions communistes essaient en vain de transformer ce sourd malaise en quelque chose d'articulé ; elles-mêmes, d'ailleurs, gardent une attitude quelque peu craintive et plus ou moins ambiguë à l'égard du parti officiel. En général, leurs chefs n'ont d'espoir qu'en un renouveau spontané d'un mouvement révolutionnaire, après une catastrophe où périront les cadres officiels ; il faut faire exception pour le petit groupe trotskyste, qui n'arrive guère à faire plus qu'à répandre la littérature de Trotsky, et pour le parti socialiste ouvrier (S.A.P.). Ce parti, bien que constitué comme opposition social-démocrate, s'est, en fait, orienté vers le mouvement communiste, grâce à l'impulsion de la

base, formée surtout de jeunes ouvriers remarquablement conscients, et sous l'influence de militants de valeur, anciens brandlériens sortis de l'opposition brandlérienne parce que celle-ci, dans les questions russes, se solidarise avec Staline. Mais un vice essentiel, qui tient à sa formation même, frappe ce petit parti d'impuissance ; à la faiblesse numérique d'une secte, il joint l'intolérance d'une organisation de masse. D'une manière générale, les oppositions n'arrivent ni à agir par elles-mêmes, ni à mordre sur le parti officiel. Et celui-ci reste réduit à prêcher la révolution sans pouvoir la préparer.

*

Cette impuissance du parti, qui dit constituer l'avant-garde du prolétariat allemand, pourrait faire conclure, légitimement, en apparence, à l'impuissance du prolétariat allemand lui-même. Mais le parti communiste allemand n'est pas l'organisation des ouvriers allemands résolus à préparer la transformation du régime, bien que ceux-ci en soient ou en aient été membres pour la plupart ; il constitue une organisation de propagande aux mains de la bureaucratie d'État russe, et ses faiblesses sont par là facilement explicables. On comprend sans peine que le parti communiste allemand, armé, par les soins de la bureaucratie russe, de la théorie du « socialisme dans un seul pays », soit en mauvaise posture pour lutter contre le parti qui s'intitule « parti de la révolution allemande ». Il est clair, d'une manière plus générale, que les intérêts de la bureaucratie d'État russe ne coïncident pas avec les intérêts des ouvriers allemands. Ce qui est d'intérêt vital pour ceux-ci, c'est d'arrêter la réaction fasciste ou militaire ; pour l'État russe, c'est simplement d'empêcher que l'Allemagne, quel que soit son régime intérieur, ne se tourne contre la Russie en formant bloc avec la France. De même une révolution ouvrirait des perspectives d'avenir aux ouvriers allemands ; mais elle ne pourrait que troubler la construction de la grande industrie en Russie ; et, de plus, un mouvement révolutionnaire sérieux apporterait nécessairement un secours considérable à l'opposition russe dans sa lutte contre la dictature bureaucratique. Il est donc naturel que la bureaucratie russe, même en cet instant tragique, subordonne tout au souci de conserver sa mainmise sur le mouvement révolutionnaire allemand.

*

Ainsi, les trois partis qui attirent les ouvriers allemands en déployant le drapeau du socialisme sont entre les mains, l'un, du grand

capital, qui a pour seul but d'arrêter, au besoin par une extermination systématique, le mouvement révolutionnaire ; l'autre, avec les syndicats qui l'entourent, de bureaucrates étroitement liés à l'appareil d'État de la classe possédante ; le troisième, d'une bureaucratie d'État étrangère, qui défend ses intérêts de caste et ses intérêts nationaux. Devant les périls qui la menacent, la classe ouvrière allemande se trouve les mains nues. Ou plutôt, on est tenté de se demander s'il ne vaudrait pas mieux pour elle se trouver les mains nues ; les instruments qu'elle croit saisir sont maniés par d'autres, dont les intérêts sont ou contraires, ou tout au moins étrangers aux siens.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la lutte entre les fractions de la bourgeoisie occupe le premier plan dans la politique intérieure allemande. L'extrême obscurité que présentent ces luttes vient de la complexité des rapports entre le parti national-socialiste et la bourgeoise. Quand le grand capital groupe sous son contrôle les révoltés inconscients pour les pousser contre les révolutionnaires, il peut avoir pour objet soit d'exterminer ceux-ci, soit, simplement, de les paralyser. On pouvait ainsi, fin juillet, déterminer deux perspectives.

L'une était celle d'un gouvernement fasciste. C'est là, pour la bourgeoisie, la dernière ressource ; l'avènement au pouvoir des bandes hitlériennes présente le double danger de dresser côte à côte les ouvriers social-démocrates et communistes, et de lancer dans l'action à main armée les ouvriers hitlériens, qui prennent au sérieux la propagande démagogique de leur parti. Le fascisme ne peut être nécessaire à la bourgeoisie allemande qu'au cas où les ouvriers, malgré l'absence d'organisations qui leur appartiennent réellement, menaceraient de l'empêcher de réaliser les mesures économiques qu'elle juge être d'importance vitale dans la crise présente. Il lui faudrait alors engager le combat suprême.

L'autre perspective était celle d'un « gouvernement présidentiel », comme on dit en Allemagne, appuyé sur une union nationale s'étendant des hitlériens aux social-démocrates. Une telle union est possible sur la base du capitalisme d'État. En opposition avec la théorie communiste, les social-démocrates et les hitlériens s'accordent pour affirmer que la première étape vers le socialisme est la nationalisation des banques et des industries-clefs, sans transformation de l'appareil d'État ni organisation du contrôle ouvrier. Or la crise actuelle amène les capitalistes, non certes à accepter un tel programme, mais à chercher à se servir de l'appareil d'État en en faisant jusqu'à un certain point, d'une manière encore obscure pour eux-mêmes, un rouage de l'économie. Dans tous les pays, des économistes bourgeois ont écrit dans ce sens. En Allemagne, où, plus qu'en aucun autre pays, les gouvernements sont intervenus dans la vie économique, sans en

excepter von Papen qui se dit le défenseur de l'économie libérale, cette tendance a trouvé son expression économique la plus achevée dans la revue *Tat*. La revue *Tat* est l'organe des jeunes économistes brillants, représentants du capital financier, qui voient les éléments du régime à venir dans les syndicats et le parti national-socialiste. Les social-démocrates ne cachent pas qu'ils considèrent tout accroissement du pouvoir économique de l'État comme « un morceau de socialisme », et qu'ils sont prêts, pour réaliser ce qu'ils nomment le socialisme, à accepter le concours des hitlériens eux-mêmes. La bourgeoisie semble avoir ainsi un moyen d'établir une sorte de régime fasciste sans massacres ni destruction des organisations syndicales, qui deviendraient simplement une pièce de l'appareil d'État.

Aucune de ces perspectives ne s'est réalisée. Hitler n'a pas le pouvoir. L'industrie lourde, qui le soutenait contre von Papen, l'homme des hobereaux, l'a jusqu'à un certain point abandonné ; elle a diminué les subventions qu'elle lui accorde ; elle a mis son organe, la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, au service du gouvernement ; elle est intervenue auprès de Hindenburg pour l'empêcher de donner le pouvoir à Hitler.

D'autre part, si l'Allemagne a toujours un « gouvernement présidentiel », ce gouvernement est bien loin de s'appuyer sur une coalition nationale ; au contraire, la grande bourgeoisie exceptée, il a toute la nation contre lui. Von Papen a fait comme si le parti hitlérien était un régiment de soldats de plomb qu'on peut à volonté sortir et remettre dans sa boîte ; mais, malheureusement pour la grande bourgeoisie allemande, les hitlériens ne sont pas des soldats de plomb ; ce sont des hommes révoltés et désespérés. Les ouvriers social-démocrates, eux aussi, ne peuvent être entraînés au-delà d'une certaine limite. Aussi assiste-t-on, en ce moment, à ce spectacle étrange d'un gouvernement qui reste au pouvoir malgré l'opposition violente des trois seuls partis de masse, lesquels, tous trois, hitlérien et social-démocrate aussi bien que communiste, soutiennent la vague de grèves que von Papen vient de décréter illégale. Bien que ces grèves soient de petite envergure, les organisations syndicales, si attachées à la légalité, avouent naïvement que la pression des masses les empêche de s'incliner devant ce décret.

Cette situation, exceptionnellement favorable pour les ouvriers révolutionnaires, s'ils sont capables d'en profiter, ne peut pas durer longtemps. L'alternative qui se posait au début d'août se pose encore. Le mouvement hitlérien a perdu, il est vrai, une bonne part de son prestige en cessant d'apparaître comme la force suprême ; mais il pourrait la regagner s'il avait de nouveau le grand capital derrière lui. Si le tournant annoncé par von Papen dans la conjoncture économique

ne se produit pas, si la masse grandissante des chômeurs continue à menacer la bourgeoisie d'une sorte de jacquerie, si les négociations avec la France n'apportent pas de satisfaction sérieuse aux petits bourgeois nationalistes, la grande bourgeoisie se verra sans doute forcée d'avoir de nouveau recours à Hitler. Or, Hitler signifie le massacre organisé, la suppression de toute liberté et de toute culture.

Il y a encore un élément inconnu, en dehors de la conjoncture économique et de la diplomatie ; c'est l'attitude que prendront les ouvriers allemands. Quand on considère abstraitement l'histoire des dernières années, on est tenté de croire que la classe ouvrière allemande, qui a subi passivement toutes les défaites, n'a plus aucune ressource en elle-même. Mais il est impossible de désespérer des ouvriers allemands lorsqu'on les approche. Les jeunes ouvriers aux yeux fiévreux, aux joues creuses, que l'on voit arpenter les rues de Berlin, ne sont pas restés passifs parce qu'ils sont lâches ou inconscients. Qu'après des années de chômage et de misère il n'y ait parmi eux qu'un nombre relativement faible de voleurs et de criminels ; qu'ils soient restés pour la plupart hors du mouvement hitlérien ; que la propagande nationaliste ait à peine pu mordre sur eux, cela ne peut qu'exciter l'admiration. Dans cette situation désespérée, ils ont résisté à toutes les formes de désespoir. Dans leurs moments de tristesse, comme dans leurs moments de gaieté en apparence insouciante, leur maintien, leur langage restent empreints d'une gravité, ou, plutôt, d'un sérieux, qui les fait apparaître, non pas comme accablés par le poids de la misère, mais comme continuellement conscients du sort tragique qui est le leur. Ils n'aperçoivent pas d'issue, mais ils ont conservé, ils conservent, dans la condition inhumaine où ils sont placés, leur dignité d'êtres humains, par une vie saine et une haute culture. Beaucoup, qui ne mangent pas à leur faim, trouvent encore quelques sous pour les organisations sportives, grâce auxquelles ils peuvent s'en aller en bandes joyeuses, hommes et femmes, garçons et filles, vers les lacs et les forêts, marcher, nager, jouir de l'air et du soleil. D'autres se privent de pain pour acheter des livres ; le commerce des livres est un de ceux qui ont le moins souffert de la crise. Le niveau de culture des ouvriers allemands est quelque chose de surprenant pour un Français. En dehors des organisations politiques, il se forme spontanément, parmi les jeunes ouvriers, quelques cercles d'études où on lit les ouvrages classiques du mouvement révolutionnaire, où on écrit, où on discute. Ainsi, supportant une misère écrasante sans se plaindre ni chercher à s'étourdir, la meilleure partie de la classe ouvrière allemande échappe à la déchéance que constitue la condition de chômeur. La passivité même des ouvriers allemands devant les attaques de la réaction politique ne provient que de leur répugnance à se jeter dans

l'aventure ; elle est signe de courage et non de désespoir. Vienne le moment où tous ensemble, ouvriers des entreprises et chômeurs, voudront se soulever, la classe ouvrière apparaîtra dans sa force, avec bien plus d'éclat qu'à Paris en 1871, ou à Saint-Pétersbourg en 1905. Mais qui peut dire si une telle lutte ne se terminerait pas par la défaite qui a écrasé jusqu'ici tous les mouvements spontanés ?

(*La Révolution prolétarienne*, n° 138, 25 octobre 1932 ; *Libres Propos*, nouvelle série, nos 10 et 11, 25 octobre et 25 novembre 1932.)

LA GRÈVE DES TRANSPORTS À BERLIN

(1932)

La grève de Berlin, décidée, sur l'appel des communistes et des hitlériens, et malgré l'opposition des cadres syndicaux, par 78 % des ouvriers, faillit constituer un événement décisif.

Dans un pays où il y a presque huit millions de chômeurs, qui souffrent la plupart de la faim, une grève non soutenue par le syndicat a pu supprimer complètement, et pendant plusieurs jours, tout transport dans la capitale (le chemin de ceinture excepté). Ce résultat a été obtenu grâce à l'appui de la population ouvrière, que la nature même du métier touché par la grève amenait à prendre part à l'action : les ouvriers, les ouvrières de Berlin apportaient à manger aux membres des piquets de grève, et se joignaient à eux pour empêcher le départ des tramways et autobus conduits par des jaunes.

Un semblable mouvement, réalisant ainsi l'union spontanée des forces ouvrières dans la capitale, aurait facilement pu prendre le caractère d'une lutte contre le régime. Aussi, affolée, la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, organe de la grande industrie, jeta-t-elle un cri d'alarme et réclamait-elle une action vigoureuse de la police, en demandant que celle-ci fût « couverte par ses chefs même en cas d'agression ». En même temps le *Vorwärts* présentait tout le mouvement comme une provocation des communistes et des hitlériens unis, provocation qui pouvait, disait-il, servir de prétexte pour un ajournement des élections.

La grève, qui durait encore au moment des élections, apporta au Parti communiste, à Berlin, un succès électoral foudroyant. Un gain de 138 596 voix lui permit de dépasser les hitlériens de plus de 141 000 voix, les social-démocrates de plus de 214 300 voix, alors qu'en juillet il se plaçait au troisième rang. Les hitlériens eux-mêmes, grâce à leur participation active à la grève, perdirent beaucoup moins que dans l'ensemble du pays.

Mais le lendemain, les hitlériens, comme il était à prévoir, donnèrent le mot d'ordre de la reprise du travail, pendant que les cadres syndicaux accentuaient leur pression. Et, immédiatement, le travail reprit.

Ainsi, même à Berlin, même dans les circonstances les plus favorables, le Parti communiste allemand ne remporte qu'un succès

d'ordre électoral. Au moment même d'une victoire éblouissante dans les élections, les faits ont montré que la puissance du Parti communiste, quand il est réduit à ses propres forces, est, dès qu'il s'agit d'une action réelle, exactement nulle.

Cela permet de mesurer la bonne foi ou la perspicacité de *L'Humanité*, selon laquelle les six millions de bulletins communistes représentent : « six millions de combattants pour les luttes extra-parlementaires, six millions de futurs grévistes ».

LES ÉLECTIONS

L'échec de la grève des transports est d'une importance bien plus grande que les élections.

Cependant les élections sont significatives en ce sens que le « gouvernement des barons » avait en quelque sorte posé la question de confiance au peuple allemand.

La réponse est écrasante. Plus de 83 % des voix sont allées aux partis d'opposition (Centre et Partis communiste, social-démocrate et national-socialiste). Plus de 70 % des voix sont allées aux trois partis dont toute la propagande s'était faite, cette fois, sur ce thème commun : « Contre le gouvernement des barons ! Pour le socialisme ! »

Les deux partis de gouvernement (Nationaux-Allemands et Populistes), soutenus par l'appareil d'État, n'ont pourtant gagné ensemble qu'un million deux mille voix, évidemment venues du courant grand-bourgeois qui existait, à côté d'autres courants bien différents, dans le parti hitlérien.

En dehors de cette perte prévue et normale, les hitlériens ont perdu près d'un million de voix. Preuve que leur prestige, diminué par le fait essentiel qu'ils n'ont pas le pouvoir, n'a pu être rétabli par leur démagogie révolutionnaire. Cependant le parti hitlérien ne se désagrège pas, il s'en faut de beaucoup ; il est encore de loin le plus fort.

Le « bloc marxiste », comme disent les hitlériens, n'a perdu que 17 300 voix, ce qui, vu le nombre des abstentions, accroît légèrement son importance relative. Sa composition intérieure a changé. Comme en juillet, le Parti communiste gagne et la Social-Démocratie perd. Comme en juillet les gains de l'un (604 511 voix) équivalent presque exactement aux pertes de l'autre (721 818 voix). Les chiffres de ces gains et pertes atteignent presque ceux de juillet. Le rythme s'accélère donc beaucoup. Cependant la Social-Démocratie, elle aussi, est loin de se désagréger ; elle dépasse encore le Parti communiste de plus de un

million deux cent mille voix.

Il semble probable que ceux des électeurs perdus par Hitler qui ne se sont pas ralliés au gouvernement n'ont en général pas voté, et qu'au contraire les électeurs perdus par la Social-Démocratie ont voté communiste.

L'échec des « barons », le succès des communistes rendent le Parti hitlérien indispensable à la grande bourgeoisie. La *Deutsche Allgemeine Zeitung* s'en aperçoit de plus en plus, et non sans angoisse. Les « barons » devront disparaître, ou s'entendre avec les hitlériens. Si cette entente se fait, comment se fera-t-elle ? Par un « bloc des droites » allant du centre à Hitler ? Par un « gouvernement syndical » allant du chef syndical socialiste Leipart au national-socialiste Gregor Strasser ? La *Deutsche Allgemeine Zeitung*, c'est-à-dire l'industrie lourde, préfère la première solution. De toute manière le danger fasciste, bien qu'il ne soit peut-être pas immédiat, est aussi menaçant que jamais. Tout mouvement avorté qui, comme la grève des transports, effraie la bourgeoisie sans l'affaiblir, le rend plus aigu.

P.-S. – Nous connûmes trop tard la démission de von Papen pour pouvoir la commenter dans ce numéro.

(*La Révolution prolétarienne*,
8e année, n° 140, 25 novembre 1932.)

LA SITUATION EN ALLEMAGNE

(1932-1933)

I

Tous ceux qui ont mis toute leur espérance dans la victoire de la classe ouvrière, tous ceux mêmes qui tiennent à conserver les anciennes conquêtes de la bourgeoisie libérale, doivent avoir en ce moment les yeux tournés vers l'Allemagne. L'Allemagne est le pays où le problème du régime social se pose. Pour nous, en France, et même pour les militants, le problème du régime social est un objet de discours dans les réunions, d'articles dans les journaux, de discussions dans les cafés, tout au plus d'étude théorique ; et, tout le long du jour, il est oublié en faveur des occupations courantes, des petits événements, des passions, des intérêts. Pour la plus grande partie de la population allemande, il n'y a pas de problème plus pressant, plus aigu dans la vie quotidienne.

On voit, en Allemagne, d'anciens ingénieurs qui arrivent à prendre un repas froid par jour en louant des chaises dans les jardins publics ; on voit des vieillards en faux col et en chapeau melon tendre la main à la sortie des métros ou chanter d'une voix cassée par les rues. Des étudiants quittent leurs études et vendent dans la rue des cacahuètes, des allumettes, des lacets ; leurs camarades jusqu'ici plus heureux, mais qui n'ont pour la plupart aucune chance d'obtenir une situation à la fin de leurs études, savent qu'ils peuvent, d'un jour à l'autre, en venir là. Les paysans sont ruinés par les bas prix et les impôts. Les ouvriers des entreprises reçoivent un salaire précaire et misérablement réduit ; chacun s'attend à être un jour ou l'autre rejeté à cette oisiveté forcée qui est le lot de près de la moitié de la classe ouvrière allemande ; ou, pour mieux dire, à l'agitation harassante et dégradante qui consiste à courir d'une administration à l'autre pour faire pointer sa carte et obtenir des secours (*stempeln*). Une fois chômeur, les secours, qui sont proportionnels au salaire touché avant le renvoi, diminuent et diminuent encore jusqu'à devenir à peu près nuls à mesure que s'éloigne le jour où l'on a cessé d'avoir part à la production. Un chômeur, une chômeuse habitant avec un père ou une mère, un mari ou une femme qui travaille, ne reçoit rien. Un chômeur

de moins de vingt ans ne reçoit rien. Cette dépendance complète où est mis le chômeur par l'impossibilité de vivre, sinon aux dépens des siens, aigrit tous les rapports de famille ; souvent cette dépendance, quand elle est rendue insupportable par les reproches de parents qui comprennent mal la situation et que la misère affole, chasse les jeunes chômeurs du logis paternel, les pousse au vagabondage, à la mendicité, parfois au suicide. Quant à fonder soi-même une famille, à se marier, à avoir des enfants, la plupart des jeunes Allemands ne peuvent même pas en avoir la pensée. Que reste-t-il au jeune chômeur qui soit à lui ? Un peu de liberté. Mais cette liberté même est menacée par l'institution de l'*Arbeitsdienst*, travail accompli sous une discipline militaire, pour une simple solde, dans des sortes de camps de concentration pour jeunes chômeurs. Facultatif jusqu'à présent, ce travail peut d'un jour à l'autre devenir obligatoire sous la pression des hitlériens. L'ouvrier, le petit bourgeois allemand, n'a pas un coin de sa vie privée, surtout s'il est jeune, où il ne soit touché ou menacé par les conséquences économiques et politiques de la crise. Les jeunes, pour qui la crise est l'état normal, le seul qu'ils aient connu, ne peuvent même pas y échapper dans leurs rêves. Ils sont privés de tout dans le présent, et ils n'ont pas d'avenir.

C'est en cela que réside le caractère décisif de la situation, et non pas dans la misère elle-même. Le caractère décisif réside en ceci, que d'une part, à tort ou à raison, on croit de moins en moins en Allemagne, et surtout parmi les jeunes au caractère passager de la crise ; et que d'autre part, à la misère générale amenée par la crise, aucun homme, si énergique, si intelligent soit-il, ne peut avoir le moindre espoir d'échapper par ses propres ressources. Une crise faible, en ne chassant guère de l'entreprise que les moins bons ouvriers, employés ou ingénieurs, laisse subsister le sentiment que le sort de chaque individu dépend en grande partie de ses efforts pour se tirer individuellement d'affaire. Une crise intense est essentiellement différente. Ici aussi « la quantité se change en qualité ». En Allemagne, aujourd'hui, presque personne, dans aucune profession, ne peut compter sur sa valeur professionnelle pour trouver ou garder une place. Ainsi chacun se sent sans cesse entièrement au pouvoir du régime et de ses fluctuations ; et inversement, nul ne peut même imaginer un effort à faire pour reprendre son propre sort en main qui n'ait la forme d'une action sur la structure même de la société. Pour presque chaque Allemand, du moins dans la petite bourgeoisie et la classe ouvrière, les perspectives bonnes ou mauvaises concernant les aspects même les plus intimes de sa vie propre se formulent immédiatement, surtout s'il est jeune, comme des perspectives concernant l'avenir du régime. Ainsi la somme d'énergie qui est d'ordinaire, dans un peuple, absorbée presque tout entière par diverses

passions et par la défense des intérêts privés, se trouve, en ce moment, en Allemagne, porter sur les rapports économiques et politiques qui constituent l'ossature même de la Société.

La situation, en Allemagne, peut donc être dite révolutionnaire. Le signe le plus apparent en est que les pensées et les conversations de chacun, y compris les enfants de onze ans, se portent constamment et naturellement sur le problème du régime social, et avec le sérieux et la sincérité propres aux Allemands. Mais on ne voit pas de signe précurseur de la révolution dans les actes. La vague de grèves qui vient de parcourir l'Allemagne, au lieu d'embraser le pays, s'est éteinte grève après grève, y compris cette grève de transports qui avait semblé devoir soulever Berlin. Cependant la situation actuelle dure depuis déjà longtemps. Il faut comprendre que la crise pose le problème d'un nouveau régime de la production, non pas comme pour les Russes en 1917, voilé par d'autres problèmes en apparence plus faciles, mais brutalement, directement, et devant une classe ouvrière non homogène. Les chômeurs, les jeunes surtout, sont presque tous amenés, un moment ou l'autre, par cette crise qui leur ôte toute perspective, à sentir que la seule issue est la transformation du régime de production, mais, à mesure que pour chacun d'eux, le chômage se prolonge, cette même crise finit trop souvent par lui ôter la force de chercher en général une issue. Cette vie d'oisiveté et de misère, qui ôte à l'ouvrier qualifié son habileté, aux jeunes toute possibilité d'apprendre un métier, qui prive les ouvriers de leur dignité de producteurs, qui amène enfin – et c'est ce qu'elle a de pire – après deux, trois, quatre ans, une sorte de douloureuse accoutumance, cette vie ne prépare pas à assumer les responsabilités de tout le système de production. Ainsi la crise amène sans cesse de nouvelles couches ouvrières à la conscience de classe, mais sans cesse aussi les retire, comme la mer amène et retire ses vagues. Le prolétariat allemand est affaibli aussi par le nombre des employés de bureau, nombre qui a été accru par le capitalisme allemand, en période de prospérité, avec la même prodigalité folle qu'il a mise à bâtir ses usines et à renouveler son outillage. Car les employés de bureau, qui forment ainsi une partie considérable des salariés et des chômeurs allemands, sont peu enclins à se serrer autour des ouvriers, et incapables, par leur métier même, de vouloir prendre leur sort en leurs propres mains. Enfin il y a une coupure entre les ouvriers des entreprises et les chômeurs. Les ouvriers des entreprises peuvent malgré tout vivre à la rigueur dans le régime, ils ont quelque chose à perdre et s'y raccrochent ; ils sont, eux aussi, à la merci des remous de la crise, mais peuvent, contrairement aux chômeurs, ne pas en avoir conscience à tout instant. Ce défaut de solidarité ôte aux chômeurs toute prise sur l'économie, en même temps qu'il prive en partie les ouvriers des entreprises de la sécurité nécessaire aux luttes. Ainsi la

crise, si elle force presque chaque ouvrier ou petit bourgeois allemand à sentir, un moment ou l'autre, toutes ses espérances se briser contre la structure même du système social, ne groupe pas par elle-même le peuple allemand autour des ouvriers résolus à transformer ce système. Seule une organisation peut remédier à cette faiblesse. Parmi les organisations qui groupent en si grand nombre les ouvriers allemands, y en a-t-il une qui y remédie en effet ?

C'est là une question de vie et de mort, au sens le plus littéral, pour bien des ouvriers allemands. Lénine, en octobre 1917, remarquait que les périodes révolutionnaires sont celles où les masses inconscientes, tant qu'elles ne sont pas entraînées par l'action dans le sillage des ouvriers conscients, absorbent le plus avidement les poisons contre-révolutionnaires. Le mouvement hitlérien en est un nouvel exemple. Et, en dépit des défaites électorales, tant que la crise durera et qu'un mouvement révolutionnaire n'aura pas triomphé, les troupes d'assaut hitlériennes derrière lesquelles peut se trouver d'un jour à l'autre l'appareil d'État, constituent une menace permanente d'extermination pour les meilleurs ouvriers. Mais, même en dehors de l'éventualité d'une extermination systématique, la crise elle-même, pour peu qu'elle dure encore quelque temps, détruira des générations d'ouvriers allemands, et plus particulièrement les jeunes générations. Déjà, parmi ceux qui ont pu survivre à trois ou quatre ans de chômage, les moins résistants sont amoindris au moral et au physique par la misère et l'oisiveté. Il va falloir traverser un hiver peut-être rigoureux, sans feu, sans repas chauds ; et après cet hiver peut-être un autre encore. Ceux qui n'y mourront pas y laisseront leur santé et leur force. Et la vie des ouvriers allemands est d'importance vitale aussi pour nous. Car, dans cette décomposition de l'économie capitaliste qui menace de détruire, sous une vague de réaction, les conquêtes des ouvriers dans les pays démocratiques et peut-être même en U.R.S.S., notre plus grand espoir réside dans cette classe ouvrière allemande, la plus mûre, la plus disciplinée, la plus cultivée du monde ; et plus particulièrement dans la jeunesse ouvrière d'Allemagne.

Rien n'est plus écrasant que la vie de dépendance, d'oisiveté et de privations qui est faite aux jeunes ouvriers allemands ; et l'on ne peut rien imaginer de plus courageux, de plus lucide, de plus fraternel que les meilleurs d'entre eux, en dépit de cette vie. Le vol, le crime, ont, malgré la misère, peu de prise en somme, l'agitation fasciste de son côté a relativement peu d'influence sur cette jeunesse. Ils ne cherchent pas à s'étourdir ; ils ne se plaignent pas ; ils résistent, dans cette situation sans espoir, à toutes les formes de désespoir. Ils cherchent en général avec plus ou moins d'énergie, et les meilleurs y arrivent pleinement, à se faire, dans la condition inhumaine où ils sont placés, une vie humaine. Ils n'ont pas de quoi manger à leur faim ; mais

beaucoup se privent de ce qui est nécessaire à la vie pour se procurer ce qui la rend digne d'être vécue. Ils trouvent quelques sous pour rester dans les organisations sportives qui les emmènent, garçons et filles, en bandes, malgré tout joyeuses, aux forêts, aux lacs, se livrer aux joies saines et gratuites que procurent l'eau, l'air, le soleil. Ils rognent sur la nourriture pour acheter des livres ; certains forment des cercles d'études où on lit les classiques du mouvement révolutionnaire, où on écrit, où on discute. Il n'est pas rare de trouver parmi eux des esprits plus cultivés que certains bourgeois soi-disant instruits de chez nous. Mais ce qui est plus frappant encore, c'est le degré auquel cette jeunesse est consciente d'elle-même. Il n'y a en France que des jeunes et des vieux ; là-bas, il y a une jeunesse. Chez ces jeunes ouvrières au teint bronzé, chez ces jeunes ouvriers aux yeux fiévreux, aux joues creuses, que l'on voit arpenter les rues de Berlin, l'on sent à tous moments, sous la tristesse comme sous l'insouciance apparente, un sérieux qui est le contraire du désespoir, une pleine et continuelle conscience du sort tragique qui leur est fait ; une continuelle conscience du poids dont pèse sur eux, de manière à écraser toutes leurs aspirations, ce vieux régime qu'ils n'ont pas accepté. Le fait que le régime, en cette période de crise, les prive complètement de ces perspectives d'avenir qui sont le privilège naturel de la jeunesse rend, par contraste, plus aiguë la conscience qu'ils ont de renfermer en eux un avenir. Et ils renferment en eux un avenir. Si notre régime en décomposition contient des hommes capables de nous donner quelque chose de nouveau, c'est cette génération de jeunes ouvriers allemands. À condition toutefois que les bandes fascistes, ou plus simplement le froid et la faim, ne leur ôtent pas soit la vie, soit du moins cette énergie qui est le ressort de la vie.

Nous ne sommes, nous ne pouvons guère être que spectateurs dans ce drame. Portons-y du moins l'attention qu'il mérite. Et tout d'abord, faisons le bilan de la situation, établissons le rapport des forces.

(*L'École émancipée*, 23e année, n° 10, 4 décembre 1932.)

II

Le 6 novembre, alors que la grande bourgeoisie massait toutes ses forces derrière le gouvernement von Papen, 70 % des votants se sont prononcés pour les mots d'ordre : « Contre le gouvernement des barons ! Contre les exploiteurs ! Vers le socialisme ! » Et la grande bourgeoisie continue à régner sur l'Allemagne. Pourtant, sept dixièmes de la population, c'est une force pour le socialisme ! Mais ces sept

dixièmes se partagent entre trois partis.

LE MOUVEMENT HITLÉRIEN

De ces trois partis, le plus fort de beaucoup est le parti national-socialiste. Bien que, du 31 juillet au 6 novembre, il ait perdu des voix, il groupait encore derrière lui, à cette dernière date, le tiers des votants. Le caractère fondamental du mouvement national-socialiste, et qui le rend presque incompréhensible pour un Français, c'est l'incohérence ; une incohérence inouïe, qui n'est qu'un reflet de l'incohérence essentielle au peuple allemand dans sa situation présente. Incohérence, d'abord, dans la composition sociale du mouvement. Toute crise grave soulève, dans toutes les couches d'une population, les plus hautes exceptées, des masses en révolte ; parmi ces masses, il se trouve des hommes qui sont capables d'être les artisans conscients et responsables d'un régime nouveau. Mais il y a, en plus grand nombre, des hommes inconscients et irresponsables, qui ne savent que désirer aveuglément la fin du régime qui les écrase. Groupés derrière les premiers, ils constituent une force révolutionnaire ; mais si un homme arrive, comme c'est le cas pour Hitler, à en grouper à part la plus grande partie, ils tombent nécessairement sous le contrôle du grand capital, au service duquel ils forment des bandes armées pour la pire réaction, pour la dictature, pour les pogroms. Telle étant la nature du mouvement hitlérien, il groupe ceux qui sentent le poids du régime sans pouvoir compter sur eux-mêmes pour le transformer ; la plupart des intellectuels, de larges masses dans la petite bourgeoisie de la ville et des champs, presque tous les ouvriers agricoles ; enfin un certain nombre d'ouvriers des villes, presque tous chômeurs. Parmi ces derniers, qui sont au moins en partie dans les troupes d'assauts en qualité de simples mercenaires, on trouve beaucoup d'adolescents de quinze à dix-huit ans, qui appartiennent à peine à la classe ouvrière ; car ils ont trouvé la crise au sortir de l'école, et, pour eux, il n'a jamais été même question de travailler. Si on ajoute de grands bourgeois, la plupart dans la coulisse, mais quelques-uns membres du parti, et un ou deux princes, on aura un tableau complet du mouvement hitlérien.

La propagande n'est pas moins incohérente. On attire les jeunes garçons romanesques, par des perspectives de luttes héroïques, de dévouement, et les brutes par la promesse implicite qu'ils pourront un jour frapper et massacrer à tort et à travers. On promet aux campagnes de hauts prix de vente, aux villes la vie à bon marché. Mais l'incohérence de la politique hitlérienne apparaît surtout dans les rapports entre le parti national-socialiste et les autres partis. Le parti

avec lequel les hitlériens ont un lien essentiel, c'est le parti national-allemand, celui de la grande bourgeoisie, celui qui soutient les « barons » ; comme les « barons », les hitlériens ont pour but fondamental la lutte à mort contre le mouvement communiste, l'écrasement de toute résistance ouvrière ; ils se proclament défenseurs de la propriété privée, de la famille, de la religion, et adversaires irréductibles de la lutte des classes. Mais ils se trouvent séparés des partis de la grande bourgeoisie par la composition sociale du mouvement, par la démagogie qui en résulte, et par les ambitions personnelles des chefs. Et, d'autre part, il se trouve, si surprenant que cela puisse sembler, entre le mouvement hitlérien et le mouvement communiste, des ressemblances si frappantes qu'après les élections la presse hitlérienne a dû consacrer un long article à démentir le bruit de pourparlers entre hitlériens et communistes en vue d'un gouvernement de coalition. C'est que, du mois d'août au 6 novembre, les mots d'ordre des deux partis ont été presque identiques. Les hitlériens, eux aussi, déclament contre l'exploitation, les bas salaires, la misère des chômeurs. Leur mot d'ordre principal, c'est « contre le système » ; la transformation du système, eux aussi l'appellent révolution ; le système à venir, eux aussi l'appellent socialisme. Bien que le parti hitlérien nie la lutte des classes, et qu'il emploie souvent ses troupes d'assaut à briser les grèves, il peut fort bien aussi, comme on l'a vu lors de la grève des transports de Berlin, publier, en faveur d'une grève, des articles de la dernière violence, lancer des mots d'ordre impliquant une lutte acharnée des classes, traiter les réformistes de traîtres. Quant aux social-démocrates, que les hitlériens accusent de trahir à la fois l'Allemagne, comme internationalistes, et le prolétariat, comme réformistes, il y a entre eux et le national-socialisme un point commun, qui est d'importance ; c'est le programme économique. Pour le parti national-socialiste comme pour la social-démocratie, le socialisme n'est que la direction d'une partie plus ou moins considérable de l'économie par l'État, sans transformation préalable de l'appareil d'État, sans organisation d'un contrôle ouvrier effectif ; c'est, par suite, un simple capitalisme d'État. Sur cette communauté de vues se fonde une tendance vers un gouvernement qui se transformerait, d'une manière encore indéterminée, en un rouage essentiel de l'économie, en s'appuyant à la fois sur les syndicats social-démocrates et sur le mouvement national-socialiste. Leipart, dans la bureaucratie syndicale ; Gregor Strasser, chez les hitlériens, soutiennent cette tendance, que défendent, au nom du capital financier, quelques jeunes et brillants économistes groupés autour de la revue *die Tat*, et dont le principal représentant est, dit-on, von Schleicher lui-même.

Ce mouvement si disparate semble, à première vue, trouver une sorte d'unité dans le fanatisme nationaliste, qui va jusqu'à l'hystérie

chez certaines petites bourgeoises, et au moyen duquel on essaie de ressusciter l'union sacrée d'autrefois, baptisée « socialisme du front ». Mais on n'y réussit guère. La propagande nationaliste ne se suffit pas à elle-même. Les hitlériens doivent profiter du sentiment commun à tous les Allemands, que leur peuple n'est pas seulement écrasé par l'oppression du capitalisme allemand, mais aussi par le poids supplémentaire dont pèse, sur toute l'économie allemande, l'oppression des nations victorieuses ; et ils s'efforcent de faire croire, d'une part que ce dernier poids est de beaucoup le plus écrasant, d'autre part que le caractère oppressif du capitalisme allemand est dû uniquement aux juifs. Il en résulte un patriotisme bien différent du nationalisme sot et cocardier que nous connaissons en France ; un patriotisme fondé sur le sentiment que les nations victorieuses, et surtout la France, représentent le système actuel, et l'Allemagne, toutes les valeurs humaines écrasées par le régime ; sur le sentiment, en somme, d'une opposition radicale entre les termes d'Allemand et de capitaliste. On ne peut qu'admirer la puissance de rayonnement que possède en ce moment, en Allemagne, le prolétariat, quand on voit que le parti hitlérien, qui est aux mains de la grande bourgeoisie et recrute surtout des petits bourgeois, doit présenter le patriotisme même comme une simple forme de la lutte contre le capital. Ce qui est plus beau encore, c'est que, dans une semblable situation, cette propagande ait en somme peu de prise sur les ouvriers, y compris les ouvriers hitlériens. Ceux-ci, dans leurs discussions fréquentes, et parfois presque amicales, avec les communistes, les raillent bien pour leurs illusions concernant une soi-disant solidarité internationale qui n'existe pas ; ils ne les accusent pas de trahir la patrie. Même quand ils combattent les communistes, les ouvriers hitlériens laissent en général la question nationale au second plan, et restent sur le terrain des intérêts ouvriers. Ils accusent le gouvernement russe de rendre les ouvriers russes malheureux, alors que Hitler rendrait les ouvriers allemands heureux, en donnant à chacun un lopin de terre, et en les protégeant paternellement contre les exigences exagérées du patronat ; et ils reprochent amèrement aux communistes allemands de trahir la révolution, quand ils se rangent aux côtés des social-démocrates, ces soutiens du régime, contre eux, ouvriers hitlériens, qui se croient sincèrement de bons révolutionnaires.

En somme la propagande hitlérienne, tout en donnant aux ouvriers qu'elle touche les idées les plus confuses, et en les empêchant d'atteindre à une véritable conscience de classe, leur laisse leur esprit ouvrier. Un ouvrier allemand, même hitlérien, reste avant tout un ouvrier. Et surtout les jeunes ouvriers gardent intact, dans le mouvement hitlérien, ce sentiment qui est au cœur de toute la jeunesse ouvrière allemande, ce sentiment impérieux d'un avenir qui leur

appartient, auquel ils ont droit, dont les coupe impitoyablement le système social, et pour lequel il leur faut briser le système. Les petits bourgeois hitlériens, de leur côté, restent des petits bourgeois, ballottés entre l'influence de la grande bourgeoisie, et l'influence, nettement plus forte en ce moment, du prolétariat. Les grands bourgeois restent, dans le mouvement hitlérien, de grands bourgeois, les aristocrates des aristocrates ; quant aux simples brutes qui, quelle que soit leur classe sociale, y sont facilement attirées, elles restent de simples brutes ; Hitler est arrivé à réunir, dans son mouvement, toutes les classes ; il n'est nullement arrivé à les fondre. Mais, plus ce parti est disparate, plus sa politique comporte de contradictions essentielles, plus il faut que quelque chose maintienne ces éléments si divers en un seul bloc. Mais quoi ?

Ce qui unit les membres du mouvement hitlérien, c'est tout d'abord l'avenir que celui-ci leur promet. Quel avenir ? Un avenir qui n'est pas décrit, ou l'est de plusieurs manières contradictoires, et peut être ainsi pour chacun de la couleur de ses rêves. Mais, ce dont on est sûr, c'est que ce sera un système neuf, un « troisième reich », quelque chose qui ne ressemblera ni au passé, ni surtout au présent. Et ce qui attire, vers cet avenir confus, intellectuels, petits bourgeois, employés, chômeurs, c'est qu'ils sentent, dans le parti qui le leur promet, une force. Cette force éclate partout, dans les défilés en uniforme, dans les attentats, dans les avions employés pour la propagande ; et tous ces faibles vont vers cette force comme des mouches vers la flamme. Ils ne savent pas que, si cette force apparaît comme si puissante, c'est qu'elle est la force, non de ceux qui préparent l'avenir, mais de ceux qui règnent sur le présent. La perspective d'un avenir indéterminé, le sentiment d'une force inconnue, en voilà plus qu'il ne faut pour conduire, en bandes disciplinées, ces désespérés, qui ont soif d'une transformation sociale, au massacre de tous ceux qui préparent cette transformation.

Mais ce danger n'est-il pas écarté ? Le mouvement hitlérien n'est-il pas en pleine décadence ? Et les ouvriers hitlériens ne sont-ils pas convertis à la pratique de la lutte des classes ?

Sans aucun doute le mouvement hitlérien est affaibli. Cet affaiblissement est moins dû à la résistance ouvrière qu'aux luttes des fractions bourgeoises. En juillet les hobereaux ont placé en face de Hitler, au lieu du faible gouvernement de Brüning, le gouvernement autoritaire de von Papen. En août, l'industrie lourde, sans tout à fait abandonner Hitler, est venue, elle aussi, se ranger derrière von Papen. Dès que Hitler a cessé d'apparaître comme la plus grande force, il a perdu une bonne partie de son prestige ; c'est ce qui explique son recul le 6 novembre. Mais, vis-à-vis de la grande bourgeoisie, cet affaiblissement rapide constitue un moyen de chantage qui est une

force. La grande bourgeoisie voudrait se servir de Hitler sans lui livrer le gouvernement. Mais, si elle continuait à le laisser à l'écart, comme elle a fait d'août à décembre, le mouvement hitlérien se décomposerait, et elle se trouverait isolée, coupée des masses, devant la vague grandissante du mécontentement ouvrier. En dépit de ses mitrailleuses, elle serait sans doute alors perdue, à moins d'un retour rapide de la prospérité industrielle, fort improbable en Allemagne. Il faut d'autant moins espérer une tactique aussi folle, de la part de la grande bourgeoisie, que la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, organe de l'industrie lourde, ne cesse, depuis le début de novembre, de mettre en garde contre ce péril, et de demander une concentration nationale. Von Schleicher va essayer d'avoir l'appui plus ou moins avoué, soit des hitlériens seuls, en vue d'un bloc national, soit des hitlériens et des syndicats ensemble, en vue d'un « gouvernement syndical ». Si les hitlériens, sous l'influence des sentiments révolutionnaires de la base et des ambitions personnelles des chefs, refusent toute négociation, on ne voit pas d'autre issue, pour la grande bourgeoisie, qu'un gouvernement hitlérien ; c'est-à-dire la suppression des organisations ouvrières et le massacre organisé.

Quant aux actions révolutionnaires des hitlériens, toute illusion à ce sujet serait dangereuse. Elles constituent, elles aussi, un moyen de chantage vis-à-vis de la grande bourgeoisie. Le parti hitlérien a soutenu, avec les communistes, la vague de grèves qui a répondu aux décrets-lois de von Papen, et en particulier cette grève des transports qui a bouleversé Berlin au début de novembre, à laquelle toute la population a pris part et qui a fait pousser à la *Deutsche Allgemeine Zeitung* des cris d'alarme. C'était là un moyen pour le parti national-socialiste, à la fois d'acquérir des voix ouvrières et de rappeler à la grande bourgeoisie qu'il lui était indispensable ; et, si l'on juge par les commentaires de la *Deutsche Allgemeine Zeitung*, cela réussit parfaitement. Au lendemain des élections, la grève, combattue déjà depuis plusieurs jours par la bureaucratie syndicale, devenait, pour Hitler aussi, embarrassante et dangereuse ; elle se termina aussitôt, et par une défaite. La veille encore, la presse hitlérienne lançait des mots d'ordre identiques à ceux des communistes ; le lendemain elle commençait une série d'articles retentissants, destinés à prouver que Hitler seul pouvait anéantir le communisme en Allemagne. Quant aux grévistes eux-mêmes, le fait que des ouvriers hitlériens sont en grève ne garantit nullement, tant que la crève ne constitue pas une infraction à la discipline du parti, que ces mêmes ouvriers ne mettront pas la même violence, quelques mois plus tard, à réprimer des grèves ; il suffirait que le parti hitlérien ait, entre-temps, pris part au pouvoir. Et ces ouvriers croiraient continuer à servir leur classe, tout comme l'ont cru, à meilleur titre, les ouvriers bolcheviks qui, après Octobre, ont

réprimé des mouvements anarchistes. Ainsi, pour les communistes, le fait d'avoir entraîné des ouvriers hitlériens à leurs côtés dans une lutte ne constitue pas un succès, tant qu'ils ne les ont pas détachés de leur parti. On peut même dire que le front unique entre communistes et ouvriers hitlériens, tant qu'il ne s'étend pas aux ouvriers social-démocrates, augmente, aux yeux des masses ouvrières, le prestige de Hitler ; les élections du 6 novembre l'ont montré à Berlin.

Il n'y a qu'un moyen, pour les ouvriers conscients, de vaincre le mouvement hitlérien ; c'est d'une part de faire comprendre aux masses qu'un mouvement nationaliste, fondé sur l'union des classes, ne peut apporter aucun système nouveau ; d'autre part de leur faire sentir l'existence, en face de la force hitlérienne, d'une autre force, celle du prolétariat groupé dans ses organisations propres.

Mais, dès qu'on a énoncé ce programme, on s'étonne qu'il ne soit pas déjà rempli, et le mouvement hitlérien décomposé. Nul peuple n'est plus accessible à la bonne propagande que le peuple allemand, qui lit et réfléchit tant. Quant à la question de force, les syndicats allemands groupent quatre millions d'ouvriers, et il y a eu, le 6 novembre, six millions de voix communistes.

Que manque-t-il au mouvement ouvrier allemand ? Pour le comprendre il faut l'examiner sous son double aspect, réformiste et révolutionnaire.

(*L'École émancipée*, 23e année, n° 12, 18 décembre 1932.)

III

LE RÉFORMISME ALLEMAND

À la révolution, écrivait Marx en 1848, « les prolétaires n'ont rien à perdre, que leurs chaînes. Et c'est un monde qu'ils ont à y gagner ». Le réformisme repose sur la négation de cette formule. La force du réformisme allemand repose sur le fait que le mouvement ouvrier allemand est le mouvement d'un prolétariat pour qui, longtemps, cette formule ne s'est pas vérifiée ; qui, longtemps, a eu à l'intérieur du régime quelque chose à conserver.

Le mouvement ouvrier, qui, de 1792 à 1871, s'était développé surtout en France, et sous une forme aventureuse, violente, presque toujours inégale, et d'ailleurs anarchique, a trouvé, après 1871, une sorte de patrie dans l'Allemagne ; mais, là, il a pris une forme prudente, méthodique, soigneusement organisée et presque toujours

légale. Les ouvriers allemands se sont organisés au début de la période impérialiste ; ils ont profité de ce nouvel essor de l'économie capitaliste pour conquérir, dans les cadres du régime, une condition plus humaine. Interrompu par la misère de la guerre et de l'après-guerre, et l'essor révolutionnaire qui en a résulté, ce mouvement a repris après octobre 1923, une fois que cet essor révolutionnaire se fut brisé ; et il trouva, de 1924 à 1929, un excellent terrain de développement dans une Allemagne à qui la prospérité économique donnait en quelque sorte le vertige. On peut dire qu'en Allemagne l'organisation ouvrière dans les limites de la légalité capitaliste a donné sa pleine mesure. Les résultats ne sont pas à dédaigner. En ce moment, malgré plus de quatre ans de crise, la Confédération générale du travail compte, là-bas, plus de quatre millions de membres ; les entreprises qui n'emploient que des syndiqués ne sont pas rares ; les industries-clefs, les chemins de fer, les entreprises d'État sont, par la proportion des ouvriers syndiqués qui y travaillent, aux mains de la Confédération. Cette organisation formidable a assuré aux ouvriers allemands, pendant la période de bonne conjoncture, des salaires assez élevés. Mais le groupement des ouvriers dans l'entreprise n'est qu'une partie de l'activité déployée par les syndicats allemands pour augmenter le bien-être des ouvriers. Les cotisations servent à alimenter des caisses de secours nombreuses et très riches. D'autre part des bibliothèques syndicales, des écoles syndicales où des ouvriers, choisis par les syndicats, peuvent séjourner aux frais des caisses syndicales, des associations de libres penseurs et des groupements sportifs qui sont organiquement liés aux syndicats permettent aux ouvriers de consacrer leurs loisirs à la culture de l'esprit et du corps. Tout cela est organisé de manière à exciter l'admiration, et installé dans de somptueux bâtiments, où l'on retrouve la même prodigalité presque folle que les capitalistes ont déployée de leur côté au moment de la bonne conjoncture. Il faut reconnaître que le réformisme allemand a merveilleusement accompli sa tâche, qui consiste à aménager la vie des ouvriers aussi humainement qu'il est possible de le faire à l'intérieur du régime capitaliste. Il n'a pas délivré les ouvriers allemands de leurs chaînes, mais il leur a procuré des biens précieux ; un peu de bien-être, un peu de loisir, des possibilités de culture.

Mais les organisations syndicales allemandes n'ont pas seulement dû s'adapter aux conditions créées par le régime ; par la force des choses, elles se sont liées au régime par des liens qu'elles ne peuvent briser. Elles se sont développées avec le régime, elles en ont pour ainsi dire épousé les formes ; elles ne peuvent exister qu'à l'intérieur du système capitaliste, et à l'ombre du pouvoir qui est le gardien de l'ordre actuel, du pouvoir d'État. Il va de soi que pour ces bureaux, ces écoles, ces bibliothèques qui s'étalent dans de si beaux bâtiments, une

existence illégale n'est même pas concevable. Quant aux caisses syndicales, leur richesse même les met sous la dépendance de l'État, gardien des capitaux.

« Les biens des syndicats », écrit l'organe syndical *die Arbeit*, « sont, pour la plupart, placés en bons hypothécaires. Pour se procurer des disponibilités, les syndicats sont obligés d'engager ces bons à la Reichsbank, ou de les vendre en Bourse. Le gouvernement peut fermer ces deux voies si les syndicats dépensent cet argent, non pas pour des secours sociaux, mais pour financer de grandes luttes. »

Ainsi les syndicats sont enchaînés à l'appareil d'État par des chaînes d'or ; et par ces mêmes chaînes d'or, qu'ils ont eux-mêmes forgées, les ouvriers sont, à leur tour, enchaînés à l'appareil syndical, et, par cet intermédiaire, à l'appareil d'État. Car l'exclusion, arme fréquemment employée par l'appareil syndical contre les ouvriers qui voudraient l'orienter vers la lutte contre l'État, constitue une véritable peine ; l'ouvrier exclu perd ses droits à l'assistance de ces caisses de secours pour lesquelles il a versé des cotisations si lourdes. Quant aux organisations qui sont liées à la confédération syndicale, elles adoptent nécessairement, à l'égard de l'État, une attitude analogue. C'est le cas du parti social-démocrate. Les syndicalistes purs essayent parfois de rejeter la responsabilité de la ligne politique suivie par les syndicats allemands sur la social-démocratie, dont sont membres tous les militants du mouvement syndical. Mais, dès avant la guerre, les syndicats allemands étaient bien plus éloignés encore que la social-démocratie d'une attitude de combat à l'égard du régime ; et aujourd'hui, il en est encore de même. Loin que le parti social-démocrate dirige le mouvement syndical, on peut dire qu'il est plutôt l'expression parlementaire des relations qui existent entre l'appareil syndical et l'appareil d'État ; l'on verra que les événements des 20 et 27 juillet 1932 en fournissent l'exemple. C'est la structure même des syndicats allemands qui leur interdit de se détacher du système social actuel, sous peine de se briser. Vienne une étape de l'économie capitaliste ou la formule de Marx se trouve vérifiée, où le régime prive les ouvriers de tout, sauf de leurs chaînes, il est impossible que les syndicats allemands changent de destination, et deviennent des instruments propres à briser le régime ; pas plus qu'une lime ne peut, en cas de besoin, se transformer en marteau.

Or, ce moment semble venu. Ou du moins il est incontestable que, pour la durée de la crise, et, d'une manière générale, dans la mesure où l'économie capitaliste est destinée, même après la fin de la crise actuelle, à demeurer, comme la plupart des gens le pensent, dans un état de crise latent, la formule citée plus haut est vérifiée. Et, à mesure que la crise secouait plus durement le régime capitaliste, les syndicats

allemands, loin de se détacher du régime, se sont en effet accrochés de plus en plus peureusement au seul élément de stabilité, au pouvoir d'État.

Il y a plusieurs années déjà que la confédération syndicale allemande a ouvertement subordonné son action à l'État en acceptant ce que les Allemands appellent le « principe des tarifs ». Selon ce principe, tout contrat de travail a force de loi, tout conflit est obligatoirement porté devant un tribunal d'arbitrage dont la décision a également force de loi. Si les ouvriers veulent faire grève sans que les patrons aient violé les conditions imposées par le contrat de travail ou la décision arbitrale, les syndicats, liés par la « Friedenspflicht » (littéralement : devoir de paix), doivent s'y opposer, sous peine de tomber dans l'illégalité. Bien entendu, l'appareil syndical respecte scrupuleusement la « Friedenspflicht », non seulement en privant de secours toutes les grèves dites sauvages, c'est-à-dire non approuvées par le syndicat, mais encore en excluant, de temps en temps, les syndiqués qui y participent. Cette loi des tarifs, qui devait, disait-on, protéger les ouvriers contre l'arbitraire patronal, a, en fait, servi de bouclier aux entrepreneurs dans leurs attaques contre les salaires. Quant au parti social-démocrate, on sait comment, de son côté, sous le gouvernement Brüning, il a constamment capitulé ; au moment du renouvellement des contrats de travail, il a laissé Brüning diminuer tous les salaires par décret-loi. Le résultat de cette politique, c'est qu'au moment où Brüning perdait le pouvoir, les ouvriers des entreprises avaient passé, presque sans résistance, d'un niveau de vie assez élevé à une condition misérable.

Vint le gouvernement von Papen et le coup d'État du 20 juillet, qui, en chassant brutalement la social-démocratie du gouvernement de Prusse, lui ôta ce qui lui restait de pouvoir politique. On attendait une vigoureuse résistance. En 1920, la social-démocratie allemande avait montré, lors du coup d'État de Kapp, combien elle était capable de vigueur. En juillet 1932, elle resta inerte. Pourquoi ? Dans des conversations particulières, les militants des syndicats s'en expliquaient ainsi, dévoilant du même coup les rapports véritables entre la social-démocratie, les organisations syndicales et l'État : « Le salut de nos organisations, c'est la considération qui prime toutes les autres à nos yeux. La réaction politique, en elle-même, ne les met aucunement en péril. Dans l'étape présente de son développement, c'est l'économie capitaliste elle-même qui a besoin des syndicats ouvriers. Quant à Hitler, nous ne le craignons pas ; s'il tentait un coup d'État, il trouverait devant lui nous-mêmes d'un côté, et l'appareil gouvernemental de l'autre. »

La conclusion était que la seule chose à craindre, pour les

organisations syndicales, c’est une lutte entre elles et l’État, lutte où elles seraient infailliblement brisées.

Les syndicats durent pourtant sortir de leur passivité quand les décrets-lois des 4 et 5 octobre autorisèrent les entrepreneurs, en certains cas, à abaisser les salaires au-dessous du tarif indiqué par le contrat de travail. L’une après l’autre, les entreprises touchées par le décret firent grève. Les syndicats approuvèrent ces grèves dans la mesure où elles s’appuyaient sur le principe des tarifs, et, par suite, n’étaient pas contraires à la « Friedenspflicht » ; mais, toujours pour respecter la « Friedenspflicht », les syndicats firent ouvertement tout ce qu’ils purent pour empêcher chaque grève, soit de s’étendre à d’autres objectifs que la lutte contre le décret-loi, soit de sortir des limites de l’entreprise en se liant avec les mouvements parallèles. Ils y réussirent, et d’autant plus facilement que les patrons, alléchés par les primes à la production que venait d’établir von Papen, cédaient en général tout de suite. Certains entrepreneurs eurent recours au tribunal d’arbitrage, qui, bien entendu, leur donnait raison ; le syndicat, toujours en vertu de la « Friedenspflicht », brisait alors la grève. La grève ne fut difficile à briser que dans un cas, celui du fameux mouvement des transports de Berlin ; communistes et hitlériens unis réussirent alors à arrêter complètement, et pendant plusieurs jours, tramways, autobus et métros ; mais, le 8 novembre, les grévistes des transports reprenaient à leur tour le travail, et sans avoir rien obtenu.

La crise ministérielle déterminée par les élections du 6 novembre marque le début d’une nouvelle étape dans l’histoire des rapports entre le réformisme allemand et l’État. La social-démocratie annonçait qu’elle combattrait von Papen par tous les moyens, s’il revenait au pouvoir ; elle laissait entendre que son opposition contre von Schleicher serait plus modérée. Quand van Schleicher fut chancelier, Leipart, un chef de la bureaucratie syndicale, dit l’envoyé spécial d’Excelsior : « Nous n’avons rien à reprocher au chancelier de son passé politique ; la question sociale est au premier plan de ses préoccupations(9). » Pour apprécier ces paroles, il faut savoir que c’est von Schleicher qui a fait rendre aux troupes d’assaut hitlériennes le droit de porter l’uniforme, et qui a organisé le coup d’État du 20 juillet. Leipart annonça que les syndicats étaient prêts à accorder une trêve à von Schleicher s’il organisait des travaux pour les chômeurs, abolissait les décrets-lois par lesquels von Papen avait diminué les salaires et les secours de chômage, renonçait à modifier la loi électorale et la Constitution. Cependant, jusqu’ici, la social-démocratie et von Schleicher n’ont rien fait pour se rapprocher ; chacun reste sur ses positions, l’une avec ses revendications sociales, l’autre avec ses déclarations d’attachement à l’égard de l’économie traditionnelle et de von Papen. Peut-être y a-t-il des négociations souterraines. En tout cas,

de part et d'autre, on attend.

Comment s'orientera le réformisme allemand ? La crise lui fait perdre en grande partie son efficacité, non seulement du point de vue du prolétariat, mais aussi du point de vue des capitalistes. Quand la bourgeoisie est en mesure de laisser aux ouvriers quelque bien-être, elle peut compter sur ces biens qu'ils possèdent à l'intérieur du régime pour les attacher au régime ; quand il ne leur reste plus que des chaînes, la bourgeoisie ne peut compter sur le souvenir des biens qu'ils ont possédés pour les maintenir dans le calme. Dans le premier cas, la bourgeoisie se contente d'organisations corporatives indirectement placées sous le contrôle de l'État ; dans le second, elle peut avoir besoin d'organisations à l'intérieur desquelles elle puisse exercer une contrainte directe sur les ouvriers, c'est-à-dire d'organisations fascistes. Car, malgré les déclamations des partis communistes, les syndicats allemands ne sont pas encore fascistes. Dans un syndicat fasciste, les entrepreneurs et les ouvriers sont organisés ensemble, l'adhésion des ouvriers est obligatoire, le gouvernement intervient directement ; aucun de ces caractères ne se trouve dans les syndicats allemands. La complicité sourde de l'appareil syndical suffira-t-elle à la bourgeoisie allemande, ou devra-t-elle établir un régime fasciste ? Tout ce qu'on peut dire de certain à ce sujet, c'est que l'équilibre actuel est instable. L'équilibre le plus instable peut durer, mais le moindre choc suffit à le détruire ; et, en Allemagne, des manifestations de désespoir de la part des chômeurs peuvent produire ce choc. Mais, si la bourgeoisie allemande a recours au fascisme, une autre question se pose ; lancera-t-elle les bandes hitlériennes, sous la direction de von Schleicher ou de Hitler lui-même, contre les organisations ouvrières, qu'elles soient révolutionnaires ou réformistes ? Ou aura-t-elle recours à l'appareil syndical lui-même, pour opérer sans douleur la transformation des syndicats en organisations fascistes ?

Les ouvriers syndiqués laisseraient-ils leurs propres organisations trahir aussi cyniquement leur cause ? Avant de poser cette question, il faut se demander comment il se fait qu'ils aient accepté tout ce qu'ils ont accepté jusqu'ici.

(*L'École émancipée*, 23e année, n° 15, 8 janvier 1933.)

IV

Les cadres de la social-démocratie allemande, ce sont les êtres qui se trouvent tout naturellement logés dans les somptueux bureaux des organisations réformistes, comme le coquillage loge son habitant ;

êtres satisfaits, importants, frères de ceux que renferment les plus luxueux bureaux des ministères ou de l'industrie, bien étrangers au prolétariat : nos camarades allemands nomment cela des bonzes. Mais la base, malgré la présence de quelques petits-bourgeois, est essentiellement ouvrière ; et, qui plus est, composée d'ouvriers tout à fait conscients d'appartenir, avant tout et par-dessus tout, au prolétariat.

On le niera peut-être. Certes les ouvriers allemands, trouvant dans le régime même un peu de bien-être et la possibilité de goûter, de temps à autre, les plaisirs qui comptent seuls pour eux, musique, culture intellectuelle, exercice physique, vie en pleine nature, se sont attachés aux organisations qui leur procuraient ces biens, et se sont détournés des périlleuses tentatives destinées à briser le système de production pour en construire un autre. Mais nul n'a le droit de le leur reprocher. Il est naturel qu'un ouvrier qui ne cherche pas dans la révolution une aventure, et n'y voit pas non plus un simple mythe, ne s'engage dans la voie révolutionnaire qu'autant qu'il ne voit pas d'autre issue, et que celle-là lui paraît praticable. L'ouvrier le plus conscient est celui qui se rend le mieux compte, non pas seulement des vices essentiels du régime, mais aussi des tâches immenses, des responsabilités écrasantes que comporte une révolution. Pour la génération qui a maintenant atteint la maturité, la guerre, il est vrai, a suffisamment fait apparaître le caractère essentiellement inhumain du régime, et surtout dans l'Allemagne affamée et vaincue. Mais le mouvement révolutionnaire qui l'a suivie s'est brisé deux fois, une fois par l'écrasement sanglant des spartakistes, une autre fois par la défaite sans bataille d'octobre 1923. Comment s'étonner qu'ensuite les ouvriers allemands se soient de nouveau laissés vivre dans ce monde capitaliste que la prospérité rendait de nouveau habitable ? Et si certains d'entre eux se sont laissé étourdir par cette prospérité qui a donné le vertige à Ford lui-même, il faut se souvenir que tout le monde autour d'eux annonçait, avec cette éloquence que donne la conviction, une période de progrès continus de l'économie capitaliste et, pour les ouvriers, un accroissement continu du bien-être, des possibilités de culture et des libertés politiques nouvellement conquises.

À présent la crise est là. Plus clairement encore que la guerre, parce qu'elle est un phénomène purement économique, elle montre le caractère inhumain du régime. Les ouvriers, tous plus ou moins brutalement frappés, comprennent, mieux que par aucune propagande, qu'ils n'ont pas place dans le système en tant qu'êtres humains, mais sont de simples outils, outils qu'on laisse user par la rouille quand on n'a pas avantage à les user au travail. En même temps le régime perd sa parure de démocratie. Et voilà qu'en cette quatrième année de crise le prolétariat allemand semble être impuissant et déconcerté par la

catastrophe comme pendant les premières années de la guerre. Impuissant, comme alors, à se détacher d'organisations qui l'ont servi en un temps plus heureux, mais ne savent maintenant que le livrer à la cruauté mécanique du système.

Cependant la social-démocratie a, sans aucun doute, perdu une partie assez considérable de son influence, depuis la crise. Aux élections du 31 juillet, elle a perdu 700 000 voix ; à celles du 6 novembre, de nouveau 600 000. Mais l'essentiel est qu'à l'intérieur même des organisations réformistes se manifestent des tiraillements, parfois d'une rare violence, entre ceux qui représentent les organisations, et sont, comme elles, indissolublement liés au régime, et les ouvriers qui composent les organisations, et que le régime repousse en quelque sorte lui-même. Déjà les social-démocrates n'ont pas accepté sans peine de voter pour Hindenbourg. La passivité de la social-démocratie, le 20 juillet, a indigné toute la base, et même la partie de l'appareil syndical qui se trouve en contact avec la base. À partir du 20 juillet, on s'est mis à discuter dans les sections social-démocrates, chose inconnue jusque-là. Les vieux soutiennent les chefs ; les jeunes réclament de l'action, le front unique avec les communistes, la lutte contre toutes les mesures de terreur que la bureaucratie essaye de faire accepter en agitant l'épouvantail de la guerre civile. Mais ils ne modifient point l'attitude des organisations. Et celles-ci maintiennent, sinon leurs effectifs, du moins, ce qui est plus important, leurs positions stratégiques. Les syndicats continuent à régner dans les entreprises ; et, jusqu'ici, ils réussissent à briser tous les mouvements de quelque envergure auxquels ils s'opposent. La bureaucratie réformiste continue à tenir en main les rouages de la production. Les ouvriers regimbent, mais elle fait ce qu'elle veut.

Que veut-elle ? Conserver ses bureaux. Conserver les organisations, sans se demander à quoi elles servent. Dans cette tâche, les bonzes sont aidés par des militants sincères, qui, à force de s'être dévoués pour les organisations, les considèrent comme des fins en soi. Or, quel danger menace ces organisations, dont le capitalisme, comme disait ce fonctionnaire syndical, ne peut se passer ? Un seul : la guerre civile. Une insurrection ouvrière commencerait par les balayer, une attaque à main armée des bandes hitlériennes les briserait. Il s'agit donc d'éviter les formes aiguës de la lutte des classes, de conserver la paix à tout prix, c'est-à-dire au prix de n'importe quelle capitulation. Accepter un régime fasciste ne ferait sans doute pas peur aux bonzes ; d'autant moins peur que les mesures de capitalisme d'État que le fascisme comporte apparaîtraient facilement comme « un morceau de socialisme » à des gens pour qui le socialisme n'est pas autre chose que le capitalisme d'État. En revanche le front unique leur fait peur ; ils savent, comme tout le monde, que Kerensky aurait mieux fait de

s'allier à Kornilov qu'à Lénine. Rien n'égale le ton de haine avec lequel ils parlent du parti communiste. Au reste ils répètent leurs belles paroles d'autrefois, mais sans conviction ; par moments leurs contradictions prouvent qu'ils mentent, et n'ont pas d'illusions. « On ne peut aller au socialisme qu'en passant par la démocratie », disent-ils. Mais, en août, ils ont affirmé que, seuls, les moments de crise aiguë sont favorables à la proposition de mesures socialistes. Comme ces moments sont toujours ceux où la démocratie est suspendue, et où la social-démocratie n'a nulle part au pouvoir, c'est là un aveu d'impuissance. Ils disent aussi : « la question n'est pas : Allemagne fasciste ou Allemagne soviétique, mais Allemagne fasciste ou république de Weimar ». Ce n'est pas par ces formules creuses que les bonzes peuvent entraîner les ouvriers. Mais comment les entraînent-ils ?

Quand les ouvriers allemands, sur qui l'on comptait pour assurer la paix du monde, se sont trouvés devant la guerre, leur désarroi a eu pour cause, non seulement les mensonges nationalistes, mais aussi le fait qu'ils n'avaient qu'une organisation, et que cette organisation les envoyait à la guerre. Les ouvriers allemands ont une peine infinie à se résoudre à une action non organisée. Aussi, s'ils étaient dans la même situation à présent, comprendrait-on qu'ils se laissent mener par la bureaucratie réformiste. Car la tactique réformiste est la seule raisonnable à l'intérieur du régime, et, par suite, pour quiconque ne veut pas ou n'ose pas briser le régime. Cette tactique, c'est, par définition, la tactique du moindre mal. Le régime est mauvais ; si on ne le brise pas, il faut s'arranger pour y être le moins mal possible. Quand la bourgeoisie est forcée par la crise de resserrer son étreinte, la tactique du moindre mal est nécessairement une tactique de capitulation. Les vieux, qui, en période de crise, continuent à penser comme ils pensaient avant la crise, s'y plient tout naturellement. Les jeunes crient qu'ils veulent lutter ; mais comme ils n'osent pas engager la lutte pour briser tout le système de production, et que chacun sent bien, tout en se gardant de le dire, qu'il n'y a pas d'autre objectif de lutte, ils acceptent finalement, eux aussi, de capituler. Encore une fois, tout cela se comprendrait fort bien dans un prolétariat désarmé, dont les organisations seraient aux mains de ses ennemis.

Le parti hitlérien est en effet aux mains du grand capital, et la social-démocratie aux mains de l'État allemand. Mais le prolétariat allemand possède à présent ce qu'il n'avait pas en 1914, un parti communiste. Certes, depuis le début de la crise, le parti communiste a attiré à lui de larges masses de chômeurs et quelques petits bourgeois ; de même que le parti hitlérien a attiré de larges masses de petits bourgeois ruinés et un nombre assez important de chômeurs. Il est naturel que ceux qui, ayant, du fait de la crise, tout perdu, sont prêts à

tout essayer, se jettent sur les deux partis qui promettent du nouveau ; et ceux qui se sentent solidaires de la classe ouvrière vont à celui des deux partis qui annonce la dictature du prolétariat. Mais ce courant n'entraîne pas les ouvriers des entreprises. Ceux-ci, c'est-à-dire ceux qui ont une responsabilité dans la production, ceux qui, par leur travail quotidien, conservent la société et peuvent la transformer, ou bien restent indifférents, ou bien suivent les réformistes. Il y a, bien entendu, des exceptions ; mais elles sont relativement assez peu nombreuses. Aussi la social-démocratie se soucie-t-elle peu de perdre les chômeurs et les petits bourgeois, que d'ailleurs elle est loin de perdre tous. Sa force stratégique est dans les entreprises ; et, quoi que puisse réserver l'avenir, cette force est jusqu'ici presque intacte. La social-démocratie ne sera vaincue qu'au moment où les ouvriers qui travaillent engageront une action assez cohérente et assez étendue pour mettre le système social en péril.

Que les ouvriers des entreprises résistent à la démagogie hitlérienne, cela prouve que, malgré la situation misérable à laquelle ils sont réduits, leurs bas salaires, l'absence de sécurité, le chômage qui réduit leurs heures de travail et qui frappe en général leur famille, ils ne cèdent pas au désespoir. On ne peut assez l'admirer. Mais comment comprendre qu'ils se laissent écraser par le régime, alors qu'il existe un parti communiste, tout propre, semble-t-il, à constituer entre leurs mains un outil puissant pour briser et reconstruire le système de production ? Qu'est-ce qui retient les masses ouvrières qu'occupent encore les entreprises, et particulièrement les éléments encore jeunes, de faire confiance au parti communiste ?

(*L'École émancipée*, 23e année, n° 16, 15 janvier 1933)

V

LE MOUVEMENT COMMUNISTE

En période de prospérité, le mouvement révolutionnaire s'appuie en général surtout sur ce qu'il y a de plus fort dans le prolétariat, sur ces ouvriers hautement qualifiés qui se sentent l'élément essentiel de la production, se savent indispensables et n'ont peur de rien. La crise pousse les chômeurs vers les positions politiques les plus radicales ; mais elle permet au patronat de chasser de la production les ouvriers révolutionnaires, et contraint ceux qui sont restés dans les entreprises, et qui tous, même les plus habiles, craignent de perdre leur place, à une attitude de soumission. Dès lors le mouvement révolutionnaire

s'appuie au contraire sur ce que la classe ouvrière a de plus faible. Ce déplacement de l'axe du mouvement révolutionnaire permet seul à la bourgeoisie de traverser une crise sans y sombrer ; et inversement, seul un soulèvement des masses demeurées dans les entreprises peut véritablement mettre la bourgeoisie en péril. L'existence d'une forte organisation révolutionnaire constitue dès lors un facteur à peu près décisif. Mais pour qu'une organisation révolutionnaire puisse être dite forte, il faut que le phénomène qui, en période de crise, réduit le prolétariat à l'impuissance, ne s'y reflète pas ou ne s'y reflète que très atténué.

Le parti communiste allemand a une force apparente considérable. Les souvenirs encore vivants de 1919, 1920, même 1923, lui donnent un rayonnement, un prestige que nous, Français, dont la tradition révolutionnaire s'est interrompue en somme en mai 1871, pouvons difficilement imaginer. Il a entraîné en novembre six millions d'électeurs ; lui-même comptait alors 330 000 membres. Les groupements tels que la section du Secours Ouvrier, la section du Secours Rouge, l'association des Libres-penseurs prolétariens, et surtout les associations sportives rouges sont, eux aussi, nombreux, influents, pleins de vie. Cependant la plus importante de ces organisations, une organisation militaire destinée à la guerre des rues (*Rote Front Kämpferbund*) a été interdite il y a deux ans, et n'a pu vivre dans l'illégalité ; une partie des adhérents est même passée depuis aux sections d'assaut hitlériennes. Quant au parti lui-même, il est nombreux, mais les nouveaux venus y sont en majorité ; certains disent qu'un cinquième seulement des adhérents est au parti depuis plus de trois ans. Ce phénomène, qui se retrouve dans plusieurs autres sections de l'Internationale, et qui est évidemment dû, au moins pour une part, au mode de recrutement et au régime intérieur, est particulièrement dangereux en période révolutionnaire. Enfin et surtout le parti communiste allemand est pratiquement un parti de chômeurs ; en mai dernier, les chômeurs y étaient déjà dans une proportion de quatre-vingt-quatre pour cent (cf. I.S.R., n° 1920, p. 916). Quant aux organisations syndicales placées sous le contrôle du parti, leurs effectifs sont inférieurs à ceux du parti lui-même, et elles sont composées de chômeurs pour une moitié environ. Ainsi à cette séparation entre chômeurs et ouvriers des entreprises que la crise économique produit par elle-même, le mouvement communiste allemand ne porte pas remède ; il la reflète, et la reflète accentuée.

C'est donc que le parti communiste n'était pas arrivé à s'implanter solidement dans les entreprises. La cause principale en est sans doute la tactique syndicale. Devant les mesures d'exclusion qui frappèrent maintes fois les adhérents révolutionnaires des syndicats réformistes, on pouvait choisir entre deux méthodes : appeler tous les ouvriers

conscients dans les syndicats rouges, comme fait notre C.G.T.U., ou constituer, avec les seuls exclus, des syndicats rouges qui ne recrutent pas, et cherchent à augmenter, non leurs effectifs, mais leur influence. Cette dernière tactique a été celle des « chevaliers du travail » belges ; la grève du Borinage en a montré la valeur, et elle semble la mieux appropriée quand il ne se produit que des exclusions individuelles. Mais en Allemagne, on n'a pas choisi ; on a organisé parallèlement les syndicats rouges et les organisations d'opposition, et on a toujours maintenu côte à côte les deux mots d'ordre contradictoires : « Renforcez les syndicats rouges », et : « Travaillez dans les syndicats réformistes. » En conséquence, les syndicats rouges sont restés squelettiques en face des quatre millions d'adhérents des syndicats réformistes ; mais leur existence a suffi, d'une part, pour permettre aux réformistes de présenter les communistes comme étant, au même titre que les hitlériens, des ennemis des organisations syndicales, d'autre part, pour faire négliger aux militants la propagande dans les syndicats social-démocrates. Bien plus, à un moment donné on a lancé ouvertement le mot d'ordre : « Brisez les syndicats. » Bien que ce mot d'ordre ait été abandonné, la crainte d'être accusés de revenir au mot d'ordre condamné par les brandlériens (forcer les bonzes à lutter) a longtemps paralysé les militants. Ce n'est que tout récemment qu'a pris fin cette négligence inouïe à l'égard de la propagande dans les syndicats réformistes. D'autre part, aussi bien les groupements d'opposition que les syndicats rouges souffrent d'un régime étouffant de dictature bureaucratique. Quant à l'organisation dans les entreprises, il a longtemps régné à cet égard une indifférence inconcevable.

En face de la social-démocratie, si puissamment implantée dans les entreprises par son influence sur les ouvriers, en face du mouvement hitlérien qui, à côté de ses adhérents ouvriers, bénéficie de l'appui secret ou avoué du patronat, le parti communiste allemand se trouve au contraire sans liens avec la production. Il n'est pas étonnant que l'existence d'un tel parti ne suffise pas, par elle-même, à tourner les masses opprimées vers l'action révolutionnaire. Dès lors tout dépend de l'influence que le parti communiste allemand peut arriver à acquérir à l'intérieur des deux autres partis ; autrement dit il faut, dans la période actuelle, juger le parti communiste allemand d'après ses relations avec le mouvement hitlérien d'une part, la social-démocratie de l'autre.

Comment le parti communiste allemand peut-il acquérir de l'influence au sein du mouvement hitlérien ? Toute tentative en ce sens doit être réglée d'après cette vue que le parti communiste, même s'il amenait à lui tout ce qui, dans le mouvement hitlérien, se rattache au prolétariat, ne deviendrait pas de ce fait capable de remplir ses tâches

révolutionnaires. D'une part l'adhésion d'ouvriers qui ont pu se laisser tromper par la démagogie fasciste ne serait pas précisément de nature à relever le niveau politique du parti ; d'autre part, dans le mouvement hitlérien, il n'y a, en dehors des grands et petits bourgeois, des employés de bureau, des chômeurs, que quelques ouvriers des entreprises, la plupart placés, il est vrai, aux points stratégiques de l'économie, mais trop peu nombreux pour constituer par eux-mêmes une force considérable. Au contraire, si le parti communiste pouvait attirer la confiance des masses réformistes groupées dans les entreprises, il acquerrait de ce fait une force presque invincible. Ainsi un accord partiel entre hitlériens et communistes, même s'il peut faciliter la propagande communiste auprès des ouvriers hitlériens, est éminemment dangereux s'il est susceptible d'éveiller la défiance des ouvriers social-démocrates. Au reste la tactique des accords partiels ne constitue pas une tactique efficace dans la lutte contre l'influence de Hitler. Car les chefs hitlériens sont avant tout des démagogues et des aventuriers, et ne reculent pas, au besoin, devant l'action illégale ; ainsi, dans telles circonstances déterminées, ils peuvent, à la différence des chefs réformistes, non seulement lancer les mêmes mots d'ordre que le parti communiste, mais encore aller au moins aussi loin que lui dans l'application. Au reste il va de soi que, dans une grève par exemple, on ne peut refuser l'appui des grévistes hitlériens ; mais, dans un cas semblable, il faut faire grande attention à ne rien faire qui puisse donner à cette unité d'action un caractère suspect aux yeux des ouvriers social-démocrates ; et il faut s'efforcer par tous les moyens d'entraîner ceux-ci dans la lutte. En somme le parti communiste n'a pas d'autre moyen, pour conquérir les ouvriers hitlériens sans éloigner les ouvriers social-démocrates, que de dénoncer impitoyablement aussi bien les petites trahisons quotidiennes des chefs hitlériens que le caractère essentiellement réactionnaire de toute leur politique. Ou plutôt il y a à cet égard, pour le parti communiste, un autre moyen encore plus efficace, c'est de devenir véritablement fort. Mais c'est à quoi il ne peut arriver qu'en gagnant la confiance des ouvriers réformistes.

À l'égard de ceux-ci, la simple propagande ne sert pas à grand-chose. Ils sentent bien, les jeunes surtout, que leurs chefs capitulent ; mais qu'il y ait une autre issue, ils n'en sont point persuadés. Il est clair que sur ce point de simples paroles sont sans efficacité. On ne peut les convaincre qu'en leur faisant sentir par l'expérience, dans l'action, la force que possède la classe ouvrière organisée. Et à cet effet, c'est eux-mêmes qu'il faut amener à agir ; car le parti communiste est trop faible pour mener seul, avec succès, une action de quelque envergure. Il faut donc qu'il organise le front unique en vue d'objectifs limités, et mène la lutte assez bien pour inspirer aux ouvriers plus de confiance qu'ils

n'en ont en eux-mêmes et en lui. Les chefs réformistes, il est vrai, manœuvrent toujours pour empêcher un tel front unique ; et leurs manœuvres sont facilitées par l'isolement où se trouve le parti communiste. Celui-ci n'a qu'un moyen de déjouer ces manœuvres, c'est de faire des concessions. Il y a une concession qu'il ne peut jamais faire, à savoir renoncer à son droit de critique. Mais il peut modérer le ton des critiques, et renoncer à une violence peut-être légitime, mais en fait nuisible. Il peut, pour montrer qu'en dépit des mots d'ordre qui lui ont été funestes, il n'est pas l'ennemi des organisations syndicales, suspendre le recrutement des minuscules syndicats rouges ou même demander la réintégration des exclus. Il peut surtout adresser toutes les propositions de front unique, non seulement à la base, mais à tous les degrés de la hiérarchie réformiste. Une telle tactique pourrait sans doute, en certains cas, contraindre les chefs réformistes à accepter le front unique ; en tout cas elle leur rendrait beaucoup plus difficile de le refuser sans se discréditer auprès des ouvriers qui les suivent.

(*L'École émancipée*, 23e année n° 18, 29 janvier 1933.)

VI

La politique du parti communiste allemand est en fait, jusqu'ici, exactement contraire. Le seul moyen employé pour conquérir les ouvriers réformistes, c'est une propagande purement verbale ; on prêche la révolution à des gens qui se demandent, non pas si elle est désirable, mais si elle est possible. On accuse les chefs réformistes de trahison ; or le parti communiste n'aurait le droit d'apprécier ainsi la politique de capitulation des social-démocrates que s'il montrait qu'il est capable, lui, de diriger victorieusement le prolétariat dans la voie opposée, celle de la lutte. C'est ce qu'il ne peut montrer par de simples paroles ; et, jusqu'ici, il ne l'a pas montré autrement. Aussi les formules, si souvent répétées, concernant la social-démocratie comme « ennemi principal », le « social-fascisme », etc., n'ont-elles pour effet que de couper le parti communiste des ouvriers social-démocrates ; et d'autant plus qu'on va jusqu'à appeler « social-fasciste » le petit « parti socialiste ouvrier », composé en partie d'ouvriers révolutionnaires, en partie d'éléments réformistes, mais que révoltent les capitulations des social-démocrates. Sur le terrain syndical, on s'obstine à conserver les deux mots d'ordre contradictoires. Quant au front unique, on refuse de faire des propositions autrement qu'à la base ; et les manœuvres des chefs réformistes en sont facilitées d'autant.

Avec les hitlériens, au contraire, le parti communiste allemand a

plusieurs fois pratiqué une sorte de front unique ; il lui est même arrivé, notamment pendant la grève des transports de Berlin, de suspendre, en faveur des national-socialistes, ce fameux « droit de critique » qu'il refuse, avec raison, de sacrifier au front unique avec les social-démocrates. Le plus grave, c'est que le front unique entre hitlériens et communistes a paru parfois dirigé contre la social-démocratie et l'a effectivement été en certains cas. Au reste, l'on peut comprendre que, dans la lutte sociale, et par l'effet de la démagogie hitlérienne, le parti national-socialiste et le parti communiste puissent parfois paraître mener une action à peu près semblable ; mais le parti communiste allemand est allé jusqu'à se mettre à la remorque du mouvement hitlérien sur le terrain de la propagande nationaliste. Il a accordé une large place, et parfois, notamment en période électorale, la première place, aux revendications nationalistes, à la lutte contre le système de Versailles, au mot d'ordre de « libération nationale ». Au moment des élections du 31 juillet, il a accusé les social-démocrates de trahison, non seulement envers la classe ouvrière, mais envers le pays (Landesverräter). Bien plus, il a publié comme brochure de propagande, et sans commentaires, le recueil des lettres où l'officier Scheringer expliquait qu'il avait abandonné le national-socialisme pour le communisme, parce que le communisme, par les perspectives d'alliance militaire avec la Russie qu'il comporte, est plus propre à servir les intérêts nationaux de l'Allemagne ; et ce même Scheringer a formé sur cette base un groupement, auquel ont adhéré des gens du meilleur monde, et qui est officiellement placé sous le contrôle du parti. Il faut remarquer que cette orientation ne correspond pas du tout aux sentiments des ouvriers communistes allemands ; car ils sont sincèrement et profondément internationalistes. Les seuls arguments qu'on donne en faveur de cette politique, c'est qu'elle procure des voix aux élections, et qu'elle facilite le passage au communisme des ouvriers séduits par la démagogie hitlérienne. Au reste elle facilite aussi bien le passage inverse. Et, chez les ouvriers social-démocrates, elle ne provoque qu'indignation et moqueries. Que penser d'un parti révolutionnaire dont le Comité Central a dit, dans un appel lancé en vue des élections du 6 novembre : « Les chaînes de Versailles pèsent de plus en plus lourdement sur les ouvriers allemands » ? Ce sont donc les chaînes de Versailles que le prolétariat allemand aurait à briser, et non les chaînes du capitalisme ? Le Comité Central a beau ajouter que seule une Allemagne socialiste peut briser les chaînes de Versailles, sa formule n'en constitue pas moins une aide précieuse pour les démagogues hitlériens, qui cherchent avant tout à persuader aux ouvriers que leur misère est due au traité de Versailles, et non pas au fait que toute la production est subordonnée à la recherche du profit capitaliste. D'une manière générale, la bourgeoisie de chaque pays s'efforce toujours, dans les moments de crise, de tourner le

mécontentement des masses ouvrières et paysannes contre les pays étrangers, évitant ainsi qu'on ne lui demande à elle-même des comptes. En Allemagne, le parti communiste s'est publiquement associé à cette manœuvre au mépris de la grande parole de Liebknecht : « L'ennemi principal est chez nous. »

En fin de compte, le parti communiste allemand reste isolé et livré à ses propres forces, c'est-à-dire à sa propre faiblesse. Bien qu'il ne cesse de recruter, le rythme de ses progrès ne correspond aucunement aux conditions réelles de l'action ; il existe une disproportion monstrueuse entre les forces dont il dispose et les tâches auxquelles il ne peut renoncer sans perdre sa raison d'être. Cette disproportion est plus frappante encore si l'on tient compte de l'apparence de force que donnent au parti les succès électoraux. Le prolétariat allemand n'a en somme pour avant-garde que des hommes à vrai dire dévoués et courageux, mais qui sont dépourvus pour la plupart d'expérience et de culture politique, et qui ont été presque tous rejetés hors de la production, hors du système économique, condamnés à une vie de parasites. Un tel parti peut propager des sentiments de révolte, non se proposer la révolution comme tâche.

Le parti communiste allemand fait ce qu'il peut pour dissimuler cet état de choses, aussi bien aux adhérents qu'aux non-adhérents. À l'égard des adhérents, il use de méthodes dictatoriales qui, en empêchant la libre discussion, suppriment du même coup toute possibilité d'éducation véritable à l'intérieur du parti. À l'égard des non-adhérents, le parti essaie de cacher l'inaction par le bavardage. Ce n'est pas que le parti reste tout à fait inactif ; il essaie, malgré tout, de faire quelque chose dans les entreprises ; il a fait quelques tentatives pour organiser les chômeurs ; il dirige des grèves de locataires, auxquelles il n'arrive pas d'ailleurs à faire dépasser le cadre d'une rue ou d'un fragment de quartier ; il lutte contre les terroristes hitlériens. Tout cela ne va pas bien loin. Le parti y supplée par le verbiage, la vantardise, les mots d'ordre lancés à vide. Quand les hitlériens veulent se donner l'apparence d'un parti ouvrier, leur propagande et celle du parti communiste rend presque le même son. Cette attitude démagogique du parti communiste ne fait d'ailleurs qu'augmenter la défiance des ouvriers des entreprises à son égard. Et d'autre part, par l'organisation des réunions, les paroles rituelles, les gestes rituels, la propagande communiste ressemble de plus en plus à une propagande religieuse ; comme si la révolution tendait à devenir un mythe, qui aurait simplement pour effet, comme les autres mythes, de faire supporter une situation intolérable.

Beaucoup de camarades seront tentés de croire que ce tableau a été chargé à plaisir ; ils en trouveront pourtant la confirmation au moins

partielle dans la presse communiste, notamment dans le n° 19-20 de l'*Internationale Syndicale Rouge* et dans le discours de Piatnitsky au XIIe Plenum du Comité exécutif de l'Internationale Communiste. À vrai dire, on pourrait citer quelques faits qui sembleraient démentir ce tableau ; et ces dernières semaines, en particulier, il semble y avoir eu au moins un léger progrès. Pour permettre à nos camarades de juger si, dans l'ensemble, ce tableau est juste, il faut mettre sous leurs yeux un exposé aussi objectif que possible de la récente histoire du mouvement communiste allemand.

(*L'École émancipée*, 23e année, n° 19, 5 février 1933.)

VII

« Le Parti Communiste allemand », a dit Piatnitsky au XIIe Plenum du Comité exécutif de l'Internationale, « s'est révélé capable de manœuvrer et de réorganiser son travail quand le besoin s'en est fait sentir. Vous savez, par exemple, que la direction du parti communiste allemand s'est prononcée contre la participation au référendum sur la dissolution du Landtag prussien. Des articles leaders contre la participation à ce référendum furent publiés dans quelques journaux du parti. Mais quand le Comité Central, de concert avec l'Internationale Communiste, conclut à la nécessité de prendre une part active au référendum, les camarades allemands mirent en quelques jours en action tout le Parti. Sauf le parti communiste de l'U.R.S.S., aucun parti n'aurait pu en faire autant. » Ce dont Piatnitsky félicite en ces termes le parti communiste allemand, c'est quelque chose d'analogue à ces revirements dont nous sommes parfois témoins aux Congrès fédéraux. Qu'on se souvienne du plus caractéristique de ces tournants soudains ; et qu'on imagine l'effet qu'il aurait produit, s'il avait concerné une question de première importance pour le pays tout entier, et d'actualité brûlante. C'est exactement ce qui se passa alors en Allemagne, il y a un an et demi, lors du plébiscite organisé par les hitlériens contre le Landtag social-démocrate de Prusse. Les ouvriers social-démocrates rient encore aujourd'hui en racontant comment leurs camarades communistes se mirent tout à coup à faire de la propagande pour ce plébiscite, alors que la veille encore ils juraient qu'il ne pouvait même être question d'y prendre part. Les conséquences de cette participation se font encore sentir. Ce plébiscite avait été entrepris par les hitlériens dans le but avoué de conquérir le gouvernement de Prusse ; il s'agissait donc d'une lutte entre la social-démocratie, parti qui, par essence, cherche toujours à établir un certain équilibre entre le prolétariat et la bourgeoisie, et le parti hitlérien, qui

a pour but l'écrasement complet du prolétariat et l'extermination de son avant-garde. Dans cette lutte, c'est aux côtés du parti hitlérien que s'est rangé le parti communiste allemand, et cela sur l'ordre formel du Komintern. C'est là ce qu'on appela officiellement le « plébiscite rouge ». Ce tournant brusque fut, d'après la *Rote Fahne,* accepté « sans discussion » dans le parti. C'est alors qu'on se mit à parler de « libération nationale », et qu'on publia dans la presse du parti (*Fanfare* du 1er août 1931) des paroles de Scheringer concernant la « guerre libératrice » et « les morts de la guerre mondiale qui ont donné leur vie pour une Allemagne libre ». L'impression que produisit tout cela sur les masses réformistes est facile à concevoir.

Les conséquences logiques de cette orientation se sont développées pendant le reste de l'année 1931 et les premiers mois de 1932. Pendant cette période d'ascension verticale, d'ascension vertigineuse du national-socialisme, tous les efforts du parti communiste allemand furent dirigés contre la social-démocratie. C'est ce que reconnaît Piatnitsky. « Après le XIe Plenum », dit-il (c'est-à-dire à partir de juin 1931), « dans les documents du parti communiste allemand, la social-démocratie est justement caractérisée comme appui social principal de la bourgeoisie, mais alors on a oublié les fascistes ». Il commença même à cette époque à se développer dans le parti l'idée d'une stratégie étrange, consistant à tendre à Hitler « le piège du pouvoir ». Toute cette politique trouva sa sanction au cours de ces élections présidentielles où la social-démocratie arriva à faire marcher toutes ses troupes pour Hindenburg ; où Thaelmann, seul candidat ouvrier, ne fut pas soutenu pour ainsi dire par la voix d'un seul ouvrier social-démocrate.

Dans les mois qui suivirent, il se produisit un redressement très net ; mais le mérite n'en revient pas au parti communiste allemand, il revient aux sections d'assaut hitlériennes. Les hitlériens se mirent en effet à assassiner les communistes chez eux ou dans la rue ; il y eut toute une série d'escarmouches sanglantes entre hitlériens et communistes ; dès lors le parti communiste fut contraint, en dépit des résolutions du XIe Plenum, de se tourner principalement contre le fascisme. Mais les hitlériens rendirent un service plus grand encore au prolétariat allemand quand ils se mirent à attaquer indistinctement communistes et social-démocrates ; ils provoquèrent ainsi la réalisation d'un front unique spontané, et faillirent réaliser ce « bloc marxiste » qui n'existait malheureusement que dans les déclarations de leurs chefs. Le parti communiste aurait pu organiser ce front unique spontané, l'élargir, le transporter dans les entreprises. Il n'en fit rien. C'est ce que constate Piatnitsky :

« Comment le front unique a-t-il été réalisé ? Dans la rue. Grâce au

fait que les nazis ne distinguaient pas les social-démocrates des communistes, mais qu'ils frappaient aussi bien les ouvriers social-démocrates, les réformistes et les sans-parti que les communistes ; grâce à ce fait on a réussi à réaliser le front unique. C'est là un très bon front unique contre lequel je n'ai rien à dire. C'est le front unique de la lutte de classes. Mais il nous est arrivé de côté, pas à l'entreprise, pas aux Bourses du Travail, pas dans les syndicats. Et si ce front unique était transféré dans les entreprises, alors, dans la majorité des cas, ce n'était pas grâce à notre travail, mais parce que les ouvriers étaient indignés par les assassinats, qu'ils organisaient des grèves le jour de l'enterrement des victimes. »

Au mois de juillet cependant, le front unique commença à prendre une forme organisée. Il se créa en beaucoup d'endroits des comités de lutte antifasciste : contrairement à la doctrine du front unique « seulement à la base », il y eut des propositions de front unique d'organisation à organisation. Bien plus, le front unique se transporta même dans les parlements ; aux Landtag de Prusse et de Hesse, les communistes donnèrent leurs voix à un social-démocrate pour éviter l'élection d'un hitlérien. Néanmoins on continuait à parler de « social-fascisme », et les revendications nationales étaient placées en tête du programme électoral. L'incohérence de cette politique, les fautes des mois antérieurs, le peu de contact avec les masses, tout cela trouva sa sanction dans l'échec des 20 et 21 juillet 1932.

Le 20 juillet, c'est le coup d'État par lequel von Papen chassa du gouvernement prussien la social-démocratie. Le parti communiste allemand décida de prendre contre von Papen la défense de ce même gouvernement prussien qu'il avait, un an auparavant, attaqué aux côtés de Hitler. Cette décision aurait pu accroître rapidement son influence sur les masses réformistes. Car le divorce entre les cadres et la base de la social-démocratie, divorce que n'avait pu réaliser même le soutien accordé par la social-démocratie à la candidature de Hindenburg, devint un fait accompli grâce à la passivité de la social-démocratie en cette journée historique. Si le parti communiste avait pu opposer à cette passivité sa propre capacité d'action, il aurait acquis de ce fait une autorité considérable.

Que fit-il ? Il ne fit absolument rien, sinon lancer brusquement et sans préparation un appel en faveur de la grève générale. Cet appel ne rencontra que le vide, et cela au sein même du parti. « Les organisations du Parti n'ont pas répondu à l'appel de la grève », dit Piatnitsky ; et il ajoute que ce n'était nullement inattendu. Pas un ouvrier social-démocrate, bien plus, pas un ouvrier communiste n'a pris au sérieux un appel qui, lancé dans de telles conditions, ne pouvait aboutir qu'à discréditer le mot d'ordre de grève générale. Le parti

communiste allemand a donné, ce jour-là, l'impression qu'il jouait avec un mot d'ordre aussi grave, qu'il lui donnait en quelque sorte la valeur d'un alibi pour dissimuler son inaction. Chez les ouvriers social-démocrates, le souvenir du 20 juillet éveille à la fois l'indignation et le rire ; l'indignation quand ils songent à la social-démocratie, le rire quand ils songent au parti communiste. Quant aux militants communistes, les événements de cette journée provoquèrent, dans leurs rangs, une dépression très profonde. Pour la première fois, ils avaient clairement aperçu à quel point leur parti était isolé des masses, dans quelle impuissance radicale il se trouvait par rapport à une action effective.

Le succès électoral du 31 juillet leur donna l'impression qu'ils pouvaient enfin respirer. Mais ce succès empêcha aussi de se produire les conséquences salutaires qu'aurait pu avoir cette dépression ; à savoir un examen sérieux des fautes du parti. Bien plus, le Comité Central du parti décida de blâmer les fractions parlementaires des Landtags de Prusse et de Hesse, et de revenir à la pratique du front unique « seulement à la base ». Ou du moins c'est ce qu'affirmèrent les trotskystes ; à la base du parti, on n'eut pas connaissance de ces décisions. Mais ce qui est sûr, c'est qu'après le 31 juillet, il n'y eut plus de propositions de front unique d'organisation à organisation ; quant aux comités de front unique surgis spontanément en juillet, ils disparurent, et d'autant plus rapidement que les attentats hitlériens se firent plus rares, et bientôt s'interrompirent.

(*L'École émancipée*, 23e année, n° 20, 12 février 1933)

VIII

Pendant tout ce mois d'août 1932, le parti communiste fut pratiquement réduit à l'illégalité. Sa presse fut muselée ; ses réunions, même parfois ses réunions privées, interdites ; ses militants frappés de peines incroyables lorsqu'il se produisait des luttes, sanglantes ou non, entre eux et les hitlériens ; et, bien entendu, ses partisans traqués dans les entreprises. Isolé comme il l'était, et sans expérience de l'action illégale, il ne pouvait résister. Il craignait d'être réduit, s'il agissait, à l'illégalité complète. Pendant tout ce mois d'août, on eut à Berlin, la plupart du temps, l'impression pénible que le parti communiste allemand n'existait pas. Cependant le parti s'efforçait fiévreusement de reprendre pied dans les entreprises ; et il dirigeait ses efforts selon la théorie en faveur, depuis quelque temps, dans l'Internationale : « Défendre les revendications immédiates, même les plus minimes. »

Ainsi cette même Internationale communiste qui a si souvent voulu donner artificiellement un caractère politique aux luttes revendicatives, voulait entraîner sur le terrain des revendications un prolétariat bien convaincu que la situation ne laissait place qu'à une lutte de caractère politique. Heureusement pour le parti, les décrets-lois des 5 et 6 septembre vinrent eux-mêmes donner à toute lutte revendicative le caractère d'une lutte directe contre le pouvoir d'État.

Ces décrets-lois firent enfin éclater une vague spontanée de grèves. En maintes entreprises, les ouvriers, grâce au front unique des trois partis, grâce surtout aux primes à la production, récemment instituées, qui rendaient le patronat désireux d'éviter les conflits, eurent gain de cause après un ou deux jours de luttes, ou même sur de simples menaces. Grèves et succès, le parti communiste, sans autre explication, porta tout à son propre actif ; de sorte qu'en lisant sa presse, on était tenté de supposer qu'un miracle avait transformé, en quelques jours, en une force écrasante l'extrême faiblesse du prolétariat et du parti. Le parti manquait ainsi à son devoir le plus élémentaire, celui d'informer les ouvriers et de leur faire apercevoir clairement le rapport des forces. Il est d'ailleurs probable que l'influence des organisations syndicales rouges s'accrut pendant cette période ; mais elles ne purent ni coordonner ni étendre le mouvement gréviste.

Deux semaines après que ce mouvement se fut en apparence terminé, une semaine avant les élections, un conflit éclata dans les transports de Berlin. Quatorze mille syndiqués réformistes sur vingt et un mille demandèrent la grève ; la majorité statutaire n'était pas atteinte. Le syndicat rouge entraîna les ouvriers à la grève, malgré la bureaucratie réformiste, et avec l'appui des hitlériens. La social-démocratie présenta les rouges et les hitlériens comme voulant de concert détruire les organisations ; elle les accusa de buts purement électoraux ; elle dénonça la grève comme constituant une manœuvre hitlérienne imprudemment soutenue par les communistes, et destinée peut-être à préparer un putsch ; elle voulait faire croire qu'en essayant de briser la grève elle ne trahissait pas les ouvriers, mais luttait contre le fascisme. L'attitude du parti communiste fut celle qui était la plus propre à donner à ces formules l'apparence de la vérité. La *Rote Fahne* raconta avec enthousiasme comment des communistes et des hitlériens unis démolirent un camion du *Vorwaerts*, journal social-démocrate ; elle célébra comme une victoire prolétarienne cette action à laquelle avaient participé des fascistes. Le parti communiste ne fit rien pour parer au danger d'un progrès de l'influence hitlérienne sur les ouvriers à la faveur de la grève ; pendant la semaine que dura la grève, c'est-à-dire jusqu'aux élections inclusivement, il dirigea toutes ses attaques contre la social-démocratie, et suspendit à peu près sa lutte contre les conceptions fascistes. Et il semble bien qu'à Berlin le parti national-

socialiste ait alors gagné des voix ouvrières, alors qu'il en perdait partout ailleurs. Or, l'aspect politique de la grève était d'autant plus important que, par la nature même de la corporation en lutte, tout se passait dans la rue. Les hitlériens lancèrent leurs sections d'assaut contre les briseurs de grève, et se rendirent ainsi maîtres de la rue dans certains quartiers. Les ouvriers aussi, il est vrai, et surtout les chômeurs descendirent dans la rue, en masse et spontanément, pour aider les piquets de grève ; si l'on en juge par l'affolement des journaux bourgeois et leurs appels à la répression, le prolétariat dut à ce moment montrer sa force. Le parti communiste ne fit rien pour organiser cette solidarité spontanée. Il avait pourtant assez de militants à Berlin pour pouvoir le faire ; mais ces militants étaient à peu près entièrement absorbés par la propagande électorale. Le dimanche, jour des élections, la bureaucratie du syndicat réformiste redoubla ses efforts ; les hitlériens se mirent à troubler la grève en lançant de faux bruits. Mais les militants communistes avaient donné toutes leurs forces, sans réserve, à la propagande électorale, sans songer qu'une autre tâche plus importante les attendait. Berlioz, dans *L'Humanité*, a raconté comment ils s'endormirent ce soir-là dans un épuisement total et sans arrière-pensée. Le lendemain, la *Rote Fahne* annonçait en lettres géantes que la grève se poursuivrait jusqu'à la victoire ; mais des lettres de renvoi vinrent démoraliser les grévistes qui n'étaient plus soutenus par les masses de la rue. Le parti repoussa avec indignation la proposition faite par quelques oppositionnels de ne plus lutter que pour le retrait des licenciements. Néanmoins, le soir même, la circulation reprenait. Et, le lendemain, les grévistes retournèrent au travail en acceptant, non seulement la réduction de salaire qui faisait l'objet du conflit, mais encore le licenciement de 2 500 de leurs camarades qui se trouvèrent ainsi jetés sur le pavé sans même la maigre ressource du secours de chômage. C'est là ce que la *Rote Fahne* osa annoncer sous le titre : « Trahis, mais non vaincus. »

Ainsi, dans la ville qui est, en Allemagne, la citadelle du communisme, au moment même où, ayant gagné près de 140 000 voix, il dépassait de loin, à Berlin, tous les autres partis, le parti communiste allemand a dû terminer par une capitulation complète une grève déclenchée sous sa responsabilité, dont la portée politique était considérable, et où l'action des masses constituait un facteur aussi important que celle des grévistes eux-mêmes. Le lendemain même du jour où la victoire électorale avait donné au parti communiste une si grande apparence de force, l'impuissance réelle du parti apparut aussi clairement et aussi tragiquement que le 20 juillet. Au reste il va de soi que toute la presse officielle de l'Internationale Communiste a célébré cette grève comme une victoire.

Si cette grève n'a pas accru les forces du prolétariat, elle a accru

indirectement, et d'une manière décisive, celles de la bourgeoisie. Elle constituait, pour les hitlériens, une manœuvre de chantage à l'égard de la grande bourgeoisie, destinée à faire comprendre à celle-ci qu'elle devait à tout prix, pour son propre salut, empêcher le parti hitlérien soit de s'affaiblir, soit de se tourner, même momentanément, contre elle. Il n'y a pas d'ailleurs d'autres relations, entre le parti hitlérien et la grande bourgeoisie, qu'un chantage réciproque et permanent ; chacun voudrait se subordonner l'autre ; chacun périrait sans l'aide de l'autre ; mais un parti peut courir des risques que ne peut courir une classe. C'est pourquoi la manœuvre tentée par les hitlériens au moyen de la grève des transports vient finalement d'aboutir, après la tentative infructueuse de von Schleicher pour domestiquer le mouvement hitlérien, à la nomination de Hitler au poste de chancelier.

Pendant les trois mois qui se sont écoulés dans l'intervalle, le parti communiste allemand n'a à peu près rien fait. Quelques jours avant la grève, une conférence extraordinaire du parti avait exclu Neumann, en lui reprochant notamment d'avoir trop vivement critiqué les fautes commises le 20 juillet, fautes reconnues par la conférence ; et elle avait renouvelé la confiance du parti à Thaelmann, qui ne risque pas de critiquer trop vivement les fautes, puisque c'est lui qui les commet. Elle avait aussi abandonné, il est vrai, en en rejetant à tort toute la responsabilité sur Neumann, certaines déviations nationalistes (le mot d'ordre de « révolution populaire » substitué à celui de « révolution prolétarienne ») ; mais, en fait, la politique nationaliste continua, à peine moins accentuée. On insista beaucoup plus sur la solidarité des prolétariats français et allemand dans la lutte contre Versailles, ce qui semble excellent ; mais il n'y avait là que de la poudre jetée aux yeux du prolétariat allemand, le parti communiste français ne faisant pas grand-chose à cet égard en dehors de quelques titres tapageurs dans *L'Humanité*(10). Il est vrai aussi que la conférence avait décidé d'orienter la propagande syndicale surtout vers la conquête d'une position solide à l'intérieur des syndicats réformistes ; on ne peut dire jusqu'à quel point ce mot d'ordre si tardif a été appliqué. Pour le front unique, la tactique est restée la même ; et, bien qu'en décembre et janvier un renouveau de terreur hitlérienne ait créé dans les masses un vif courant en faveur du front unique, on n'a rien tenté pour rendre ces velléités efficaces en les faisant passer dans le domaine de l'organisation.

Après les journées du 20 juillet et du 7 novembre, celle du 22 janvier manifesta une fois de plus, et plus tragiquement encore, l'impuissance du parti communiste. Une semaine auparavant, les hitlériens avaient annoncé qu'ils organiseraient ce jour-là une manifestation en plein nord de Berlin, c'est-à-dire dans la partie rouge de la ville, et devant la maison même du parti communiste (maison

Karl Liebknecht). La contre-manifestation annoncée par le parti communiste fut interdite. Le parti ne vit là qu'une provocation préparant une mesure d'interdiction contre lui ; et il resta inerte, avant, pendant et après la manifestation hitlérienne, en dehors de quelques appels dans sa presse et d'une contre-manifestation paisible organisée le 24 au même endroit, c'est-à-dire dans le quartier où il est maître. Péri, spécialement chargé, dans *L'Humanité*, de transformer en succès les défaites du parti allemand, chanta victoire, aussi bien à propos de quelques manifestations spontanées qui eurent lieu, le 22 janvier, sur le passage des hitlériens, qu'à propos de l'inertie où demeura le parti, inertie présentée comme un triomphe de la « discipline communiste ».

En fait, l'appréciation donnée par le parti était entièrement fausse. Il ne s'agissait pas de préluder à l'interdiction du parti communiste ; une telle mise en scène aurait été inutile à cet effet. Il s'agissait, pour le fascisme, d'une sorte de répétition générale destinée à éprouver la force de résistance du prolétariat berlinois ; et, à l'expérience, cette force se révéla nulle. Certes le parti eut raison de ne pas envoyer ses militants au massacre ; mais le prolétariat a d'autres moyens de lutter. Ses forteresses à lui, ce sont les entreprises. Or les entreprises protestèrent, mais elles ne bougèrent pas. Et cependant, d'après la presse communiste, qui a dû dire la vérité sur ce point, les masses réformistes étaient soulevées par une vive indignation. Malgré cette indignation, et bien qu'averti plusieurs jours à l'avance, le parti ne fit aucune proposition de front unique d'organisation à organisation ; il s'en tint aux appels vagues et inefficaces à l'action spontanée des ouvriers. Comme de tels appels ne constituent pas une action, ni même une tentative d'action, on est forcé de dire qu'en cette journée décisive le parti communiste allemand a purement et simplement capitulé. Quelques jours après cette capitulation eut lieu l'événement prévu, redouté depuis si longtemps ; Hitler fut nommé chancelier.

Cette nomination n'a pourtant pas décidé encore de l'issue de la lutte. Il est extrêmement grave que les bandes d'assassins fascistes aient à présent derrière elles le pouvoir d'État avec ses caisses, son appareil judiciaire, son appareil policier ; mais la bourgeoisie n'a pas encore livré l'Allemagne au fascisme ; elle a écarté les hitlériens de tous les ministères importants, et notamment du Ministère de la Reichswehr. Hitler est forcé de continuer, à l'intérieur du ministère, la lutte qu'il mène depuis huit mois contre les partis de la grande bourgeoisie. Mais n'oublions pas qu'il garde entre les mains le même atout grâce auquel il a obtenu, malgré la répugnance de Hindenbourg, le poste de chancelier ; à savoir le fait que le mouvement hitlérien est indispensable et risquerait de se décomposer si les partis purement bourgeois l'écartaient du pouvoir ou le domestiquaient.

Toute la question est donc de savoir qui, du prolétariat ou de la bourgeoisie, réalisera en premier lieu l'unité d'action dans ses propres rangs. La bourgeoisie est de beaucoup la plus avancée sur ce terrain. Certes, dès l'arrivée de Hitler au pouvoir, le parti communiste et la social-démocratie se sont lancé mutuellement des appels à l'unité d'action, mais ils ont eu soin de les formuler de la manière la plus vague. Il y a d'autre part, ces derniers jours, un assez grand nombre de manifestations de masse et même de grèves dans lesquelles le front unique a été réalisé spontanément. Mais, même maintenant, on ne fait rien pour organiser ce front unique. De la social-démocratie on ne peut évidemment attendre aucune initiative à cet égard ; mais il lui serait assez difficile de refuser des propositions précises de front unique formulées par le parti communiste. Mais le parti communiste ne se décide pas à abandonner la tactique du front unique « seulement par en bas ». S'il va aux manifestations de masse organisées par la social-démocratie contre le fascisme, il n'en profite pas pour mettre les chefs social-démocrates au pied du mur ; il ne fait qu'y lancer, comme il a fait récemment au Lustgarten, des appels vagues adressés seulement aux ouvriers, appels qui laissent bonzes réformateurs et terroristes hitlériens dans une quiétude parfaite.

Quant à l'avenir du parti, il faut avant tout mettre les militants en garde contre les illusions. Il va sans doute y avoir des mouvements spontanés, grèves, batailles de rue, où les communistes seront en tête, parce que ceux qui vont se ranger sous le drapeau du communisme sont aussi d'ordinaire ceux qui sont les plus ardents et les plus résolus. Mais le parti comme tel n'aura le droit de porter à son actif que les actions dues, non à l'héroïsme individuel de ses membres, mais à la force qu'il possède en tant qu'organisation. L'héroïsme des meilleurs ouvriers allemands, qu'ils portent ou non la carte du parti, n'atténue pas, mais aggrave les responsabilités du parti communiste.

D'autre part, si le parti change sa ligne politique, il faut se demander non pas seulement si le changement est bon, mais s'il est assez complet et assez rapide. Ce n'est pas là une simple différence de degré, la situation est une de celles où « la quantité se change en qualité ». Entre Rigoulot et un avorton il n'y a qu'une différence de degré si on les met devant un poids de dix kilos ; si le poids est de cent kilos, il y a différence de nature. Si le parti corrige ses erreurs trop lentement ou trop faiblement, c'est comme s'il ne corrigeait rien.

Et même on peut douter de l'efficacité d'un changement radical au cas où ce changement ne serait qu'une volte-face bureaucratique, et n'aurait pas été précédé d'un examen honnête et libre de la situation à tous les échelons du parti. Car une volte-face bureaucratique n'offrirait aucune garantie, risquerait de dérouter les militants et de discréditer

encore un peu plus le parti aux yeux des masses. La question décisive est donc celle de la démocratie à l'intérieur du parti ; or la démocratie ne se rétablit pas du jour au lendemain, ni surtout dans la semi-illégalité où se trouve réduit le parti en ce moment, et qui menace de s'aggraver de jour en jour.

Cependant, pour résoudre complètement la question de savoir si l'on peut garder quelque espoir dans la direction du parti communiste allemand, il faut examiner la structure intérieure du parti.

(*L'École émancipée*, 23e année, n° 21, 19 février 1933.)

IX

Le parti communiste, surtout en Allemagne, où les autres tendances révolutionnaires n'existent à peu près pas, et où l'on aime tant à s'organiser, attire la fraction du prolétariat la plus consciente et la plus résolue. Quel vice caché dans l'organisation empêche les prolétaires dévoués et héroïques qui sont groupés dans le parti communiste allemand de servir effectivement leur classe ? Les simples adhérents au parti se posent parfois la question ; et ils se donnent à eux-mêmes comme réponse, avec une touchante bonne foi, la formule consacrée : « La base est responsable. »

La base, il est vrai, est assez mêlée. À côté de jeunes ouvriers qui, par leur maturité, leur résolution et leur courage, donnent l'impression d'être en mesure de bâtir une société nouvelle, elle en contient d'autres qui, poussés au communisme par le désespoir ou par le goût de l'aventure, auraient aussi bien pu aller au fascisme, et parfois en viennent ; on y trouve surtout beaucoup de nouveaux venus, pleins de bonne volonté, mais aussi d'ignorance. Dans l'ensemble il y a certainement, parmi eux, une capacité trop faible de décision et d'initiative. D'autre part les fautes politiques du parti sont, sans aucun doute, appuyées à la base par des sentiments vifs. Beaucoup de communistes, notamment, se laissent aveugler par le dégoût légitime que leur inspire la social-démocratie ; et surtout les militants déjà âgés, qui n'ont pas oublié les jours tragiques où le ministre social-démocrate Noske se qualifiait lui-même de « chien sanglant ». Comme leur brusquerie fait dégénérer en disputes toutes leurs conversations avec les ouvriers social-démocrates, ils ignorent que ceux-ci éprouvent souvent, à l'égard de Noske, un dégoût semblable, et le proclament bien haut dans leur propre parti. En revanche, on ne peut nier qu'il existe parmi les communistes un certain courant de sympathie à l'égard des hitlériens, dont parfois, notamment dans les grèves,

l'énergie apparente contraste avantageusement avec les capitulations social-démocrates. On a souvent l'impression qu'ouvriers communistes et ouvriers hitlériens, dans leurs discussions, cherchent en vain à trouver le point de désaccord, et frappent à vide. En pleine terreur hitlérienne, on pouvait entendre des hitlériens et des communistes regretter ensemble le temps où ils luttaient, comme ils disaient, « côte à côte », c'est-à-dire le temps du « plébiscite rouge » ; on pouvait entendre un communiste s'écrier : « Mieux vaut être nazi que social-démocrate. » Cependant de semblables paroles excitaient des protestations ; car il se trouve aussi, dans le parti communiste, un fort courant en faveur du front unique avec la social-démocratie. Beaucoup de communistes se rendent clairement compte qu'ils ne peuvent rien faire sans l'appui des ouvriers réformistes. La politique suivie en juillet les a rendus heureux ; ils n'ont pas vu ce qu'elle avait d'insuffisant, et ne se sont pas rendu compte qu'elle était abandonnée dès le début d'août. D'une manière générale, il y a, surtout depuis le 20 juillet, un malaise, qui s'est traduit par un renouveau de vie dans les cellules ; mais un malaise sourd. Longtemps les jeunes communistes n'ont pas eu conscience du caractère aigu de la situation, de la valeur inappréciable de chaque instant ; à cet égard, ils ont fait des progrès dans le courant du mois d'octobre, si l'on en croit le reportage de Berlioz. Néanmoins leur inquiétude, autant qu'on peut savoir, ne prend pas encore une forme articulée.

C'est l'appareil du parti qui empêche cette inquiétude de prendre une forme articulée, en laissant la menace d'exclusion pour déviation « trotskyste » ou « brandlérienne » suspendue sur la tête de chaque communiste. C'est l'appareil qui, en supprimant toute liberté d'expression à l'intérieur du parti, et en accablant les militants de tâches épuisantes et de petite envergure, anéantit tout esprit de décision et d'initiative, et empêche toute éducation véritable des nouveaux venus par les militants expérimentés. D'ailleurs cette masse de nouveaux venus aussi ignorants qu'enthousiastes est le véritable appui de l'appareil à l'intérieur du parti ; sans cette masse docile, comment réaliser ces changements complets d'orientation, accomplis sans discussion et en quelques jours, dont Piatnitsky félicite naïvement le parti allemand ? D'autre part ces sentiments fort compréhensibles, mais si dangereux, de haine à l'égard des social-démocrates, et d'indulgence ou même de sympathie à l'égard des hitlériens, ont été, dans bien des occasions, encouragés par la politique imposée au parti par l'appareil. D'une manière générale, c'est l'appareil qui a mis la confusion dans l'esprit de chaque communiste allemand, en parant sa propre politique de tout le prestige de la révolution d'octobre ; exactement comme les prêtres ôtent toute faculté d'examen aux fidèles enthousiastes, en couvrant les pires absurdités par l'autorité de l'Église.

Si la responsabilité de la faiblesse du parti communiste allemand incombe à la direction, quel est le caractère d'une telle responsabilité ? Les trotskystes, à ce sujet, ont souvent répété : « Les fautes de la social-démocratie sont des trahisons, celles du parti communiste ne sont que des erreurs. » Certes l'Internationale Communiste n'a encore rien fait de comparable au vote des crédits militaires le 4 août 1914, ou au massacre des spartakistes par la social-démocratie en 1919. Mais, si l'on s'en tient à la période présente, il est difficile de saisir le sens d'une telle formule. Est-ce à dire que la social-démocratie détourne les ouvriers de toute action révolutionnaire, et que le parti communiste, s'il s'y prend mal pour préparer la révolution, engage du moins les ouvriers à chercher une issue dans cette voie ? Mais la révolution, ce n'est pas une religion par rapport à laquelle un mauvais croyant vaille mieux qu'un incrédule ; c'est une tâche pratique. On ne peut pas plus être révolutionnaire par de simples paroles que maçon ou forgeron. Seule est révolutionnaire l'action qui prépare une transformation du régime ; ou encore les analyses et les mots d'ordre qui ne prêchent pas simplement, mais qui préparent une telle action. En ce sens il serait hasardeux d'affirmer que le parti communiste allemand, en tant qu'organisation, et indépendamment des sentiments de la base, est plus révolutionnaire que la social-démocratie ; encore celle-ci peut-elle se vanter d'avoir rendu des services beaucoup plus sérieux que lui, autrefois, sur le terrain des réformes. Ou bien la formule des trotskystes signifie-t-elle que les intentions des bureaucrates communistes sont plus pures que celles des bureaucrates social-démocrates ? La question est insoluble et d'ailleurs sans intérêt. Pratiquement on peut, pour un parti ouvrier, nommer erreurs les fautes dues à une mauvaise appréciation des intérêts du prolétariat, trahisons les fautes dues à une liaison, d'ailleurs consciente ou inconsciente, mais organique, avec des intérêts opposés à ceux du prolétariat.

P.-S. – Où en est la question du front unique ?

Le 5 février le bruit courait, selon Trotsky, que Moscou avait donné ordre de le réaliser.

Néanmoins, vers le milieu du mois, le parti communiste allemand a répondu par un refus brutal à la proposition, faite par le parti social-démocrate, d'un « pacte de non-agression ». La social-démocratie expliquait que chaque parti conserverait son point de vue et son indépendance, mais qu'on mettrait un terme aux attaques haineuses. Cette proposition constituait une base de négociations très acceptable, et, dans ces négociations, le parti communiste, qui aurait naturellement proposé une unité d'action effective avec pleine liberté de critique des deux côtés, aurait trouvé un précieux appui auprès de la base même de la social-démocratie. Il s'est privé de cet appui en

refusant même de négocier.

(*L'École émancipée*, 23e année, n° 22, 26 février 1933.)

X

Le parti communiste allemand, comme toutes les sections de l'Internationale, est organiquement subordonné à l'appareil d'État russe. Les bolcheviks, contraints par la nécessité, ont fait ce qu'avaient fait avant eux, comme l'a vu Marx, tous les révolutionnaires à l'exception des communards ; à savoir perfectionner l'appareil d'État au lieu de le briser. « Briser la machine bureaucratique et militaire », c'est, comme l'écrivait Marx en avril 1871, « la condition de toute révolution populaire sur le Continent » ; et Lénine, après Marx, a montré, dans *L'État et la Révolution*, qu'un appareil d'État distinct de la population, composé d'une bureaucratie, d'une police, d'une armée permanente, a des intérêts distincts des intérêts de la population, et notamment du prolétariat. La politique intérieure russe n'a pas à être examinée ici. Mais l'appareil d'État de la nation russe, bien qu'issu d'une révolution, a, en tant qu'appareil permanent, des intérêts distincts de ceux du prolétariat mondial ; distincts, c'est-à-dire en partie identiques, en partie opposés. Peut-être pourrait-on considérer la célèbre doctrine du « socialisme dans un seul pays » comme constituant l'expression théorique de cette divergence.

Jusqu'où cette divergence va-t-elle ? Dans quelle mesure explique-t-elle l'orientation politique de l'Internationale Communiste ? Nous n'en savons rien. Ce que nous savons, c'est que les principales fautes du parti communiste allemand, à savoir la lutte sectaire contre la social-démocratie considérée comme « l'ennemi principal », le sabotage du front unique, la participation au soi-disant « plébiscite rouge », la honteuse démagogie nationaliste, tout cela a été imposé au parti par l'Internationale (cf. notamment le n° 21-22 de l'*Internationale Communiste*). Et, quand on parle de l'Internationale Communiste, il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un appareil sans mandat, puisque le Congrès n'a pas été réuni depuis cinq ans ; un appareil irresponsable, qui se trouve entièrement entre les mains du Comité Central russe. On l'a bien vu quand le parti russe a exclu Zinovief qui était à la tête de l'Internationale, sans consulter les autres sections, ni même leur donner des renseignements précis. Et, en ce qui concerne l'orientation nationaliste du parti allemand, nous savons qu'elle correspondait parfaitement bien à la politique extérieure de l'U.R.S.S., alors soucieuse avant tout d'empêcher que la France n'attire l'Allemagne

dans un bloc antisoviétique. D'autre part, si les conversations entre Leipart et von Schleicher nous indignent, nous avons le droit de nous demander aussi ce que Litvinof, lors de son récent passage à Berlin, a pu dire à von Schleicher au cours de leur entretien particulier. Enfin, d'une manière générale, on remarque dans les fautes du parti allemand une continuité, une persévérance assez rares quand il y a une erreur fortuite ; et le Komintern emploie, contre ceux qui critiquent ces fautes, des méthodes assez semblables à celles qu'emploie un appareil d'État contre ceux qui menacent ses intérêts. Thorez et Sémard l'ont montré le jour où, à propos de l'Allemagne, ils ont fait assommer les trotskystes en pleine réunion publique.

Tout cela ne suffirait pas peut-être à justifier une accusation de trahison. Mais ce qui est certain, c'est qu'une transformation dans le régime intérieur du parti, transformation qui constituerait la condition première d'un redressement véritable, est directement contraire aux intérêts de l'appareil d'État russe. L'appareil d'État russe, comme tous les appareils d'État du monde, déporte, exile, tue directement ou indirectement ceux qui essayent de diminuer son pouvoir ; mais, comme État issu d'une révolution, il a besoin de pouvoir se dire approuvé par l'avant-garde du prolétariat mondial. C'est pourquoi, non seulement dans le parti russe, mais dans l'Internationale, la chasse aux oppositionnels prime toute autre considération. Étant donné la gravité de la situation en Allemagne, on peut dire que l'appareil du parti allemand, toutes les fois qu'il exclut un communiste pour désaccord avec la ligne du parti, trahit les ouvriers allemands pour sauver la bureaucratie d'État russe.

Contre le triple appareil du parti, du Komintern et de l'État russe, seuls luttent quelques minuscules groupements d'opposition. Leur opposition est d'ailleurs plus ou moins catégorique. Le « Leninbund », avec Urbahns, va jusqu'à refuser entièrement à l'U.R.S.S. le titre d'État ouvrier ; les trotskystes, au contraire, d'ailleurs actifs et courageux, ont à l'égard de l'« État ouvrier », du « parti de la classe ouvrière », un perpétuel souci de fidélité qui nuit souvent à la netteté de leur jugement(11). Brandler, dont les partisans sont les seuls oppositionnels à avoir de l'influence dans les syndicats réformistes, va bien plus loin encore, puisqu'il approuve tout ce qui se fait en U.R.S.S., y compris les déportations. Quelques brandlériens, groupés autour de militants de valeur, tels que Fröhlich, ont fini par juger cette attitude comme une capitulation ; et, désespérant d'autre part de redresser le parti communiste, ils sont allés au petit « parti socialiste ouvrier » où les attirait la présence d'une jeunesse d'esprit vraiment révolutionnaire. Mais ils se sont ainsi trouvés pris dans une organisation qui joint à la faiblesse numérique d'une secte l'incohérence d'un mouvement de masse ; situation qui paralyse un militant. Au reste la lutte que mènent

ces groupements est à peu près désespérée. Comment discréditer à l'intérieur du parti communiste une direction qui a tant de moyens d'y conserver son crédit ? Quant à tenter de discréditer le parti lui-même auprès du prolétariat, aucun oppositionnel ne l'oserait, de peur de favoriser ainsi le réformisme ou le fascisme. Et, à la base, c'est à peine si, parmi de jeunes ouvriers communistes et social-démocrates, un mouvement en faveur d'un nouveau parti commence à se dessiner.

*

Ainsi voilà où en sont ces sept dixièmes de la population allemande qui aspirent au socialisme. Les inconscients, les désespérés, ceux qui sont prêts à toutes les aventures, sont, grâce à la démagogie hitlérienne, enrôlés comme troupes de guerre civile au service du capital financier ; les travailleurs prudents et pondérés sont livrés par la social-démocratie, pieds et poings liés, à l'appareil d'État allemand ; les prolétaires les plus ardents et les plus résolus sont maintenus dans l'impuissance par les représentants de l'appareil d'État russe.

Faut-il essayer de formuler des perspectives ? Les diverses combinaisons auxquelles peut aboutir le jeu des luttes et des alliances entre classes et fractions de classes fournissent autant de perspectives qu'on ne peut complètement repousser ; non pas même celle d'un soulèvement spontané du prolétariat, et d'une nouvelle Commune à l'échelle de l'Allemagne. Peser les probabilités serait sans intérêt. D'ailleurs la signification des divers éléments de la situation allemande dépend entièrement des perspectives mondiales ; notamment du moment où se produira ce « tournant de la conjoncture » dont on parle à Berlin depuis plus de six mois ; du rythme selon lequel la prospérité se rétablira ; de l'ordre selon lequel elle touchera les différents pays. Nous ne pouvons rien dire de vraiment précis à ce sujet. La faiblesse du mouvement révolutionnaire est due sans doute en grande partie à cette ignorance où nous sommes des phénomènes économiques ; ignorance au reste honteuse pour des matérialistes, et qui se réclament de Marx.

Du moins apercevons-nous clairement la décadence du régime, et même en dehors de la crise actuelle. De plus en plus les dépenses consacrées à la guerre économique, dont la guerre militaire peut être considérée comme un cas particulier, l'emportent sur les dépenses productives ; et parallèlement, le système s'accroche de plus en plus aux appareils d'État, ces appareils qui, au cours de l'histoire, ont été toujours perfectionnés et jamais brisés. La limite idéale de cette évolution pourrait être définie comme le fascisme absolu, c'est-à-dire

une emprise étouffante, sur toutes les formes de la vie sociale, d'un pouvoir d'État servant lui-même d'instrument au capital financier. Un retour de la prospérité peut interrompre en apparence cette évolution ; le danger restera le même tant que le régime continuera à se décomposer. Déjà la crise générale du régime semble s'étendre, non seulement aux restes de la véritable culture bourgeoise, mais au peu que nous possédons comme ébauches d'une culture nouvelle ; le mouvement ouvrier, le prolétariat, sont atteints matériellement et moralement, et surtout au moment actuel, par la décadence de l'économie capitaliste. Et l'on aurait tort d'être sûr que cette décadence ne peut arriver à étouffer aussi, et peut-être même sans agression militaire, les survivances de l'esprit d'Octobre en U.R.S.S. C'est en Allemagne qu'a lieu présentement l'attaque que mène la classe dominante, contrainte par la crise à aggraver sans cesse l'oppression qu'elle exerce ; et nous ne pouvons mesurer l'importance de la bataille qui peut-être se livrera là-bas demain.

Au seuil d'une telle bataille, devant les formidables organisations économiques et politiques du capital, devant les bandes de terroristes hitlériens, devant les mitrailleuses de la Reichswehr, la classe ouvrière d'Allemagne se trouve seule et les mains nues. Ou plutôt on est tenté de se demander s'il ne vaudrait pas mieux encore pour elle se trouver les mains nues. Les instruments qu'elle a forgés, et qu'elle croit saisir, sont en réalité maniés par d'autres, pour la défense d'intérêts qui ne sont pas les siens.

P.-S. – En ce moment, dans le camp capitaliste, les contradictions s'affirment. Von Papen vient de lancer un appel en faveur d'un front « noir-blanc-rouge » comprenant les « partis bourgeois », c'est-à-dire les partis de droite à l'exclusion des national-socialistes. La *Deutsche Allgemeine Zeitung* fait de la propagande contre l'intervention de l'État dans l'économie. La social-démocratie voit dans ces combats intérieurs de la bourgeoisie un signe de la faiblesse de Hitler, mais rien n'est moins sûr. Le ton des articles de la *Deutsche Allgemeine Zeitung* semble exprimer une sorte de panique, comme si la grande bourgeoisie se sentait débordée par le mouvement hitlérien. Et quant à croire qu'elle se tournera jamais catégoriquement contre Hitler, dans les conditions actuelles, il ne serait pas raisonnable d'y compter ; ce serait rendre la voie libre pour un soulèvement du prolétariat, et la bourgeoisie le sait.

En fait, jusqu'ici, la position de Hitler ne cesse de se renforcer, et la terreur hitlérienne de s'accroître (ordres formels à la police d'attaquer systématiquement les partis de gauche, et assurance que les meurtres qu'elle commettra seront toujours couverts ; suppression de toute la presse communiste ; fermeture de la maison du parti (maison Karl Liebknecht) ; fermeture de l'école Karl Marx, école célèbre à Berlin,

comprenant des cours primaires et secondaires, et des cours secondaires spéciaux pour jeunes ouvriers ; suppression de toutes les écoles laïques prévue pour Pâques ; création d'une police auxiliaire composée de membres des sections d'assaut hitlériennes et du Casque d'Acier ; etc., etc.

La résistance prend la forme de grèves locales d'un jour et de manifestations de masse, au cours desquelles le front unique est généralement réalisé entre organisations locales. Cette résistance reste incohérente et dispersée, à la manière des mouvements spontanés, et en somme, jusqu'ici, inefficace. Le front unique de même n'est réalisé que localement, partiellement, et d'une manière également incohérente, ce qui montre que les cadres se laissent entraîner par le courant spontané des masses en faveur de l'unité d'action au lieu de l'organiser. Ce courant est tous les jours plus fort ; un des signes en est les résolutions, d'ailleurs aussi vagues qu'ardentes, que prennent à ce sujet toutes les assemblées générales de syndicats réformistes qui ont lieu en ce moment.

Il y a eu propositions précises de front unique de la part des fédérations rouges des métaux et des bâtiments et de l'organisation syndicale rouge de Berlin aux organisations réformistes correspondantes ; et bien entendu, sans résultats. Les organisations syndicales rouges d'Allemagne, qui, par leur activité et leur organisation, ne font que « reproduire le parti » (*I.S.R.*, n° 19-20, p. 914), à qui elles restent inférieures quant à leurs effectifs et à leur influence, sont trop faibles pour avoir des chances sérieuses de réaliser l'unité d'action avec les organisations réformistes correspondantes, sinon en allant jusqu'à l'extrême limite des concessions, c'est-à-dire en demandant à rentrer dans la Centrale réformiste. Il est difficile de dire de loin si cette tactique, recommandée par les trotskystes, serait ou non la meilleure.

En tout cas l'on ne pourra croire que le parti communiste veut véritablement faire ce qui dépend de lui pour réaliser l'unité d'action du prolétariat que le jour où il fera lui-même, en tant que parti, des propositions assez précises et assez conciliantes pour mettre les dirigeants réformistes au pied du mur.

Or jusqu'ici, malgré l'état d'esprit des masses et le danger pressant, le Comité Central du parti n'a rien dit, depuis l'appel vague qu'il avait lancé au lendemain de la nomination de Hitler comme Chancelier. On pourrait croire qu'il n'existe pas.

(*L'École émancipée*, 23e année, n° 23, 5 mars 1933.)

SUR LA SITUATION EN ALLEMAGNE

(Tribune de discussion)
(1933)

Je saisis avec plaisir l'occasion que me donne l'article du camarade Naville pour signaler aux lecteurs de l'*E.E.* que Trotsky, non seulement a pleinement compris dès 1930 la signification de ce qui se passait en Allemagne, mais encore n'a pas cessé, depuis ce temps, de suivre de jour en jour le développement de la situation allemande, par des analyses d'une clarté, d'une lucidité qu'il est impossible de ne pas admirer. Il n'est que juste aussi de signaler que, sous le gouvernement von Schleicher, il n'y a eu en France, dans la presse bourgeoise, social-démocrate ou révolutionnaire, que *La Vérité* pour poser des perspectives justes.

Cette constatation laisse entière la question de l'attitude qu'ont observée les trotskystes à l'égard de l'Internationale communiste. Le moment actuel n'est sans doute pas propice pour une discussion concernant la tactique d'une période qui est à jamais passée. Pour le présent, le camarade Naville demande avec raison à la majorité fédérale de prendre position. Mais on peut lui adresser à lui-même, ou plutôt à son organisation, et notamment à Trotsky, la même demande. Car le camarade Naville écrit : « Le fait est que l'Internationale communiste a renoncé à son rôle de direction du prolétariat révolutionnaire *en Allemagne*. » On aimerait savoir *dans quel pays* l'Internationale communiste a conservé ce rôle. Est-ce en France, où le parti communiste joint à toutes les faiblesses dont souffrait le parti allemand celle d'être squelettique, où la C.G.T.U. s'effrite de jour en jour ? Est-ce en Espagne, en Angleterre, en Amérique, etc., où les sections de l'I.C. sont pratiquement à peu près inexistantes ? Ou serait-ce par hasard en U.R.S.S., où, d'après Trotsky, le prolétariat étouffe sous une dictature bureaucratique qui risque de le mener à sa perte ? Il faut savoir si la manière étrange dont s'exprime le camarade Naville est l'effet d'une maladresse de langage, ou le signe que les organisations trotskystes désirent éviter, même à présent, de prendre nettement position à l'égard de l'Internationale communiste. La situation est trop grave pour que les militants, et surtout un militant comme Trotsky, aient le droit d'adopter une attitude ambiguë.

(*L'École émancipée*, 23e année, n° 28, avril 1933.)

QUELQUES REMARQUES SUR LA RÉPONSE DE LA M.O.R.(12)

(Tribune de discussion)
(1933)

La M.O.R. se décide donc enfin, par la plume de ses adhérents de l'Hérault, à prendre la défense du parti communiste allemand. Elle n'a pas la priorité, et même son silence s'était prolongé assez longtemps pour engager *L'École émancipée* à publier l'article du camarade Ranc, qui n'est ni de l'Enseignement ni du parti communiste. Cet article n'apporte d'ailleurs rien, ni fait, ni raisonnement qui soit susceptible de modifier les données du problème ; il nous apprend seulement que les fautes récentes ont leur racine dans un passé plus lointain. Nous pouvions espérer que la M.O.R., qui a des liaisons avec le parti communiste français et l'Internationale, nous apporterait autre chose ; et cela d'autant plus facilement que nos camarades communistes pouvaient entrer en rapport avec des camarades allemands compétents dans la question. Or cette réponse de la M.O.R. nous apporte en effet autre chose ; à savoir des procédés de polémique qui nous reportent aux plus beaux jours d'avant Bordeaux. Mais, bien que la M.O.R. parle d'une « accumulation d'erreurs et de mensonges », elle ne relève pas la plus petite inexactitude dans les articles qu'elle voudrait réfuter. Elle voudrait ruiner des affirmations étayées par des analyses et une documentation ; et elle ne trouve à leur opposer que des affirmations contraires dont elle ne tente même pas d'établir l'exactitude. Bien plus, ces affirmations se trouvent démenties par des faits que nos camarades de la M.O.R. doivent connaître, pour peu qu'ils se soient documentés, pour peu qu'ils aient seulement lu les articles auxquels ils répondent. Leur réponse fera plaisir, malgré tout, à tous ceux qui désirent conserver d'agréables illusions. Quant aux camarades qui veulent connaître la vérité, les seuls dont l'approbation nous soit précieuse, ils pourront trouver, dans cette vaine tentative de réponse, la preuve claire que l'exposé publié par *L'École émancipée* était rigoureusement exact.

Espérons que ces camarades comprendront pleinement le péril mortel que court le mouvement révolutionnaire du fait qu'il se trouve entre les mains d'hommes dont les uns aiment mieux régler leurs pensées et leurs actions d'après des mythes que d'après une vue claire de la réalité, et dont les autres pensent que toutes les vérités ne sont pas bonnes à dire. Un tel état d'esprit est dangereux même quand il

s'agit de questions secondaires ; or, aujourd'hui, dans toutes les questions importantes, le mouvement ouvrier est entièrement livré à l'illusion et au mensonge. Nous sommes perdus si nous ne remettons pas en vigueur le grand principe que Lénine rappelait sans cesse, à savoir que la vérité, quelle qu'elle soit, est toujours salutaire pour le mouvement ouvrier, l'erreur, l'illusion et le mensonge toujours funestes.

Quant à la soi-disant réponse de la M.O.R., il n'y a pas lieu de la discuter. On ne discute pas des affirmations sans preuves. Mais elle fournit l'occasion de faire quelques remarques qui peuvent n'être pas inutiles.

La M.O.R. ne tente pas de défendre le mot d'ordre du « front unique seulement à la base ». Elle voudrait faire croire que le parti communiste allemand a tenté par deux fois d'appliquer la tactique du front unique au sommet. Ainsi lancer, sans la moindre préparation préalable, un mot d'ordre aussi grave que celui de grève générale, alors qu'on est tout à fait incapable de l'appliquer, et inviter ceux qui peut-être en seraient capables à se charger d'appliquer ce mot d'ordre, ce serait là la tactique du front unique ? Ce n'en est même pas une mauvaise caricature. Chercher à établir le front unique, c'est chercher à former à tous les degrés de la hiérarchie, de la base au sommet, des organisations mixtes établies pour un objectif déterminé et grâce auxquelles chaque tendance peut proposer sa tactique à l'ensemble des ouvriers organisés.

Ce que la M.O.R. se garde bien de dire, c'est ce qui s'est passé en février et mars. Au début de février, la social-démocratie allemande proposa un « pacte de non-agression », c'est-à-dire la suspension des attaques entre socialistes et communistes. Le parti communiste non seulement refusa, ce qu'on ne peut blâmer, mais refusa brutalement et en fermant la porte à toute négociation ultérieure. Le 19 février, l'Internationale Socialiste elle-même écrivit une lettre ouverte à l'Internationale Communiste, proposant le front unique contre le capitalisme et le fascisme. À cette proposition de front unique, lancée dans un moment si grave, l'Internationale Communiste ne répondit rien. Pendant près de trois semaines elle garda le silence. Survint l'incendie du Reichstag ; brutalement la répression s'abattit sur socialistes et communistes à la fois, les réduisant en fait à l'illégalité, empêchant toute organisation du front unique à l'échelle nationale. C'est alors que l'Internationale Communiste prit la parole, demandant à ses sections nationales de proposer le front unique aux partis socialistes correspondants, et d'accepter même cette fameuse « non-agression » si bruyamment repoussée en Allemagne un mois plus tôt. Peut-on imaginer incohérence plus pitoyable ?

« Le Parti communiste allemand n'a jamais cessé de dénoncer Hitler et ses alliés. » C'est faux. Je ne reviendrai pas sur la question du « plébiscite rouge » et de la grève des transports ; les faits ont été exposés, et la M.O.R. ne tente même pas de montrer que l'exposé était inexact.

Il vaut mieux inviter les camarades honnêtes et réfléchis à se demander quel rôle joue en ce moment le parti communiste français à l'égard de la menace fasciste. Car il y a en France des mouvements fascistes ; ce sont tous les mouvements de révolte qui ne se placent pas sur un terrain de classe : anciens combattants, contribuables, commerçants, paysans conduits par la Ligue agraire. Tous ces mouvements, notre parti communiste les appuie. Il dit que c'est pour amener à lui les masses conduites par les démagogues fascistes. Il oublie seulement de nous dire de quels moyens il dispose à cet effet. Ce que nous voyons, c'est qu'il apporte son autorité morale, qui, grâce à la révolution d'Octobre et au plan quinquennal est encore considérable, à l'appui de courants fascistes. Ce front unique au sommet, qu'on refuse de pratiquer entre organisations ouvrières, la C.G.P.T. le pratique, dans le cadre départemental, avec toutes les organisations paysannes, y compris celles qui sont nettement fascistes, comme la Ligue agraire ; et ce front unique ne se limite pas à organiser en commun des réunions ; les réunions se terminent par des ordres du jour rédigés et déposés en commun. Et quand paysans et commerçants saccagent les coopératives ouvrières, *L'Humanité* fait leur éloge.

« Le Parti communiste allemand a été discipliné dans l'Internationale communiste. » C'est absurde. On ne peut parler de discipline à l'égard d'un appareil sans mandat ; et c'est le cas puisque le congrès de l'Internationale ne s'est pas réuni depuis près de cinq ans. Et cet appareil sans mandat n'a pas craint, de l'aveu de Piatnitsky lui-même, de s'immiscer directement dans les affaires allemandes. Il n'y a pas eu de « directives » de l'Internationale que le parti allemand ait eu à « transposer à la situation allemande ». L'appareil de l'Internationale a purement et simplement conduit le parti allemand, comme le prouve notamment l'affaire du « plébiscite rouge », et l'a conduit à sa perte. Thaelmann paye ses fautes par des souffrances inouïes ; il les paiera de sa vie peut-être. Sans oublier que ces fautes ont fait tomber également entre les mains des hitlériens des militants aussi courageux et cent fois plus clairvoyants que lui, nous n'attaquerons aucun de nos camarades allemands. Nous savons que les vrais responsables ne sont pas dans la forteresse de Spandau. Ils sont à Moscou, et en complète sécurité.

« L'heure n'est pas aux reportages défaitistes », dit la M.O.R. pour conclure, « mais à l'action ». Le jeune Daudin et ses amis de la rue d'Ulm disaient déjà être aux premiers rangs de l'action antifasciste. On

peut en conclure que, tandis que nous cherchons avec anxiété quelle action efficace il nous est encore possible de mener, nos camarades de la M.O.R. ont déjà résolu le problème. Nous les supplions de nous faire profiter de leur savoir. Mais si agir, pour eux, c'est envoyer des protestations à l'ambassade allemande, ou encore brûler Hitler en effigie, comme on l'a fait le 9 avril à Bagnolet, nous avouons que nous préférons les analyses exactes de la situation, fussent-elles « défaitistes ».

C'est pourquoi il n'est pas inutile de dire quelques mots sur la situation actuelle. Hitler, qui ignorait évidemment la vue géniale de Staline, selon laquelle « le fascisme et le social-fascisme sont des frères jumeaux », n'a pas hésité à saccager toutes les organisations réformistes, à emprisonner et à torturer sauvagement quantité de militants social-démocrates. Il en résulte la capitulation cynique et honteuse que tous nos camarades connaissent, et que tous ceux qui savent raisonner avaient prévue. Les communistes au contraire ont eu en mainte occasion, et surtout à la base, une attitude héroïque. Mais ils sont et restent complètement impuissants. Les mensonges conscients de *L'Humanité* à ce sujet, comparables seulement à ceux du gouvernement français pendant la guerre, n'y peuvent rien changer. Il y a eu et il y a, certes, des tracts et des journaux illégaux, qui n'ont d'ailleurs pour contenu que des mots d'ordre irréalisables ; mais la distribution, malgré l'héroïsme des militants, est très restreinte. Tous les camarades comprendront pourquoi on ne peut donner des détails plus précis. Mais on peut signaler que la catastrophe a éclaté comme un coup de foudre dans un ciel serein, et qu'en dehors des imprimeries clandestines, utilisées depuis longtemps, il n'y avait pas eu de préparation en vue de l'action illégale. Quant au pays qu'on nous a appris à considérer comme le rempart du socialisme mondial, l'U.R.S.S., tout s'est passé comme s'il n'existait pas. La bureaucratie réformiste allemande, Leipart en tête, collabore avec Hitler. Mais la « patrie internationale des travailleurs » ne voit pas d'autre obstacle à sa collaboration avec le gouvernement hitlérien que les perquisitions opérées au siège de ses représentations commerciales. Une « patrie internationale » considérerait les communistes allemands comme ses membres au même titre que ceux qui sont soumis aux lois de son État ; et l'U.R.S.S. possède de puissants moyens de pression. Les commandes de l'U.R.S.S. ne sont-elles pas, dans cette période de crise aiguë, indispensables à l'industrie allemande ? Or la menace de boycott n'a été utilisée que contre les provocations d'Hitler à l'égard de l'État russe, et nullement en faveur des militants assassinés et torturés. Même les simples protestations émises par l'U.R.S.S. ne portent que sur les mauvais traitements infligés aux citoyens soviétiques. Nous sommes forcés d'enregistrer que l'U.R.S.S. n'a plus aucun titre à être considérée

comme la « patrie socialiste ».

Quant à Hitler, il continue à faire le nécessaire pour canaliser à son profit les aspirations socialistes de la masse. L'antisémitisme, avec tout ce qu'il comporte, et notamment le pillage des magasins, est une arme puissante à cet effet. Hitler est allé jusqu'à souiller la plus pure tradition du mouvement ouvrier, la plus imprégnée d'internationalisme prolétarien, en faisant du 1er mai une fête national-socialiste. Certes il se heurtera à des difficultés insolubles, et notamment sur le terrain économique ; mais il serait puéril de croire que ces difficultés suffiront à changer le régime.

Il est inutile et déshonorant de fermer les yeux. Pour la deuxième fois en moins de vingt ans, le prolétariat le mieux organisé, le plus puissant, le plus avancé du monde, celui d'Allemagne, a capitulé sans résistance. Il n'y a pas eu défaite ; une défaite suppose une lutte préalable. Il y a eu effondrement. La portée de cet effondrement dépasse de beaucoup la limite des frontières allemandes. Le drame qui s'est joué en Allemagne était un drame d'une portée mondiale. Et le coup subi par le mouvement ouvrier en mars 1933 est plus grave peut-être que celui qui avait été subi le 4 août 1914.

(*L'École émancipée*, 23e année, n° 31, 7 mai 1933)

LE RÔLE DE L'U.R.S.S. DANS LA POLITIQUE MONDIALE

(1933)

La terreur blanche et le fascisme couvrent en ce moment presque tout le territoire de l'Europe ; on remarque des signes précurseurs du fascisme aux États-Unis et dans les rares pays européens demeurés démocratiques, plus particulièrement en Suisse, en Belgique, en Espagne, en France. De plus en plus, toute l'espérance des militants réside exclusivement en ce sixième du globe où se trouve, nous dit-on, un État ouvrier, qui représente les intérêts généraux du prolétariat mondial, qui construit le socialisme, et qui, quand il aura réalisé le socialisme sur son territoire, l'étendra aux cinq autres sixièmes du globe.

Jamais il n'a été plus urgent pour nous de savoir clairement si cet État ouvrier est une réalité ou une illusion. Dans le premier cas, nous devons tout subordonner à sa défense. Nous devons, s'il est menacé ou attaqué, le défendre, non seulement contre notre propre bourgeoisie, si celle-ci lui est hostile, mais même, le cas échéant, unis à notre propre bourgeoisie, si jamais celle-ci, par le jeu des rivalités impérialistes, se trouvait combattre un pays qui menacerait l'existence de l'U.R.S.S. Nous devons subordonner toutes nos critiques au souci de ne pas discréditer l'U.R.S.S. auprès du prolétariat, non plus que les organisations qui établissent la liaison entre l'U.R.S.S. et l'avant-garde de la classe ouvrière. Si, au contraire, aucun État au monde ne peut en ce moment se dire le représentant des intérêts historiques du prolétariat mondial, nous devons ne compter que sur nous-mêmes, si faibles que nous soyons ; nous devons, en toutes circonstances, considérer notre propre bourgeoisie comme l'ennemi principal et saboter toute guerre menée par elle, quand même elle serait alliée à l'U.R.S.S. ; nous devons proclamer partout tout ce que nous pensons être la vérité ; et nous devons nous orienter vers un regroupement des forces ouvrières, dans les pays capitalistes, sur une base indépendante par rapport au Parti communiste russe.

Notre camarade Prader a envoyé à *L'École émancipée* une série d'articles concernant le régime intérieur de l'U.R.S.S. Pour moi, je voudrais simplement ici donner quelques documents permettant d'examiner si, dans ses rapports avec les États capitalistes, l'État russe joue le rôle d'un représentant des intérêts de classe du prolétariat

mondial, si, autrement dit, les rapports entre l'U.R.S.S. et le monde capitaliste doivent être regardés comme une des formes de la lutte des classes.

J'attends que l'on me montre, ces deux ou trois dernières années, un acte de solidarité de l'U.R.S.S. avec les prolétariats opprimés. Ce que je sais en revanche, c'est qu'à la conférence économique, Litvinof a proposé des moyens propres à rétablir l'économie capitaliste, comme aurait pu faire un vulgaire social-démocrate ; qu'à Genève il a formulé une définition de l'agresseur, permettant ainsi, dans une guerre éventuelle entre États impérialistes, à l'un des blocs impérialistes de se dire en état de légitime défense et d'appeler les communistes à participer à l'union sacrée ; que l'U.R.S.S., dans les clauses du pacte de non-agression franco-russe, a renoncé à protéger les organisations indigènes en lutte contre notre impérialisme et à les abriter sur son territoire ; que Litvinof s'est exprimé, dans de récentes lettres à Paul-Boncour et à Herriot, comme aucun social-démocrate peut-être n'a osé le faire. J'espère en particulier qu'aucun communiste n'a lu sans honte, dans *L'Humanité*, les lignes où Litvinof félicite Herriot de « sa lutte infatigable pour la paix ».

Mais plus instructifs encore sont les textes où la bourgeoisie elle-même examine la nature de ses relations avec l'État soviétique et leur rapport avec la lutte des classes. Je choisirai comme exemple la bourgeoisie du pays même qui semble s'orienter vers la guerre antisoviétique, la bourgeoisie allemande.

Die Tat, revue de jeunes économistes qui sympathisent depuis longtemps avec le national-socialisme, ont soutenu von Schleicher, et sont à présent favorables au mouvement hitlérien, sans y être incorporés, écrit :

« L'Allemagne et les États-Unis ne représentent pour la Russie, à l'heure actuelle, aucun danger politique, au contraire… Depuis que, même sous Staline, la Russie devient de plus en plus un État national, depuis que le reste du monde liquide de plus en plus le libéralisme international, et que chaque puissance tend à revenir dans les limites de son territoire national, la tension provoquée par le danger du bolchevisme international a disparu. *La Russie est redevenue une puissance parmi les puissances*(13)… Une collaboration germano-russe est la base de toute la politique extérieure allemande. » (Reproduit par *Lu* le 9 juin 1933.)

La *Deutsche Allgemeine Zeitung*, journal de l'industrie lourde, qui a toujours demandé le bloc des partis nationaux et représente jusqu'à un certain point l'opposition bourgeoise contre Hitler, a consacré, le 27 mai dernier, un long article au problème des relations germano-russes. Cet article expliquait qu'au lendemain de Versailles le

rapprochement germano-russe était pour l'Allemagne un moyen de pression sur les puissances victorieuses ; et que ce moyen est resté inefficace parce qu'un tel rapprochement ne pouvait être pris au sérieux par rapport à une guerre éventuelle. En effet :

« L'éventualité d'une lutte sur le même front que les soldats de l'armée rouge devait apparaître comme absurde, parce que c'eût été abandonner nos propres troupes au danger d'un bouleversement bolchevik, danger contre lequel le système de Weimar n'avait pas d'arme efficace.

« Ce point de vue, décisif dans la politique des dix dernières années, a à présent perdu de son poids grâce à la révolution nationale en Allemagne. Si absurde que cela puisse sembler au premier abord, précisément le gouvernement du relèvement national, qui est en train d'extirper complètement le communisme en Allemagne, mais s'appuie sur de très larges couches de la population, et espère organiser solidement le peuple allemand, pourra peut-être, mieux que les gouvernements précédents, regarder en face l'éventualité d'une alliance germano-russe.

« Ainsi seulement peut-on expliquer que le jugement porté par la presse de Moscou sur la situation allemande après la première tempête d'indignation contre les persécutions à l'égard des communistes, s'oriente vers une position relativement moins pure et plus réaliste. »

L'article explique ensuite que le souci qui s'exprime à présent dans les documents soviétiques est moins l'effondrement du communisme allemand que le danger d'une guerre d'intervention où l'Allemagne hitlérienne jouerait le rôle d'avant-garde ; que, en face de ce danger, le gouvernement soviétique espère que les conflits d'intérêts entre l'Allemagne et la France sont trop considérables et ont un retentissement trop profond dans la conscience nationale pour permettre un rapprochement ; mais que surtout les Russes comptent sur une issue révolutionnaire de la crise allemande. À vrai dire, au Kremlin, « on a complètement abandonné l'espoir que les Thaelmann et les Neumann pourraient jamais jouer à nouveau un rôle dans la politique allemande », mais on suit d'autant plus attentivement les éléments révolutionnaires qui se trouvent au sein du parti national.

Et voici les conclusions de l'article :

« On peut comprendre, d'après ces espérances de Moscou, quelle signification a la consolidation de la situation intérieure pour la liberté des mouvements à l'extérieur. Il est évident que la possibilité pratique d'une collaboration germano-russe, *bien que, grâce au mouvement hitlérien, elle entre tout à fait sérieusement en ligne de compte*, ne peut être encore réalisée aussi longtemps que Moscou n'aura pas dû

complètement abandonner ses espérances d'une bolchévisation de l'Allemagne. Un véritable rapprochement de l'Allemagne et de la Russie, *allant jusqu'à une alliance défensive et offensive effective*, ne sera possible que quand l'Allemagne aura accompli à sa manière *une forme de vie politique aussi solide et aussi efficace du point de vue de la propagande que ce que la Russie a accompli dans son système*. Alors seulement… la politique allemande pourra, en cas de besoin, utiliser ses bonnes relations avec la Russie comme un facteur décisif de la politique mondiale. »

En face de cet article bourgeois, voici quelques extraits d'un article écrit par un communiste allemand dans la revue d'extrême gauche, *Die neue Weltbühne :*

« Des milliers d'ouvriers et de révolutionnaires allemands sont en prison ou parqués dans les camps de concentration ; beaucoup ont été tués, plusieurs acculés au suicide par des tortures intolérables…

« Et l'Union soviétique ?

« Les travailleurs du monde entier le savent :… la situation de l'Union soviétique est difficile… Cependant… avec la patience exercée trop souvent et trop longtemps, qui pèse sur le prolétariat comme une maladie, les ouvriers et intellectuels révolutionnaires du monde entier attendent le geste si naturel de solidarité de la part de la Russie, qui doit apporter un asile aux opprimés et la liberté aux emprisonnés.

« Cent vingt jours sont écoulés.

« On ne dira pas qu'il est devenu impossible, dans les cadres des négociations diplomatiques germano-russes, de revendiquer la vie et la liberté des militants ouvriers ! Et si même c'était devenu impossible – l'a-t-on seulement essayé ? Et en ce cas pourquoi pas tout haut ? À la face du monde entier ?

« Dans les frontières de l'Union soviétique vivent cent quatre-vingts millions d'êtres humains… Et n'y aurait-il pas de place, là, pour quelques milliers à qui on a négligé d'arracher la vie et la liberté au profit du fascisme ? La Russie a à sa disposition des méthodes et des moyens dont ne dispose aucun pays au monde.

« À une époque… où la guerre civile battait son plein…, en 1919, la Russie soviétique a demandé et obtenu de la contre-révolution hongroise des centaines d'emprisonnés. Et aujourd'hui, après quatorze ans de développement et de construction, ce serait impossible ?…

« Que nul n'ose dire que c'est de la sentimentalité, des sentiments pour lesquels il n'y a pas de place parmi les gigantesques échafaudages, machines et blocs de pierres !

« Est-ce que les ouvriers révolutionnaires d'Allemagne ont versé

leur sang pour des chiffres d'exportation ? Pour des statistiques ?

« Dans tous les pays de la terre, les juifs ont reçu leurs coreligionnaires… La France impérialiste a donné asile aux immigrants, la Pologne fasciste les a autorisés à pénétrer chez elle… Est-ce donc que, devant les portes du capitalisme occidental, devant les palais des millionnaires… le réfugié sans abri aura plus de raison d'espérer que devant les poteaux de frontière rouges de l'Union soviétique ?

« Nous ne voulons pas l'admettre… »

Si l'on rassemble ces documents, si l'on y ajoute le fait qu'au Congrès antifasciste de Pleyel aucune organisation soviétique n'est intervenue, même par l'envoi d'une déclaration écrite, la conclusion est claire. L'U.R.S.S. n'est plus « la patrie internationale des travailleurs », mais, comme le dit *die Tat*, « une puissance parmi les puissances ». Les prolétariats opprimés se tournent encore vers elle ; mais c'est en vain. Les capitalistes en revanche ont cessé d'en avoir peur et horreur. Ils voudraient bien au contraire pouvoir « accomplir une forme de vie politique aussi solide en son genre », autrement dit pouvoir réaliser, sans expropriation, bien entendu, une concentration analogue des pouvoirs économiques et politiques. Si une fraction de la bourgeoisie allemande veut attaquer l'U.R.S.S., c'est pour assouvir ses appétits impérialistes, et non pas, comme le croient les staliniens et même les trotskystes, pour anéantir un ennemi de classe ; sans quoi il serait inconcevable qu'une autre fraction, politiquement fort proche de la première, songe à une alliance défensive et offensive.

La diplomatie de l'État russe doit donc nous inspirer de la défiance, en cas de guerre comme en cas de paix, tout comme la diplomatie des États capitalistes, sinon au même degré. Nous ne devons soutenir l'État russe que dans la mesure où nous le pouvons sans violer les principes généraux de la lutte prolétarienne. Et nous ne devons jamais oublier qu'au nombre des cartes dont dispose la diplomatie secrète de l'U.R.S.S. se trouvent l'Internationale Communiste et toutes les organisations qui en dépendent. Les staliniens le nient. Mais il leur reste à prouver que l'Exécutif de l'Internationale, dont le congrès ne s'est pas réuni depuis cinq ans, est soumis à un autre contrôle qu'à celui du Comité Central du parti russe. Ou bien encore que le titre de secrétaire du parti russe – c'est le seul titre que possède Staline – n'équivaut pas en fait, en U.R.S.S., au pouvoir suprême. Ou encore que les partis nationaux sont indépendants du Komintern.

Ne fermons pas les yeux. Préparons-nous à ne compter que sur nous-mêmes. Notre puissance est bien petite ; du moins n'abandonnons pas ce peu que nous pouvons faire aux mains de ceux dont les intérêts sont étrangers à l'idéal que nous défendons. Songeons à préserver tout

au moins notre honneur.

(*L'École émancipée*, 23e année, n° 42, 23 juillet 1933[14].)

JOURNAL D'ESPAGNE

(Août 1936)

Port-Bou.
Barcelone.

Premières impressions de la guerre civile.

On croirait difficilement que Barcelone est la capitale d'une région en pleine guerre civile. Quand on a connu Barcelone en temps de paix, et qu'on débarque à la gare, on n'a pas l'impression d'un changement. Les formalités ont eu lieu à Port-Bou ; on sort de la gare de Barcelone comme un touriste quelconque, on déambule le long de ces rues heureuses. Les cafés sont ouverts, quoique moins fréquentés que d'habitude ; les magasins aussi. La monnaie joue toujours le même rôle. S'il n'y avait pas si peu de police et tant de gamins avec des fusils, on ne remarquerait rien du tout. Il faut un certain temps pour se rendre compte que c'est bien la Révolution, et que ces périodes historiques sur lesquelles on lit des livres, qui ont fait rêver depuis l'enfance, 1792, 1871, 1917, on est en train d'en vivre une, ici. Puisse-t-elle avoir des effets plus heureux.

Rien n'est changé, effectivement, sauf une petite chose : le pouvoir est au peuple. Les hommes en bleu commandent. C'est à présent une de ces périodes extraordinaires, qui jusqu'ici n'ont pas duré, où ceux qui ont toujours obéi prennent les responsabilités. Cela ne va pas sans inconvénients, c'est sûr. Quand on donne à des gamins de dix-sept ans des fusils chargés au milieu d'une population désarmée…

Lérida.

Mil. com, reg. C.N.T. – 5 ouvr. bâtim. – com. lib. « pas tout de suite, dans un ou deux mois ».

Columna Durruti.
Vendredi 14.
Samedi 15.

Conversation avec les paysans de Pina :

S'ils sont d'accord pour tout cultiver ensemble ?

1ère réponse (à plusieurs reprises) : on fera ce que dira le comité.

Vieux : oui – à condition qu'on lui donne tout ce qu'il lui faut – qu'il ne soit pas tout le temps embêté, comme maintenant, pour payer charpentier, médecin…

Un autre : il faut voir comment ça marchera…

S'ils aiment mieux cultiver ensemble que partager ? – Oui (pas très catégorique).

Comment ils vivaient ? – Travailler jour et nuit, et manger très mal. La plupart ne savent pas lire. Les enfants vont en place. Une petite de quatorze ans qui travaille depuis deux ans, fait la lessive (ils ont un bon rire en racontant tout ça). Gagnent 20 pes. par mois (une fille de vingt ans), 17, 16… Vont pieds nus.

Riches propriétaires de Saragosse.

Le curé. — On n'avait rien pour faire l'aumône, mais on donnait des volailles au curé. — Aimé ? — Oui, par beaucoup. — Pourquoi ? Pas de réponse claire.

Ceux qui nous parlaient n'avaient jamais été à la messe. (Tout âge…) S'il y avait beaucoup de haine contre les riches ? — Oui, mais encore plus entre pauvres.

Si cet état de choses ne peut pas gêner le travail en commun ? — Non, puisqu'il n'y aura plus d'inégalité.

Si on travaillera tous pareil ? — Celui qui ne travaillera pas assez devra être forcé. Seuls ceux qui travailleront mangeront.

Si la vie des villes vaut mieux que celle des champs ? — Deux fois mieux. Travaillent moins. Mieux habillés, distractions, etc. Ouvriers des villes plus au courant des choses… Un des leurs parti travailler en ville est revenu après trois mois avec des habits neufs.

Si on jalouse la ville ? — On ne s'occupe pas…

Service militaire : un an. Ils ne pensent qu'à retourner chez eux. — Pourquoi ? — Mangent mal. Fatigue. Discipline. Coups (si on ripostait, fusillé). Coups avec la main, crosse de fusil, etc. Les riches le font dans d'autres conditions.

S'il faut le supprimer ? — Oui, ça vaudrait autant.

Ceux qui étaient pour le curé n'ont pas changé d'avis, mais se taisent.

Régime : payent rente à propriétaire.

Beaucoup chassés parce qu'incapables de payer rente. Doivent se faire ouvriers agricoles à deux pesetas par jour.

Sentiment d'infériorité assez vif.

Dimanche 16.
Durruti à Pina.

(Garde civile – gardes d'assaut – paysans.) Sevillan.

Discours de Durruti aux paysans : Suis un travailleur. Quand tout sera fini, j'irai travailler à l'usine.

Durruti à Osera.

Ordres : ne pas manger ni coucher chez les paysans. Obéir au « technicien militaire ». Discussion violente.

Organisation : délégués élus. Sans compétence. Sans autorité. Ne font pas respecter l'autorité du technicien militaire.

Paysan se plaint au type d'Oran (Marquet) que les sentinelles s'endorment.

Retour au Q.G.

Camarade échappé de Saragosse. Prop. d'expédition. Sévillan. Celui qui veut rester avec son ami. Celui qui veut rendre ses armes.

300 hommes non armés envoyés de Lérida. Cinq canons « prêtés » à la colonne de Huesca (i.e. envoyés de Lérida avec consentement de Durruti). Garcia Oliver parti en avion à Valence. Officier disparu. Coordination télégraphistes-téléphonistes.

S(15). annoncés : 2 000 h. armés, esc. de cavalerie, 2 [?] batteries de 15, a tanks de montagne.

Conversation téléph. Durruti-Santillan. Prise Quinto coûterait 1 200 h. (?) sans canons. Avec canons on peut aller aux portes de Saragosse.

Très énergique : On peut bombarder Saragosse.

[Vx type : « Si, Señor… »]

Lundi 17.

On déménage le Q.G. à la maison de paysans en face de laquelle il y a tant de blé (un drôle de déménagement !). Dans la matinée, voiture pour Pina. Les deux petits fiancés qui se bécotent au volant. Trouvé le groupe installé dans l'école. Magnifique. (Manuels patriotiques…) (L'hôpital est là aussi.) On mange chez les mêmes paysans (au 18). On me donne un fusil : beau petit mousqueton. Dans l'après-midi, on bombarde vaguement. J'écris à Boris : « Pas encore entendu un coup de fusil. » (Vrai, sauf exercice de tir…) Aussitôt boum !… fracas terrible. « L'aviation bombarde. » On sort avec les fusils. Ordre : dans le maïs. Couchés. Je me couche en pleine boue pour tirer en l'air. Au

bout de quelques minutes on se lève. Avions bien trop haut pour tirer. Salve de balles de la moitié des Espagnols. Un tire horizontalement vers le fleuve. (Quelques-uns tirent au revolver ?) On va trouver bombe. Minuscule. Dégâts dans ½ m de rayon. N'ai pas été émue du tout.

Encore des paysans oisifs sur la place, mais beaucoup moins.

Louis Berthomieux (délégué) : « On passe le fleuve. » Il s'agit d'aller brûler trois cadavres ennemis. On passe en barque (un quart d'h. de discussions…) On cherche. – Un cadavre en bleu, dévoré, horrible. On le brûle. Les autres cherchent ce qui reste. Nous, on se repose. On parle de coup de main. On laisse le gros de la troupe retraverser. Puis on décide (?) de remettre le coup de main au lendemain. On revient vers le fleuve, sans se cacher beaucoup. On voit une maison. Pascual (du comité de guerre) : « On va chercher des melons. » (Très sérieusement !) On va par la brousse. Chaleur, un peu d'angoisse. Je trouve ça idiot. Tout à coup, je comprends qu'on va en expédition (sur la maison). Là, suis *très* émue (j'ignore l'utilité de la chose, et je sais que si on est pris on est fusillé). On se partage en deux groupes. Délégué, Ridel et trois Allemands vont à plat ventre jusqu'à la maison. Nous, dans les fossés (après coup le délégué nous engueule : on aurait dû aller jusqu'à la maison). On attend. On entend parler… Tension épuisante. On voit les copains revenir sans se cacher, on les rejoint, on repasse le fleuve tranquillement. La fausse manœuvre aurait pu leur coûter la vie. Pascual est le responsable. (Carpentier, Giral avec nous.)

On couche dans la paille (deux bottes dans un coin, et bonne couverture). L'infirmier qui veut faire éteindre la lumière se fait engueuler.

Cette expédition est la première et la seule fois que j'aie eu peur pendant ce séjour à Pina.

Mardi 18.

Des tas de projets pour l'autre côté du fleuve. Vers la fin de la matinée, on décide d'y passer au milieu de la nuit, nous le « groupe », pour tenir quelques jours jusqu'à l'arrivée de la colonne de Sastano. La journée se passe en démarches. Question angoissante : celle des fusils mitrailleurs. Le comité de guerre de Pina les refuse. En fin de compte, grâce au colonel italien chef de la « Banda Negra », on se débrouille pour en avoir un – puis deux. On ne les essaie pas.

C'est le colonel qui nous a proposé le premier d'aller là-bas, mais en fin de compte mission officielle du comité de guerre de Pina.

Volontaires, bien sûr. La veille au soir, Berthomieux nous a réunis

au 18, demandé notre avis. Silence complet. Il insiste pour qu'on dise ce qu'on pense. Encore un silence. Puis Ridel : « Ben quoi, on est tous d'accord. » Et c'est tout.

On se couche. Infirmier qui veut éteindre… Je couche habillée. Ne dors guère. Lever à 2 h ½. Mon sac est fait. Émotion : lunettes. Partage des charges (moi : carte, une bassine). Ordre. On chemine sans parler. Un peu émue quand même. Traversée en deux fois. Pour nous Louis s'énerve, crie (s'ils sont là…). On débarque. On attend. Le jour apparaît un peu. L'Allemand va faire le jus. Louis découvre la butte, y fait porter les affaires, m'y envoie. J'y reste un peu, puis vais prendre le jus à mon tour. Louis a installé les gardes. On travaille tout de suite à aménager la cuisine et la butte, barricader pour pas être vus. Pendant ce temps, les autres vont à la maison. Y trouvent une famille, et un petit gars de 17 ans (beau !). Renseignements : on nous a vus, à l'autre reconnaissance. Ils avaient gardé la rive. Retiré les gardes à notre arrivée. 112 h(16). Le lieutenant a juré de nous avoir. Reviennent. Je traduis ces renseignements aux Allemands. Ils demandent : « On repasse le fleuve ? – Non, on reste, bien sûr. » (On va à Pina téléphoner à Durruti ?) Ordre : retourner ramener la famille de paysans. (Pendant tout ça, le copain allemand promu cuisinier râle parce qu'il n'y a ni sel, ni huile, ni légumes.) Berthomieux, furieux (c'est dangereux de retourner encore une fois à la maison), rassemble expédition. Me dit : « Toi, à la cuisine ! » Je n'ose pas protester. D'ailleurs, cette expédition ne me va qu'à moitié… Je les regarde partir avec angoisse… (au fond, d'ailleurs, je suis presque autant en danger). On prend nos fusils, on attend. Bientôt l'Allemand propose d'aller au petit retranchement sous l'arbre occupé par Ridel et Carpentier (ils sont de l'expédition, bien entendu). On s'y couche, à l'ombre, avec les fusils (non armés). On attend. De temps à autre, l'Allemand laisse échapper un soupir. Il a peur, visiblement. Moi pas. Mais comme tout, autour de moi, existe intensément ! Guerre sans prisonniers. Si on est pris, on est fusillé. Les copains reviennent. Un paysan, son fils et le petit gars… Fontana lève le poing en regardant les garçons. Le fils répond visiblement à contrecœur. Contrainte cruelle… Le paysan retourne chercher sa famille. On revient à ses places respectives. Reconnaissance aérienne. Se planquer. Louis gueule contre les imprudences. Je m'étends sur le dos, je regarde les feuilles, le ciel bleu. Jour très beau. S'ils me prennent, ils me tueront… Mais c'est mérité. Les nôtres ont versé assez de sang. Suis moralement complice. Calme complet. On se regroupe – puis ça recommence. Me planque dans la butte. On bombarde. Sors pour aller vers fusil mitrailleur. Louis dit : « Faut pas avoir peur (!). » Me fait aller avec l'Allemand dans la cuisine, nos fusils à l'épaule. On attend. Enfin vient la famille du paysan (trois filles, un garçon de huit ans), tous épouvantés (on bombarde pas mal). S'apprivoisent un peu.

Très craintifs. Préoccupés du bétail laissé à la ferme (on finira par le leur ramener à Pina). Évidemment pas sympathisants.

[Sitges.]
5 sept.

Retour brusque des miliciens de Mayorque. Rien que pour Sitges, dix morts. (On ne le savait pas.) Expédition punitive, la nuit, en auto, pour tuer dix « fascistes ». On en fait autant la nuit suivante. Des gens s'enfuient (le boulanger qui fournit l'hôtel…).

Histoires de C. : Lérida. Colonne de Garcia Oliver, *malgré* la C.N.T. de Lérida, brûle la cathédrale (pleine de valeurs, d'or, de trésors artistiques) et massacre vingt personnes dans la prison, où ils pénètrent de force.

Infirmier de la colonne du P.O.U.M. (étudiant en médecine). Ramène en auto à Lérida un blessé atteint de gangrène à la jambe. Prétend (faussement) qu'il n'y a pas de place à Lérida, et donne ordre au chauffeur de continuer sur [?]. À six kilomètres de Lérida, panne. L'infirmier retourne à Lérida en emportant la « documentation », abandonnant l'auto sur la route. Chauffeur italien, ne sait pas l'espagnol. [Espagnols] sur le point de lui faire un mauvais parti, quand par hasard un camion du P.O.U.M. passe. Infirmier, huit jours de prison.

Avion de bombardement abandonné par avion de chasse qui l'accompagnait (mitrailleuses enrayées)…

Villafranca (près de Sitges).

Berthollet m'avait dit qu'il y régnait le communisme libertaire. En fait, on n'a pas supprimé la monnaie, même un jour. Ni collectivisé les champs. Les paysans (rabassaires) ne paient pas la rente (…), un point c'est tout. On collectivisera d'ici l'an prochain (?). Un grand magasin dont le patron a été fusillé. Collectivisé ? « On est en train. » Des tas de petites usines (huit à dix ouvriers), mécanique, etc. Patrons y travaillent comme ouvriers. Collectivisées ou coopératives (différence ?). Le Comité du Front populaire (C.N.T., P.O.U.M., Esquerra) leur a commandé et payé un camion blindé. Ressources : impôt de guerre, comptes en banque des réactionnaires. « On n'a pas tué les réactionnaires, on les fait payer. » La Esquerra et la Lliga avaient presque la même force. « Qu'est-ce qu'on a fait aux militants de la Lliga ? — Rien, ils ont adhéré à la C.N.T. (! ! !) (C'étaient les petits patrons devenus ouvriers.) On a fait une trentaine d'exécutions : le curé et de grands propriétaires. « Fascistes ? — Non, fascistes de fait », i.e. vaches.

Carpentier, Ridel (Siétamo).

Roanna. C'est lui qui a tué B. (bon travail !). 50 h. à Lérida (le premier jour) (?). À Siétamo, chauffeur de tank arrive avec douze heures de retard, qui ne voulait pas avancer et par la faute de qui un copain a été blessé.

Santillan voulait tuer les soldats prisonniers. Louis lui dit que s'il les fusille, on le fusillera après. Il se tient tranquille.

Avant, encore à Pina – des Espagnols du groupe international, ont participé à une exécution à Pina (le notaire, revenu). On parle de les expulser du groupe. Louis furieux. On décide que le groupe ne participera pas à des expéditions.

La « Maritima ».

9 délégués. 4 permanents. 5 font demi-journée d'ouvriers. Salaires d'ouvriers.

17 à 19 pesetas. 40 heures + 16 heures gratuites. Contribution volontaire de 12 pesetas. C.N.T. à 98 %

Bombes, etc. – Locomotives.

Capital espagnol et allemand. Directeur a emporté le fric (12 millions).

Dessins d'art, trouvés dans les archives. Ouvriers ayant travaillé dans fabriques de munitions en France.

Primes supprimées. « On travaille plus. »

Hispano.

(Fusillé directeur, 4 ouvriers.)

Conditions morales très mauvaises.

Comité exécutif de 8 membres (6 ouvriers, 2 des bureaux) plus un président (bureaux). Ces 8 se sont emparés de l'usine, ont fait venir les ouvriers, se sont nommés eux-mêmes. Se sont fait plébisciter.

Chefs subalternes conservés. Certains changés cette semaine seulement (incapacité).

Comité de techniciens. Au début, 3 chefs d'ateliers. Depuis plus nombreux. Suggestions reçues par la voie hiérarchique.

Cars blindés improvisés. Depuis, perfectionnés peu à peu.

(Heures de travail : de 9 à 12 h., de 2 à 5 h.)

Discipline – renvois de mauvais éléments (mauvais camarades).

Admonestations aux ouvriers indisciplinés. Amendes pour retards. Pas de malfaçons.

Primes supprimées. « On travaille plus. »

Mines potasse.

Travaillent pas, mais payés. Pourquoi ne travaillent pas ? À cause du trust de la potasse, par lequel il faut passer.

FRAGMENT

(1936 ?)

Que se passe-t-il en Espagne ? Chacun, là-dessus, a son mot à dire, ses histoires à raconter, un jugement à prononcer. C'est la mode, actuellement, d'aller faire un tour là-bas, voir un bout de révolution et de guerre civile, et revenir avec des articles plein sa plume. On ne peut plus ouvrir un journal ou une revue sans y trouver des récits d'événements d'Espagne. Comment tout cela ne serait-il pas superficiel ? Tout d'abord une transformation sociale ne peut être correctement appréciée qu'en fonction de ce qu'elle apporte à la vie quotidienne de chacun de ceux qui composent le peuple. Il n'est pas facile de pénétrer dans cette vie quotidienne. D'ailleurs chaque jour amène du nouveau. Et puis la contrainte et la spontanéité, la nécessité et l'idéal se mêlent de manière à apporter une confusion inextricable non seulement dans les faits, mais encore dans la conscience même des acteurs et spectateurs du drame. C'est même là le caractère essentiel et peut-être le plus grand mal de la guerre civile. C'est aussi la première conclusion qu'on peut tirer d'un examen rapide des événements espagnols, et ce qu'on sait de la révolution russe ne le confirme que trop. Il n'est pas vrai que la révolution corresponde automatiquement à une conscience plus haute, plus intense et plus claire du problème social. C'est le contraire qui est vrai, du moins quand la révolution prend la forme de la guerre civile. Dans la tourmente de la guerre civile, les principes perdent toute commune mesure avec les réalités, toute espèce de critérium en fonction duquel on puisse juger les actes et les institutions disparaît, et la transformation sociale est livrée au hasard. Comment pouvoir rapporter quelque chose de cohérent, après un court séjour et des observations fragmentaires ? Tout au plus si on peut exprimer quelques impressions, tirer au clair quelques leçons.

RÉFLEXIONS POUR DÉPLAIRE

(1936 ?)

Je vais, je le sais, choquer, scandaliser beaucoup de bons camarades. Mais quand on se réclame de la liberté, on doit avoir le courage de dire ce qu'on pense, même si on doit déplaire.

Tous nous suivons jour par jour, anxieusement, avec angoisse, la lutte qui se déroule de l'autre côté des Pyrénées. Nous tâchons d'aider les nôtres. Mais cela n'empêche pas, ne dispense pas de tirer les leçons d'une expérience que tant d'ouvriers, de paysans paient là-bas de leur sang.

On a déjà eu en Europe une expérience de ce genre, payée de beaucoup de sang elle aussi. C'est l'expérience russe. Lénine, là-bas, avait publiquement revendiqué un État où il n'y aurait ni armée, ni police, ni bureaucratie distinctes de la population. Une fois au pouvoir, lui et les siens se sont mis, à travers une longue et douloureuse guerre civile, à construire la machine bureaucratique, militaire et policière la plus lourde qui ait jamais pesé sur un malheureux peuple.

Lénine était le chef d'un parti politique, d'une machine à prendre et à exercer le pouvoir. On a pu mettre en doute sa bonne foi et celle de ses compagnons ; on a pu du moins penser qu'il y avait contradiction entre les buts définis par Lénine et la nature d'un parti politique. Mais on ne saurait mettre en doute la bonne foi de nos camarades libertaires de Catalogne. Cependant que voyons-nous là-bas ? Là aussi, hélas, nous voyons se produire des formes de contrainte, des cas d'inhumanité directement contraires à l'idéal libertaire et humanitaire des anarchistes. Les nécessités, l'atmosphère de la guerre civile l'emportent sur les aspirations que l'on cherche à défendre au moyen de la guerre civile.

Nous haïssons, ici, la contrainte militaire, la contrainte policière, la contrainte dans le travail, le mensonge répandu par la presse, la T.S.F., tous les moyens de diffusion. Nous haïssons les différenciations sociales, l'arbitraire, la cruauté.

Eh bien ! il y a, là-bas, contrainte militaire. Malgré l'afflux de volontaires, on a décrété la mobilisation. Le conseil de défense de la Généralité, où nos camarades de la F.A.I. ont quelques-uns des postes dirigeants, vient de décréter l'application aux milices de l'ancien code militaire.

Il y a contrainte dans le travail. Le conseil de la Généralité, où nos camarades détiennent les ministères économiques, vient de décréter l'obligation, pour les ouvriers, d'effectuer autant d'heures supplémentaires non payées qu'il serait jugé nécessaire. Un autre décret prévoit que les ouvriers qui ne produiraient pas à une cadence suffisante seront considérés comme factieux et traités comme tels ; ce qui signifie, tout simplement, l'application de la peine de mort dans la production industrielle.

Quant à la contrainte policière, la police d'avant le 19 juillet a perdu presque tout son pouvoir. En revanche, pendant les trois premiers mois de la guerre civile, les comités d'investigation, les militants responsables, et, trop souvent, des individus irresponsables ont fusillé sans le moindre simulacre de jugement, et par suite sans aucune possibilité de contrôle syndical ou autre. C'est seulement il y a quelques jours qu'on a institué des tribunaux populaires destinés à juger les factieux ou présumés factieux. Il est trop tôt encore pour savoir quel effet aura cette réforme.

Le mensonge organisé existe, lui aussi, depuis le 19 juillet…

LETTRE À GEORGES BERNANOS

(1938 ?)

Monsieur,

Quelque ridicule qu'il y ait à écrire à un écrivain, qui est toujours, par la nature de son métier, inondé de lettres, je ne puis m'empêcher de le faire après avoir lu *Les Grands cimetières sous la lune*. Non que ce soit la première fois qu'un livre de vous me touche ; le *Journal d'un curé de campagne* est à mes yeux le plus beau, du moins de ceux que j'ai lus, et véritablement un grand livre. Mais si j'ai pu aimer d'autres de vos livres, je n'avais aucune raison de vous importuner en vous l'écrivant. Pour le dernier, c'est autre chose ; j'ai eu une expérience qui répond à la vôtre, quoique bien plus brève, moins profonde, située ailleurs et éprouvée, en apparence – en apparence seulement –, dans un tout autre esprit.

Je ne suis pas catholique, bien que – ce que je vais dire doit sans doute sembler présomptueux à tout catholique, de la part d'un non-catholique, mais je ne puis m'exprimer autrement – bien que rien de catholique, rien de chrétien ne m'ait jamais paru étranger. Je me suis dit parfois que si seulement on affichait aux portes des églises que l'entrée est interdite à quiconque jouit d'un revenu supérieur à telle ou telle somme, peu élevée, je me convertirais aussitôt. Depuis l'enfance, mes sympathies se sont tournées vers les groupements qui se réclamaient des couches méprisées de la hiérarchie sociale, jusqu'à ce que j'aie pris conscience que ces groupements sont de nature à décourager toutes les sympathies. Le dernier qui m'ait inspiré quelque confiance, c'était la C.N.T. espagnole. J'avais un peu voyagé en Espagne – assez peu – avant la guerre civile, mais assez pour ressentir l'amour qu'il est difficile de ne pas éprouver envers ce peuple ; j'avais vu dans le mouvement anarchiste l'expression naturelle de ses grandeurs et de ses tares, de ses aspirations les plus et les moins légitimes. La C.N.T., la F.A.I. étaient un mélange étonnant, où on admettait n'importe qui, et où, par suite, se coudoyaient l'immoralité, le cynisme, le fanatisme, la cruauté, mais aussi l'amour, l'esprit de fraternité, et surtout la revendication de l'honneur si belle chez des hommes humiliés ; il me semblait que ceux qui venaient là animés par un idéal l'emportaient sur ceux que poussait le goût de la violence et du désordre. En juillet 1936, j'étais à Paris. Je n'aime pas la guerre ; mais ce qui m'a toujours fait le plus horreur dans la guerre, c'est la

situation de ceux qui se trouvent à l'arrière. Quand j'ai compris que, malgré mes efforts, je ne pouvais m'empêcher de participer moralement à cette guerre, c'est-à-dire de souhaiter tous les jours, toutes les heures, la victoire des uns, la défaite des autres, je me suis dit que Paris était pour moi l'arrière, et j'ai pris le train pour Barcelone dans l'intention de m'engager. C'était au début d'août 1936.

Un accident m'a fait abréger par force mon séjour en Espagne. J'ai été quelques jours à Barcelone ; puis en pleine campagne aragonaise, au bord de l'Èbre, à une quinzaine de kilomètres de Saragosse, à l'endroit même où récemment les troupes de Yaguë ont passé l'Èbre ; puis dans le palace de Sitgès transformé en hôpital ; puis de nouveau à Barcelone ; en tout à peu près deux mois. J'ai quitté l'Espagne malgré moi et avec l'intention d'y retourner ; par la suite, c'est volontairement que je n'en ai rien fait. Je ne sentais plus aucune nécessité intérieure de participer à une guerre qui n'était plus, comme elle m'avait paru être au début, une guerre de paysans affamés contre les propriétaires terriens et un clergé complice des propriétaires, mais une guerre entre la Russie, l'Allemagne et l'Italie.

J'ai reconnu cette odeur de guerre civile, de sang et de terreur que dégage votre livre ; je l'avais respirée. Je n'ai rien vu ni entendu, je dois le dire, qui atteigne tout à fait l'ignominie de certaines des histoires que vous racontez, ces meurtres de vieux paysans, ces ballilas faisant courir des vieillards à coups de matraques. Ce que j'ai entendu suffisait pourtant. J'ai failli assister à l'exécution d'un prêtre ; pendant les minutes d'attente, je me demandais si j'allais regarder simplement, ou me faire fusiller moi-même en essayant d'intervenir ; je ne sais pas encore ce que j'aurais fait si un hasard heureux n'avait empêché l'exécution.

Combien d'histoires se pressent sous ma plume… Mais ce serait trop long ; et à quoi bon ? Une seule suffira. J'étais à Sitgès quand sont revenus, vaincus, les miliciens de l'expédition de Majorque. Ils avaient été décimés. Sur quarante jeunes garçons partis de Sitgès, neuf étaient morts. On ne le sut qu'au retour des trente et un autres. La nuit même qui suivit, on fit neuf expéditions punitives, on tua neuf fascistes ou soi-disant tels, dans cette petite ville où, en juillet, il ne s'était rien passé. Parmi ces neuf, un boulanger d'une trentaine d'années, dont le crime était, m'a-t-on dit, d'avoir appartenu à la milice des « somaten » ; son vieux père, dont il était le seul enfant et le seul soutien, devint fou. Une autre encore : en Aragon, un petit groupe international de vingt-deux miliciens de tous pays prit, après un léger engagement, un jeune garçon de quinze ans, qui combattait comme phalangiste. Aussitôt pris, tout tremblant d'avoir vu tuer ses camarades à ses côtés, il dit qu'on l'avait enrôlé de force. On le fouilla, on trouva sur lui une médaille de

la Vierge et une carte de phalangiste ; on l'envoya à Durruti, chef de la colonne, qui, après lui avoir exposé pendant une heure les beautés de l'idéal anarchiste, lui donna le choix entre mourir et s'enrôler immédiatement dans les rangs de ceux qui l'avaient fait prisonnier, contre ses camarades de la veille. Durruti donna à l'enfant vingt-quatre heures de réflexion ; au bout de vingt-quatre heures, l'enfant dit non et fut fusillé. Durruti était pourtant à certains égards un homme admirable. La mort de ce petit héros n'a jamais cessé de me peser sur la conscience, bien que je ne l'aie apprise qu'après coup. Ceci encore : dans un village que rouges et blancs avaient pris, perdu, repris, reperdu je ne sais combien de fois, les miliciens rouges, l'ayant repris définitivement, trouvèrent dans les caves une poignée d'êtres hagards, terrifiés et affamés, parmi lesquels trois ou quatre jeunes hommes. Ils raisonnèrent ainsi : si ces jeunes hommes, au lieu d'aller avec nous la dernière fois que nous nous sommes retirés, sont restés et ont attendu les fascistes, c'est qu'ils sont fascistes. Ils les fusillèrent donc immédiatement, puis donnèrent à manger aux autres et se crurent très humains. Une dernière histoire, celle-ci de l'arrière : deux anarchistes me racontèrent une fois comment, avec des camarades, ils avaient pris deux prêtres ; on tua l'un sur place, en présence de l'autre, d'un coup de revolver, puis on dit à l'autre qu'il pouvait s'en aller. Quand il fut à vingt pas, on l'abattit. Celui qui me racontait l'histoire était très étonné de ne pas me voir rire.

À Barcelone, on tuait en moyenne, sous forme d'expéditions punitives, une cinquantaine d'hommes par nuit. C'était proportionnellement beaucoup moins qu'à Majorque, puisque Barcelone est une ville de près d'un million d'habitants ; d'ailleurs il s'y était déroulé pendant trois jours une bataille de rues meurtrière. Mais les chiffres ne sont peut-être pas l'essentiel en pareille matière. L'essentiel, c'est l'attitude à l'égard du meurtre. Je n'ai jamais vu, ni parmi les Espagnols, ni même parmi les Français venus soit pour se battre, soit pour se promener – ces derniers le plus souvent des intellectuels ternes et inoffensifs – je n'ai jamais vu personne exprimer même dans l'intimité de la répulsion, du dégoût ou seulement de la désapprobation à l'égard du sang inutilement versé. Vous parlez de la peur. Oui, la peur a eu une part dans ces tueries ; mais là où j'étais, je ne lui ai pas vu la part que vous lui attribuez. Des hommes apparemment courageux – il en est un au moins dont j'ai de mes yeux constaté le courage – au milieu d'un repas plein de camaraderie, racontaient avec un bon sourire fraternel combien ils avaient tué de prêtres ou de « fascistes » – terme très large. J'ai eu le sentiment, pour moi, que lorsque les autorités temporelles et spirituelles ont mis une catégorie d'êtres humains en dehors de ceux dont la vie a un prix, il n'est rien de plus naturel à l'homme que de tuer. Quand on sait qu'il

est possible de tuer sans risquer ni châtiment ni blâme, on tue ; ou du moins on entoure de sourires encourageants ceux qui tuent. Si par hasard on éprouve d'abord un peu de dégoût, on le tait et bientôt on l'étouffe de peur de paraître manquer de virilité. Il y a là un entraînement, une ivresse à laquelle il est impossible de résister sans une force d'âme qu'il me faut bien croire exceptionnelle, puisque je ne l'ai rencontrée nulle part. J'ai rencontré en revanche des Français paisibles, que jusque-là je ne méprisais pas, qui n'auraient pas eu l'idée d'aller eux-mêmes tuer, mais qui baignaient dans cette atmosphère imprégnée de sang avec un visible plaisir. Pour ceux-là je ne pourrai jamais avoir à l'avenir aucune estime.

Une telle atmosphère efface aussitôt le but même de la lutte. Car on ne peut formuler le but qu'en le ramenant au bien public, au bien des hommes – et les hommes sont de nulle valeur. Dans un pays où les pauvres sont, en très grande majorité, des paysans, le mieux-être des paysans doit être un but essentiel pour tout groupement d'extrême-gauche ; et cette guerre fut peut-être avant tout, au début, une guerre pour et contre le partage des terres. Eh bien, ces misérables et magnifiques paysans d'Aragon, restés si fiers sous les humiliations, n'étaient même pas pour les miliciens un « objet de curiosité. Sans insolences, sans injures, sans brutalité – du moins je n'ai rien vu de tel, et je sais que vol et viol, dans les colonnes anarchistes, étaient passibles de la peine de mort – un abîme séparait les hommes armés de la population désarmée, un abîme tout à fait semblable à celui qui sépare les pauvres et les riches. Cela se sentait à l'attitude toujours un peu humble, soumise, craintive des uns, à l'aisance, la désinvolture, la condescendance des autres.

On part en volontaire, avec des idées de sacrifice, et on tombe dans une guerre qui ressemble à une guerre de mercenaires, avec beaucoup de cruautés en plus et le sens des égards dus à l'ennemi en moins.

Je pourrais prolonger indéfiniment de telles réflexions, mais il faut se limiter. Depuis que j'ai été en Espagne, que j'entends, que je lis toutes sortes de considérations sur l'Espagne, je ne puis citer personne, hors vous seul, qui, à ma connaissance, ait baigné dans l'atmosphère de la guerre espagnole et y ait résisté. Vous êtes royaliste, disciple de Drumont – que m'importe ? Vous m'êtes plus proche, sans comparaison, que mes camarades des milices d'Aragon – ces camarades que, pourtant, j'aimais.

Ce que vous dites du nationalisme, de la guerre, de la politique extérieure française après la guerre m'est également allé au cœur. J'avais dix ans lors du traité de Versailles. Jusque-là j'avais été patriote avec toute l'exaltation des enfants en période de guerre. La volonté d'humilier l'ennemi vaincu, qui déborda partout à ce moment (et dans

les années qui suivirent) d'une manière si répugnante, me guérit une fois pour toutes de ce patriotisme naïf. Les humiliations infligées par mon pays me sont plus douloureuses que celles qu'il peut subir.

Je crains de vous avoir importuné par une lettre aussi longue. Il ne me reste qu'à vous exprimer ma vive admiration.

S. WEIL.

Mlle Simone Weil, 3, rue Auguste-Comte, Paris (VIe).

P.-S. – C'est machinalement que je vous ai mis mon adresse. Car, d'abord, je pense que vous devez avoir mieux à faire que de répondre aux lettres. Et puis je vais passer un ou deux mois en Italie, où une lettre de vous ne me suivrait peut-être pas sans être arrêtée au passage.

Ce livre numérique

a été édité par la

bibliothèque numérique romande

https://ebooks-bnr.com/

en décembre 2021.

— Élaboration :

Ont participé à l'élaboration de ce livre numérique : Isabelle, Denise, Françoise.

— Sources :

Ce livre numérique est réalisé principalement d'après : Weil Simone, *Écrits historiques et politiques (première partie : Histoire)*¸ Paris, Gallimard (Espoir), 1960. D'autres éditions ont pu être consultées en vue de l'établissement du présent texte. La photo de première page, *Vue d'une fenêtre à travers une ouverture*, a été prise par Anne Van de Perre le 29.12.2012.

— Dispositions :

— Qualité :

Nous sommes des bénévoles, passionnés de littérature. Nous faisons de notre mieux mais cette édition peut toutefois être entachée d'erreurs et l'intégrité parfaite du texte par rapport à l'original n'est pas garantie. Nos moyens sont limités et **votre aide nous est indispensable ! Aidez-nous à réaliser ces livres et à les faire connaître…**

— Autres sites de livres numériques :

Plusieurs sites partagent un catalogue commun qui répertorie un

ensemble d'ebooks et en donne le lien d'accès. Vous pouvez consulter ce catalogue à l'adresse : www.noslivres.net.

1 La deuxième partie (*Hitler et la politique extérieure de la Rome antique*) publ. in *Nouveaux Cahiers* (n° 53, 1er janvier 1940). La troisième partie, proposée, fut refusée par la censure. *(BNR.)*

2 Voici quelques-uns des vers de La Fontaine :

À vous, marchands de fromage,
Salut, révérence, hommage.
……
Votre lâche paysan…
Tournera bientôt visage.
……

Mandez lettres et messages
Chez le Goth et l'Allemand,
Et dans tout le voisinage
Criez au meurtre, à l'outrage
On me pille, on me saccage,
Proposez un arbitrage,

Offrez des places d'otage
Malgré votre tripotage
Et votre patelinage,
Notre roi vaillant et sage
Ruinera ville et pacage,
Mettra votre or au pillage,
Vos personnes au carcan
Et vos meubles de l'encan.

……
Je ne suis sorcier ni mage,
Mais je prédis et je gage
Qu'on verra naître l'herbage
Dans les places d'Amsterdam,
Que Dordrecht et Rotterdam
Ne seront qu'un hermitage,
Qu'un lieu désert et sauvage.
……
(Note de S.W.)

3 Phrase ajoutée dans l'édition de référence qui nous avons utilisée, non présente dans le *Génie d'oc*. *(BNR.)*

4 Machiavel, *Istorie fiorentine*, livre III, ch. XII-XVII. (traduit par S.W.) *(BNR.)*

5 D'après cette formule, Machiavel concevait l'insurrection des *Ciompi* comme essentiellement dirigée vers l'expropriation des riches. (Note de S.W.)

6 Citoyens privés de leurs droits en tant que « gibelins », c'est-à-dire sur la pression du parti « guelfe ». (Note de S.W.)

7 Le Conseil des huit de la guerre était une organisation dont tous membres se trouvaient alors être du parti de la petite bourgeoisie. (Note de S.W.)

8 Titre de *La Révolution prolétarienne* à ce fragment de lettre. Précédé de : « Une camarade française, partie récemment en Allemagne, nous fait part de ses premières impressions. » *(BNR.)*

9 Leipart a, par la suite, démenti cette interview, le journaliste maintient ses dires. Tout ce qu'on peut affirmer à ce sujet, c'est que les paroles rapportées par l'*Excelsior* sont tout à fait conformes à la réputation de Leipart en Allemagne. (Note de S.W.)

10 Nous ne devons pas nous dissimuler notre responsabilité dans la situation allemande. L'argument favori des hitlériens contre les communistes est « Un ouvrier français est d'abord français, ensuite seulement ouvrier. » Nous aurions le droit d'organiser immédiatement une vaste campagne, par articles, tracts brochures ou réunions, ou par tous ces moyens, pour manifester au prolétariat allemand notre solidarité agissante, faire comprendre au peuple français que la France, par son impérialisme agressif et son attachement au système de Versailles, est directement responsable du mouvement hitlérien, enfin préparer un accueil fraternel aux camarades allemands que la terreur fasciste forcera peut-être bientôt à passer la frontière. Rester inactifs sur ce terrain serait une grave faute ; et, au cas où le parti communiste n'entreprendrait rien de sérieux en ce sens, elle ne ferait que rendre ce devoir plus impérieux pour les organisations indépendantes comme notre Fédération. (Note de S.W.)

11 Le groupe trotskyste allemand n'est pas « liquidé », contrairement à ce que *L'Humanité* a annoncé bruyamment ; il a seulement perdu une fraction importante de ses membres (un quart, dit-on), qui a non seulement renié Trotsky, mais condamné toutes les oppositions. Un mois auparavant, les mêmes se vantaient d'être les meilleurs trotskystes. Le départ de tels éléments est un événement heureux pour le groupement ; mais la manière dont il s'est opéré semble indiquer un régime intérieur peu différent de celui du parti. (Note de S.W.)

12 M.O.R. (Minorité oppositionnelle révolutionnaire), un groupe des partisans d'une alliance avec le parti communiste au sein de la Fédération de l'enseignement. Bien que membre de la C.G.T.U., la majorité de la Fédération de l'enseignement prônait l'indépendance syndicale. *(BNR.)*

13 Ici et plus loin les italiques sont de nous. (Note de S.W.)

14 Note de *L'École émancipée* en fin de l'article : *Reçu le 24 juin (BNR).*

15 Secours.

16 Hommes.

Table des matières

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LES ORIGINES DE L'HITLÉRISME(1)

- I. – PERMANENCE ET CHANGEMENTS DES CARACTÈRES NATIONAUX
  - « LA FRANCE ÉTERNELLE »
  - L'ÉTERNELLE ALLEMAGNE
  - L'HITLÉRISME ET LES GERMAINS
- II. – HITLER ET LA POLITIQUE EXTÉRIEURE DE LA ROME ANTIQUE
- III. – HITLER ET LE RÉGIME INTÉRIEUR DE L'EMPIRE ROMAIN
- CONCLUSION

ROME ET L'ALBANIE
RÉFLEXIONS SUR LA BARBARIE
L'AGONIE D'UNE CIVILISATION VUE À TRAVERS UN POÈME ÉPIQUE
EN QUOI CONSISTE L'INSPIRATION OCCITANIENNE ?
UN SOULÈVEMENT PROLÉTARIEN À FLORENCE AU XIVe SIÈCLE
ÉBAUCHES DE LETTRES

- I
- II. – (VARIANTE DE LA LETTRE PRÉCÉDENTE)
- III
- IV

CONDITIONS D'UNE RÉVOLUTION ALLEMANDE
PREMIÈRES IMPRESSIONS D'ALLEMAGNE(8)
L'ALLEMAGNE EN ATTENTE
LA GRÈVE DES TRANSPORTS À BERLIN
LA SITUATION EN ALLEMAGNE

I
II
III
IV
V
VI
VII
VIII
IX
X

SUR LA SITUATION EN ALLEMAGNE
QUELQUES REMARQUES SUR LA RÉPONSE DE LA M.O.R. (12)
LE RÔLE DE L'U.R.S.S. DANS LA POLITIQUE MONDIALE
JOURNAL D'ESPAGNE
FRAGMENT
RÉFLEXIONS POUR DÉPLAIRE
LETTRE À GEORGES BERNANOS
Ce livre numérique

Guide

Couverture